

L'Impôt sur le Revenu

et les

Sociétés Commerciales

(ALLEMAGNE, ETATS-UNIS, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE,
ITALIE, SUISSE)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

soutenue publiquement

dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit le 26 juin 1926 à 14 h $\frac{1}{2}$

PAR

Henry LAUFENBURGER

Docteur ès sciences politiques et économiques

Lauréat du Concours général (1er Prix)

Lauréat de la Faculté de Droit de Caen

Jury d'examen:

MM. BRUNET, *professeur, président de la thèse*

LEPARGNEUR, *professeur, suffragant*

NOYELLE, *professeur, suffragant*

L'Impôt sur le Revenu

et les

Sociétés Commerciales

(ALLEMAGNE, ETATS-UNIS, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE,
ITALIE, SUISSE)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

soutenue publiquement

dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit le 26 juin 1926 à 14 h $\frac{1}{2}$

PAR

Henry LAUFENBURGER

Docteur ès sciences politiques et économiques
Lauréat du Concours général (1er Prix)
Lauréat de la Faculté de Droit de Caen

Jury d'examen:

MM. BRUNET, *professeur, président de la thèse*
LEPARGNEUR, *professeur, suffragant*
NOYELLE, *professeur, suffragant*

* 13600

FACULTÉ DE DROIT

UNIVERSITÉ DE CAEN

L'impôt sur le Revenu

Sociétés Commerciales



UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1925-1926

DOYEN :

M. Henry NÉZARD (I. ☉).

DOYEN HONORAIRE :

M. Eustache PILON (*, I. ☉).

ASSESSEUR DU DOYEN :

M. ASTOUL (*, I. ☉).

PROFESSEUR HONORAIRE :

M. LEBRET (*, I. ☉).

PROFESSEURS :

MM. CABOUAT (O. *, I. ☉), professeur de *Droit international public et privé*, chargé d'un cours de *Législation industrielle*.

ASTOUL (*, I. ☉), professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours d'*Histoire du Droit privé*.

DEGOIS (I. ☉), professeur de *Droit criminel*, chargé d'un cours de *Droit maritime*.

GÉNESTAL (I. ☉), professeur d'*Histoire du Droit français*, chargé d'un cours de *Coutume de Normandie*.

NÉZARD (I. ☉), professeur de *Droit administratif*, chargé d'un cours de *Législation minière*.

GOMBEAUX (I. ☉), professeur de *Droit civil*.

BRIDREY (I. ☉), professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours d'*Histoire du Droit public français*.

MM. BRUNET (*, A. ②), professeur, chargé du cours de *Législation financière* et du cours de *Droit constitutionnel*.

LEPARGNEUR, professeur de *Droit commercial*, chargé d'un cours de *Notariat et Enregistrement*.

NOYELLE, professeur d'*Economie politique*.

PERREAU, chargé du cours de *Procédure civile* et *Voies d'exécution*.

CUQ, chargé d'un cours de *Droit civil*.

POSE, chargé d'un cours d'*Economie politique* et du cours d'*Histoire des doctrines économiques*.

DEMONTÈS, chargé d'un cours de *Droit civil*.

SECRÉTAIRE:

M. ADDE (I. ②), Secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

PREFACE

Le problème de l'imposition des sociétés est l'un des plus complexes que connaisse la science des finances.

Dans le domaine juridique déjà, la notion des groupements de personnes et de capitaux a soulevé de sérieuses difficultés et des discussions animées ; le droit a dû recourir à des fictions pour fonder la vie juridique des sociétés et pour expliquer les manifestations les plus élémentaires de leur activité, leur capacité de contracter des obligations et d'agir en justice.

L'économie politique porte de plus en plus son attention sur les formes variées de la concentration, qui repose sur le contrat de société et qui est devenue un élément essentiel de la structure moderne de notre économie.

Entre la réalité et la fiction la science des finances doit faire son choix. Réaliste par sa nature, elle ne connaît, en matière fiscale, d'autre critère pour l'imposition des supports de la richesse que celui de la capacité contributive. La notion de la personnalité morale n'est pas pour elle un argument en faveur de l'assimilation fiscale des personnes physiques et des groupements du droit public et du droit privé. Les sociétés commerciales auxquelles nous restreignons notre étude, puisqu'elles sont les représentants les plus typiques et les plus importants des derniers, ont leur fonction et leur but économiques propres qui les opposent à la fois aux membres qui les composent et aux personnes individuelles ordinaires.

Pour ne pas avoir aperçu, dans le domaine financier, la profonde différence entre ces deux catégories de sujets fiscaux, la pratique de certains pays, dont la France, commet de véritables hérésies fiscales. L'extension aux sociétés des notions du minimum d'existence, de l'abattement à la base, de la discrimination des revenus et de la progressivité du taux, qui n'ont de raison que pour des êtres humains doués de sentiments et de besoins individuels et familiaux, condamne suffisamment les systèmes fiscaux qui, tel le nôtre, traitent les « personnes » morales exactement comme les personnes physiques.

L'absence de toute distinction rationnelle entre les sociétés et les membres humains qui les composent peut avoir des conséquences plus

graves encore. Par l'exagération des charges elle risque de condamner le meilleur système fiscal à l'improductivité et à la stérilité. La gêne considérable qui caractérise la vie économique actuelle de notre commerce et de notre industrie ne s'explique-t-elle pas en partie par une imposition souvent double, sinon triple, de la même richesse, qui trouve dans la ligne de démarcation trop nette, établie par le droit entre la personnalité de la société et celle des associés, une apparence de justification ?

L'importance du problème de l'imposition des sociétés est mise en relief par l'expérience étrangère. L'évolution des sociétés allemandes, le nombre des créations et des liquidations, le choix préférentiel de tel type a dépendu pour une large part des particularités des systèmes fiscaux respectifs des sociétés et des personnes physiques.

Mais telle est la force d'attraction des systèmes d'impôt une fois établis et acclimatés dans un pays, qu'elle leur asservit la théorie et la critique financières et les rend passives devant les pires incohérences. En France — notre bibliographie en témoigne — le problème spécifique de l'imposition des sociétés a pour ainsi dire passé inaperçu ; et même les traités de science financière les plus récents, excellents par ailleurs, voient leur valeur diminuée par l'omission d'une matière aussi complexe et importante.

C'est donc de l'étranger, des Etats-Unis et de l'Allemagne, que nous est venue l'idée du présent ouvrage. Malgré les hésitations de la théorie, ces pays n'ont pas craint de créer et d'introduire chez eux un type d'imposition spécial pour les sociétés, qui, sans abandonner en tous points la pratique antérieure d'assimilation, ne marque pas moins une étape importante dans l'histoire fiscale des personnes morales.

Notre étude, qui se propose d'envisager les différents systèmes de la pratique à la lumière de la théorie, n'a pas la prétention d'être complète ni de donner une solution exclusive.

Nous avons poursuivi un but plus modeste, celui de poser le problème.

Nous manquerions à un devoir élémentaire, si nous n'adressions à tous ceux dont le concours nous a été si précieux l'expression de notre vive gratitude. Les renseignements oraux ou écrits qu'ont bien voulu nous donner, entre autres, MM. Einaudi, professeur à l'Université de Turin, Michels, professeur aux Universités de Bâle et de Turin, Chlepner, professeur à l'Université de Bruxelles, Dr Neumark, de l'Université de Francfort, Mac Gregor, professeur à l'Université d'Oxford, Reddick, de l'Université d'Ithaca (New-York), et Brunet, professeur à

la Faculté de Droit de Caen, ont été pour nous d'une valeur d'autant plus appréciable que les récentes réformes fiscales dans la matière n'ont pas donné lieu jusqu'à présent à une étude critique d'ensemble.

Nous ne voudrions pas oublier notre dévoué ami M. Radouant, professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg, qui nous a facilité la documentation juridique.

Ried par Munster, le 13 juin 1926.

Digitized by the Internet Archive
in 2026

CHAPITRE D'INTRODUCTION

LES SYSTEMES FISCAUX APPLICABLES AUX SOCIETES

Le problème de l'imposition des sociétés est fonction des intentions du législateur et de la tendance générale de son système fiscal. N'a-t-il que la prétention de frapper la richesse apparente là où elle se trouve ? Il sera aussi simple de l'atteindre entre les mains des sociétés qu'auprès des personnes physiques. En fait l'impôt indirect est le système de la taxation des sociétés le plus simple et le plus ancien.

Si, au contraire, le législateur est inspiré des conceptions modernes de la théorie fiscale, d'après lesquelles l'impôt est un instrument de répartition équitable des charges entre les contribuables et son emploi n'est légitime qu'à la condition d'être en harmonie avec le principe de la justice fiscale, le problème de la taxation se pose dans toute sa complexité. En matière de droit commercial, la fiction de la personnalité morale a permis à la jurisprudence de placer l'activité économique des sociétés sur une base juridique solide. Mais permet-elle aussi au fisc, à la recherche de la capacité fiscale, de trouver une assiette appropriée pour l'établissement d'un impôt juste ?

Il lui suffit de frapper à leur porte pour se heurter à des obstacles insoupçonnés : la coexistence de la personnalité de la société et de celle des associés, l'imprécision de la force et du but économiques propres de la personne morale. Aussi l'impôt direct, sous la forme la plus perfectionnée, celle de la taxation personnelle, n'a-t-il fait que fort tard, dans le domaine des sociétés, une apparition décisive et victorieuse.

Aujourd'hui les deux formes d'imposition se rencontrent dans ce domaine. Pour bien mettre en relief la valeur propre de l'impôt sur le revenu, il convient de le situer dans le cadre de l'ensemble des systèmes fiscaux imaginables et pratiqués à l'égard des sociétés. Cette étude comparée nous montrera comment cet impôt, qui fera l'objet de notre ouvrage, est sorti assez tardivement d'une évolution longue et laborieuse.

I. — Les sociétés et l'impôt indirect.

L'impôt indirect appliqué aux personnes morales comporte exactement le même traitement que pour les personnes physiques. Il présente donc, en matière de sociétés, les mêmes caractères que pour ces dernières. Son trait distinctif est d'intervenir à l'occasion de certains actes qui sont révélateurs de richesse et en fournissent les signes extérieurs¹. Peu nous importe pour le moment le phénomène de l'incidence, qui veut que, souvent, l'impôt indirect soit simplement payé par le contribuable désigné par la loi, à la place d'une autre personne qui doit le supporter définitivement. Nous le rencontrerons à une autre occasion.

Dans le domaine des sociétés, l'impôt indirect peut poursuivre un double but ; il vise tantôt une richesse particulière aux sociétés, tantôt une richesse qui leur est commune avec les personnes physiques ordinaires.

Il convient d'attacher le premier sens au droit de timbre qui frappe à l'émission toute action ou obligation des sociétés, à moins qu'on ne veuille y voir une taxe. Ce droit existe pratiquement dans tous les pays : en France il peut être liquidé au comptant ou par voie d'abonnement². En Italie, il fonctionne dans des conditions analogues sous le nom de *tassa in surrogazione del bollo e del registro* (loi du 30 décembre 1923)³. Un droit d'émission frappe également les actions et obligations anglaises, indépendamment d'un droit de timbre. En Allemagne⁴, l'impôt est assis sur les contrats de sociétés (*Gesellschaftsverträge*), son tarif est gradué suivant la nature de la personne morale.

Ce droit sur l'émission, qui dans tous les pays énumérés se double d'un droit sur la circulation des titres, est l'expression d'un privilège spécial inhérent aux sociétés. Il peut être ramené à la taxe américaine sur la franchise sous sa forme primitive, taxe qui est le mieux à même de nous faire comprendre l'objet fiscal.

D'après M. Seligman⁵, la « franchise » est le droit conféré aux sociétés explicitement ou implicitement par le Gouvernement de se li-

¹ V. la théorie de l'impôt direct et indirect chez Allix, Cours professé à la Faculté de Droit de Paris en 1925-26, et Allix et Lecerclé, L'impôt sur le revenu, Paris 1926, tome I, p. 9 et s. La définition que l'auteur donne de l'impôt indirect comme d'un impôt frappant des faits mobiles et transitoires de production, de consommation et de circulation, est un peu étroite et ne comprend pas *ipso facto* le droit de timbre sur les sociétés.

² Allix, Traité élémentaire de science de finances, 4^e édit. 1921, p. 523.

³ Brancolini, Le imposte e tasse, Milano 1925, p. 321. Le tarif d'abonnement est actuellement de 2,50 %.

⁴ Eheberg, Finanzwissenschaft, 16^e édition, Leipzig 1921, p. 383 et s.

⁵ E. R. A. Seligman, Essays in Taxation, New-York 1925, p. 222.

vrer à une occupation propre et de jouir de privilèges particuliers. Elle consiste pour les sociétés à vivre et à agir comme les personnes individuelles, mais avec des privilèges tels que la responsabilité limitée, le fractionnement et l'anonymat de son capital, etc... L'impôt sur la franchise qui, aux Etats-Unis, a vainement essayé d'atteindre cet élément immatériel de richesse⁶ des sociétés se rencontre en Europe sous la forme la plus typique des impôts établis sur la constitution des sociétés ou l'émission de leurs titres. L'Etat, qui par l'autorisation tacite ou expresse des sociétés leur attribue des avantages spéciaux, prend soin de les imposer à titre de contre-partie ; voilà pourquoi nous pouvons ranger ces droits parmi les taxes.

Pendant la vie des sociétés, l'Etat fait intervenir l'impôt indirect dans l'activité économique exactement comme pour les personnes physiques. L'impôt sur le chiffre d'affaires, à la fois ancien et récent, est le type le plus représentatif de ce genre de taxation. Nous le rencontrons déjà aux Etats-Unis au cours du 19^e siècle⁷. Ainsi dans plusieurs Etats de la Nouvelle Angleterre, les banques payaient l'impôt d'après leurs dépôts ; dans le Connecticut et le Massachusetts, les Compagnies d'assurances liquidaient leur charge fiscale d'après le montant assuré ; les compagnies de sleeping-cars des Etats du Sud étaient imposées selon le nombre de voitures et la distance parcourue.

Sous l'impulsion des besoins urgents des Etats appauvris par la guerre, l'impôt sur le chiffre d'affaires apparaît depuis 1918 sous une forme nouvelle, applicable tant aux sociétés qu'aux commerçants individuels. En France et en Allemagne⁸, cette taxe atteint la généralité des ventes en gros ou au détail, qu'elles soient faites à des particuliers ou à des commerçants, ainsi que la fourniture de services.

Cet impôt partage bien les défauts reprochés à la taxe indirecte, notamment celui de son disproportionnalité. L'affaire peut être considérable sans être lucrative. Le chiffre d'affaires ne fournit aucun indice pour les recettes. Peut-on sérieusement appliquer la même mesure à une grande société meunière et à un bijoutier, fût-il établi rue de

⁶ V. notamment le système du professeur H. C. Adams, reproduit chez Seligman p. 230. Franchise tax on business corporations, New-York state tax bulletin, vol. 5, n° 2 Albana 1920. Gerloff voudrait étendre à toutes les sociétés une taxe compensatrice des avantages spéciaux qu'elles tirent de l'Etat. V. Die kantonale Besteuerung der Aktiengesellschaften in der Schweiz, Berne 1900, p. 200 et s.

⁷ Seligman op. cit., traduction française de 1914, Paris Giard 1914, p. 343 et 382.

⁸ Dans le dernier pays, le taux de l'impôt a été sensiblement réduit dans le budget de 1926-27, alors qu'il vient d'être sérieusement augmenté en France par la loi du 4 avril 1926.

la Paix à Paris ? L'impôt sur le chiffre d'affaires est d'ailleurs destiné à être répercuté sur le consommateur, il n'a donc aucune prétention de pénétrer dans la situation économique propre du contribuable. Seul l'impôt direct peut viser ce but.

II. — *Les sociétés et l'impôt direct.*

L'impôt direct est celui qui, dans l'intention du législateur, doit rester à la charge définitive du sujet fiscal. En fait le calcul du fisc est souvent déjoué et les impôts directs peuvent être, eux aussi, l'objet d'une translation. La période d'instabilité monétaire surtout bouleverse les règles élémentaires de l'incidence. Aussi paraît-il plus sûr de faire dépendre la classification des impôts des particularités de leur assiette. Dans ce sens, on peut dire que l'impôt direct recherche la richesse elle-même, indépendamment du hasard de sa manifestation extérieure.

En matière de sociétés, l'impôt direct a subi une longue évolution. Il s'est adressé d'abord à leur avoir, pour en frapper tous les éléments qu'il pouvait atteindre ; ce n'est que beaucoup plus tard qu'il a essayé de rechercher en lui un critère de la capacité fiscale des personnes morales. Pour les sociétés, comme pour les contribuables individuels, il a commencé par être un impôt réel saisissant la richesse en et par elle-même, pour se transformer lentement en un impôt personnel qui met la richesse en rapport avec la personne de son détenteur. Nous avons à distinguer ces deux catégories de systèmes fiscaux.

1° *La fortune, base de l'imposition.*

Les Etats-Unis sont le pays classique de l'impôt sur la « propriété ». Les « Essais sur l'impôt » du professeur E. R. A. Seligman ne sont autre chose qu'une critique sérieuse de ce système. Il a pour objet fiscal tantôt le capital, tantôt la fortune de la société.

Déjà au milieu du 19^e siècle, le Parlement de l'Etat de New-York avait décidé que les sociétés, les banques notamment, seraient imposées « sur une valeur égale au montant de leur capital »⁹. D'après la méthode qui s'est le plus répandue, l'impôt frappe la valeur marchande des actions au cours réel. Dès le début de son application, elle a soulevé les critiques les plus sérieuses et les plus fondées.

La valeur du capital, telle qu'elle est cotée en Bourse, est incertaine et essentiellement variable. Elle dépend non seulement du rendement de l'affaire et du montant très instable des bénéfices, mais d'un ensemble d'éléments spéculatifs, qui font que les cours des actions d'une

⁹ Seligman, édition anglaise loc. cit., p. 153.

société ne donnant pas de dividende peuvent fluctuer de 30 à 50 % dans la durée d'une année. Mais ce qui est plus grave, c'est que le capital ne représente aucunement l'actif véritable d'une société. Il suffit pour une société d'émettre des obligations en quantité supérieure au capital-actions pour échapper pratiquement, dans le système de l'impôt sur le capital, au devoir fiscal.

Aussi certains Etats de la Confédération américaine ont-ils adopté le système de la taxation simultanée du capital-actions et du capital-obligations. Le Tax on Corporation stock, qui fonctionne encore à l'heure actuelle dans la Pensylvanie¹⁰, se décompose en deux fractions. Il comprend d'abord un impôt de 5 millièmes par dollar de valeur réelle du capital, cette valeur ne devant être inférieure, ni au prix moyen de vente de l'action au cours de l'année, ni à la valeur capitalisée des dividendes et des sommes allouées au fonds de réserve ou d'amortissement. Cette dernière alternative d'évaluation fait une concession au système *ad valorem* pratiqué dans certains Etats et qui consiste à évaluer l'actif de la société d'après ses bénéfices et ses revenus.

Le Tax on Corporation contient en outre un impôt sur les emprunts (tax on loans), qui exige 4 millièmes par dollar de tout intérêt payé sur toute inscription, toute obligation ou toute reconnaissance de dette émise par une société. Mais abstraction faite de ce que le dernier impôt n'est pas, à proprement parler, un impôt sur la société, puisqu'il est répercuté sur les obligataires sous forme d'une diminution des intérêts à eux versés, le capital-obligations ajouté au capital-actions ne donne pas non plus un indice suffisant de l'actif de la société, que le fisc s'efforce d'atteindre. La valeur des obligations dépend de facteurs multiples, tels que le taux de l'intérêt, la date de remboursement.

Aussi est-on arrivé de bonne heure à la conviction que le capital ne se confond pas forcément avec la fortune réelle de la société. La première expérience en a été faite en matière de chemins de fer où, pour obtenir ce qu'on appelle la « franchise », la force propre inhérente à la société, ou plus exactement la « valeur extrinsèque du chemin de fer tout entier, privilèges compris »¹¹, le fisc a ajouté à la valeur vénale du capital celle de la dette et a déduit du total ainsi obtenu la valeur intégrale de la propriété corporelle. C'est reconnaître que le capital peut dépasser en valeur la « fortune réelle » de la société. L'inverse peut être vrai aussi et c'est pourquoi le bureau des assesseurs de l'Etat de New-Jersey, par exemple¹², a déclaré que, si la valeur de la propriété

¹⁰ Seligman, Essays, édition anglaise 1925, p. 197.

¹¹ The adventitious value of the entire road its privileges included.

¹² Report of the state Board of Assessors of New-Jersey, 1894, p. 26, 1888, p. 6.

corporelle excède la valeur du capital et de la dette, l'impôt est assis sur les bénéfices bruts.

Cette expérience nous montre qu'il est pratiquement aussi difficile de saisir la « fortune » de la société elle-même, indépendamment du capital. Pourtant l'imposition de celle-ci caractérisait pendant longtemps les systèmes fiscaux des sociétés, non seulement aux Etats-Unis, mais encore en Suisse. Cet impôt peut s'appliquer sous deux formes : comme impôt sur la fortune proprement dite ou comme taxe de mainmorte.

La majorité des Etats-Unis appliquait jusque dans ces derniers temps aux sociétés le *general property tax*. Il frappe les immeubles sociaux, plus les meubles corporels et incorporels, à leur valeur réelle, estimée par les assesseurs locaux¹³ et il est pratiqué surtout en matière de chemins de fer, à l'égard des entreprises des collectivités du droit public et même des sociétés commerciales ordinaires. Seligman lui a consacré un développement assez complet pour que nous puissions nous dispenser de son étude et nous borner à envisager le système suisse.

Dans la Confédération helvétique, les cantons de Wallis, de Genève et de Fribourg soumettaient pendant longtemps les sociétés à un impôt réel sur la fortune. Dans le premier de ces trois cantons, l'impôt atteignait les immeubles de la société et sous le nom d'impôt mobilier, les créances, valeurs mobilières, participations et autres valeurs « déterminables » de la société¹⁴.

L'impôt sur la fortune se traduit en principe par une taxe annuelle sur celle-ci. Mais chez les sociétés, à la différence des personnes physiques, il peut aussi revêtir une seconde forme. Tandis qu'en effet la fortune des premières est l'objet de mutations périodiques, à la mort de son titulaire, la fortune des personnes morales échappe aux droits de succession, qui accompagnent cet événement étranger aux sociétés. Pour rétablir l'équilibre rompu au profit des sociétés notamment, toutes les législations connaissent un droit spécial, appelé taxe de mainmorte.

En France, elle s'ajoute à l'impôt foncier appliqué aux sociétés et n'y frappe donc que les immeubles passibles de cet impôt¹⁵. En Angle-

¹³ Seligman *op. cit.*, p. 238 ; v. aussi C. F. Adams cité par Seligman (*édit. anglaise*), p. 238, note II.

¹⁴ V. Gerloff, *Die kantonale Besteuerung der Aktiengesellschaften in der Schweiz*, Berne 1906, p. II. Aujourd'hui cet impôt subsiste à titre de juxtaposition.

¹⁵ Allix, *Traité élémentaire*, *loc. cit.*, p. 611.

terre, elle est connue sous le nom de Corporation Duty¹⁶ et frappe les sociétés d'une surtaxe de 5 % sur le revenu. En Italie¹⁷, comme d'ailleurs en Allemagne, il n'y a pas de taxe analogue sur les sociétés commerciales. Einaudi motive cette lacune par l'omission du législateur et par le fait que les sociétés subissent certains droits de transmission entre vifs et l'impôt sur les négociations des titres¹⁸.

L'impôt sur la mainmorte est donc une taxe de remplacement des droits de succession, liquidée par voie d'abonnement et bien que la fortune toute entière lui serve de base, elle est généralement prélevée sur des éléments autres que la fortune. Abstraction faite de cette particularité, l'impôt sur la fortune est tout à fait critiquable.

Déjà en tant qu'il s'applique aux personnes physiques, il soulève des difficultés d'évaluation de la matière imposable. Dans le domaine des sociétés, il s'avère complètement insuffisant.

La propriété corporelle des personnes morales ne représente pas, comme celle des contribuables individuels, tout l'actif ; il s'y ajoute des éléments incorporels qui échappent pratiquement à l'impôt. La taxation de la franchise incorporée dans le système d'impôt sur la fortune nous montre combien il est difficile d'atteindre les privilèges et les avantages économiques spéciaux dont jouissent les sociétés. Mais souvent l'impôt sur la fortune frappe aussi plus que l'actif réel, lorsque la propriété est, par exemple, grevée de dettes hypothécaires. Dans ce cas, il peut dégénérer en une double imposition dans les conditions que nous verrons.

Il semble donc que l'impôt sur la fortune ne soit compatible avec la justice fiscale qu'à la condition de placer la matière fiscale dans le cadre de la situation économique et juridique totale du contribuable. Il faut pour cela qu'il prenne la forme d'un impôt personnel. Mais s'adapte-t-il, même ainsi corrigé, à la capacité fiscale du contribuable ?

2° *La capacité fiscale, base de l'imposition.*

Appliqué aux sociétés ou aux personnes physiques, l'impôt sur la fortune apparaît comme incapable de se mettre au niveau de la faculté contributive du sujet fiscal. Même si on autorise l'imputation de toutes les dettes, réelles ou personnelles, sur la fortune imposable, la propriété ainsi ramenée à sa valeur économique ne peut pas fournir

¹⁶ Ne pas confondre avec Corporation tax que nous étudions plus loin. Cf. Eheberg, op. cit., p. 406. O. Bühler, Die englische Einkommensteuer, Berlin 1925, p. 12.

¹⁷ Brancolini, op. cit., p. 342 et s. Loi du 30 décembre 1923, n° 3271.

¹⁸ Einaudi, Corso di Scienza della Finanza, Torino 1924, p. 224.

un critérium de la capacité de paiement. Deux masses égales de biens n'ont jamais la même productivité. L'une peut être stérile par la faute du propriétaire ou par suite de circonstances économiques ou politiques particulières, l'autre peut donner un rendement énorme, même indépendamment du mérite de celui qui la possède ou qui la fait valoir.

À l'égard des personnes physiques, on pourrait objecter, en outre, que la fortune ne représente pas toute la force économique du contribuable. Le travail n'est-il pas une source d'enrichissement pour le moins aussi précieuse et quelquefois même aussi durable ? Pour elles, l'impôt sur le revenu s'impose, lorsqu'on veut atteindre leur faculté contributive sous toutes ses manifestations ; l'impôt sur la fortune sera utile tout au plus comme impôt de juxtaposition, si l'on veut frapper spécialement et à part la richesse matérielle qui fait partie de leur patrimoine.

Dans le domaine des sociétés, l'emploi exclusif de l'impôt sur la fortune comme instrument de taxation soulève également une objection d'ordre particulier. Si à la rigueur la fortune d'une personne individuelle peut servir de critère de la force économique propre, peut-on en dire autant de celle des sociétés qui ne sont que des personnes fictives ? N'appartient-elle pas en même temps aux associés ?¹⁹

Aussi longtemps qu'on ne s'attache qu'au capital de la société, que ce soit sous sa forme abstraite ou sous sa forme concrète de capital d'exploitation, le rapport fiscalement très important entre la société et les associés n'apparaît pas. Il ne se manifeste que lors de la naissance du revenu. Celui-ci est en partie distribué entre les associés, en partie employé à l'intérieur même de la société. N'est-ce pas grâce à ce revenu, qui demeure propre à celle-ci, que se révèle son individualité et son rôle économique propre ?

Avant la guerre déjà, le professeur Seligman, le seul qui ait étudié le problème de l'imposition des sociétés dans son ensemble, a dressé contre l'impôt sur la fortune, sous toutes ses formes, un sérieux réquisitoire²⁰. Il l'a écarté comme système fiscal applicable aux personnes morales et dans sa conclusion il a recommandé à l'attention du législateur l'impôt sur le revenu dans les termes suivants : « C'est la forme la plus logique d'imposition des sociétés. L'impôt sur les revenus nets est juste, il est simple, il est tout à fait proportionnel à la capacité productive des sociétés. Bref il satisfait aux exigences d'un système scientifique. »

¹⁹ C'est en partie pour cette raison que l'Italie a omis de soumettre les sociétés à l'impôt extraordinaire sur le patrimoine du 5 février 1922, n° 73. (V. Brancolini op. cit., p. 97).

²⁰ Essais sur l'impôt, éd. française, tome I, loc. cit., page 375.

Les Etats ont entendu son appel. L'Amérique, dès 1913, a adopté l'impôt sur le revenu comme mode d'imposition des sociétés. La République allemande, mettant à profit les précédents de ses Etats particuliers, a créé de toutes pièces un impôt sur les corporations en 1920. La Suisse, la France et l'Italie, qui appliquaient l'impôt sur le revenu des personnes physiques aux sociétés depuis assez longtemps, lui ont apporté dans ces derniers temps de sérieuses modifications.

La pratique a-t-elle donné raison à l'éminent financier de l'Université de Columbia ? L'impôt sur le revenu des sociétés a-t-il toutes les vertus que M. Seligman nous faisait entrevoir ?

L'expérience qui en a été faite a été de trop courte durée pour nous autoriser à un jugement définitif. Raison de plus pour en marquer le point de départ par l'exposé du système et de ses modalités d'application dans les pays qui l'ont adopté.

Et même si de l'étude critique que nous en ferons il ne devait résulter qu'une simple impression, elle nous semble valoir la peine d'être retenue.

Elle sera aussi utile pour les pays qui suivent déjà le chemin nouveau que pour ceux qui hésitent à s'y engager.

I^{re} PARTIE

LES SYSTÈMES DE LA PRATIQUE

CHAPITRE PREMIER

LE PROBLEME DU SUJET FISCAL

Les sociétés se juxtaposent et se substituent de plus en plus aux personnes individuelles dans l'accomplissement de la fonction économique. Elles attiraient de bonne heure l'attention du législateur fiscal qui, à la recherche de moyens susceptibles de faire face aux besoins sans cesse grandissants du budget, devait voir en elles une source de richesse non seulement importante, mais apparente et difficile à dissimuler. Dès l'origine, l'imposition de ces groupements de personnes et de capitaux puissants suscitait des problèmes nombreux qui sont loin d'être résolus aujourd'hui. Ils se posent différemment suivant le point de vue auquel se place le pouvoir fiscal.

Lorsque son système d'imposition est basé sur des considérations de politique sociale, l'Etat verra dans les sociétés des concurrents dangereux pour les entreprises individuelles. Si sa législation est inspirée de tendances égalisatrices, sans même qu'elles aillent jusqu'au nivellement des fortunes, elle verra tout au moins dans l'impôt un instrument capable de rétablir l'équilibre rompu au profit des sociétés. Le fisc sera donc tenté de les imposer en tant que groupements, il se servira de l'arme fiscale pour atténuer l'avance qu'ils prennent sur les individus, notamment les petits commerçants et les artisans, grâce à leur faculté de grouper d'énormes capitaux et de disposer ainsi d'un crédit qui fait défaut à tout producteur individuel. L'impôt sur la fortune répond assez bien à cette préoccupation.

Mais du moment où le point de départ du système d'impôt est strictement fiscal et où l'Etat ne considère la taxation que comme un moyen de répartition des charges et de réalisation de la justice fiscale, le problème du sujet de l'impôt se complique. Il est propre à l'impôt sur le revenu.

Du point de vue strictement juridique, il apparaît comme relativement simple: il se ramène à une question de personnalité et de capacité. Suivant que la société constituera ou non un être juridique propre et indépendant de la personne des membres qui la composent,

l'impôt sur le revenu pourra s'adresser à la société comme telle ou devra borner son action aux associés.

Mais aujourd'hui, où des charges de plus en plus lourdes sont à répartir, la vitalité et la productivité d'un système fiscal repose de plus en plus sur des considérations économiques. Elles sont décisives pour le bon choix du sujet fiscal.

Le législateur, d'abord, s'adressera toujours **aux** associés, en particulier aux actionnaires des sociétés de capitaux, car leur participation à la société est généralement considérée comme une source d'enrichissement. Aussi rencontrerons-nous l'imposition des actionnaires pratiquement dans tous les pays et bien rares sont aujourd'hui les exceptions à cette règle. Car les associés ne sont-ils pas les véritables supports économiques de la société en dépit de sa personnalité, n'est-ce pas pour eux que la société déploie toute son activité ? Peut-on concevoir qu'elle a un autre but, qu'elle a un but, une raison d'être propres et séparés de ceux de ses membres ? Dans ces questions se trouve le nœud du problème de l'imposition des sociétés.

D'autre part, ces groupements ont aussi une existence économique propre et non plus seulement juridique. Dès qu'on le reconnaît, le cercle de la taxation s'élargit. Le système fiscal va s'enrichir de deux modalités. On imposera les sociétés tantôt seules, tantôt en concurrence avec les associés. Dans la dernière hypothèse apparaîtra la grave question de la double imposition.

L'étude des trois systèmes d'imposition qui s'annoncent ainsi, taxation exclusive des associés ou de la société, taxation simultanée des deux, nous permettra d'atteindre un double but. Elle préparera d'abord le terrain pour l'examen des systèmes pratiques de l'imposition de la société en soi, qui formera l'objet du deuxième chapitre, car si la pratique nous révèle le fait de l'imposition courante des sociétés en tant que personnes morales indépendantes, nous serons fondé à l'envisager spécialement.

Ensuite, elle nous fournira des éléments pour la critique et pour la théorie générale de l'imposition des sociétés qui occuperont la seconde partie de notre ouvrage.

SECTION I

*L'IMPOSITION SIMPLE*I. — *La taxation exclusive des associés*¹.

Le fisc moderne recherche toujours les membres de la société qui participent à ses bénéfices. Il les recherchera exclusivement s'ils se confondent avec la société ou, du moins, si les liens qui les y rattachent sont tellement étroits que la séparation est difficile à établir. Ce sera le cas lorsque la personnalité juridique fait défaut à la société ou qu'elle présente un caractère essentiellement fictif. Nous rencontrerons donc ce mode d'imposition dans les sociétés de personnes.

Un traitement analogue ne pourrait s'expliquer dans les sociétés de capitaux que pour des motifs économiques. Aussi verrons-nous que l'imposition exclusive des associés y est très rare à l'heure actuelle et qu'elle ne présente plus guère qu'un intérêt historique.

1° Dans les sociétés de personnes.

Le législateur ne pourra imposer le devoir fiscal qu'aux associés, lorsque la société manque de personnalité morale. Car alors elle ne présente aucune base pour l'imposition. C'est le cas en Allemagne, où la jurisprudence et la doctrine sont d'accord pour refuser aux sociétés en nom collectif et aux commandites simples toute individualité propre². C'est pour ce motif que la loi sur l'imposition des corporations allemandes³ dispense les sociétés de personnes de tout devoir fiscal spécial. La Cour des finances du Reich a décidé que leur revenu est revenu des associés et qu'il doit être imposé uniquement comme tel.

En droit français⁴, bien qu'au contraire la personnalité morale soit reconnue à ces mêmes sociétés de personnes, on arrive à une conséquence fiscale analogue, puisqu'on considère les associés comme très étroitement liés à la société. L'imposition des sociétés en nom collectif se présente de la façon suivante :

¹ V. Leo Blum, *Die steuerliche Ausnutzung der Aktiengesellschaften in Deutschland*, Stuttgart 1911. D. Fietelberg, *Die Einkommenbesteuerung nicht-physischer Personen*, Jena 1900.

² V. infra chap. II, section II, n° 1 et II^e partie, chap. I.

³ V. notamment le projet de cette loi, document du Reichstag, Ministère des Finances III C 401 n° 796, du 27 avril 1925, éd. Heymann, Berlin. Rosendorff, *Das Körperschaftssteuergesetz*, Berlin 1925, page 93. Décisions du Reichsfinanzhof VII, 209.

⁴ Allix et Lecerclé, *L'impôt sur le revenu*, Paris 1926, I p. 421. Loi du 13 juillet 1925, art. 27.

La loi du 31 juillet 1917 n'avait fait aucune distinction entre les sociétés de personnes et les sociétés par actions. Les premières étaient imposables en tant que sociétés pour l'ensemble de leurs bénéfices. Or, comme les associés en nom collectif prennent d'habitude une part active à la gestion, la distinction entre sociétés et associés s'atténue. La taxation de la société présentait d'ailleurs l'inconvénient de priver les associés de la réduction pour charges de famille à laquelle ils auraient eu droit, s'ils avaient été imposés individuellement.

Aussi la loi du 30 juin 1923, dans son article 11, a-t-elle modifié le régime antérieur. Elle a décidé que les impôts seraient inscrits au nom de chaque associé de la société en nom collectif pour la part des bénéfices correspondant à ses droits dans la société.

Dans la société en commandite simple, l'impôt est payé par chaque commandité gérant pour sa part de bénéfice, pour le reste par la société. Malgré ces atténuations, l'impôt n'en reste pas moins une dette sociale des sociétés de personnes, et non pas une dette propre à l'associé. En cas de non paiement, l'impôt pourra donc être recouvré, non seulement sur les biens de l'associé, mais sur ceux de tous les associés solidairement responsables des dettes sociales⁵.

On comprend donc que, pour des raisons juridiques, la plupart des pays renoncent à l'imposition spéciale des sociétés de personnes pour inscrire la dette fiscale totale au nom de leurs membres. La même explication ne vaut plus pour les sociétés de capitaux.

2° Dans les sociétés de capitaux.

Au début de leur apparition, ces sociétés échappaient à l'impôt, les actionnaires seuls étaient imposés⁶. Leur libération était due tantôt à un oubli du législateur, tantôt à son scrupule d'imposer des personnes fictives. C'est en Suisse qu'elle a été maintenue le plus longtemps. Le canton de Glarus ne connaissait pas d'impôt sur les sociétés avant 1873⁷. En Allemagne, deux Etats, Sachsen-Gotha et Schaumburg-Lippe, restreignaient le devoir fiscal aux personnes physiques jusqu'au début du XIX^e siècle⁸.

Aujourd'hui l'imposition exclusive des associés ne subsiste plus guère sur le continent⁹. Nous ne la rencontrons plus qu'aux Etats-Unis et, dans ce pays, elle est plus fréquente dans le système d'impôt

⁵ V. Allix et Lecerclé, op. cit. I, p. 421.

⁶ V. Schanz, *Die Steuern der Schweiz*, Stuttgart 1890.

⁷ V. W. Gerloff, *Die kantonale Besteuerung der Aktiengesellschaften in der Schweiz*, Berne 1906, page 93.

⁸ Feitelberg, op. cit., page 38 ; v. aussi Blum, loc. cit., page 101.

⁹ Feitelberg, op. cit., page 115.

sur la fortune que dans celui d'impôt sur le revenu. Ainsi les banques, par exemple, échappent entièrement à l'impôt en tant que sociétés, seuls les actionnaires sont imposés¹⁰.

L'abandon de la taxation exclusive des associés fait comprendre le vice inhérent à ce système. En effet les dividendes distribués représentent-ils tout le revenu de la société ? N'est-il pas plus sûr de le saisir à la source, au sein de celle-ci ? En fait, l'imposition des sociétés a été et reste plus fréquente que celle des associés seuls.

II. — *La taxation exclusive de la société, personne morale.*

En taxant les sociétés comme telles, le législateur peut avoir une double intention. Ou bien il entend que l'impôt reste à leur charge, ou bien, au contraire, il ne le demande à la société qu'à titre d'avance, en lui permettant de le répercuter sur les associés.

1° *L'imposition des sociétés à titre définitif.*

La conception qui est à la base de ce système nous est exprimée clairement par les statuts fiscaux de certains Etats de l'Amérique du Nord. Celui de Californie s'exprime ainsi : « Les actions ne possèdent pas de valeur intrinsèque au-delà de la valeur actuelle de la propriété de la corporation qu'elles ne font que représenter ; taxer les deux, ce serait faire de la double imposition »¹¹. La taxation exclusive des sociétés se rencontre en dehors des Etats membres de la Confédération américaine, surtout dans les pays alémaniques qui ont adopté ce système, tantôt par principe, tantôt pour encourager certaines sociétés, telles que les sociétés à responsabilité limitée.

a) *Application de ce système à toutes les sociétés de capitaux.*

Hostile à la double imposition et considérant le revenu collectif non distribué comme la meilleure assiette de l'impôt, quelques Etats allemands et un grand nombre de cantons suisses ont adopté de bonne heure l'impôt unique sur les sociétés. L'Etat de Hesse, par ses lois de 1884 et 1899, imposait le bénéfice net sans tenir compte de son emploi. Par contre, les actionnaires résidant dans le pays étaient autorisés à défalquer de leur revenu imposable les dividendes touchés des sociétés indigènes dans la mesure où leur bénéfice avait déjà été atteint par l'impôt hessois sur le revenu ¹². Ainsi les actionnaires de

¹⁰ Seligman, *Essays in taxation*, New-York 1925, pages 155, 299.

¹¹ Californian Code, paragraphe 3608, new. sec. march. 7. 1881. Seligman op. cit., page 298.

¹² V. L. Blum, op. cit., page 80.

filiales de sociétés hessoises établies en dehors de l'Etat ne profitaient pas de cette déduction, puisque l'impôt hessois n'avait aucune prise sur le revenu de ces filiales, conformément à la loi allemande sur la double imposition¹³. De même les dividendes répartis par des sociétés établies en dehors de l'Etat hessois étaient imposés dans leur intégralité.

Au moment où Schanz et Gerloff¹⁴ écrivaient leurs ouvrages remarquables sur les impôts en Suisse, onze cantons concentraient leur imposition sur les sociétés comme telles : Schwyz, Nidwalden, Thurgau, Uri, Grisons, Schaffhouse, Neuchâtel, Argau, Zug, Berne, Solothurn. Depuis lors, des réformes sont intervenues. Elles sont caractérisées par la division de la charge fiscale entre la société et les associés. Si nous présentons quand même le système autrefois en vigueur, ce n'est pas seulement pour un intérêt historique, mais pour bien faire ressortir ce type d'imposition.

Dans les cantons suisses, l'impôt sur le revenu des sociétés se combinait généralement avec une taxe sur la fortune. La législation de Berne est caractéristique à cet égard.

L'impôt sur la fortune atteignait tous les immeubles et les capitaux productifs d'intérêts et garantis hypothécairement¹⁵. Les revenus de cette fraction de la fortune n'étaient pas compris dans le revenu global soumis à un second impôt, celui sur le revenu. Le revenu imposable comprenait, en effet, le revenu réparti ou attribué au fonds de réserve, déduction faite de 4 % de la fortune imposée par le premier impôt.

Les actionnaires des sociétés anonymes soumises à l'impôt cantonal échappaient à l'impôt, seuls les actionnaires de sociétés établies en dehors du canton payaient un impôt sur les dividendes. Les actions elles-mêmes n'étaient pas taxables par l'impôt sur la fortune¹⁶.

Ce type d'imposition exclusive des sociétés a perdu du terrain dans les pays qui l'ont imaginé, tout en trouvant de la faveur dans d'autres Etats. A l'heure actuelle, nous le rencontrons encore dans quelques rares cantons suisses et surtout aux Etats-Unis.

En Suisse, l'exemption fiscale de l'actionnaire ne subsiste plus intégralement. Dans certains cantons, il échappe encore à l'impôt sur le revenu de ses parts dans la société, mais il supporte, en revanche,

¹³ Nous ne pénétrons pas davantage dans le problème de la double imposition qui résulte de la taxation simultanée du même revenu par différents Etats ou pays. Il sort du cadre de ce sujet.

¹⁴ Op. cit. supra.

¹⁵ Dette hypothécaire.

¹⁶ V. Gerloff, loc. cit., page 75 et s.

l'impôt sur le capital. Nous choisissons comme exemple de ce système moderne qui fonctionne actuellement au Waadt, à Neuchâtel, Obwalden, Appenzell et Zug, l'impôt appliqué dans le premier de ces cantons.

La société est soumise à l'impôt sur la fortune pour « les éléments excédant le capital social »¹⁷. Les fractions mobilières et immobilières de la fortune sont frappées séparément, les dernières jusqu'à 80 % seulement de leur valeur. Une taxe sur le revenu professionnel atteint, en outre, le bénéfice diminué de 5 % du capital d'exploitation. La déduction des dettes n'est autorisée qu'en partie. L'action de l'actionnaire est atteinte par l'impôt progressif sur la fortune, mais les dividendes sont libérés de tout prélèvement nouveau.

A la différence de la Suisse, l'Etat fédéral de la *République américaine* ne connaît pas d'impôt sur la fortune. L'impôt sur le revenu ne touche le revenu de la société qu'une seule fois. Le Corporation Tax¹⁸ frappe l'ensemble du revenu des personnes morales avant toute affectation. La partie de ce revenu qui est répartie entre les associés n'est plus comprise dans leur revenu soumis à l'impôt sur les personnes physiques¹⁹. Dans l'intention du législateur, la société doit donc supporter l'impôt dans son intégralité.

L'exemption fiscale des dividendes des actionnaires se retrouve aussi dans quelques Etats d'Europe autres que la Suisse, mais avec une application restreinte à certaines sociétés particulièrement dignes d'intérêt.

b) *L'application de ce système réservée aux sociétés à responsabilité limitée.*

Dans tous les pays où elle a fait son apparition, la société à responsabilité limitée a paru mériter des ménagements de la part du fisc. Bien que la responsabilité des associés soit restreinte au montant de leur apport, comme l'indique la dénomination, cette société n'atteint jamais la puissance économique de nos grandes sociétés par actions. Elle ne comprend généralement qu'un nombre limité de membres se connaissant les uns les autres, appartenant souvent à la même famille et ayant pour but d'exercer une profession en commun ou de continuer celle d'un chef de famille défunt. Aussi ses chances de gain sont-elles généralement restreintes.

Pour ne pas entraver le développement de ces groupements, la plupart des législations les soumettent au régime de l'imposition simple

¹⁷ Dr Salome Schneider, *Steuersystem und Steuerpolitik in der Schweiz* Berlin, Heymann, 1925, Band III der Veröffentlichungen der Steuerstelle des Reichsverbandes der deutschen Industrie, page 62.

¹⁸ V. infra chapitre II, section II, n° 2.

¹⁹ Sur la technique de ce système, v. ce que nous disons du Corporation Tax, infra.

au sein de la société. La France, qui vient de les introduire chez elle²⁰, y arrive par une disposition particulière que nous rencontrerons dans l'exposé du système fiscal français²¹. En Allemagne, pays d'origine de ce type de société, on a été longtemps partisan de les assimiler fiscalement aux sociétés de personnes. Aussi l'impôt local de la Prusse ne frappait-il, au début, que les associés. Mais l'impôt d'Etat de ce pays d'abord, du Reich ensuite, n'allait pas jusqu'aux dernières conséquences de cette idée, auxquelles s'opposait d'ailleurs le caractère juridique de la société qui, malgré tout, rentre dans le type des sociétés de capitaux.

La Prusse²² n'impose que le revenu de la société dans les mêmes conditions que celui des sociétés de capitaux ordinaires. Mais les associés échappent à l'impôt pour toute la fraction de leur revenu qu'ils tirent de la société. L'art. 71 de la loi du 24 juin 1891²³, modifiée par celle du 19 juin 1906, leur accorde ce privilège dans les termes suivants : « Lorsque le contribuable (assujetti à l'impôt sur le revenu des personnes physiques) est membre d'une société à responsabilité limitée, imposable en Prusse, l'impôt ne s'applique pas à la partie du revenu qui est attribuée au contribuable sur sa part d'associé de cette société ». La même faveur est accordée lorsque cet associé est lui-même une société (art. 71)²⁴.

Le législateur du Reich, qui voulait d'abord imiter le système prussien purement et simplement, arrive pratiquement au même résultat par une autre voie, par une modération du taux de l'impôt applicable à la fois à la société et à l'associé. Mais par suite de cette modalité de taxation, l'impôt allemand sur les sociétés à responsabilité limitée rentre dans le cadre de la double imposition.

Les impôts mis ainsi à la charge des sociétés le sont avec l'intention de les faire supporter par elles définitivement. En fait, ils se traduisent par une diminution des bénéfices qui est évidemment ressentie par les associés. Il n'en résulte pas que l'effet soit le même que si ceux-ci avaient été imposés directement. Abstraction faite de cette particularité que le taux applicable aux sociétés diffère généralement de celui réservé aux personnes physiques, la charge à supporter par les actionnaires peut être moins lourde ou plus lourde que s'ils étaient taxés

²⁰ Sur le régime fiscal de ces sociétés, v. Lepargneur, *La loi nouvelle sur les sociétés à responsabilité limitée*, Paris, Sirey, 1925.

²¹ Nous renvoyons l'étude de ce système au chapitre II, puisqu'il se rattache étroitement à la question de la réalité de l'impôt français.

²² L'impôt prussien a été aboli après la guerre, au moment où le Reich prenait possession du pouvoir fiscal.

²³ Texte et commentaire de la loi : B. Fuisting et Dr Strutz, *Das Einkommensteuergesetz*. Berlin, Heymann 1915.

²⁴ V. le commentaire de Strutz, loc. cit., tome II, p. 1072.

directement. Elle sera moins lourde, lorsque la société réussit à amortir ou à répercuter l'impôt sur les consommateurs dans les conditions que nous étudierons plus loin²⁵.

Les actionnaires perdront, au contraire, si l'imposition de la société se traduit par un changement d'affectation du revenu.

Supposons que la société ait réalisé 100.000 francs de bénéfices, dont elle doit légalement attribuer 20.000 au fonds de réserve. Si l'impôt de 10 %, par exemple, intervient après la distribution, les actionnaires touchent en tout 72.000 francs de dividendes. Si, au contraire, l'impôt frappe le bénéfice avant toute distribution, la société ne répartira aux actionnaires que 70.000 francs, les 20.000 restant après l'imposition devant aller, en tout cas, à la réserve. La répercussion de l'impôt sur les associés ne sera donc plus intégrale. Or il y a des systèmes fiscaux où le législateur veut précisément atteindre ce but par l'imposition de la société, il veut que celle-ci fasse la simple avance de l'impôt.

2^e *L'imposition des sociétés à titre d'avance.*

Les législateurs anglais et italien attribuent aux sociétés le simple rôle de collecteurs d'impôt. Pour atteindre ce but, ils ne devraient taxer logiquement que la partie des bénéfices qui est répartie entre les associés²⁶. En fait, l'impôt atteint tout le bénéfice et même, dans le cas de l'Italie, tout le revenu²⁷. Pour agir conformément à l'esprit de la loi, il faudrait donc que les sociétés établissent la part du bénéfice qu'elles auraient distribuée sans l'intervention de l'impôt et qu'elles répartissent la dette fiscale sur cette part. Dans la pratique, le calcul se fait un peu différemment. En Angleterre, l'application du stoppage à la source veut que les sociétés avancent au fisc, non seulement l'impôt dû par les actionnaires sur leurs dividendes, mais aussi celui qui doit être supporté par les obligataires sur les intérêts qu'ils touchent²⁸. Ni les actionnaires, ni les obligataires ne supportent un impôt spécial sur le revenu de leurs capitaux.

En Italie, l'intention du législateur, d'ailleurs beaucoup moins nette, est quelque peu méconnue par la pratique très courante qui consiste à inscrire l'impôt au compte des frais généraux²⁹. Ceci ne veut

²⁵ V. ci-après, II^e partie, chap. II.

²⁶ Tel est le mécanisme de l'impôt prussien de 1891-1906. Mais il ne rentre pas dans notre rubrique, puisque les associés sont imposés une seconde fois sur la part des bénéfices qui leur revient.

²⁷ V. ci-dessous chapitre II, sections I et III.

²⁸ Ellis, A guide to the income tax acts, pages 78 à 112 et infra.

²⁹ Seligman, op. cit. pages 305 et 306.

pas dire que l'actionnaire, qui ne paie d'ailleurs aucun impôt sur le dividende³⁰, ne sente pas le contre-coup de cette augmentation des frais généraux ; l'effet sera pour lui sensiblement le même que s'il avait payé l'impôt, mais la répercussion ne sera qu'indirecte. Ce qui est plus surprenant, c'est que les sociétés italiennes inscrivent souvent au même compte l'impôt sur les intérêts des obligataires qui échappent également à toute taxation indépendante. Elles vont ainsi à l'encontre de l'art. 15 de la loi fiscale³¹, qui veut que les sociétés avancent simplement cet impôt. Il est évident que les actionnaires font les frais de la pratique italienne qui, depuis la guerre, paraît moins fréquente. Aux Etats-Unis aussi, dans quelques Etats (Delaware, Georgia, Kansas), les corporations sont de simples collecteurs des impôts incombant aux associés.

En Suisse, le système du stoppage à la source, auprès de la société, de l'impôt dû par les actionnaires, trouve une application bien curieuse dans le canton d'Aargau. Les sociétés y supportent, en premier lieu, un « impôt propre » (Eigensteuer) frappant le capital, les réserves et les immeubles, impôt qui se combine avec une taxe sur les bénéfices dépassant 3 % du capital-actions.

En second lieu, elles paient, à la place des actionnaires, un « impôt spécial » (Spezialsteuer) qui est assis sur le capital. Tout le fardeau de l'impôt pèse donc sur la société.

Que l'impôt soit mis à la charge définitive de la société ou qu'il soit payé par elle à titre de simple avance, il sera toujours supporté par les associés, dans la mesure où il n'est pas répercuté sur les clients, au plus tard au jour de la liquidation. Mais la répercussion n'est jamais automatique, c'est pourquoi on peut faire à l'imposition des sociétés comme telles une place à part, pour l'opposer à celle des associés. Mais il y a un autre intérêt à distinguer ces deux systèmes. Nous connaissons l'inconvénient que présente le second. Celui que nous venons d'étudier est imparfait aussi, car il laisse échapper le bénéfice des sociétés étrangères distribué à l'intérieur du pays.

Est-ce pour échapper au dilemme de cette double insuffisance que nous assistons à la faveur croissante que rencontre le système de la double imposition, celle des associés et celle de la société ? Il doit y avoir des raisons plus profondes encore qui expliquent sa généralisation.

³⁰ Ne saranno soltanto eccettuati i redditi che per disposizione della presente legge siano già una volta assoggettati all'imposta in essa stabilita. Loi de 1877, art. 8, paragraphe II ; v. infra chapitre II, section I.

³¹ Loi du 24 août 1877.

SECTION II

LA DOUBLE IMPOSITION

Il convient de bien préciser la notion de la double imposition dont on fait dans le langage français un véritable abus. Elle peut, en effet, avoir deux sens différents. Un sens subjectif d'abord. C'est lorsque deux pouvoirs fiscaux frappent la même richesse. Cela arrive sur le terrain national, lorsque l'Etat, les départements et les communes entrent en concurrence. Dans l'Etat fédéral, la complication est encore plus grande.

La double imposition subjective présente son principal intérêt dans les rapports entre Etats souverains³². Aussi devrait-on réserver le terme même à ce domaine. Mais, en fait, on emploie aussi souvent l'expression en un sens objectif et nous nous conformons à ce langage courant, mais bien fâcheux, pour éviter toute innovation arbitraire.

Dans cette seconde acception du terme, il y a double imposition lorsque le même objet est frappé par deux impôts émanant du même pouvoir fiscal. Il en est ainsi, lorsque l'impôt foncier atteint la valeur locative intégrale d'une terre hypothéquée, concurremment avec l'impôt sur les créances qui taxe l'intérêt de la dette hypothécaire. L'imposition du revenu d'une société à la fois près de celle-ci et chez l'associé est un autre cas voisin du premier. C'est dans ce dernier sens que nous emploierons désormais, sous les réserves faites, le terme « double imposition ».

I. — *Origine de la double imposition.*

Il est frappant de constater qu'au milieu d'Etats qui ont adopté le système de l'imposition simple, tels que l'Italie et l'Angleterre qui exonèrent l'actionnaire, et la Suisse qui, au début au moins de son histoire financière, n'imposait que la société comme telle, l'Allemagne a de tout temps appliqué le système de la taxation simultanée des associés et de la société. Ce pays est donc, au moins en ce qui con-

³² V. à ce sujet R. Brunet, Les doubles impositions, Revue de science et de législation financières 1913. Les travaux récents de la Société des Nations : Double imposition et évasion fiscale, rapports des experts techniques F. 212. Eheberg, article Doppelbesteuerung dans le Handwörterbuch der Staatswissenschaften, 4^e édit., tome III, p. 290. Saran, article Doppelbesteuerung im Handwörterbuch der Kommunalwissenschaften, tome I, 1918.

cerne l'Europe, à l'origine du système de la double taxation. Il est intéressant de connaître les raisons qui ont déterminé son choix.

Il lui a été pour ainsi dire dicté par les particularités de l'Etat fédéral. Jusqu'en 1918, chacun des nombreux Etats allemands avait, en effet, conservé son autonomie fiscale. Or, à l'intérieur de chacun de ces Etats, l'application exclusive de l'un ou de l'autre des systèmes exposés privait le fisc d'une partie du produit de l'impôt qu'il pouvait attendre de l'imposition des sociétés. S'il taxait l'actionnaire seul, il n'atteignait du revenu de la société établie sur son territoire que la fraction attribuée aux actionnaires domiciliés dans celui-ci. Ainsi l'Etat membre de la Confédération germanique se mettait en contradiction avec la loi d'Empire sur la double imposition, d'après laquelle le revenu industriel doit être mis à contribution dans le pays d'origine³³. La taxation de la société, au contraire, ne profitait qu'à l'Etat dans lequel se trouvait le siège social et désarmait les autres Etats à l'égard de leurs sujets ou des autres habitants qui étaient actionnaires de cette société.

Les difficultés ne pouvaient être aplanies que par voie d'entente entre la trentaine d'Etats intéressés. En réalité, le problème a été résolu plus radicalement : pour être sûr que l'impôt lui profite intégralement, chaque Etat membre de l'Etat fédéral taxait à la fois tous les actionnaires et toutes les sociétés établies sur son territoire. Par le fait que tous les Etats procédaient ainsi, la double imposition inter-territoriale se transformait en double imposition territoriale. Le système qui prenait ainsi racine en Allemagne subsistait jusqu'à la disparition de l'Etat fédéral qui lui avait donné sa raison d'être, ou plus exactement jusqu'à l'atténuation de son caractère fédéral, notamment en matière d'impôt. De là il a gagné d'autres pays, tels que la France.

A plus forte raison devons-nous nous attendre à la subsistance de ce système dans des pays qui, comme l'Amérique du Nord et la Suisse, ont conservé cette forme d'Etat. Un rapide coup d'œil jeté sur les modalités d'application de ce système dans les divers Etats fait apparaître une variété presque inextricable. Elles peuvent être classées sous deux chefs. Ou bien la double taxation s'opère dans toute sa rigueur, ou bien elle est atténuée du côté de la société ou de l'associé.

II. — L'application intégrale de la double taxation.

La double imposition peut se concevoir dans un système d'impôt réel sur les revenus aussi bien que dans un système d'impôt personnel sur le revenu.

³³ V. le texte de cette loi intitulée « Doppelbesteuerungsgesetz » du 22 mars 1909, Bulletin des Lois (Reichsgesetzblatt), 1909, page 332.

1° *Dans les systèmes d'impôt réel.* — Le modèle de cette méthode d'imposition nous est fourni par la *Bavière*³⁴. Les sociétés y sont assujetties à l'impôt réel sur les professions au taux de 10 % qui se décompose en une taxe normale appliquée sans considération du rendement de l'affaire, et une taxe d'entreprise qui atteint le revenu net en argent. Les actionnaires sont atteints à leur tour par l'impôt réel et progressif sur les revenus du capital³⁵, qui frappe les dividendes sans distinction de provenance.

Ce type d'impôt a été transporté en *Alsace-Lorraine*³⁶, où il continue à fonctionner à titre d'impôt local. Les sociétés, comme les personnes physiques, paient un impôt dégressif sur le rendement que peut donner l'entreprise dans des conditions normales. L'impôt sur le capital également dégressif saisit les dividendes entre les mains des actionnaires, et cela d'après la moyenne des trois dernières années.

Ce système d'impôt local paraît bien à sa place dans une province rattachée à la France, qui fait aussi de l'impôt réel le pivot de son système fiscal. Les sociétés sont en effet soumises exclusivement à l'impôt réel sur les bénéfices. Les actionnaires paient l'impôt également réel sur les valeurs mobilières. Mais une particularité du système français consiste en ce que les dividendes sont atteints une seconde fois dans le revenu global soumis à un impôt progressif. Ainsi il y a plutôt triple imposition du même revenu, qui s'aggrave surtout par la progressivité de l'impôt.

Aussi verrons-nous que dans le système de l'impôt personnel caractérisé généralement par un taux progressif, les effets de la double imposition sont plus sensibles que sous le régime de l'impôt réel.

2° *Dans les systèmes d'impôt personnel.* — La double imposition du fait de l'impôt sur le revenu global a vu le jour en Allemagne. Au début elle a suffi aux besoins du fisc. Ainsi dans la ville libre de Hambourg les sociétés étaient imposées sur la moyenne du bénéfice réalisé pendant les trois dernières années, augmentée de la prime réalisée par l'émission d'actions nouvelles³⁷. Le même impôt sur le revenu atteignait dans leur intégralité les dividendes des actionnaires de sociétés, indigènes ou non, de même que le gain obtenu par la vente d'actions à un cours dépassant celui du jour d'achat.

³⁴ L. Blum, pages 83 et s. On sait que la Bavière a abandonné son pouvoir fiscal au Reich au lendemain de la Révolution. Le système décrit a été en vigueur jusqu'en 1910.

³⁵ Kapitalrentensteuer.

³⁶ V. ci-après chapitre II, section III, et la loi allemande citée à cet endroit.

³⁷ Agiogewinn. V. Blum, page 66. Neukamp, Wochenschrift für Aktienrecht und Bankwesen I, 1892, pages 28 et s.

De bonne heure, à la double imposition du revenu s'est juxtaposé l'impôt sur la fortune à double effet. Ce système est, lui aussi, d'origine allemande. Nous le trouvons dans sa forme la plus typique en Saxe. Depuis la mise en vigueur de la loi du 24 juillet 1900, modifiée par celle du 15 juin 1908, les sociétés payaient un impôt sur l'ensemble des bénéfices distribués aux actionnaires et aux porteurs de parts de jouissance ; les associés subissaient un prélèvement sur le montant total du dividende touché. Les associés, de même que les sociétés, supportaient, en outre, l'impôt sur la fortune³⁸ atteignant, chez les premiers, la valeur des actions cotées en Bourse, chez les sociétés, le montant de leur capital d'exploitation d'après l'évaluation faite à la fin du dernier exercice.

Ce système de double imposition cumulée s'est propagé en Allemagne³⁹ et en Suisse, alors que le double impôt sur la fortune trouvait de la faveur surtout auprès des Etats de la Confédération américaine⁴⁰.

Le nouveau type d'impôt sur le revenu⁴¹, introduit en *Allemagne* par la loi du 10 août 1925, atteint intégralement le revenu des sociétés et des associés. Sous le titre « Impôt sur les Corporations »⁴², il prélève 20 % sur le premier. L'impôt sur les personnes physiques retient d'abord 10 % sur les dividendes par voie de stoppage à la source (art. 76), et si le revenu total du contribuable dépasse 8.000 marks, une déclaration est exigée (art. 86), comme si cette retenue n'avait pas été opérée ; l'ensemble du revenu est frappé par un taux progressif allant de 10 à 35 %, compte tenu de la retenue⁴³.

En Suisse, l'imposition sans restriction à la fois des sociétés et des actionnaires a été appliquée pendant longtemps dans le canton de Bâle-Campagne, d'Obwalden et dans le Tessin⁴⁴. Aujourd'hui elle a changé de caractère dans ces cantons, qu'il convient de classer sous une autre rubrique, mais elle s'est introduite victorieusement dans d'autres cantons, notamment dans Zurich, Genève et Bâle-Ville.

Dans chacun de ces trois cantons⁴⁵, les associés sont soumis à l'impôt à la fois pour le dividende et pour l'action. L'imposition des sociétés

³⁸ Blum, page 6.

³⁹ V. Loi sur l'imposition de la fortune, Das Vermögenssteuergesetz vom 10. August 1925, édition Spaeth et Linde, Berlin 1925.

⁴⁰ Dans les Etats tels que Illinois, Iowa, Louisiane, Maine et Maryland, la propriété de la corporation et celle de l'action étaient considérées comme essentiellement différentes. Seligman op. cit., page 298.

⁴¹ Le texte de cette loi figure dans le Reichsgesetzblatt 1925, n° 37.

⁴² V. chapitre II, section II.

⁴³ V. projet de cette loi, loc. cit.

⁴⁴ Gerloff op. cit., page 23 et s.

⁴⁵ Sur la double imposition en Suisse, v. S. Schneider, op. cit., et Speiser : Das Verbot der Doppelbesteuerung, Zeitschrift für schweiz. Recht. IV. 1. Roguin, La règle de droit, Lausanne 1889.

présente diverses nuances. A Zurich, l'impôt sur le revenu frappe le revenu net moyen des trois dernières années, d'après un taux variable avec la proportion de ce revenu et du capital social : ainsi, si le revenu est de 10 % du capital, le taux est de 5 % du premier ; s'il atteint 15 %, le taux s'élève à 7 1/2 %, et ainsi de suite, toujours à la moitié de ce pourcentage, sans dépasser 10 %. L'impôt sur le capital est de 1 0/00 du montant des actions. Bâle-Ville et Genève procèdent d'une façon analogue, avec cette différence que l'impôt sur le capital atteint les réserves dans le premier canton et y fait une différence entre le capital versé ou non⁴⁶.

Il est significatif que le canton de Schaffhouse, qui a adopté exactement le même système, se soit décidé de bonne heure à un dégrèvement du côté de la société. En effet, l'application cumulative de deux impôts généralement progressifs, l'un assis sur la fortune, l'autre sur le revenu, à la fois près de la société et près de l'associé, se traduit par des charges excessivement lourdes. Aussi a-t-on assisté, en Suisse, à une véritable migration des sociétés, recherchant de préférence les cantons qui modèrent l'imposition d'un côté ou de l'autre. Même en dehors de la Suisse et des Etats fédéraux en général, la fiscalité moderne paraît caractérisée par l'orientation vers une double imposition tempérée.

III. — L'application tempérée de la double imposition.

En Allemagne où, en raison de la concurrence fiscale des Etats, la charge de la double imposition radicale s'est fait sentir le plus rigoureusement, on a cherché à l'atténuer par un partage du revenu de la société, dont une partie aurait été réservée à l'action de l'impôt individuel, l'autre à celle de l'impôt collectif. Le Grand-Duché de Saxe a cru serrer la justice fiscale d'aussi près que possible en imposant les dividendes auprès des actionnaires, la fraction non distribuée du bénéfice net, les réserves surtout, auprès de la société.

Le procédé a pénétré dans la législation moderne du canton de Thurgau, en Suisse, qui n'impose également que le capital-actions et les réserves de la société, alors que l'actionnaire n'est taxé que sur la valeur de l'action. L'expérience a montré que cette pratique présente de nombreux inconvénients⁴⁷.

⁴⁶ S. Schneider, p. 58.

⁴⁷ Aussi ce système ne figure-t-il plus que dans la théorie de certains financiers. V. notamment Schanz, Zur Frage der Steuerpflicht, Finanzarchiv IX, p. 365 et s., et ci-après, partie II, chap. I, section I.

On a donc dû se résigner à un tempérament moins schématique. Il consiste dans des abattements qui sont consentis tantôt à la société, tantôt à l'associé, tantôt aux deux à la fois. Nous envisagerons le système de la double imposition tempérée, d'abord à l'égard des sociétés ordinaires, ensuite en ce qui concerne les holding-trusts.

1° Dans les sociétés ordinaires.

Pour adoucir la rigueur de la double imposition, un grand nombre d'Etats admettent une réduction du revenu imposable de la société.

a) *L'abattement sur le revenu de la société.*

En Allemagne, l'exemple de la Prusse fut suivi par la plupart des grands Etats de la Confédération. D'après la loi prussienne de 1891-1906, les sociétés sont imposées sur la part du bénéfice qui est répartie sous forme d'intérêts des actions ou de dividendes (art. 15), y compris les sommes employées à l'amortissement du capital et des obligations, à l'extension de l'entreprise et à la dotation du fonds de réserve. 3 1/2 % du capital-actions sont déduits du revenu imposable ainsi calculé. Le législateur présume que la société distribue annuellement au moins ce pourcentage du capital et il veut empêcher que ce minimum taxé dans la main de l'associé le soit une première fois dans la société. Seules les fractions supérieures à ce pourcentage sont soumises à la double imposition. Le revenu, qui est ainsi atteint par la taxe, se calcule d'après la moyenne triennale, en sorte que les bénéfices et les pertes se compensent. Nouvel adoucissement de la rigueur de l'impôt !

Le système wurtembergeois se sépare de celui de la Prusse à différents égards. Non seulement le revenu annuel est imposé, mais le montant de la déduction du revenu (elle est de 3 % en principe) ne doit pas dépasser le total des dividendes distribués. Ainsi si la distribution du bénéfice ne dépasse pas 2 %, la déduction s'abaisse à la même proportion. On veut ainsi empêcher que le revenu d'une société, inférieur à 3 % du capital et attribué en entier au fonds de réserve, échappe à l'impôt, comme cela arrive en Prusse⁴⁸.

L'Empire allemand actuel n'a pas suivi l'exemple de ses Etats. L'impôt primitif sur les corporations du 30 mars 1920, de même que celui du 8 avril 1922, non seulement ne connaissaient pas de déduction

⁴⁸ V. sur le système wurtembergeois : Loi du 8 août 1903. Finanzarchiv 1904, p. 71 et s. (547).

d'un minimum de bénéfice, mais, au contraire, taxaient, à côté du revenu pris dans son ensemble, les parties qui en étaient distribuées, une seconde fois, par un taux de 2 à 10 %, puis de 15 %. Le système actuel frappe le revenu intégralement par une taxe unique.

Par contre les Etats de la *Confédération helvétique* se sont largement engagés dans la voie des abattements du côté de la société. Nous avons déjà cité le canton de Schaffhouse, qui autorise une déduction du revenu net jusqu'à concurrence de 5 % du capital social. Le canton de Bâle-Campagne permet aujourd'hui un retranchement analogue de 4 %.

Dans le Tessin, nous rencontrons un système particulier. La société est assujettie à l'impôt sur le capital et les réserves. A côté elle paye une taxe sur le revenu net, diminué d'un pourcentage de rendement du capital. Les dividendes répartis sont entièrement imposés dans les mains de l'associé.

L'atténuation de l'effet de la double imposition du côté de la société apparaît comme le procédé le plus rationnel. Elle profite indistinctement à tous les actionnaires des sociétés qui sont sujets fiscaux d'un Etat déterminé. La méthode inverse semble de prime abord inconcevable. En fait, son application n'est possible que dans un cadre tout à fait restreint.

b) *L'abattement sur le dividende.*

Si l'on faisait profiter tous les actionnaires résidant dans un pays d'une réduction du dividende imposable, on mettrait sur le même pied les membres des sociétés indigènes déjà taxées et ceux des sociétés étrangères, qui peuvent échapper à l'impôt spécial sur les personnes morales ou ne le supporter que dans une mesure restreinte. La complication devient extrême dans un Etat fédéral. Aussi ne trouvons-nous ce système dans aucun canton de la Confédération helvétique. Dans l'Allemagne ancienne, il n'a guère fonctionné que dans la ville libre de Brême. Les actionnaires résidant sur le territoire de Brême avaient le droit de déduire, en vue de l'imposition, 3 1/2 % de la valeur nominale des actions émises par une société brémoise. Le même retranchement était refusé aux actionnaires indigènes de sociétés étrangères. Avec la Prusse, un accord était intervenu pour arriver à une compensation.

Mais même dans l'Etat unitaire, la discrimination des actions donne lieu à des formalités et à des vexations. C'est pourquoi, en Allemagne, qui, au point de vue fiscal au moins, a cessé d'être un Etat fédéral, le système de l'abattement sur les revenus des titres de so-

ciétés, passagèrement généralisé⁴⁹, ne fonctionne plus qu'à l'égard des sociétés à responsabilité limitée, dont les parts sont d'une circulation restreinte et faciles à isoler.

La Prusse avait introduit un procédé plus radical. D'après l'art. 71 de la loi de 1891-1906 déjà citée, les bénéfices distribués par les sociétés à responsabilité limitée soumises à l'impôt sur le revenu échappaient à tout impôt entre les mains des associés. La nouvelle loi allemande relative à l'imposition des personnes physiques (du 10 août 1925) réduit considérablement le privilège des membres de ce type de société. D'après l'art. 57, la fraction du revenu d'un contribuable, provenant de sa participation à une société à responsabilité limitée, n'est pas soumise à l'intégralité du taux de l'impôt sur le revenu. Lorsque le revenu total ne dépasse pas 2.000 marks, l'impôt sur le revenu subit un retranchement de 10 % de cette fraction, mais qui ne peut dépasser 500 marks, à moins que le contribuable n'ait des charges de famille.

Aux Etats-Unis, l'abattement intervient souvent du côté de l'actionnaire. Au New Hampshire, au Tennessee, dans la Louisiane, la valeur de l'action taxable subit une réduction correspondant à la fortune déjà taxée de la société. Mais comme ce procédé rentre dans l'impôt sur la fortune⁵⁰, nous nous bornons à en faire état à titre de comparaison.

Les mêmes raisons, qui se sont opposées à la généralisation du système de l'abattement sur le dividende, rendent difficile l'application du régime mixte qui consiste à autoriser une réduction forfaitaire à la fois sur le revenu de la société et sur le bénéfice attribué à l'associé.

c) L'abattement simultané sur le revenu de la société et de l'associé.

Les trois cantons suisses qui ont introduit ce procédé dans la pratique fiscale sont astreints à des mesures de contrôle rigoureuses. La société qui veut profiter de la réduction doit prouver que les dividendes qu'elle distribue sont soumis, du côté des actionnaires, à l'impôt cantonal. Les derniers doivent fournir la preuve correspondante.

⁴⁹ La loi du 8 avril 1922, modifiant le régime d'imposition des sociétés, établissait un prélèvement de 20 % sur le revenu de la société, de 15 % sur le bénéfice distribué et de 10 % sur les dividendes touchés par les actionnaires. L'impôt sur le revenu qui frappait ces derniers par-dessus le marché n'atteignait que le revenu diminué d'une quote-part correspondant à la taxe de 15 % sur les bénéfices.

⁵⁰ V. Seligman, op. cit.

Dans le Thurgau et le canton de Saint-Gall, la société et l'actionnaire sont autorisés à déduire, la première du revenu imposable, le second du dividende, une quote-part de la fortune également imposée. Elle est de 4 % dans le Thurgau, de 5 % à Saint-Gall⁵¹. Le même principe se rencontre dans le système fiscal tout particulier du canton de Berne.

Du côté de l'actionnaire, l'ensemble du revenu provenant d'actions est taxé par l'impôt sur le revenu non gagné (II^e classe) à taux élevé. Une réduction de 4 % du capital placé en actions est permise.

Du côté de la société, qui est déjà soumise à une taxe sur la fortune (immeubles, énergies hydrauliques, capital garanti hypothécairement), le revenu est imposé par l'impôt sur le revenu gagné (I^{re} classe) à tarif modéré. Ne sont comprises dans le revenu imposable que les parts des bénéfices destinées à la distribution, déduction faite de 4 % du capital-actions. L'impôt est progressif et s'applique cumulativement à la fortune et au revenu.

2° Dans les holding-trusts.

La double imposition, déjà très sensible pour les sociétés ordinaires, risquerait d'être insupportable, si elle était appliquée intégralement aux combinaisons de sociétés qui, sous la forme de holding-trusts, d'omniums, de consortiums ou de sociétés-mères, constituent l'un des phénomènes les plus marquants de la concentration industrielle ou commerciale moderne.

Si l'on appliquait, en effet, le principe de l'imposition de la société et de l'associé à ces combinaisons, par exemple à une société centrale qui détient des pourcentages d'actions considérables de ses filiales ou qui a de nombreuses participations dans des entreprises étrangères, la double imposition s'aggraverait en triple imposition.

A défaut de disposition spéciale, l'impôt serait perçu sur le revenu de la société-mère, sur celui des sociétés filiales et enfin sur les dividendes de ses actionnaires.

Pour atténuer cette rigueur, la plupart des législations ont pris des mesures pour ramener autant que possible la triple imposition au niveau de la double imposition. Elles y arrivent par deux moyens principaux : tantôt par le ménagement fiscal du holding-trust, tantôt par son exemption fiscale.

⁵¹ S. Schneider, loc. cit., pages 63 et 59.

1° *Le ménagement fiscal* caractérise le système d'imposition des cantons suisses⁵². D'après le principe le plus généralement adopté, les sociétés-mères échappent à tout impôt sur le revenu, mais elles sont soumises à un léger impôt sur le capital. Ou bien elles se voient appliquer le taux ordinaire de cet impôt sauf réduction qui peut atteindre les 4/5, ou bien elles sont imposées à un taux de faveur qui varie entre 1 0/00 et 1/4 0/00 du capital-actions.

À côté de l'impôt cantonal, les taxes communales frappent en règle ces groupements. Mais la surcharge est faible lorsque, suivant la pratique la plus généralisée, ces dernières se réduisent à des centimes additionnels greffés sur l'impôt principal.

Le système introduit depuis quelque temps dans le canton de Bâle-Ville et de Zurich nous permettra de nous initier au mécanisme de cette taxation. La législation de Bâle décide que les sociétés qui s'occupent surtout de l'administration permanente « de participations dans d'autres entreprises » ne supportent qu'un impôt sur le capital de 1 0/00 sur tout montant déjà versé et de 1/4 0/00 sur le montant encore dû du capital. Zurich, au contraire, prélève une taxe uniforme de 1/2 0/00 sur toutes les fractions du capital, versées ou non⁵³.

Ce système atteint sensiblement le même but que celui des exemptions qui ne sont pas toujours complètes.

2° *L'exemption fiscale* des holding-trusts est pratiquée en France, en Allemagne et aux Etats-Unis. D'autres pays, tels que l'Italie, appliquent un système voisin⁵⁴.

En France, la loi du 31 juillet 1920 décide que les dividendes touchés par la société-mère, à condition qu'elle soit une société par actions, sont exonérés de l'impôt sur le revenu, dans la mesure du produit fourni au cours de l'exercice par les actions, obligations, parts des sociétés filiales, qu'elle a reçues en représentation de ses apports, et pourvu que ces titres soient nominatifs au nom de la société centrale⁵⁵.

⁵² Tous les cantons ont pris des dispositions spéciales à l'égard de ces groupements, sauf Appenzell, Berne, Fribourg, Neuchâtel, Obwalden, Schwyz, Uri et Waadt, qui les traitent comme des personnes physiques.

⁵³ V. à ce sujet Dr S. Schneider, loc. cit., page 64, et Speiser, Articles dans la Zeitschrift für schweizerisches Recht, N. F. Bd. 17, 21 et 34.

⁵⁴ Pour l'Angleterre, v. La loi sur le corporation profits tax.

⁵⁵ V. le texte de la loi et Allix, Traité élémentaire de science des finances, Paris 1921, p. 532. Friedländer, Das Schachtelprivileg im französischen Steuerrecht, Steuer und Wirtschaft, 1925, p. 58.

A ce système d'exemption absolue qui est exceptionnel, s'oppose, en Allemagne, celui de l'exemption conditionnelle. Il est sorti d'une série de compromis qui caractérisent la législation fiscale d'après-guerre de l'Empire allemand.

Au cours de la discussion de la loi sur les corporations⁵⁶, deux tendances opposées se sont manifestées. Les partisans des holding⁵⁷ qui mettaient en relief leur nécessité économique préconisaient leur exemption complète. Leurs adversaires arguaient de leur puissance exagérée pour réclamer de lourds impôts à leur adresse. Une solution transactionnelle est venue mettre fin à la discussion. L'art. 11, n° 3 de la loi du 10 août 1925 la présente dans les termes suivants : « Pour la détermination du revenu global de la société commerciale, on fera abstraction de la portion des dividendes versés pour des actions, kuxes, etc., d'autres sociétés qu'elle peut avoir dans son portefeuille, à la condition que leur possession remonte au début de la période fiscale et qu'elle comprenne au moins un quart du capital de la société filiale. »

L'exemption complète ne sera donc accordée que si la société a dans d'autres groupements une participation importante, que la loi de 1920 avait fixée à 1/5 et que les adversaires du holding avaient voulu porter à 3/4. Le privilège des sociétés-mères⁵⁸ ne sera d'ailleurs accordé que s'il s'agit d'une participation sérieuse et durable, et non pas d'une spéculation passagère. Il est en outre subordonné à la distribution immédiate des dividendes. Si la société filiale met les bénéfices en réserve, ils sont taxés par l'impôt sur le revenu ; si elle les répartit tardivement, l'impôt sera dû également dans son intégralité⁵⁹.

Un doute s'est élevé sur la question de savoir si l'exemption conditionnelle s'applique aussi au cas où la société filiale est établie dans un pays étranger et régie par les lois de celui-ci. Sous l'empire de la législation antérieure du Reich, la Cour des finances⁶⁰ avait répondu par la négative. Pour mettre fin à toute équivoque, la loi nouvelle ne fait aucune distinction entre les sociétés filiales de nationalité allemande et étrangère. Donc, du moment que la société centrale allemande participe pour un quart au capital d'un groupement étranger, les dividendes en provenant échappent à la taxation, à la condition cependant que celui-ci ait le caractère d'une société à but lucratif dans le sens de

⁵⁶ V. R. Evers, *Körperschaftsteuergesetz*, Berlin 1923, Liebmann, p. 238 et s. Rosendorff, *Das Körperschaftsteuergesetz vom 10. August 1925*, Berlin Spaeth u. Linde 1925, p. 169 et s. et l'exposé des motifs de la loi, *Documents du Reichstag III*, C. 401, n° 796, p. 15.

⁵⁷ *Schachtelgesellschaften*.

⁵⁸ *Schachtelprivileg*.

⁵⁹ Cf. art. 10 n° 2 de la loi de 1925 et Evers, op. cit.

⁶⁰ *Recueil tome X*, p. 340.

la loi sur les corporations du 10 août 1925. Ainsi il a été décidé qu'une participation à une société en nom collectif française, belge ou italienne ne donne pas lieu au dégrèvement prévu par l'art. 11, parce que d'après la jurisprudence allemande cette société, tout en ayant la personnalité morale, n'est pas une société à but lucratif⁶¹ (art. 4, n° 1 de la loi).

La loi américaine sur la taxation des corporations⁶² (Revenue Act de 1921) est bien plus précise que celle du Reich. Elle distingue soigneusement les participations intérieures et extérieures. Lorsqu'une société des Etats-Unis en possède de la première catégorie, elle jouit d'une exemption fiscale complète pour les revenus qui en proviennent. Tel est le sens de l'art. 234, n° 6 du Revenue Act, qui permet de déduire du revenu imposable des sociétés le montant reçu à titre de dividende d'une société américaine. Cette même faculté n'est accordée pour le dividende d'une société étrangère que si 50 % au moins du revenu brut de celle-ci proviennent de source américaine. Dans ce cas, en effet, la société est soumise pour la majeure partie de ce revenu au Corporation Tax et une nouvelle taxation équivaldrait à une imposition, double d'ailleurs, et non pas triple, étant donné qu'aux Etats-Unis les dividendes d'une société ne sont pas soumis à l'impôt entre les mains de leur bénéficiaire définitif.

Lorsqu'au contraire la société américaine possède des actions d'un groupement étranger non soumis à l'income tax ou soumis seulement pour une proportion inférieure à 50 %, une réduction forfaitaire lui est accordée sur les produits de cette participation. D'après l'art. 238, la société-mère est présumée avoir payé à l'Etat du siège social de l'entreprise étrangère une part d'impôt proportionnelle au pourcentage de sa participation. Cette part d'impôt est déductible du montant du revenu imposable d'après le système du « crédits »⁶³, à la condition qu'elle ne dépasse pas la proportion entre la fraction étrangère du revenu et le revenu total de la société.

La pratique fiscale de la France et des principaux pays étrangers nous montre que la triple imposition est généralement évitée dans le cas spécial du holding-trust, mais que la double imposition des sociétés de

⁶¹ V. Rosendorff, op. cit., p. 175. Un autre art. de la loi de 1925 s'oppose également à l'exemption des dividendes provenant de ces sociétés. C'est l'art. 6. Il en résulte qu'une société étrangère en nom collectif n'est pas imposable comme telle par l'impôt allemand (art. 6) ; il n'y a donc pas double imposition lorsque les revenus des parts de cette société sont imposés entre les mains d'une société allemande qui en est membre.

⁶² Edition de la National Bank of Commerce in New-York 1922, p. 61.

⁶³ V. infra chap. II, section II. Corporation tax.

capitaux ordinaires est tout à fait courante et qu'elle se trouve tout au plus atténuée par des abattements ou des exemptions partielles.

La double imposition résulte du fait que le revenu de la société est taxé, avant toute distribution, au nom de la société même et qu'il est atteint une seconde fois comme dividende entre les mains de l'associé. Ce procédé est-il justifié aux points de vue juridique et économique ? Pour réunir tous les éléments nécessaires à cette réponse, il est indispensable de soumettre à une étude approfondie son aspect principal, l'imposition en soi des sociétés commerciales en tant que personnes morales. La pratique nous offre un grand nombre de systèmes.

CHAPITRE II

L'IMPOSITION DES SOCIÉTÉS EN TANT QUE PERSONNES MORALES

Le problème central qui se pose en matière d'imposition des sociétés, du moment qu'on admet la légitimité d'une taxation spéciale de la personne morale, indépendamment de celle des associés, est celui du choix d'un système qui tienne compte de leur caractère spécial et du rôle qu'elles ont à accomplir.

Comme les personnes physiques, on peut les soumettre à l'impôt réel et à l'impôt personnel. Les deux systèmes se rencontrent dans la pratique. Conviennent-ils tous les deux aux sociétés ou faut-il accorder la préférence à l'un d'eux ?

Du moment qu'on se décide pour l'impôt réel, comme l'ont fait l'Italie et la France, il faut logiquement renoncer à pénétrer dans la capacité fiscale du contribuable. Cet impôt frappe le revenu sans le mettre en rapport avec la situation du sujet fiscal.

Or, par une contradiction frappante, les lois fiscales de la France et de l'Italie ont introduit dans l'impôt réel des éléments de la personnalité. Ce procédé, déjà critiquable à l'égard des personnes physiques, devient dangereux dès qu'on l'applique aux sociétés qui, malgré leur personnalité morale, n'ont ni la même fonction, ni le même but que les personnes individuelles.

L'extension aux sociétés de l'impôt personnel peut se concevoir de deux façons différentes. On peut leur appliquer l'impôt sur le revenu, tel que le supportent les contribuables ordinaires. Mais alors on se heurte aux mêmes obstacles que rencontre le système réel par la prise en considération de la personne des sujets fiscaux. La Prusse en a fait l'expérience. Aussi les Etats modernes semblent-ils vouloir adopter le type de l'impôt sur le revenu spécialement réservé aux sociétés. Comme l'impôt particulier aux personnes physiques, l'impôt sur le revenu des sociétés voit dans le revenu global la meilleure expression de la situation économique totale du contribuable. Mais tenant compte des particularités de ce « revenu » collectif, il n'emploie pas à l'égard des sociétés

les mêmes modalités d'imposition que vis-à-vis des personnes individuelles.

L'Allemagne et les Etats-Unis se sont décidés, depuis la guerre, pour l'imposition spéciale des « corporations » par l'impôt sur le revenu. Ont-ils réussi à dégager la notion de la capacité fiscale des sociétés ? Le revenu l'exprime-t-il à lui seul ?

Pénétrées des difficultés que rencontrent à la fois le système réel et le système personnel, deux législations ont fait un compromis entre eux.

L'Angleterre taxe les sociétés à la fois par l'income tax à caractère surtout réel et par le Corporation tax, essentiellement personnel. En Alsace, la loi allemande, encore en vigueur dans le domaine des impositions locales, a essayé d'imposer les sociétés suivant un critère nouveau qui touche également aux deux systèmes, celui de la productivité. Mais en raison du sens spécial qu'elle attribue à ce mot, elle n'a pas non plus avancé la question de la capacité fiscale.

Nous n'avons pas la prétention d'épuiser tous les systèmes. Nous avons dû restreindre notre étude aux types d'impôt les plus caractéristiques. En les présentant, nous aurons soin de faire apparaître les grands problèmes, dont nous nous réservons la solution d'ensemble pour la seconde partie.

SECTION I

LA TAXATION DES SOCIÉTÉS PAR L'IMPÔT RÉEL

I. — *Le système français. L'impôt sur les bénéfices.*

La loi française connaît et applique l'impôt sur le revenu sous deux formes. Elle taxe d'abord les revenus provenant des différentes sources : travail, capital, concours des deux, par un impôt cédulaire réel. Il s'y superpose un impôt personnel sur le revenu global, qui frappe le revenu dans son ensemble, compte tenu non seulement des charges qui grèvent chacun des éléments qui le composent, mais encore du passif général du contribuable.

À l'égard des sociétés, seul l'impôt cédulaire est appliqué. Elles échappent à l'impôt sur le revenu global. Le résultat de l'activité économique de ces personnes morales est atteint par l'impôt sur les bénéfices commerciaux ou industriels. Les autres éléments de leur revenu, qu'ils proviennent du capital pur ou, ce qui est exceptionnel, du travail, sont taxés à part dans leur cédule respective.

Cette méthode d'imposition observée vis-à-vis des sociétés nous permet de préjuger des intentions du législateur français.

Il paraît s'être placé, en ce qui les concerne, au point de vue de la réalité de l'impôt. Partant de cette idée que la personnalité des sociétés se distingue, malgré l'assimilation juridique complète, de celle des contribuables individuels, il a apparemment renoncé à pénétrer dans leur situation économique générale et à dégager la notion bien délicate de leur capacité fiscale.

Mais en fait il en est autrement. L'impôt réel, qui frappe les personnes physiques aussi bien que les sociétés, fait à l'impôt personnel de nombreux emprunts.

Pour répondre à la question de savoir si l'impôt français sur les bénéfices commerciaux et industriels⁶⁴ convient pour la taxation des sociétés et s'il tient compte des particularités de leur constitution et de leur but économique, nous ferons ressortir son caractère mixte.

⁶⁴ *Textes* : Loi des 31 juillet 1917, 25 juin 1920, 30 juin 1923, 16 avril 1924, 13 juillet 1925, 4 avril 1926.

Ouvrages : Allix et Lecerclé : *L'impôt sur le revenu*, Paris 1926, tome I, p. 336-434. V. aussi la Bibliographie à la fin de cet ouvrage.

A l'égard des sociétés aussi bien qu'à celui des personnes physiques, l'impôt cédulaire et réel sur les bénéfices fait de nombreuses concessions à la personnalité de l'imposition.

Pour le montrer, nous insisterons surtout sur les exceptions qu'admet cet impôt aux trois principes fondamentaux de la réalité de la taxation.

1° L'impôt réel frappe le revenu.

2° L'impôt réel frappe le revenu provenant d'une source.

3° L'impôt réel ne tient pas compte de la situation personnelle du contribuable.

1° L'impôt sur les bénéfices frappe-t-il le revenu ?

L'impôt cédulaire sur les bénéfices commerciaux et industriels vise le produit de l'activité commerciale. Comme il a le caractère réel il devrait logiquement atteindre tout bénéfice provenant d'un acte de commerce, sans tenir compte de la personne qui le réalise.

Déjà à l'égard des personnes physiques, la loi du 31 juillet 1917 s'éloigne de ces dernières conséquences du principe réel de l'impôt. S'inspirant de la théorie des sources⁶⁵, d'après laquelle seules les recettes périodiques entrent dans la notion du revenu, elle ne frappe que le revenu des « professions commerciales et industrielles » (art. 2 de la loi). Cette nuance n'a pas d'importance pour les sociétés du droit commercial, puisque leur activité est toujours professionnelle.

Mais toutes les sociétés se voient-elles soumises à la taxation de leurs bénéfices et le sont-elles toujours de la même façon ?

La réalité ne fait pas de doute à l'égard des sociétés de capitaux pures, telles que les sociétés anonymes, en commandite par actions, etc. Ces sociétés sont imposées en leur nom sur leurs bénéfices sans considération de l'affectation de ces derniers, ce qui est conforme à la notion de la réalité. D'où aussi la conséquence de la double imposition⁶⁶.

La même méthode paraît s'imposer à l'égard des sociétés de personnes, du fait qu'en droit français on leur reconnaît généralement la personnalité morale⁶⁷. Telle était aussi la solution de la loi primi-

⁶⁵ Allix et Lecerclé, op. cit. I, p. 167 et infra.

⁶⁶ V. plus haut, chapitre I, page 29, et Allix, I, 419.

⁶⁷ Arrêt de la Cour de Cassation 23-2-1891. D. 91. 1. 337. En sens contraire, Lacour, Précis de Droit commercial, Paris 1912, p. 147. Au point de vue fiscal, la personnalité est incontestée, Allix, p. 422. V. pour la discussion de ce point infra, II° Partie, chap. I.

tive réglant la matière, celle du 31 juillet 1917. Elle a été modifiée pour une raison qui met en relief l'incohérence de notre système fiscal. En droit allemand, on renonce à imposer la société en nom collectif comme telle, parce qu'on lui dénie la personnalité. Les associés seuls⁶⁸ sont donc imposés. En France, au contraire, malgré la personnalité propre reconnue à la société de personnes, la loi du 30 juin 1923 est venue établir le devoir fiscal à la charge des associés en nom et des commandités dans la société en commandite simple, sous prétexte de les faire bénéficier ainsi de la réduction des charges de famille. Comme si la considération des charges de famille devait avoir place dans le système cédulaire ! Mais nous savons que le législateur français la fait entrer dans toutes les cédules, sauf celle des valeurs mobilières.

On arrive ainsi à la situation suivante: L'impôt sera calculé comme si la société était le sujet imposable, mais en fait, seuls les associés seront imposés, et cela dans la proportion établie entre eux pour le partage des bénéfices. Cela n'empêche pas l'impôt de rester une dette sociale.

Un régime spécial et intermédiaire a été institué à l'égard des sociétés à responsabilité limitée⁶⁹. L'impôt est établi au nom de la société et payé par elle. Mais les dividendes, intérêts, etc., revenant aux gérants échappent à une nouvelle imposition au titre des revenus des valeurs mobilières. Seuls les associés non gérants, s'il en reste dans la société, sont imposés à part, comme d'ailleurs les commanditaires de la commandite simple⁷⁰.

Alors que l'impôt sur les bénéfices, en matière de sociétés surtout, tient constamment compte de la personne de son titulaire, en opposition avec le principe de la réalité, il néglige au contraire la stricte prise en considération de la source.

2° L'impôt sur les bénéfices prend-il en considération la source du revenu ?

L'impôt français prend bien soin de démêler et d'isoler les sources des différents revenus, mais pour ne pas en tenir compte ensuite.

Comme en matière d'imposition des industriels et des commerçants individuels, la cédule du bénéfice des sociétés touche à d'autres

⁶⁸ V. à ce sujet, notamment sur la théorie de la main commune, Lacour, op. et édit. cités, p. 143, et nos références infra, II^e partie, chap. I.

⁶⁹ Lepargneur : La loi nouvelle sur les s. à r. l. Paris, Sirey 1925, p. 121 et s., et l'article de Lecerclé, *Journée Industrielle* du 21 avril 1925.

⁷⁰ Sur l'imposition des autres types de sociétés commerciales, cf. Allix et Lecerclé, op. cit. I, 422 et s.

cédules, celle du revenu foncier surtout, lorsque les bâtiments sont affectés à l'exploitation. Nous verrons que leur imposition nécessite une certaine ventilation, quand il s'agit de déduire les frais de l'exploitation. Mais à l'égard d'une autre cédule, celle des valeurs mobilières, le revenu professionnel est l'objet d'une séparation plus nette pour les sociétés que pour les personnes physiques.

Les produits des valeurs mobilières, créances, etc., sont retranchés des bénéfices de la profession pour être soumis au taux spécial prévu pour les revenus du capital.

Cette méthode n'a été introduite que par la loi de finances du 13 juillet 1925, qui reconnaît expressément aux sociétés le droit de déduire des bénéfices imposables les revenus de leur portefeuille atteints par la taxe sur le revenu des valeurs mobilières ou des créances. Mais elle spécifie que cette déduction n'a lieu « qu'après imputation à ces revenus mobiliers de la quote-part des frais et charges y afférents ». Cette quote-part est forfaitairement fixée d'après la proportion des revenus du portefeuille par rapport à l'ensemble des produits bruts de l'entreprise.

Une fois la source du revenu professionnel dégagée et isolée, l'impôt devrait ne s'attaquer qu'à elle. En réalité, il frappe des éléments qui lui sont complètement étrangers. D'après la jurisprudence fiscale actuelle, qui a profité du silence de la loi pour adopter la solution la plus favorable au Trésor, l'impôt sur les bénéfices commerciaux et industriels atteint, outre les revenus de l'exercice de la profession, ce qu'on appelle la plus-value.

Tous les éléments immobiliers et mobiliers d'une entreprise, jusqu'au fonds de commerce tout entier, peuvent être l'objet d'une augmentation de valeur. La jurisprudence entend la frapper dès qu'elle est réalisée par une vente. Ainsi si l'aliénation d'une machine ou des stocks de matières premières fait ressortir un prix de vente supérieur au prix d'achat, la différence est taxée dans notre cédule⁷¹.

Pour l'outillage et les valeurs mobilières, cette thèse paraît définitivement consacrée. Elle vient d'être remise en discussion pour les fonds de commerce⁷². Au début, l'Administration des Contributions

⁷¹ V. sur l'évolution de cette jurisprudence plusieurs questions écrites de députés, *Journal officiel* (22 juin 1922 et 13 février 1923) et Chambre Déb. parl. 1925, p. 576. V. Caziot, articles dans la *Journée Industrielle*, 9-18 novembre 1924.

⁷² Sur cette question, v. J. Michel : La plus-value des fonds de commerce et l'impôt sur le revenu, Recueil des questions fiscales, juin 1920. Allix et Lecerclé, op. cit., p. 383 et s. La proposition Crespel, Doc. Chambre, annexe 6291. *Le Temps* du 26 juillet 1925.

directes a soutenu que la différence entre le prix de vente et celui d'achat d'un fonds de commerce, quelles que soient les circonstances de l'aliénation, est « bénéfice »⁷³ imposable. Malgré les inconvénients résultant de cette thèse, surtout en période d'instabilité monétaire, elle persista dans sa manière de voir jusqu'à l'intervention du Conseil de préfecture de la Seine, qui a tranché la question contre le fisc par une décision du 24 mars 1924. Plus récemment encore, M. Caillaux, ministre des Finances, a donné l'assurance aux intéressés qu'il « renonçait à poursuivre devant le Conseil d'Etat la réformation des Conseils de préfecture qui se sont prononcés dans le sens de la non-imposition des plus-values des fonds de commerce ».

En taxant les plus-values même réalisées, le système français entre en contradiction avec lui-même. Nous l'avons vu tout à l'heure refuser d'imposer les gains des actes de commerce isolés, qui, pourtant, constituent une source. Voici qu'il déclare imposables les gains de capital résultant d'opérations qui n'ont même plus rien de commun avec les actes de commerce.

N'est-ce pas avouer que le système de la réalité est trop étroit pour taxer les profits commerciaux et que pour les saisir et les atteindre dans leur intégralité, il faut prendre en considération l'ensemble de la situation économique du contribuable ? L'impôt sur les bénéfices commerciaux et industriels se place ainsi sur le terrain de la personnalité, qu'il ne quitte plus quand il s'agit de taxer l'élément imposable proprement dit, le revenu professionnel.

3° L'impôt sur les bénéfices fait-il abstraction de la personne du contribuable ?

Malgré son caractère réel, l'impôt sur les bénéfices commerciaux et industriels tient compte de la situation personnelle du contribuable, lorsqu'il s'agit de déterminer le revenu imposable et quand il s'agit de le taxer.

a) Le calcul du revenu professionnel :

L'impôt cédulaire français taxe le bénéfice. Celui-ci ne résulte pas exclusivement du compte d'exploitation⁷⁴ qui met en regard les recettes et les dépenses, mais encore des augmentations quantitatives du capital d'exploitation, qui s'opposent aux éléments qualitatifs de la plus-value. Ainsi l'accroissement des stocks d'une année fiscale à l'au-

⁷³ V. cette notion, Allix, p. 376 et p. 388.

⁷⁴ Allix et Lecerclé, op. cit. I, p. 351.

tre est considéré comme une « recette » taxable. Le compte du bilan qui les mentionne est seul envisagé pour les sociétés astreintes « à communiquer les bilans à l'Enregistrement »⁷⁵. Le bénéfice imposable⁷⁶ est le bénéfice net qui résulte de la différence entre le revenu brut et les charges de ce revenu⁷⁷. Pour rester fidèle à son caractère réel, le système français ne devrait admettre que la déduction des charges qui sont relatives à ce revenu industriel et commercial. Ce principe n'est pas toujours observé. A plusieurs reprises, la loi tient compte aussi du passif général du contribuable.

Parmi les charges du revenu qui viennent en déduction du revenu brut, on peut distinguer les frais professionnels et les dépenses assimilées.

Les premiers comprennent toutes les dépenses qui servent directement à l'acquisition ou à la conservation du revenu. Les dispositions de la loi applicables aux personnes physiques peuvent être étendues sans difficultés en ce qui concerne l'amortissement. Celui-ci est une charge du revenu, en tant qu'il tient compte de la dépréciation des éléments de l'entreprise, mais non pas quand il est destiné à faire face à une amélioration ou à un agrandissement⁷⁸. L'assimilation n'est déjà plus aussi simple pour les autres éléments des charges déductibles. Nous insistons particulièrement sur trois d'entre elles : les salaires du personnel, les loyers et les intérêts des sommes empruntées.

Pas de difficultés tant que salaires, appointements, indemnités, etc., sont payés à des personnes étrangères à la société. Mais quid de la rémunération de ses membres, notamment des administrateurs ? Les tantièmes alloués aux administrateurs ordinaires indistinctement, rentrent bien entendu dans le bénéfice imposable. Au contraire les attributions fixes, représentant la rémunération d'un travail ou d'un service spécial, sont déductibles du bénéfice, au moins quand elles figurent au compte : frais généraux. Car dès qu'elles sont prélevées sur les bénéfices, il y a emploi de ces derniers et le fisc reprend ses droits. Une exception est apportée à cette dernière règle depuis la loi du 13 juillet 1925 pour les tantièmes alloués aux administrateurs-directeurs, en tant qu'ils ne se confondent pas avec ceux qui leur reviennent en leur

⁷⁵ Cette expression employée par la loi du 31 juillet 1917, art. 4, n'est pas tout à fait exacte.

⁷⁶ Sur le problème de l'imposition des remboursements du capital des sociétés anonymes, v. Loi de finances 1925 (du 13 juillet) et les articles de Rosier dans la *Journée Industrielle* du 9 janvier et s. 1926.

⁷⁷ Le bénéfice est donc imposé, qu'il soit distribué en entier, mis en réserve ou employé à des agrandissements.

⁷⁸ Sur les complications résultant de la dépréciation monétaire, cf. Allix et Lecerclé, op. cit. p. 362 et s.

qualité d'administrateurs : ils échappent à l'impôt sur les valeurs mobilières pour être soumis à la cédula des salaires, ce qui explique qu'ils doivent venir en déduction du bénéfice imposable, alors même qu'ils seraient prélevés sur le bénéfice fixe.

Jusqu'ici l'application de l'impôt cédulaire réel ne se heurte à aucun obstacle. Les frais envisagés sont certainement une charge du bénéfice et c'est à juste titre qu'ils en sont déductibles. Mais les autres dépenses ne dépassent-elles pas le cadre de la cédula ? La question peut se poser tout d'abord pour la valeur locative des immeubles possédés par l'entreprise. Etant donné que la société n'a pas de loyer à payer pour ses propres immeubles, elle réalise une économie qui augmente son bénéfice. Mais comme cette valeur locative est imposée, partiellement au moins⁷⁹, dans la cédula du revenu foncier, elle est finalement déductible du bénéfice, sauf à défalquer des frais généraux les dépenses d'entretien dont il est déjà tenu compte dans la cédula foncière. Le calcul serait plus simple si les deux catégories de revenus étaient fondues.

Une difficulté analogue apparaît en matière de dettes. S'il s'agit d'une dette hypothécaire, les intérêts sont à imputer sur le revenu foncier et, pour le reste, en cas d'insuffisance du revenu cotisé à l'impôt foncier, sur le bénéfice. On voit comment la notion de la charge du bénéfice perd ainsi de sa précision, du moment qu'on distingue le revenu professionnel des autres revenus qui peuvent échoir à une société. Il en est de même aussi des intérêts du capital-obligations de la société. Si ce capital sert, par exemple, à agrandir l'usine et à acheter de nouveaux immeubles, on pourrait considérer une partie des intérêts dus comme charge du revenu foncier. Mais sans insister sur cette nuance, une question plus délicate se pose : Les intérêts de la dette sont-ils une charge du bénéfice des sociétés, leur déduction est-elle justifiable au point de vue économique ? Elle est trop complexe pour être étudiée ici, nous la renverrons à la Partie II.

A côté des frais professionnels proprement dits, la loi déclare déductibles certaines dépenses assimilées à ceux-ci, notamment les impôts. Il paraît logique d'autoriser la société à retrancher du bénéfice imposable les impôts indirects. Par contre, la déductibilité de « l'impôt cédulaire » sur les bénéfices industriels et commerciaux payé pour les exercices antérieurs, sur le bénéfice taxable, est manifestement une tolérance excessive qui ne trouve pas son excuse dans la lenteur avec

⁷⁹ Jusqu'à concurrence de 60 % pour les usines.

laquelle les contributions sont perçues en France. Comme en raison du retard du bilan l'impôt n'est souvent liquidé que deux ans après l'année fiscale, une société nouvelle peut, pendant deux ans, distribuer aux actionnaires les sommes revenant au fisc. Et si les impôts sont enfin payés sur les bénéfices de la troisième année, le fisc tient compte de ce prélèvement dans l'établissement du bénéfice imposable de cette année. Il en résulte une dégressivité du taux de l'impôt ; en outre le fisc perd les intérêts des sommes dues pour les deux premières années. Et il n'est pas sûr qu'il se rattrape à la liquidation de la société.

Seul un système de paiement provisionnel, tel qu'il fonctionne en Allemagne, pourrait mettre fin à ce privilège exorbitant pour les sociétés et ruineux pour le Trésor. L'Italie, où fonctionne le même système, a au moins pris des mesures de compensation⁸⁰.

La pratique française est nettement contraire au caractère de l'impôt réel. Celui-ci s'attaque au bénéfice net, c'est-à-dire au bénéfice qui reste après déduction des charges. Mais sa réalité exclut la prise en considération de l'emploi qu'en fait le contribuable pour une raison personnelle, telle que le fait d'être le débiteur du fisc. Il est aussi illogique dans le cadre de l'impôt réel de prendre en considération les fractions prélevées sur le bénéfice pour couvrir une perte remontant à une année antérieure. Nous arrivons ainsi à une dernière particularité du système français qui intéresse surtout les sociétés.

Voici comment se présente l'hypothèse. Le bilan d'une société par actions accuse 100.000 francs de bénéfice en 1925, un déficit de 50.000 l'année suivante et 50.000 fr. de bénéfice en 1927. L'impôt réel a ceci de particulier qu'il frappe le bénéfice dès qu'il apparaît. Celui de 1927 est donc taxable en entier, car tenir compte de la perte antérieure, ce serait faire état d'un élément personnel, celui de la situation économique réelle du contribuable. Autant vaudrait l'exemption du salaire d'un ouvrier au titre de la cédule des revenus du travail non indépendant, sous prétexte qu'un chômage de l'année précédente l'a empêché de gagner le moindre salaire. Ou bien alors il faudrait que l'imposition cédulaire soit basée sur le résultat de trois années, auquel cas la compensation ne se heurte aucunement au caractère réel de l'imposition⁸¹.

C'est en raison de ce caractère, et non pas au nom de la spécialisation des exercices, que la législation française, logique cette fois avec elle-même, a rejeté le principe du retranchement des reports

⁸⁰ V. *infra*, p. 59. La même pratique admise en matière d'impôt général pour les personnes physiques est aussi critiquable.

⁸¹ Système anglais.

déficitaires qui se conçoit dans un système d'impôt personnel beaucoup plus que dans celui d'un impôt réel.

Pourtant un revirement passager s'est produit tout récemment, qui menaçait d'achever l'incohérence de notre système fiscal applicable aux sociétés. Le Gouvernement avait admis, dans le projet du budget de 1926, le principe de ces reports, d'après lequel le commerçant et l'industriel ont le droit de déduire des exercices des années postérieures à l'exercice déficitaire la perte subie pendant cet exercice. La Chambre a repoussé cette faveur, non pas pour la raison technique que nous avons mise en relief, mais pour des considérations budgétaires. Voici, en effet, l'argument invoqué par M. Doumer, ministre des Finances, dans la séance du 6 février 1926, contrairement à l'intention de son prédécesseur, auteur du budget, M. Caillaux :

« Ce sont des centaines de millions que nous perdrons. La compensation en question n'aurait jamais pu être admise, même dans les moments où la situation était toute autre, que sous réserve de porter le droit à 15 %, alors que nous le maintenons à 10 %. Je supplie la Chambre de ne pas céder à ce qu'on lui suggère. »

Le projet du budget avait d'ailleurs fait dépendre cette faculté du report des pertes d'une condition : en auraient seules bénéficié les sociétés placées depuis trois ans au moins sous le régime de l'imposition du bénéfice réel. Ceci nous mène sur un autre terrain, celui de l'imposition même du revenu.

b) *L'imposition du revenu professionnel.*

L'impôt cédulaire réel devrait frapper en entier le bénéfice ainsi dégagé, sans le mettre en rapport avec la situation personnelle du contribuable. L'adoption du forfait cadre fort bien avec ce principe. Aussi jusqu'à la mise en vigueur de la loi du 4 avril 1926, les commerçants individuels pouvaient-ils être imposés sur un bénéfice forfaitaire calculé d'après le chiffre d'affaires⁸². Les sociétés, au contraire, dont les bilans sont obligatoirement communiqués à l'Enregistrement, n'ont jamais joui de cette faveur, maintenant abolie à l'égard des personnes physiques elles-mêmes.

Mais une fois le revenu imposable déterminé, aucune de ses fractions ne devrait échapper à l'emprise de l'impôt réel. Or nous constatons que pour les sociétés, tout autant que pour les commerçants individuels, la loi applique au revenu un traitement différentiel suivant la

⁸² Sur l'abolition du forfait, v. un article de M. L. Lourdel dans la *Journal Industrielle* des 11-12 avril 1926

capacité économique des sujets fiscaux. Les abattements à la base et la progressivité de l'impôt tendent très nettement à ce but.

Les abattements. — Nous avons déjà critiqué la méthode d'imposition des sociétés de personnes qui consiste à inscrire le revenu au nom des associés, pour admettre la déduction pour charges de famille. Les sociétés par actions jouissaient, jusque dans ces derniers temps, d'un système analogue, grâce auquel l'emploi du bénéfice était également pris en considération.

D'après le système introduit en 1917, sur le montant des bénéfices, la portion qui allait jusqu'à 1.500 francs ne comptait que pour un quart, celle comprise entre 1.500 et 5.000 n'était imposée que pour moitié. Ainsi un bénéfice de 50.000 francs n'était imposé que jusqu'à concurrence de 47.125 francs.

La loi du 4 avril 1926 a, en apparence, aboli ces abattements qui sont en contradiction ouverte avec le principe de la réalité de l'impôt. Mais en fait elle les a rétablis sous une autre forme, tout en les aggravant par l'application, partielle au moins, d'un taux progressif.

La progressivité. — Déjà le système antérieur avait connu pratiquement un taux différentiel. Grâce aux abattements dans les fractions inférieures du bénéfice, l'impôt, à partir d'une certaine limite au moins, était devenu dégressif. La loi du 4 avril 1926 en est arrivée à un taux légèrement progressif jusqu'à la limite de 50.000 fr., ou, si l'on veut, à un taux dégressif au-dessous de cette limite. Cette modification a pour but de compenser, pour les commerçants individuels au moins, l'aggravation de l'impôt résultant de l'abandon du système forfaitaire.

Voici le tarif du nouvel impôt :

« Art. 12. — Le montant de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux est fixé conformément au tarif ci-après :

« Bénéfice inférieur ou égal à 800 fr.	total de l'impôt :	15 fr.;
« Bénéfice compris entre	801 et 1.500 fr., tot. de l'imp.:	30 fr.
« » » »	1.501 et 3.000 fr., » » »	100 fr.
« » » »	3.001 et 5.000 fr., » » »	200 fr.
« » » »	5.001 et 7.000 fr., » » »	500 fr.
« » » »	7.001 et 10.000 fr., » » »	700 fr.
« » » »	10.001 et 15.000 fr., » » »	1.000 fr.
« » » »	15.001 et 20.000 fr., » » »	1.500 fr.
« » » »	20.001 et 25.000 fr., » » »	2.000 fr.
« » » »	25.001 et 30.000 fr., » » »	2.500 fr.
« » » »	30.001 et 35.000 fr., » » »	3.000 fr.

« Bénéfice compris entre 35.001 et 40.000 fr., »	»	»	3.500 fr.
« » » » 40.001 et 45.000 fr., »	»	»	4.000 fr.
« » » » 45.001 et 50.000 fr., »	»	»	4.500 fr.

« Au-dessus de 50.000 fr., le montant total de l'impôt est égal à 10 % du bénéfice, toute fraction de celui-ci inférieure à 1.000 fr. étant négligée.

« L'impôt calculé conformément aux dispositions ci-dessus ne supporte pas le double décime institué par la loi du 22 mars 1924. »

Ainsi l'impôt dû est de 4 % pour un bénéfice de 5.000, de 7 % pour un bénéfice de 10.000, de 8,75 % pour un bénéfice de 40.000. Au-dessus de 50.000, le taux reste légèrement inférieur à 10 %, en raison du nouvel abattement à la base qui s'est glissé dans le système.

Cette progressivité partielle de l'impôt sur le revenu fait ouvertement déborder l'impôt sur les bénéfices commerciaux et industriels dans le domaine de l'impôt personnel, auquel il touche constamment à d'autres égards. Ainsi se trouve achevée l'incohérence du système.

Ne nous montre-t-elle pas que les bénéfices commerciaux ne peuvent être saisis fiscalement que si on les place dans le cadre de la situation économique du contribuable ?

Mais cette vérité reconnue, la méthode française paraît conduire à une impasse, en ce qui concerne la taxation des sociétés. Même si cette considération s'impose aussi à leur égard, est-ce que les éléments de personnalité introduits et greffés sur la réalité, fort discutables déjà dans leur application aux personnes physiques, ne vont pas à l'encontre de la structure et des buts particuliers des sociétés ? Avant de répondre à cette question, examinons le système italien qui, malgré son point de départ différent, paraît tomber dans les mêmes erreurs.

II. LE SYSTEME ITALIEN

L'impôt sur les revenus de la richesse mobilière⁸³

Le titre de l'impôt italien sur les revenus de la richesse mobilière, créé par la loi du 24 août 1877, ne nous fixe pas sur le type de cet impôt. On pourrait hésiter entre celui de l'impôt général sur le revenu et celui des impôts cédulaires. En apparence, il se rattache aux deux.

Le système italien fait, en effet, bloc de tous les revenus autres que ceux de la terre (ogni specie di reddito non fondiario). Mais au lieu d'appliquer le taux de l'impôt à la somme de ces revenus, comme le fait par exemple le système français de l'impôt global, le fisc italien soumet chaque cédule, qui entre dans la composition du revenu général, à un traitement spécial. Cette particularité nous autorise à classer l'impôt italien sur la richesse mobilière dans le système des impôts cédulaires et à le rapprocher du type français que nous venons de décrire.

Nous envisagerons successivement son fonctionnement à l'égard des personnes physiques et son extension aux sociétés commerciales, pour le comparer enfin avec l'impôt français sur les bénéfices commerciaux.

1° Application de l'impôt aux personnes physiques.

L'impôt frappe toutes les personnes qui possèdent ou exploitent une richesse mobilière à l'intérieur du royaume. L'objet imposable se compose de tous les revenus mobiliers, sauf quelques exceptions.

a) Les revenus imposables.

L'art. 3 de la loi spécifie que l'énumération qu'il donne des revenus imposables n'a rien de limitatif, elle est simplement indicative. Sont frappés tous les revenus autres que les revenus fonciers⁸⁴, ainsi les revenus hypothécaires, les appointements, pensions, annuités, intérêts ou dividendes payés en Italie par l'Etat, les provinces, les communes, les sociétés, etc., les revenus de l'activité industrielle ou commerciale, ceux des professions libérales, les salaires, etc.

⁸³ Les principaux ouvrages qui traitent la matière sont : L. Einaudi, Corso di scienza della finanza, Torino, Giappichelli 1924. L. Brancolini, Le imposte e tasse, Milano 1925. Cesare Baldi, Società per azioni, Torino, Bocca 1920. V. aussi la Bibliographie à la fin de cet ouvrage.

⁸⁴ Et dans une certaine mesure, ceux des bâtiments économiques (l'imposta sui fabbricati).

En raison de ce caractère simplement indicatif du texte, la jurisprudence a été amenée à étendre la notion du revenu mobilier au point d'y faire entrer, à certaines conditions, des fractions du capital. Sous le terme d' « éléments qualitatifs du patrimoine »⁸⁵, elle admet l'imposition de la valeur de l'achalandage⁸⁶ et de la plus-value des immeubles, assimilant ainsi les augmentations de valeur aux « fruits ». La condition de la taxation est que ces valeurs soient réalisées. Pour les immeubles, l'intention de revente doit être prouvée pour que le fisc puisse intervenir.

Sont exemptés seulement les revenus déjà imposés à un autre titre (impôt sur les immeubles), les revenus d'une mutuelle subventionnée par l'Etat, enfin les sommes payées à titre de remboursement de capital⁸⁷.

Les revenus bruts de ces différentes sources donnent lieu à des retranchements.

b) *Les déductions.*

La loi en admet deux catégories. Sont déductibles de tous les revenus les annuités passives. En plus, les revenus industriels subissent la défalcation des frais de production.

Par annuités passives, le texte entend les intérêts de dettes, à moins qu'il ne s'agisse par exemple de sommes placées par l'entrepreneur dans sa propre affaire (art. 32, n° 1). Les intérêts sont déduits de la catégorie de revenus qui ont un rapport direct avec la dette. Ils peuvent être retranchés de la cédule des bénéfices commerciaux, si le produit de l'emprunt est affecté au commerce.

Les revenus commerciaux supportent, en outre, des déductions spéciales relatives aux frais de production. Cette notion correspond dans ses grandes lignes à celle consacrée par le droit français. Comme l'explique fort bien M. Einaudi, il s'agit de dépenses antérieures à la production, par opposition aux dépenses « de distribution » (*spese di erogazione*) qui lui sont forcément postérieures. Seules les premières sont déductibles.

L'art. 32 de la loi du 24 août 1877 n'est pas limitatif, quand il énumère « la consommation des matières premières, l'usure des instruments, les salaires payés aux ouvriers, le loyer des bâtiments industriels, les frais de vente et autres ». Notons en particulier la prime d'assurance contre l'incendie, en tant qu'elle concerne les immeubles

⁸⁵ Sur ce point, Einaudi, *op. cit.* pages 183-186 ; Brancolini p. 49 in fin.

⁸⁶ *Apprezamenti patrimoniali*, Einaudi, p. 183.

⁸⁷ En sens contraire, la législation française, *supra* p. 47 en note. Cass. Roma 2 avril 1903.

et les objets mobiliers servant à l'exploitation⁸⁸, les redevances payées à l'Etat pour la concession de l'énergie hydraulique. Quant à l'amortissement, il est à remarquer que la part afférente à la reconstitution du prix de l'achalandage n'est pas déductible⁸⁹.

Une place à part doit être faite aux impôts et aux taxes. Leur retranchement est autorisé, lorsqu'ils sont nécessaires à la production, ce qui veut dire que s'ils n'étaient pas payés, il ne serait plus possible d'obtenir le revenu. Rentrent dans cette catégorie : les droits de douane, les taxes de consommation sur la fabrication, le timbre sur les lettres de change et les échanges, les taxes postales, les impôts sur les voitures et les camions destinés à l'exercice de la profession.

Par contre, il n'y a pas de déduction des impôts qui visent le revenu déjà produit : taxes frappant l'exercice de la profession, taxes des villes et des Chambres de commerce, et parmi les impôts d'Etat, celui sur les revenus mobiliers lui-même et les impôts qui lui sont juxtaposés, ceux sur les terres et les usines (l'imposta fondiaria sui terreni e l'imposta sui fabbricati) ⁹⁰.

La non-déductibilité de l'impôt mobilier s'explique par la raison que cet impôt est, non pas une condition, mais une conséquence du revenu produit. Elle est d'autant plus remarquable qu'en Italie, comme en France, l'impôt sur les revenus mobiliers, au moins en ce qui concerne la cédula des bénéfices, se paye généralement un ou deux ans après l'année fiscale proprement dite.

Les deux autres impôts nécessitent quelques explications bien utiles pour connaître la place qu'occupe l'impôt mobilier dans l'ensemble du système fiscal italien. L'impôt sur les terres correspond assez exactement à notre impôt foncier sur la propriété non bâtie, il est donc payable dans les mêmes conditions et non déductible. La taxe sur les bâtiments, au contraire, doit être rangée à part : jusqu'en 1925, les industriels la payaient séparément, elle portait sur le revenu réel présumé (en cas de non location) diminué d'une somme forfaitaire représentant les frais d'entretien, d'amortissement, d'assurance, etc.⁹¹. La valeur locative des bâtiments industriels rentre évidemment dans le bénéfice industriel ; il était donc difficile d'en faire la séparation en vue

⁸⁸ Il est vrai que cette prime contient une fraction correspondant à l'assurance des bâtiments considérés en eux-mêmes et soumis à l'impôt sur les usines, mais elle est tellement infime qu'on la déduit du revenu mobilier ; Einaudi, p. 208.

⁸⁹ V. Brancolini, p. 56 sur la détermination de l'amortissement, Einaudi, p. 210-211.

⁹⁰ V. Einaudi, op. cit.

⁹¹ V. sur l'impôt sur les bâtiments, Brancolini, op. cit., p. 26-47.

de l'application d'un impôt spécial. Aussi le décret royal du 30 décembre 1923 n° 3069 a-t-il fait entrer l'imposition des bâtiments industriels dans le système de l'impôt mobilier, et cela à partir du 1^{er} janvier 1925.

On pourrait croire que les revenus de la richesse mobilière que nous avons ainsi analysés, déduction faite des charges afférentes à chacun d'entre eux, forment ensemble le revenu mobilier. Il n'en est pas ainsi.

c) *La classification des revenus de la richesse mobilière.*

Les différents revenus énumérés à titre indicatif par l'art. 3 sont groupés en quatre classes, dont chacune est soumise à un traitement à part : ainsi le revenu mobilier global est étouffé pour ainsi dire en germe, pour être décomposé en un ensemble de revenus cédulaires. Et ceux-ci présentent bien, à l'égard de l'impôt, un caractère réel. Certes, presque tous sont bien liés à la personne de celui qui les produit, il en est ainsi du revenu du médecin, du salaire de l'ouvrier, mais par le fait qu'ils sont imposés séparément, sans considération de la capacité fiscale totale du sujet imposable, ils ne se prêtent qu'à l'imposition réelle ⁹².

Le texte le plus récent qui règle la matière, le Décret royal du 16 octobre 1924, maintient la division des revenus mobiliers en quatre catégories qui voici :

Catégorie A : revenus du capital pur ;

- » B : revenus mixtes du capital et du travail (industrie et commerce) ;
- » C¹ : revenus du travail de nature incertaine et variable (professions libérales) ;
- » C² : revenus du travail pur de nature certaine et stable (salaires, appointements, pensions, rentes viagères) ;
- » D : revenus du travail pur (traitements payés par l'Etat, les provinces, les communes, les instituts publics de bienfaisance, les instituts scientifiques).

d) *L'imposition des cédules.*

Les revenus ainsi classés sont soumis à des abattements avant l'application des tarifs à chaque catégorie.

Jusqu'au jour de la récente réforme (1924), des minima non imposables étaient prévus pour les catégories B et C. Ceux-ci allaient diminuant avec l'accroissement des revenus respectifs. Le décret du 16 oc-

⁹² V. à ce sujet Brancolini, op. cit. 48 (généralité).

tobre fixe le minimum exempté au chiffre uniforme de 2.000 lire pour toutes les catégories, sauf la cédule A (revenus du capital). Mais comme ce nouveau régime n'entrera en vigueur que le 1^{er} janvier 1929, un système de transition s'imposait en vue d'assurer le passage des anciens abattements aux nouveaux. L'état de choses ancien reste conservé pour la cédule C² jusqu'en 1925. Les catégories B et C¹ jouissent d'une exemption à la base de 400 et de 100 lire, à moins que le produit total de ces cédules ne dépasse 3.000 et 2.000 lire.

On s'oriente donc vers un abattement considérable, au sujet duquel nous renvoyons aux critiques adressées à la pratique française. Cette faveur doit compenser le traitement plus rigoureux que subiront les petits revenus du fait du remplacement du tarif progressif ancien par un tarif proportionnel nouveau.

Jusqu'au 1^{er} janvier 1925, un tarif différentiel répondant au principe de la discrimination des revenus était appliqué à chaque cédule. Il était caractérisé par une progressivité de 15 échelons, dont le maximum était de 25 ½ % pour le revenu du capital, de 20 pour les revenus mixtes et de 11 pour les traitements et pensions de l'Etat.

Le 1^{er} janvier 1929 doit entrer en vigueur un tarif proportionnel ainsi fixé⁹³ : Revenus de la catégorie :

A : 20 % ; B : 14 % ; C¹ : 12 % ; C² : 10 % ; D : 8 %.

Pendant les 4 années intermédiaires, les taux seront ramenés lentement du maximum de la progression ancienne au niveau invariable du tarif nouveau.

Le résultat du nouveau régime des abattements et du nouveau tarif sera une imposition légèrement dégressive des différentes cédules. Ainsi un nouveau pas sera fait vers le rapprochement du système italien avec le système français, ce qui nous dispense d'une critique spéciale du premier. Nous avons maintenant les éléments nécessaires pour envisager le fonctionnement de l'impôt italien à l'égard des sociétés.

2° *L'application de l'impôt aux sociétés*⁹⁴.

Par sa propre volonté exprimée à l'art. 2, la loi du 24 août 1877 s'applique telle quelle aux sociétés commerciales. « Tous les individus et toutes les personnes morales (ente morale), tant nationales qu'étran-

⁹³ V. le décret du 16 octobre n° 1613 et Brancolini, p. 63.

⁹⁴ Outre les ouvrages d'ordre général, v. à ce sujet les livres un peu anciens (et ne contenant pas les dernières réformes) de C. Baldi, *Società per azioni*, Torino, 1921 (Bocca) et de Magrini, *L'imposta di ricchezza mobile nei rapporti colle Società commerciali*. Les textes légaux réglant la matière se trouvent dans les lois du 24 août 1877 n°s 4021, 4022, du 10 juin 1888 n° 5458, du 22 juillet 1894 n° 339, du 2 mai 1907 n° 222, dans les *Regolamenti* du 11 juillet 1907 n° 500 et les documents déjà cités dans le n° 1 de notre étude.

gères, sont redevables de l'impôt sur les revenus de la richesse mobilière qu'ils tirent du Royaume. »

Des dispositions spéciales étaient cependant nécessaires, tant pour prendre position à l'égard de certaines particularités du revenu collectif, que pour en déterminer le calcul. Nous examinerons ces deux points spéciaux avant de porter un jugement sur le système considéré dans son ensemble.

a) *Quelques particularités du revenu des sociétés.*

En raison de la largeur des termes de la loi, la jurisprudence ajoute au revenu imposable quelques éléments, qui ne se présentent que chez les sociétés⁹⁵. Elle y comprend entre autres la prime d'émission de nouvelles actions⁹⁶, les plus-values réalisées par la vente de titres appartenant à la société⁹⁷, les prestations en nature gratuites faites aux actionnaires⁹⁸ (gaz, électricité). Un doute pourrait s'élever à l'égard des tantièmes attribués aux administrateurs. Bien qu'ils soient soumis par ailleurs à un impôt progressif (Décret royal du 12 octobre 1915), ils entrent dans le calcul du bénéfice imposable.

Du côté passif, certains retranchements s'appliquent exclusivement au revenu des sociétés. Sous la dénomination d'annuités passives⁹⁹, celles-ci sont autorisées à déduire l'intérêt du capital-obligations. Mais ne sont pas déductibles comme charges du revenu les fractions de remboursement du capital-obligations, même imposées statutairement¹⁰⁰. Echappent à la déduction également : les taxes sur la négociation des titres d'une société, puisqu'elles n'intéressent pas la production¹⁰¹. Plus critiquable est le refus de la jurisprudence d'autoriser la déduction de la taxe d'enregistrement sur le contrat de la société¹⁰².

A part ces éléments spéciaux et d'autres encore dont l'énumération mènerait trop loin, le revenu mobilier des sociétés se calcule de la même façon que celui des personnes physiques, avec cette différence que le calcul se fait sur la base des bilans.

b) *Le calcul du revenu d'après le bilan.*

On pourrait croire que dans le bilan tous les revenus de la société provenant des quatre cédulas se fondraient en un revenu global. Même

525. ⁹⁵ Graziani, Istituzioni di Scienza delle finanze, Bocca, Torino 1922, p.

⁹⁶ Commissione Centrale, 6. XI. 1906, Foro 1907 III. 40.

⁹⁷ Ibidem 24. IV. 1905, Giurisprudenza Sarda, 286.

⁹⁸ Ce cas est prévu implicitement par l'art. 30 de la loi de 1877.

⁹⁹ V. supra.

¹⁰⁰ Cass. Roma 31 mars 1903, Legge 747.

¹⁰¹ Einaudi, op. cit., p. 213.

¹⁰² Einaudi, ibidem.

si tel est le cas, le fisc demande la reconstitution des cédules dont chacune est soumise à un taux spécial. A cet effet, la société doit faire une déclaration de tous les éléments actifs et passifs de son revenu, ou tout au moins du compte profits et pertes avec indication du revenu brut et des déductions opérées¹⁰³. La commission administrative a même le droit de refaire le bilan¹⁰⁴ avant d'appliquer l'impôt. La taxation des revenus finalement retenus obéit à une règle spéciale qui tient compte du retard apporté à la présentation du bilan.

c) *L'imposition d'après « le cycle quinquennal ».*

Comme le bilan des sociétés n'est généralement présenté au fisc que plusieurs mois après l'année fiscale, la taxation n'intervient en règle qu'au cours de la deuxième année consécutive à celle-ci. Il en résulte que les nouvelles sociétés échapperaient pratiquement au paiement de l'impôt pendant les deux premières années. Pour remédier à cet état de choses préjudiciable au fisc, qui existe aussi en France, sans remède d'ailleurs, le législateur a introduit le système du cycle quinquennal. Voici en quoi il consiste : le bilan de 1923, par exemple, sert de base pour la détermination du revenu, non seulement de 1923, mais aussi de 1925, celui de 1924 pour cette année et l'année 1926, celui de 1926 pour l'année 1927. Ainsi se trouve fermé le cycle : la société paiera l'impôt pour chacune des 5 années et, à partir de 1926, les bilans forment toujours la base pour l'imposition de l'année suivante. Ce procédé est appliqué notamment en ce qui concerne les bénéfices commerciaux (catégorie B), et cela sans rectification ultérieure d'après les résultats effectifs de l'exercice. Celle-ci intervient, au contraire, pour les revenus de la catégorie C.

3° *Comparaison des systèmes français et italien.*

Abstraction faite de quelques points particuliers, l'impôt italien sur les revenus de la richesse mobilière ne se distingue que par la réunion dans un seul groupe de différents revenus, qui restent séparés dans le système français. Mais la division de ce groupe en catégories, soumises chacune à un traitement différentiel, atténue cette divergence qui est de forme plutôt que de fond.

Dans ces conditions, l'impôt italien soulève les mêmes problèmes que l'impôt français. Nous aurons à les résoudre dans la partie critique de notre étude.

¹⁰³ Brancolini, p. 67.

¹⁰⁴ App. Genova, 9 mai 1905, Temi Gen. 365.

L'impôt réel cédulaire, insuffisant pour taxer la capacité fiscale des personnes individuelles, paraît l'être également à l'égard des sociétés.

Mais la méthode employée pour parer à cette insuffisance nous paraît erronée. Les éléments personnels introduits dans le système cédulaire, déjà difficilement applicables aux personnes physiques dans le cadre d'une imposition réelle, ne sont-ils pas inconciliables avec le caractère très particulier de la personnalité morale des sociétés ?

Que signifient, par rapport à elles, l'exemption d'un minimum d'existence, la discrimination des revenus, la prise en considération des éléments simplement potentiels de la richesse (plus-value), enfin la progressivité ou plus exactement la dégressivité ?

Graves questions qui se rattachent à celle de la structure et de l'activité particulière des sociétés.

Mais avant de les avoir résolues, nous pouvons nous demander si la méthode inverse, consistant à appliquer aux sociétés l'impôt personnel, sauf à le corriger dans ses éléments incompatibles avec la nature des sociétés, n'est pas plus logique.

L'Allemagne et les Etats-Unis nous fourniront les éléments nécessaires pour trancher le problème.

Le premier pays nous présente deux types d'impôt personnel sur le revenu des sociétés : la Prusse leur étendait jusqu'en 1919 l'impôt sur le revenu ordinaire ; depuis la mise en vigueur de la Constitution de Weimar, le Reich a introduit un type d'impôt spécial réservé aux sociétés.

Aux Etats-Unis, dans la législation fédérale, nous rencontrons le dernier type.

SECTION II

LA TAXATION DES SOCIÉTÉS PAR L'IMPÔT PERSONNEL

I. — *L'impôt sur le revenu ordinaire appliqué aux sociétés.**Le système prussien.*

La législation fiscale des Etats allemands d'avant-guerre a été caractérisée par la prédominance de l'impôt sur le revenu global. Seule la Bavière était restée fidèle pendant longtemps à l'impôt sur les revenus cédulaires¹⁰⁵.

L'impôt sur le revenu ne s'appliquait pas seulement aux personnes physiques, il était également étendu aux sociétés. La Prusse, le Wurtemberg, la Saxe et le Grand-Duché de Bade sont les représentants typiques de ce système. Bien que la loi wurtembergeoise relative à l'impôt sur le revenu soit plus récente (du 8 août 1903) que la loi prussienne¹⁰⁶ du 24 juin 1891 modifiée par la loi du 19 juin 1906, nous choisissons cette dernière comme type de la législation qui assimile, au point de vue de l'imposition du revenu, les sociétés aux personnes physiques. Le système fiscal prussien a été réorganisé après la guerre de 1914-18 ; l'impôt sur le revenu du Reich s'est substitué à l'impôt prussien le 1^{er} avril 1920¹⁰⁷.

Ce n'est pas une raison pour négliger l'ancien système. Il nous permettra de juger en soi l'assimilation fiscale des sociétés aux personnes physiques.

Pour savoir si l'impôt sur le revenu conçu sur le type ordinaire est un instrument de taxation suffisant à l'égard des sociétés ou s'il convient de créer un type d'impôt spécial sur les personnes physiques, nous adopterons la méthode suivante :

Nous présenterons d'abord le mécanisme général de cet impôt, pour envisager ensuite son application aux sociétés.

¹⁰⁵ V. D. Feitelberg, Die Einkommenbesteuerung nicht physischer Personen, Jena G. Fischer 1900, p. 117.

¹⁰⁶ Fuisting-Strutz, Einkommensteuergesetz, 2 vol., Berlin, Heymann 1915.

¹⁰⁷ V. article Einkommensteuer, Handwörterbuch der Staatswissenschaften, 4^e édit., tome III, page 442.

1° *Les caractères généraux de l'impôt prussien.*

L'impôt prussien sur le revenu frappe tous les sujets de l'Etat et toutes les personnes exerçant en Prusse une activité économique. Son objet est le revenu global, qui apparaît au législateur comme le meilleur critère de la capacité de paiement.

Ne sont considérés comme éléments actifs rentrant dans le revenu net que les recettes à l'origine desquelles se trouve une source stable. L'art. 6 de la loi énumère à ce titre le capital, la propriété foncière, la profession, les créances. Toutes les autres ressources, quelle que soit leur provenance, ne font pas partie du revenu. Ainsi l'art. 7 exclut les recettes exceptionnelles, telles que les héritages, les donations, les assurances, de même que les gains de spéculation découlant, par exemple, de la différence entre le prix de vente et le prix d'achat d'un immeuble. Pour qu'il y ait revenu, il ne suffit pas que ces rentrées augmentent la fortune, il faut qu'elles contribuent à l'accroissement de son rendement¹⁰⁸.

Du côté passif, il faut distinguer les frais professionnels déductibles de chaque revenu pris isolément : ce sont les frais occasionnés par l'acquisition et la conservation de la source du revenu, y compris l'amortissement et les charges qui sont à défalquer du revenu brut total. Parmi les dernières figurent les intérêts de dettes, les primes d'assurance, etc. La déduction n'est pas permise, au contraire, lorsqu'il s'agit de dépenses occasionnées par l'augmentation de la fortune, par l'extension d'une entreprise ou le placement. Il s'agit là de simples emplois du revenu.

En principe, le revenu est imposé chaque année d'après la situation de la fin de la période fiscale. Exceptionnellement l'impôt est dû sur la base de la moyenne des trois dernières années, lorsqu'il s'agit d'un revenu commercial ou industriel de contribuables qui tiennent régulièrement des livres.

Le taux appliqué au revenu est progressif et commence à jouer à partir de 900 marks. D'après le dernier barème établi au cours de la guerre, l'impôt, y compris la taxe extraordinaire, était de 9 marks pour la fraction du revenu comprise entre 1.050 et 1.200 marks, de 158 marks entre 5.000 et 5.500, de 445 marks entre 10.500 et 11.500, de 3.080 entre 50.000 et 52.000, de 8.000 entre 100.000 et 105.000 marks, etc., etc., etc...

¹⁰⁸ Lorsqu'exceptionnellement l'accroissement de la fortune doit être imposé, la loi le dit expressément : ainsi l'art. 11 de la loi fait entrer dans le revenu du capital les gains résultant de la vente de valeurs achetées dans un but de spéculation (éd. Fuisting-Strutz, p. 8.).

Une exemption à la base plus large est admise en faveur des pères de famille ; elle résulte d'une réduction du taux, aussi longtemps que le revenu total ne dépasse pas 9.500 marks (art. 19 de la loi).

2° *Son application aux sociétés.*

Ce système d'imposition est déclaré applicable aux personnes non physiques par l'art. 1, n^{os} 4-6, qui range parmi les sujets imposables : les sociétés anonymes, les sociétés en commandite par actions, les sociétés minières, les coopératives ne faisant des affaires qu'avec leurs membres et, à une place à part, les sociétés à responsabilité limitée. Il pose le principe que les dispositions légales leur sont étendues, sauf celles qui ne se conçoivent qu'à l'égard d'êtres physiques : exonération pour charges de famille, déduction de primes d'assurance sur la vie des contribuables, non déduction des frais de ménage, etc.

Cette méthode d'assimilation légale des personnes morales aux personnes physiques individuelles devait se heurter à des différences fondamentales entre la situation économique des deux catégories de contribuables. Les premiers ne travaillent pas pour leurs fins propres, mais pour les associés qui se partagent le revenu obtenu. D'où la nécessité de prendre position à l'égard du problème de la double imposition. Le système prussien estime l'avoir résolu en autorisant les sociétés à défalquer du revenu imposable 3 1/2 % du capital social¹⁰⁹. En outre et surtout, la notion de ce revenu lui-même n'apparaissait pas *ipso facto* comme identique à celle du revenu des personnes physiques. Le revenu des sociétés repose pour une part prépondérante sur le capital d'exploitation qui ne se rencontre, ni sous la même forme, ni avec la même étendue, chez les personnes physiques. D'où la nécessité de donner une définition du revenu imposable des sociétés qui fait l'objet de dispositions spéciales.

Le législateur distingue à cet égard entre les sociétés de capitaux et les sociétés à responsabilité limitée, étant entendu que les sociétés de personnes (sociétés en nom collectif et en commandite simple) dans lesquelles les associés gardent leur individualité propre, sans donner lieu à la naissance d'un sujet fiscal indépendant, sont entièrement soumises aux règles générales de la loi.

Les sociétés de capitaux ordinaires.

Après avoir disposé, dans l'art. 13, que le revenu imposable des commerçants qui tiennent des livres, est le bénéfice tel qu'il se dégage

¹⁰⁹ V. sur la double imposition, chapitre I, page 26.

du bilan, la loi restreint la notion du bénéfice imposable pour les sociétés par actions et celles qui leur sont assimilées. Le devoir fiscal objectif à leur égard ne s'applique qu'aux « excédents distribués aux associés sous forme de dividendes ». Sont comprises dans ces excédents les sommes employées au remboursement des dettes et à l'amortissement du capital, à l'amélioration et à l'extension de l'entreprise et à la formation de réserves (art. 15)¹¹⁰.

D'après l'interprétation donnée à ce texte par le tribunal administratif supérieur de la Prusse¹¹¹, il faut entendre par « excédent » le surplus des revenus provenant des différentes sources sur les dépenses déductibles. Ce surplus s'établit à l'aide des bilans. Mais il n'est soumis à l'impôt que s'il a trouvé un emploi à l'intérieur de la société, soit au profit de celle-ci, sous forme d'extension du capital d'exploitation, soit au profit des actionnaires, sous forme de distribution de dividendes ou d'amortissement des actions. Il en résulte, au contraire, que la partie de l'excédent dont il a été disposé au profit de tiers ne rentre pas dans le revenu imposable, qui peut donc être inférieur au revenu global.

Les « excédents » ainsi définis, diminués de 3 1/2 % du capital social versé, sont soumis à l'impôt applicable aux personnes physiques suivant le même taux progressif. Une loi de guerre qui a majoré l'impôt de centimes de guerre¹¹², est venue aggraver la progression sur les sociétés par rapport aux personnes physiques.

Les sociétés à responsabilité limitée.

Un régime spécial a été introduit pour les sociétés à responsabilité limitée. Au point de vue des impôts locaux, elles étaient assimilées aux sociétés de personnes, en ce sens que la société faisait la simple avance de l'impôt incombant aux associés, sans être assujettie à une taxe spéciale. Comme le Gouvernement était d'avis de les assimiler fiscalement aux sociétés par actions, le Parlement adopta finalement une solution transactionnelle. Leur devoir fiscal objectif se distingue de celui des autres sociétés de capitaux aux points de vue suivants :

La matière imposable est l'intégralité du bénéfice dans lequel rentrent, outre les revenus commerciaux proprement dits, tous les autres revenus, quelle que soit leur source¹¹³. L'emploi du revenu n'entre plus en ligne de compte pour l'imposition ou pour l'exonération.

¹¹⁰ La loi badoise relative à l'impôt sur le revenu du 20 juin 1884 donne une définition très semblable du revenu imposable.

¹¹¹ V. Fuisting-Strutz, op. cit. I, page 682.

¹¹² V. Fuisting-Strutz II, supplément 2, à la suite de la page 1601.

¹¹³ V. commentaire de la loi, ouvrage cité, I, p. 779.

Le revenu ainsi défini ne subit pas la déduction de 3 1/2 % du capital admise pour les sociétés par actions. La double imposition, au lieu d'être adoucie, est entièrement évitée¹¹⁴, grâce à la faculté qu'ont les associés de déduire du revenu imposable, au titre de l'impôt individuel, tout ce qui leur est versé sur leurs parts d'associé d'une société à responsabilité limitée.

Un taux spécial est appliqué au revenu de cette société. Il se caractérise par une progression accélérée. Ainsi les contribuables ordinaires, y compris les sociétés par actions, paient 4.000 marks pour 100.000 marks de revenu, alors que la dette fiscale des sociétés à responsabilité limitée s'élève à 4.600 marks pour le même montant du revenu.

La manière dont la loi prussienne a étendu l'impôt sur le revenu aux personnes non physiques n'apparaît pas comme heureuse. Sans parler de ce qu'il y a d'arbitraire à distinguer au fond entre les sociétés de capitaux ordinaires et celles à responsabilité limitée qui, malgré leur différence d'organisation, reposent sur le même principe, celui de la restriction des engagements des associés jusqu'à concurrence de la mise sociale, notre critique s'adresse à la notion du revenu adoptée à l'égard des sociétés. Faire dépendre la taxation de ce revenu de l'emploi qui en est fait est un procédé artificiel.

Tandis qu'à cet égard la loi prussienne s'est peut-être par trop éloignée des principes applicables aux personnes physiques, au moins en tant qu'elles exercent une profession commerciale ou industrielle, elle a eu le tort de maintenir une assimilation complète entre les sociétés et les contribuables ordinaires à un autre point de vue, celui du taux.

La progressivité est la manifestation la plus éclatante de la personnalité de l'impôt, qui a la prétention d'adapter le devoir fiscal aussi étroitement que possible à la capacité économique. A revenu égal, celle-ci est-elle la même pour les personnes physiques et les personnes morales ? La proportionnalité que nous avons vu appliquer dans le système d'impôt réel ne convient-elle pas mieux à la situation particulière qu'occupe dans l'économie le revenu des sociétés, personnes dépourvues de vie physique ?

Le législateur du Reich, profitant de l'expérience des Etats, a largement tenu compte de ces critiques dans son système d'impôts sur le revenu qu'il a introduit en Allemagne après la guerre. Elles lui ont paru suffisamment fondées pour faire sortir l'imposition des sociétés du cadre général de l'impôt sur le revenu et pour en faire la matière d'un système spécial.

¹¹⁴ V. chapitre précédent, page 23.

II. — *L'application aux sociétés d'un impôt spécial sur le revenu.*

A. — *L'impôt sur les corporations¹¹⁵ en Allemagne* (loi du 10 août 1925).

S'écartant de la législation antérieure et s'inspirant de l'exemple des Etats-Unis¹¹⁶, le Gouvernement du Reich a profité de la réforme fiscale générale d'après-guerre pour créer un type d'impôt spécial réservé aux personnes non physiques, connu sous la dénomination « *Körperschaftsteuer* ». Cet impôt se sépare à la fois de l'impôt cédulaire et de l'impôt général sur le revenu, qui caractérisaient le système d'imposition des Etats particuliers allemands d'avant-guerre, privés de leurs prérogatives fiscales par la Constitution de Weimar du 11 août 1919.

La notion de l'impôt sur les corporations telle qu'elle ressort de la loi du 10 août 1925, ne s'est dégagée qu'au cours de travaux parlementaires laborieux et après toute une série de réformes légales, tant elle répond à une conception nouvelle n'ayant pas encore eu la consécration de l'expérience pratique !

Pour saisir le vrai caractère de l'impôt et pour savoir s'il nous autorise à lui faire une place à part dans la classification des ressources de l'Etat, comme nous y invite son titre, il est indispensable d'en retracer rapidement l'historique. L'impôt sur les corporations allemand n'est pas une innovation. Il se rattache aux systèmes d'imposition antérieurs, pratiqués en Allemagne par quelques Etats confédérés et par le Reich lui-même. L'évolution accomplie marque très clairement la transformation d'un impôt réel en un impôt personnel.

Historique.

Au cours du 19^e siècle, nous rencontrons en Allemagne la coexistence de l'impôt sur les revenus (*Ertragsteuer*) et de l'impôt sur le revenu, frappant indistinctement les personnes physiques et les sociétés. Le type du premier système nous est fourni par le Wurtemberg jusqu'à la réforme de 1903. Cet Etat appliquait aux sociétés commerciales ses

¹¹⁵ Nous nous servons dans la suite du terme « corporations » (*Körperschaft*) qui est plus large que celui de société, il comprend notamment aussi les entreprises des personnes morales du droit public. V. page 172. Sur le sens américain du terme, infra B.

¹¹⁶ V. infra, même endroit.

lois relatives à l'impôt foncier, à la patente (28 avril 1873) et à la taxe sur le revenu du capital et du travail (19 septembre 1852 et 30 mars 1872). L'impôt sur les revenus du commerce (patente) frappait indistinctement les commerçants individuels et les sociétés commerciales d'après le revenu exprimé en pourcentage du capital d'exploitation. Celui-ci comprenait, pour les premiers, l'ensemble de l'actif, pour les secondes, le capital-actions.

Mais dès la fin du 19^e siècle, les Etats allemands se détournèrent l'un après l'autre du système des impôts cédulaires pour soumettre les personnes physiques et morales à l'impôt sur le revenu. Nous connaissons le système prussien, qui a vu dans l'assimilation fiscale un moyen d'empêcher l'avance que prenaient ces groupements sur les personnes individuelles poursuivant le même but. Quelques autres membres de l'Etat fédéral s'engageaient encore beaucoup plus loin que la Prusse dans l'application de l'impôt général aux personnes non physiques. La Saxe, par la loi du 24 juin 1900 et le Wurtemberg par sa réforme fiscale du 8 août 1903¹¹⁷ y soumettent même les sociétés non commerciales : d'une part toutes les personnes juridiques du droit privé et du droit public telles que les associations et les fondations, d'autre part les groupements dépourvus de la personnalité morale¹¹⁸.

Sans même aller jusqu'à ses dernières conséquences, cette évolution soulevait une question de principe, touchant à la fois au droit et à l'économie politique et que nous aurons à discuter ultérieurement : une personne morale peut-elle être assimilée à tous points de vue à une personne physique ? Si en raison de sa capacité juridique fictive elle peut exercer la même activité qu'une personne physique, les conséquences n'en sont pas toujours les mêmes : au point de vue juridique la mise en jeu de la responsabilité civile ou pénale obéit à des règles spéciales. Aux yeux de l'économiste, la notion du « revenu des sociétés » rencontre les objections les plus sérieuses en ce qui concerne sa composition.

Pris ainsi à l'égard des sociétés entre l'insuffisance du système de l'impôt réel cédulaire et l'exagération de l'impôt personnel sur le revenu, le législateur allemand d'avant-guerre allait s'engager vers un compromis. S'inspirant d'une tentative antérieure (loi du 3 novembre 1838)¹¹⁹ qui avait consisté à imposer les compagnies de chemins de fer

¹¹⁷ D. Feitelberg, op. cit., p. 119.

¹¹⁸ V. Rosendorff. Das Körperschaftssteuergesetz, Die Steuerkommentare der Praxis, Bd. II. Industrieverlag, Spaeth und Linde, Berlin, 4^e édit. 1925, p. 6-7.

¹¹⁹ V. Feitelberg, op. cit., p. 84.

d'après le rendement du capital-actions, le Gouvernement prussien présenta, au cours de la législature 1908-09, un projet de loi (qui n'aboutit d'ailleurs pas) tendant à mettre un impôt progressif sur la rentabilité du capital-actions¹²⁰. Transaction bâtarde : nous voilà donc en présence d'un impôt spécial sur les sociétés, qui se rattache par l'assiette à l'impôt réel sur les revenus et par le taux progressif à l'impôt personnel sur le revenu. Le système imparfait n'avait d'autre mérite que de montrer au législateur la nécessité de résoudre le problème de l'imposition des sociétés d'après des principes et sur des bases propres. Le Reich allemand, s'arrogeant, en 1919, les principales prérogatives fiscales des Etats tombés au rang de pays, s'employa sans tarder à cette tâche. Dès 1920, l'Assemblée nationale fut saisie d'un projet d'imposition des corporations. La loi du 30 mars qui sortit de ces délibérations ne constitue pas encore le statut fiscal définitif des sociétés allemandes et des groupements qui leur sont assimilés. Après des modifications de détail par la loi additionnelle du 24 mars 1921 et la loi organique du 8 avril 1922¹²¹, et après l'adaptation de l'impôt à la dépréciation croissante du mark, le Reichstag s'est vu obligé, une fois réalisé l'asasinissement, de reprendre l'ensemble du problème. A la suite de la réorganisation de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (loi du 10 août 1925), il a voté la nouvelle loi fiscale des corporations (Körperschaftssteuer), entrée en vigueur le même jour.

Cette succession de réformes marque toute la complexité du problème. Dans le domaine des expériences acquises, la nouvelle Diète de l'Empire allemand n'avait plus qu'à choisir entre deux solutions : celle de l'impôt réel et celle de l'impôt personnel. Elle repoussa la première. Pénétrée de l'idée que les sociétés constituent au point de vue fiscal des organismes *sui generis* réclamant une imposition différente de celle des personnes physiques, elle rejeta le système cédulaire qui, d'ailleurs, avait été abandonné par les Etats avant la guerre, de même que le régime transactionnel de l'impôt spécial sur la productivité des sociétés qui n'avait jamais été appliqué. Elle se plaça donc nettement sur le terrain de l'impôt personnel sur le revenu. Ainsi toute l'évolution accomplie depuis la guerre a eu pour effet de faire sortir l'imposition des personnes morales du cadre de l'impôt sur les personnes physiques, dans lequel elle avait été enfermée trop rapidement par la

¹²⁰ V. Evers, p. 51. Rosendorff, p. 7. Ce système fonctionne également en Alsace et y est maintenu à titre d'impôt local, avec cette différence pourtant qu'il s'applique également aux commerçants personnes physiques. V. ci-après, Section III, n° 2.

¹²¹ V. sur l'ancien impôt sur les corporations : Handwörterbuch der Staatswissenschaften, 4^e éd., tome V, p. 899 et s.

loi du 30 mars 1920¹²². Une comparaison de cette loi avec le système adopté en 1925 fait ressortir très nettement l'orientation vers un impôt spécial sur le revenu des sociétés. L'article introductif de la nouvelle loi, qui manque dans l'ancienne, nous fournit une première indication en ce sens. Il est ainsi conçu :

« Art. 1^{er}. — Cette loi a pour but d'organiser un impôt sur le *revenu des corporations* et des « masses de fortune » (*Vermögensmassen*). »

Mais le véritable progrès accompli résulte de ce fait que la loi de 1925 contient beaucoup plus de dispositions propres que celle de 1920 et que les renvois à la loi sur l'imposition des personnes physiques y sont moins fréquents. La nouvelle loi a entendu souligner la place à part qu'il convient de faire aux sociétés, notamment en ce qui concerne la notion du revenu et la méthode d'imposition.

A la différence de la loi de 1920, qui avait assimilé le revenu des sociétés à celui des contribuables physiques par un simple renvoi aux articles du texte organisant l'impôt sur le revenu individuel (v. l'article 5 de la loi de 1920 ainsi conçu : « Les articles 5 à 15 de la loi sur l'impôt sur le revenu s'appliquent à la matière »), celle du 10 août 1925¹²³ précise les caractères spéciaux du revenu des personnes morales.

La réforme du taux de l'impôt accomplie par le législateur de 1925 marque mieux encore son intention de traiter les sociétés sur une toute autre base que les individus. La loi du 30 mars 1920 avait frappé le revenu des corporations d'après un taux progressif, comme le faisait la loi sur l'impôt sur le revenu à l'égard des personnes physiques. Certes un taux uniforme de 10 % était appliqué à l'ensemble du revenu des sociétés commerciales, mais il s'y ajoutait un impôt progressif sur les fractions distribuées du revenu. Songeant encore par trop aux personnes physiques, la loi primitive mettait aussi, pour faire ressortir la capacité fiscale, le revenu en rapport avec la notion essentiellement humaine des besoins. Pour réparer l'erreur, la loi de 1925 est venue abandonner la progressivité, essentiellement personnelle, pour la remplacer par le taux proportionnel de 20 % sur le revenu des sociétés commerciales.

¹²² L'exposé des motifs le reconnaît comme il résulte du passage suivant : Les personnes non physiques constituent un corps étranger dans l'impôt sur le revenu qui ne peut être ajusté à son cadre qu'artificiellement et à l'aide de fictions. V. la reproduction de ce passage chez R. Evers, *Kommentar zum Körperschaftssteuergesetz in der Fassung vom 30. März 1920*, 8. April 1922, Berlin, Liebmann 1923, page 61.

¹²³ V. aussi les dispositions transitoires dans le *Steuerüberleitungsgesetz*, édition Karl Kuhn, Text mit Erläuterungen, Heymann Berlin 1925.

La nature de la nouvelle taxe sur les corporations du 10 août 1925 se dégagera de la façon la meilleure de sa comparaison avec l'impôt sur le revenu. C'est sous cet angle que nous ferons l'analyse du système allemand de 1925.

Analyse de l'impôt allemand sur les corporations.

Le législateur de 1925, plus explicitement encore que celui de 1920, a entendu introduire l'impôt sur les corporations sous la double forme d'un impôt direct et d'un impôt personnel.

Il présente les principaux caractères de l'impôt direct¹²⁴, quel que soit le critère adopté pour opposer cette sorte d'impôt à la contribution indirecte. L'impôt sur les corporations doit rester à la charge du sujet fiscal à l'exclusion de toute répercussion. Ce but ressort du fait que la fixation de l'impôt ne s'opère pas par la voie du forfait dont le chiffre, connu dès le début de l'année fiscale, pourrait être réparti sur les opérations productives de la société, en vue d'être supporté par les clients ; elle n'a lieu qu'à la fin de l'année fiscale et s'établit sur la base de l'ensemble des revenus qui affluent dans la caisse de la société. En outre, l'impôt est perçu par voie de rôles nominatifs, et non pas à l'occasion de certains actes¹²⁵. Enfin il est assis directement sur les éléments plus ou moins stables et durables qui composent la fortune, et non pas sur les faits mobiles et transitoires de production, de consommation ou de circulation¹²⁶. Par cela même il tient compte de la capacité de production et rentre dans le domaine des impôts *personnels*.

A vrai dire, les auteurs de la loi du 10 août 1925 n'ont fait ressortir nulle part expressément qu'ils entendaient attribuer ce caractère au nouveau type d'impôt. Mais certains passages impliquent cette intention, notamment l'article 17, al. 3, de la nouvelle loi, d'après lequel « ne viennent en déduction du revenu ni l'impôt sur les corporations payé par le contribuable, ni les autres impôts personnels qui lui incombent... »¹²⁷.

Etait-il besoin de le dire ? La nature d'un impôt doit résulter de sa structure générale. Nous essaierons de la dégager en recherchant

¹²⁴ V. Evers, p. 36. Strutz, Grundlagen des Steuerrechts, Berlin 1920, p. 15.

¹²⁵ Définition administrative de l'impôt direct. V. Allix et Lecerclé, L'impôt sur le revenu, 2 vol., Paris 1926, p. 9 et 14.

¹²⁶ V. la définition de M. Allix, op. cit., p. 19.

¹²⁷ V. aussi Evers, p. 51 et s., 60 et s. Rosendorff, p. 10. V. aussi Strutz-Fuisting, Commentaire de la loi prussienne sur le revenu, § 1, op. cit.

dans quelle mesure l'impôt sur les corporations s'identifie avec l'impôt sur le revenu des personnes physiques et jusqu'à quel point il s'en sépare. Nous poursuivrons cette étude comparée au triple point de vue :

- 1° du devoir fiscal subjectif,
- 2° du devoir fiscal objectif,
- 3° de la méthode d'imposition.

1° *Les personnes morales imposées.*

Aux yeux de la loi, les corporations non seulement sont astreintes au devoir fiscal au même titre que les contribuables individuels, mais ont la même faculté de l'accomplir que ceux-ci, dès qu'elles jouissent de la personnalité morale. Ainsi se trouve délimité le cercle des sujets fiscaux collectifs du droit commercial qui seuls nous intéressent ici.

D'après l'article 2 de la loi sont assujettis à l'impôt corporatif : les sociétés commerciales. L'article 4 qui commente le précédent cite notamment les sociétés par actions, les sociétés en commandite par actions, les sociétés de colonisation, les sociétés minières¹²⁸, les sociétés à responsabilité limitée, les sociétés coopératives de même que les associations de personnes, en tant qu'elles poursuivent des buts économiques pour leur compte et celui de leurs membres.

Sont donc exclues du devoir fiscal au titre de l'impôt sur les corporations : les sociétés en nom collectif et les sociétés en commandite simple qui, d'après la théorie et la jurisprudence allemandes¹²⁹, ne jouissent pas de la personnalité civile. Ceci résulte implicitement de la loi¹³⁰ ; ces sociétés ne sont donc assujetties qu'à l'impôt sur le revenu ordinaire en la personne des associés.

Le cercle des sociétés commerciales redevables de l'impôt spécial ainsi délimité en principe, est tantôt rétréci, tantôt élargi. Sont en effet exclues des sociétés commerciales, au moins au point de vue de la loi fiscale :

- 1° les associations mutuelles d'assurance qui n'assurent que leurs membres,
- 2° les coopératives d'achat ou d'exploitation affiliées à une fédération et qui ne font des affaires qu'avec leurs membres. Le Ministre des Finances du Reich peut leur assimiler d'autres associations de personnes qui se rapprochent d'elles de par leur activité économique,

¹²⁸ Celles-ci, même à défaut de personnalité civile. Voir ce que nous disons à ce sujet page suivante et plus loin, II^e partie, chap. I, section I.

¹²⁹ Evers, p. 66, et exposé des motifs de la loi 1920, p. 14 (Heymann, Berlin 1920), II^e partie, loc. cit.

¹³⁰ V. la critique de ce mutisme de la loi, Evers, p. 66.

3° les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés par actions qui agissent comme centrales de coopératives, à la condition qu'elles ne comprennent comme membres que des coopératives visées par l'alinéa précédent.

Par ailleurs la notion des sociétés commerciales est plus large. Elle embrasse non seulement les groupements du droit privé, mais aussi ceux du droit public, lorsqu'ils remplissent les conditions de l'article 2, alinéa 3, ainsi conçu :

« Sont soumises à l'impôt corporatif pour la totalité de leurs revenus les entreprises et administrations des sociétés du droit public jouissant d'une personnalité juridique propre (c'est-à-dire indépendante et séparée de celle de la collectivité : Reich, pays, commune)... »

La non-imposition de ces groupements du droit public¹³¹, exploitant des entreprises ou rendant des services économiques sous la forme de sociétés commerciales ou d'économie mixte¹³², qui avait été la règle jusqu'ici, même dans la loi du 30 mars 1920, leur avait conféré un privilège exorbitant à l'égard des entreprises similaires du droit privé. Désormais ils devront exercer leurs fonctions purement économiques sur le même pied que les entreprises privées, auxquelles ils empruntent d'ailleurs non seulement le statut juridique, mais encore les procédés d'exploitation. L'imposition, par suite des frais supplémentaires qu'elle occasionne, leur fera perdre l'avantage dont elles bénéficiaient dans la lutte de la concurrence économique et obligera d'ailleurs ces groupements à adopter des méthodes de production plus rationnelles, à comprimer le coût et à améliorer les procédés de production.

Pour tous ces motifs, les collectivités du droit public ne seront assujetties à l'impôt que si elles poursuivent des buts économiques lucratifs. Si, au contraire, leur activité s'exerce dans un intérêt public, elle échappe à l'impôt. Tel est le sens de la disposition restrictive de l'alinéa 3 précité de l'art 2 : l'impôt n'est pas perçu lorsque ces exploitations servent :

- a) à l'exercice de la force publique,
- b) à des buts d'utilité publique ou de bienfaisance,
- c) à des buts confessionnels,
- d) à des besoins essentiels de la population, que celle-ci ne peut satisfaire qu'en recourant aux exploitations et aux administrations considérées (entreprises de fourniture).

¹³¹ En France, de nombreuses entreprises organisées par des collectivités échappent encore à l'impôt d'Etat ou à la taxation locale.

¹³² V. Passow, *Die gemischt privaten u. öffentlichen Unternehmungen*. Jena, G. Fischer. Article « *Gemischtwirtschaftliche Betriebe* » dans *Handwörterbuch für Staatswissenschaften*, 4^e éd., tome IV, 1926.

La portée exacte de ce dernier alinéa est déterminée par l'article 7 de la loi qui définit les entreprises de fourniture (Versorgungsbetriebe) et qui dispose ce qui suit :

« Sont considérées comme entreprises de fourniture (chargées de subvenir aux besoins de la population) les exploitations ou administrations dont la tâche consiste à approvisionner la population en eau, gaz ou électricité, ou à assumer un service de transport public, ou à gérer un port. Le Ministre des Finances du Reich peut, avec l'assentiment du Reichsrat, confier à d'autres exploitations et administrations le caractère d'entreprises de fourniture. »

Toutes ces dispositions nous montrent comment le législateur a transporté l'assimilation juridique des personnes morales aux personnes physiques du domaine juridique dans le domaine fiscal, pour soumettre les premières à l'impôt personnel sur le revenu. Mais déjà dans le domaine du devoir fiscal subjectif il a rencontré des obstacles qui l'ont empêché de pousser cette assimilation jusqu'à ses dernières conséquences. Il a dû abandonner le système de la personnalité de l'impôt à l'égard de deux groupements : des sociétés commerciales étrangères et de ce qu'il appelle les « corporations du droit civil autres que les société » (art. 2, al. 2).

Les sociétés commerciales étrangères sont astreintes à un devoir fiscal restreint. L'article 3 nous explique ce qu'il faut entendre par là :

« Sont redevables de l'impôt pour une partie seulement de leur revenu : pour le revenu intérieur, réalisé en Allemagne, toutes les sociétés, etc., si le siège et le lieu de la direction se trouvent à l'étranger. »

Par revenu intérieur, la loi comprend l'ensemble des revenus provenant du capital (participations, créances), du travail (activité professionnelle) et des revenus mixtes (exploitation agricole, industrielle, commerciale, etc.) dont la source est en Allemagne (art. 3, al. 2)¹³³.

Cette disposition doit empêcher qu'aucune fraction de la richesse allemande n'échappe à la mainmise du fisc par le fait qu'elle est mise en valeur par un étranger, malgré l'effet restrictif que la rigueur de la loi peut exercer sur l'afflux de capitaux étrangers en Allemagne¹³⁴.

Or, pour saisir les revenus réalisés par des sociétés étrangères dans le territoire du Reich, la loi est forcée d'abandonner la considération subjective de la personne imposable prise dans son ensemble,

¹³³ Nous n'insistons pas sur la disposition 1 b. de l'art. 3, qui soumet à un régime particulier les revenus des participations et des obligations à l'étranger.

¹³⁴ Ce côté du problème a été mis en relief au cours des débats au Reichstag, reproduits par Rosendorff, op. cit., p. 54 et s.

pour se placer au point de vue objectif de la source du revenu. Ainsi supposons qu'une entreprise textile alsacienne établisse une succursale dans le pays de Bade. Pour la taxer sur ses bénéfices obtenus en Allemagne, le fisc ne peut plus prendre en considération la capacité fiscale de la société exploitante qui a son siège social en France, il ne peut saisir que le revenu de l'activité qui est exercée en Allemagne. Il frappe donc non plus la personne, mais une manifestation déterminée de sa profession, il prend en considération la provenance du revenu ; de personnel l'impôt devient réel à l'égard de ces sociétés étrangères. Ceci est d'autant plus vrai qu'il établit une discrimination entre les différents revenus ainsi réalisés par les entreprises étrangères. Pour adoucir les inconvénients de la double imposition internationale, les revenus provenant de sources autres que la terre ou l'activité professionnelle, ceux du capital placé en Allemagne notamment, échappent au taux progressif et se voient appliquer uniformément le taux modéré et proportionnel de 10 %.

Une autre brèche à la personnalité de l'impôt sur les corporations, en ce qui concerne le sujet imposable, se rencontre dans l'article 2, alinéa 2, de la loi. Bien qu'elle nous mène en dehors du domaine restreint des sociétés commerciales, nous devons au moins la signaler, pour nous mettre à même de faire ressortir complètement le caractère de l'impôt. Celui-ci s'applique en effet à toutes les corporations du droit civil et aux masses de fortune, même lorsqu'elles sont étrangères à toute activité commerciale (al. 3 de l'art. 4). Tombent sous le coup de cette disposition : les associations de personnes ne jouissant pas de la personnalité morale¹³⁵, les établissements sociaux, les fondations et les patrimoines d'affectation (Zweckvermögen). Ces derniers (art. 1914 du Code civil allemand) peuvent être ou bien incorporés dans la fortune d'une personne physique ou morale de telle sorte qu'ils font bloc avec l'ensemble de ses biens, ou bien confiés à une personne déterminée en vue de l'administration. Dans les deux cas l'impôt sur les corporations cesse de viser la personne et sa capacité, il devient un prélèvement objectif sur un bien, une contribution réelle, « un impôt qui s'attaque à la matière imposable sans tenir compte de la personne du contribuable »¹³⁶.

Le deuxième trait caractéristique de l'impôt personnel est, en effet, de prendre en considération la faculté contributive totale des sujets fiscaux, en d'autres termes, de saisir la différence entre l'actif et le passif. L'impôt sur le revenu a donc pour objet le revenu net.

¹³⁵ V. à ce sujet l'art. 54 du Code civil allemand.

¹³⁶ Allix, Traité élémentaire de science des finances, 4^e éd., p. 426 et s.

2° *Le revenu imposable.*

Pour dégager la notion du revenu collectif, il importe de faire ressortir successivement ses points de contact et ses divergences avec le revenu individuel, tels qu'ils se dégagent de la combinaison des articles 10 à 12 de la loi du 10 août 1925.

a) *Assimilation du revenu imposable des sociétés à celui des personnes physiques.*

L'art. 10 de la loi A¹³⁷ renvoie pour la détermination du revenu des sociétés aux dispositions relatives à l'imposition du contribuable individuel. « Pour la fixation des ressources soumises à l'impôt, pour le calcul du revenu imposable et pour la définition du revenu, il sera fait application des dispositions des articles 6 à 8 et 11 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques. »

Les éléments du revenu imposable.

D'après la législation antérieure, le revenu imposable était considéré comme l'ensemble des ressources en argent ou appréciables en argent, déduction faite des frais nécessaires à leur obtention, sans tenir compte du caractère périodique ou non périodique de ces ressources¹³⁸. L'article 5 de l'ancienne loi relative à l'impôt sur le revenu avait énuméré à titre indicatif quelques-unes de ces recettes contribuant à la formation du revenu. La loi nouvelle au contraire définit limitativement les éléments qui le composent.

D'après l'art. 6 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, sont seuls soumis à l'impôt :

1° Les revenus des entreprises agricoles, forestières, maraîchères et ceux provenant de toute autre exploitation du sol, même lorsqu'elle ne présente pas de caractère professionnel.

2° Les revenus du commerce et de l'industrie.

3° Les revenus de toute autre activité professionnelle indépendante.

4° Les revenus du travail (salaires).

5° Les revenus du capital.

6° Les revenus découlant de l'affermage ou de la location d'immeubles, de droits sur des groupes de biens (Sachinbegriffe) et de droits

¹³⁷ La loi relative à l'impôt sur les corporations renvoie souvent à celle relative à l'impôt sur le revenu ordinaire. Nous appellerons désormais la première « loi A », la seconde « loi B ».

¹³⁸ Voir sur la notion du revenu, Schanz, Der Einkommensbegriff, Finanzarchiv 1896, p. 1 est s., Allix-Lecerclé, loc. cit. et infra II^e partie.

quelconques, y compris la valeur locative de la maison habitée par le propriétaire.

7° Les autres revenus périodiques.

8° Les autres gains résultant de prestations quelconques conformément aux articles 41 et 42 de la loi.

Seuls les gains de prestations soulèvent quelques difficultés d'interprétation. Les articles 41 et 42 de la loi sur le revenu des personnes physiques distinguent parmi eux les opérations occasionnelles et les actes de spéculation. Dans les premières, il faut comprendre, par exemple, la location exceptionnelle d'objets mobiliers, une activité sortant du cadre de la profession. L'exposé des motifs fait allusion notamment à l'industriel qui loue occasionnellement son piano ou qui tire des recettes d'une occupation artistique ou littéraire.

Alors que ces dispositions s'appliquent presque exclusivement aux personnes physiques, les actes de spéculation se rencontrent également dans le cadre de l'activité des sociétés. Ces actes sont imposables, en tant qu'ils sont étrangers à l'exercice normal de la profession et qu'ils ne sont pas déjà frappés à un autre titre. Ainsi une société industrielle achète des terres situées à proximité d'une ville, pour les revendre comme terrain de construction. Le gain réalisé est taxé, lorsque le temps écoulé entre les deux opérations ne dépasse pas deux ans pour les immeubles et un an pour les meubles.

Dans la définition générale du revenu que donne l'article 6, ces gains de prestations occupent une situation à part. Ils répondent à l'idée émise par Schanz¹³⁹, d'après laquelle le revenu est l'excédent de l'accroissement de la fortune sur la diminution de la fortune pendant une période donnée, y compris l'usage de biens mobiliers et immobiliers et les prestations de tiers, en tant qu'elles sont appréciables en argent¹⁴⁰.

Les autres catégories de recettes, au contraire, se rattachent très nettement à l'autre conception du revenu, qui ne fait entrer dans sa composition que le produit périodique de sources¹⁴¹, telles que le travail, le capital ou le concours de l'un et l'autre.

L'addition des éléments énumérés dans l'art. 6 donne le revenu brut. Par la déduction des charges on obtient le revenu net qui est le revenu imposable.

¹³⁹ Schanz, Einkommensbegriff und Einkommensteuergesetz, Finanzarchiv, 1896, p. 1 et s.

¹⁴⁰ V. infra, partie II, chap. I.

¹⁴¹ Sur la théorie des sources, v. Allix et Lecerclé, op. cit., I, 167, Rosendorff, op. cit., p. 5 et 135, et la Bibliographie chez Allix.

Est-il le même pour les sociétés que pour les personnes physiques ? Cela dépend de sa composition.

Le calcul du revenu.

Lorsque le revenu comprend les produits des sources 4 à 7 de l'article 6 (revenu du capital et du travail), l'art. 7 de la loi B¹⁴² considère comme revenu : l'excédent des recettes sur les dépenses. Ces produits ne rentrent qu'à titre accessoire dans le revenu des sociétés, sans être négligeables pour cela. Il faut distinguer, d'une part, les revenus du capital et du travail et, d'autre part, le bénéfice.

Par revenu du capital, l'art. 37 de la loi B comprend le produit de tous les capitaux qui sont étrangers au fonds d'exploitation industriel et commercial. En font partie les dividendes et intérêts des valeurs mobilières, les intérêts de prêts hypothécaires, les rentes, etc. Il faut y ajouter le revenu tiré de la location de biens, mobiliers ou immobiliers, étrangers à l'exploitation¹⁴³. D'après l'art. 37, n° 3, « sont assimilés aux revenus provenant de la location et du fermage la valeur locative du logement dont le propriétaire jouit dans sa propre maison, ainsi que la valeur du logement concédé à titre entièrement ou partiellement gratuit au contribuable, y compris celle des locaux, jardins et parcs s'y rattachant, à moins que cette valeur ne soit déjà comprise parmi les revenus d'une autre catégorie par application de l'art. 27, n° 1 ».

À l'égard des personnes physiques, cette disposition se comprend et se justifie aisément. La jouissance est assimilée au revenu¹⁴⁴, en ce sens que le propriétaire qui occupe lui-même son immeuble en profite et évite la dépense du loyer qu'il aurait eu à supporter s'il n'avait pas été propriétaire. Mais pour les sociétés, il faut donner à ce passage une interprétation restrictive et particulière. La loi sur les sociétés suppose, en effet, que les personnes non physiques ont, à côté de leur activité économique, des buts propres correspondant à ceux des hommes placés en dehors de leur tâche productrice. Ainsi, lorsque les sociétés tiennent des maisons de réunion, la jouissance qu'elles en retirent est imposée au titre des revenus immatériels¹⁴⁵. Pourtant la loi en autorise l'exemption fiscale, toutes les fois que les buts extra-profes-

¹⁴² V. note 137.

¹⁴³ Sur ce point, voir Evers, op. cit., commentaire, page 175.

¹⁴⁴ Sur l'imposition de la jouissance de biens mobiliers ou immobiliers, Allix et Lecerclé, op. cit., p. 165.

¹⁴⁵ Exposé des motifs de la loi de 1920, reproduit chez Rosendorff, op. cit., p. 385.

sionnels méritent un encouragement en raison de leur caractère philanthropique ou d'utilité publique (v. art. 11 de la loi A, art. 8 de la loi B).

Les revenus du travail indépendant (art. 6, n° 3, de la loi B) ou non indépendant (n° 4) définis dans les articles 35 et 36 de la loi B sont rares dans l'activité des sociétés. Pourtant l'exposé des motifs de l'ancienne loi sur les corporations en cite quelques exemples¹⁴⁶. Doivent être considérés comme revenus de travail indépendant ceux des sociétés fiduciaires, lorsque celles-ci assument, outre l'administration de fortunes, la revision de livres et des travaux similaires. Quant au revenu du travail proprement dit, la Cour des Finances du Reich a reconnu à plusieurs reprises que les sociétés peuvent en avoir, en tant qu'elles figurent comme employés dans une entreprise¹⁴⁷. Le salaire qu'elles peuvent ainsi toucher n'est pas imposé par voie de stoppage à la source, comme celui qui rentre dans le revenu des personnes physiques¹⁴⁸. Il doit faire l'objet d'une déclaration (art. 24 de la loi B).

Si le revenu des sociétés ne se composait que de ces éléments — ce qui peut arriver exceptionnellement — le revenu s'obtiendrait par l'excédent des recettes sur les dépenses. En réalité il en est autrement, et cela pour deux raisons. D'abord la fraction fondamentale du revenu des personnes morales du commerce est formée par les produits des sources énumérées à l'art. 6, n°s 1-3 : activité commerciale ou industrielle. Ensuite les revenus provenant d'autres sources, ceux du capital notamment, sont assimilés au revenu professionnel, lorsqu'ils sont réalisés à l'intérieur d'une entreprise commerciale (art. 37, n° 3, de la loi B).

Pour établir le revenu des sociétés, il faut donc appliquer le mode de calcul prévu à l'égard des produits de l'activité professionnelle. D'après l'art. 7, n° 2, de la loi B, est considéré comme revenu professionnel : le bénéfice.

Les modes d'établissement des bénéfices sont doubles. Lorsque le capital d'exploitation n'accuse généralement pas de fluctuations importantes, en raison de la nature de l'exploitation et que le stock des marchandises reste constant, le bénéfice résulte, comme dans le mode de calcul précédent, de l'excédent des recettes sur les dépenses.

Ce cas ne se présente pratiquement pas chez les sociétés commerciales, dont le capital d'exploitation joue toujours un rôle important et se trouve exposé à des modifications. Aussi faut-il les assimiler aux

¹⁴⁶ Rapporté chez Rosendorff, op. cit., p. 378 et s.

¹⁴⁷ Recueil du Reichsfinanzhof, IX, 167.

¹⁴⁸ Sur ce système, v. loi du 10 août 1925 sur l'impôt applicable aux personnes physiques (loi B), art. 69 et s., Reichsgesetzblatt 1925, n° 39, page 202.

entreprises visées par l'art. 12 de la loi B, dont le bénéfice est représenté « par l'excédent des recettes sur les dépenses, augmenté de la plus-value ou diminué de la moins-value des produits, marchandises et approvisionnements de l'exploitation, des bâtiments servant à l'exploitation avec leurs accessoires ainsi que du capital d'établissement mobilier, constatée à la fin de la période fiscale par comparaison avec la situation à la fin de la période fiscale précédente ». Avec cette particularité pourtant que ce bénéfice doit se dégager automatiquement du bilan, à l'établissement duquel les sociétés sont astreintes (art. 13).

Le revenu imposable des sociétés est donc finalement le bénéfice représenté par l'augmentation du capital d'exploitation, constatée d'une année à l'autre par la comptabilité régulière¹⁴⁹.

Cette notion du revenu des sociétés, ainsi assimilée à celle du revenu des personnes physiques qui tiennent des livres, est bien conforme au but de l'impôt personnel. Celui-ci s'attaque non pas à tel ou tel bien, mais à la situation économique du contribuable. Or la comparaison de cette situation à deux époques différentes fait ressortir un double mouvement du capital d'exploitation, un mouvement quantitatif et un mouvement qualitatif. Le matériel, l'outillage, les stocks peuvent avoir augmenté au point de vue du nombre et au point de vue de leur valeur. Le fisc prend-il en considération l'un et l'autre de ces accroissements et tient-il compte inversement des diminutions correspondantes ?

Alors que la loi prescrit la taxation intégrale de toute la différence quantitative entre le capital d'exploitation à la fin de la période fiscale et celui constaté au début (par le bilan précédent), elle hésite à atteindre les simples plus-values ou à permettre la prise en considération de moins-values. Ce procédé se heurterait à des difficultés tenant, l'une à une prescription formelle du Code de commerce, l'autre à une particularité de la technique comptable.

L'imposition de la plus-value répondrait fort bien à la conception de Schanz, d'après laquelle le revenu est constitué par l'augmentation nette, non seulement quantitative, mais aussi qualitative de la fortune. Mais elle aurait pour conséquence de soumettre à l'impôt les gains non réalisés. Car la plus-value prend corps non pas au cours de l'exploitation, mais seulement au moment de la liquidation. Conformément

¹⁴⁹ Il est donc indépendant de l'emploi du bénéfice. Dividendes distribués et réserves sont également atteints par l'impôt. En ce qui concerne les dividendes, la loi ne fait pas de place à part à la partie qui représente l'intérêt normal de l'action.

à l'esprit du Code de commerce¹⁵⁰, la loi s'oppose à la taxation de ces plus-values virtuelles.

L'art. 19 de la loi B pose bien comme principe général que « la valeur commune » doit être prise comme base pour chacun des objets qui entrent dans l'exploitation. Cette valeur commune est fonction de la valeur actuelle, compte tenu du fait que les objets isolés ne sont pas destinés à la vente, mais font partie intégrante d'un tout organique. Mais la loi B (art. 19, n° 2) laisse à la société la faculté de substituer à la valeur commune le prix d'acquisition ou le prix de revient, diminués de la quote-part d'usure ou d'épuisement autorisée par la loi. Si le prix d'acquisition ne peut pas être établi, on considère comme tel celui que le contribuable aurait dû consentir pour l'objet en question, au moment de son acquisition.

La liberté du choix entre les deux modes d'évaluation devait être restreinte dans la mesure nécessaire pour assurer la continuité du bilan. A cet effet l'article 20 de la loi B exige que la valeur des objets qui faisaient déjà partie du capital d'exploitation à la fin de la période fiscale précédente, soit maintenue dans les bilans successifs. La valeur commune ne pourra lui être substituée que lorsqu'elle sera moins élevée que celle du bilan précédent, mais non pas au cas inverse. La valeur d'acquisition pourra la remplacer dans les mêmes conditions.

Il résulte de cette législation que la société peut considérer la diminution de valeur comme une perte dès qu'elle apparaît, mais qu'elle ne doit déclarer un gain du fait d'une augmentation de valeur que le jour où il aura été réalisé, au plus tard lors de la liquidation. Si la société est dissoute, le bénéfice de la dernière période fiscale est constitué par le montant dont l'actif à répartir dépasse la valeur de l'actif pris comme base de l'impôt sur les sociétés à la fin de la période fiscale précédente (art. 18 de la loi B).

Ainsi, pour des raisons d'élémentaire prudence, la notion du revenu qui, dans l'acception économique du mot, exprime l'intégralité du degré d'enrichissement¹⁵¹, s'oppose aux dernières conséquences de la personnalité de l'impôt. Le principe de la personnalité est méconnu une seconde fois par suite de l'introduction de la notion « réelle » du bénéfice minimum.

Au cas où les éléments de détermination exacte du revenu manquent, la loi considère comme minimum imposable les bénéfices distribués par la société aux actionnaires. C'est la méthode des signes exté-

¹⁵⁰ Art. 261.

¹⁵¹ V. Allix et Lecerclé, I, p. 376, in initio.

rieurs. Sont compris dans ce minimum : les bénéfices distribués sous forme de dividendes, les bonifications de tous genres qui sont accordées aux membres du conseil de surveillance pour la période envisagée, les tantièmes, indemnités et primes qui sont attribués, sans être garantis par contrat, aux membres de la direction et aux employés occupant un poste de direction pendant la même période.

Ce minimum imposable constitue pour ainsi dire une soupape de sûreté d'autant plus nécessaire qu'à la différence de la loi de 1920, celle de 1925 renonce à appliquer aux bénéfices répartis entre les actionnaires l'impôt additionnel de 15 % qui était venu s'ajouter à l'impôt de 20 % auquel était soumis l'ensemble du revenu.

Mais en même temps les auteurs de la loi ont vu dans la distribution de bénéfices un indice de la capacité fiscale de la société¹⁵². Par suite de cette conception tout à fait critiquable, ils sont ainsi arrivés à taxer, le cas échéant, la dépense. Les personnes individuelles, en France et en Allemagne, sont aujourd'hui également taxées sur la dépense, si celle-ci est en contradiction avec le revenu déclaré¹⁵³.

On peut également critiquer la composition de ce minimum imposable.

Il va sans dire que les bénéfices distribués doivent être compris dans le revenu minimum. Mais pourquoi la loi y fait-elle entrer également les tantièmes attribués aux membres du conseil de surveillance ? N'y a-t-il pas là une charge du revenu devant en être déduite au même titre que les traitements et salaires, payables même au cas d'un déficit d'exploitation ? La loi ne méconnaît pas cette nature juridique des tantièmes ; elle les assimile aux bénéfices imposables pour une simple raison de technique fiscale. Jusqu'ici les tantièmes étaient en effet frappés par un impôt spécial et cela entre les mains du bénéficiaire. L'impôt de 20 % sur les tantièmes a été supprimé par la loi relative à l'impôt sur le revenu des capitaux (art. 32, n° 2). Désormais ceux-ci devront être frappés à la source, entre les mains de la société.

L'imposition des tantièmes attribués sans engagement contractuel, au contraire, s'adresse à une fraction des bénéfices et ne soulève donc pas la même objection.

Grâce à l'introduction de la notion du bénéfice minimum, la limite inférieure du revenu est tracée. La limite supérieure devrait résulter

¹⁵² Exposé des motifs, éd. Heymann, Berlin, p. 10, et Rosendorff, op. cit., page 152. Mirre, *Steuer u. Wirtschaft* (Revue de Berlin), 1925, p. 350, et notre critique, II^e partie, chap. II.

¹⁵³ V. loi de finances du 13 juillet 1925 et *Revue d'Economie politique* 1926, n° 2, p. 271.

du bilan régulièrement établi. Mais un contrôle s'impose, non pas tant pour le calcul des éléments actifs du revenu que pour la détermination des éléments passifs. Aussi la loi a-t-elle jugé indispensable de bien les préciser.

Les charges du revenu.

Sous le titre de « charges déductibles », l'art. 15 de la loi B comprend les frais professionnels, l'intérêt des dettes et les prestations spéciales. L'article 13 de la loi sur les sociétés, par une disposition expresse, fait entrer ces éléments négatifs dans le calcul du revenu collectif. La méthode adoptée pour opposer ainsi le passif à l'actif est conforme aux principes de la personnalité de l'imposition, d'après lesquels le revenu imposable doit refléter la situation économique du contribuable. En effet les charges sont déduites du montant global fourni par les divers éléments de revenu, à moins qu'elles n'aient un rapport économique avec l'un de ces éléments ; dans ce cas, elles sont défalquées de celui-ci.

Rentrent dans les *frais professionnels* proprement dits toutes les dépenses faites pour assurer la réalisation et la conservation des recettes, en d'autres termes, celles qui sont une charge du revenu. Les emplois du revenu sont pour cela même exclus des frais déductibles (art. 17 de la loi A). Echappent à la déduction : les dépenses faites pour l'accroissement du patrimoine industriel, pour la fondation de nouvelles entreprises et l'extension de l'ancienne, pour l'amortissement des dettes, pour des achats de remplacement de matériel amorti.

Par contre, conformément à la définition, sont considérés comme frais professionnels le prix des matières et marchandises achetées, les frais d'entretien des immeubles affectés à l'entreprise, l'assurance des immeubles et des objets mobiliers, les loyers pour les bâtiments ou machines pris en location, les salaires et les appointements.

Les dépenses occasionnées par l'acquisition de matériel d'exploitation en font également partie. Mais lorsque par leur nature ces objets sont destinés à faire un long usage, les frais d'acquisition ne doivent pas être déduits intégralement des revenus bruts de la période fiscale au cours de laquelle l'achat a eu lieu ; ils doivent être répartis sur l'ensemble des années fiscales pendant lesquelles le contribuable s'en sert (art. 16, n° 2 de la loi B).

Le dernier élément des frais professionnels proprement dits est constitué par les déductions pour usure ou pour diminution de la substance (art. 16, n°s 3 et 4 de la loi B). Les premières sont calculées d'après la durée normale de l'emploi de l'objet. Sous le terme de frais

professionnels assimilés, la loi énumère un certain nombre de dépenses, dont les plus importantes sont les charges fiscales. L'art. 16 de la loi A cite, entre autres, la taxe sur la mainmorte ; l'art. 16, n° 5 de la loi B y ajoute les impôt des pays et des communes qui sont établis sur la propriété foncière, enfin la contribution spéciale imposée à l'industrie allemande en application du plan Dawes. L'impôt sur le revenu des capitaux n'entre plus en ligne de compte, car il a été supprimé en tant qu'impôt cédulaire pour être englobé dans l'impôt sur le revenu.

Les impôts personnels, au contraire, ne viennent pas en déduction du revenu. L'article 17 cite notamment l'impôt sur les corporations lui-même, pour éviter qu'il soit défalqué du revenu, lorsqu'il est payé dans une autre année que l'année d'imposition¹⁵⁴.

Le deuxième groupe de dépenses déductibles est constitué par les *intérêts de dettes*, quelle que soit la forme de leur constitution. Ainsi le service des intérêts fait pour le capital-obligations d'une société est considéré comme une charge déductible du bénéfice, alors que le paiement des dividendes, envisagé comme un emploi du bénéfice, ne vient pas en déduction de celui-ci¹⁵⁵.

Restent les *prestations spéciales*. L'article 14 de la loi sur les corporations mentionne les contributions qui, aux termes des statuts, sont versées pour des buts d'utilité publique ou de bienfaisance, les versements faits à des caisses de secours, les bonifications de toute nature (autres que les tantièmes) qui sont attribuées à des membres de la direction non exclusivement chargés de la surveillance de la gestion, à des employés ou à des ouvriers.

Il résulte des développements qui précèdent que le législateur allemand assimile le revenu des sociétés à celui des personnes physiques au point de vue qualitatif¹⁵⁶ ; il n'établit de différence entre les deux qu'au point de vue quantitatif. Il estime que le revenu des sociétés est plus large ou plus étroit que celui des personnes physiques. Les art. 11, 14 et 15 en tiennent compte et édictent des règles spéciales à l'égard de ces particularités d'ordre quantitatif du revenu des sociétés.

b) *Les particularités du revenu de la société.*

Les sociétés commerciales qui disposent d'un capital ont la faculté d'étendre leur activité à la fois dans l'espace et dans le temps, à la

¹⁵⁴ Sur la non-déduction des tantièmes (art. 17, n° 4), v. plus haut, page 81.

¹⁵⁵ Pour la critique de cette distinction, cf. II^e partie, chap. II, section II, n° 2, et Rosendorff, op. cit., page 285.

¹⁵⁶ Nous aurons à critiquer très sévèrement sa conception, infra, II^e partie, chap. I.

différence des personnes physiques, dont la faculté d'expansion est limitée à ce double point de vue.

Dans l'espace d'abord. Les sociétés commerciales qui groupent d'énormes capitaux ne les emploient pas toujours intégralement dans une entreprise unique. Une partie de ces capitaux peut servir à financer d'autres entreprises par le moyen des participations. Dans ce cas le revenu présente un tout autre aspect que si le capital reste concentré dans une affaire. Il perd son caractère d'unité. Ensuite — et c'en est la conséquence directe — il s'expose à une double imposition. L'art. 11, n° 3, prévoit ce cas et essaie d'en atténuer l'injustice.

Lorsqu'une société à but lucratif possède depuis le début de la période fiscale des actions, parts de jouissance, kuxes (parts minières) d'une autre société commerciale et que, de ce fait, elle participe pour un quart au moins au capital social, la fraction des dividendes afférente aux parts ainsi détenues est défalquée du revenu imposable de la société.

Ce texte est restreint au cas où le bénéficiaire de ces dividendes est une société commerciale, car les effets de la double imposition seraient beaucoup plus durs à son égard que par rapport à une personne individuelle. Tandis que celle-ci emploie pour son propre compte les dividendes qu'elle retire d'une action déjà atteinte par l'impôt, la personne morale titulaire de ces revenus, au moins quand elle est constituée sous la forme d'une société par actions, ou bien les distribue à nouveau, ou bien les transmet à une société filiale qui recommence la même opération. Il en serait résulté une triple ou quadruple imposition, à défaut de la mesure protectrice de l'article 11.

Le revenu d'une société peut donc comporter des exclusions étrangères à celui d'une personne physique. Il en est de même à un second point de vue. Dans le temps l'activité d'une société peut s'étendre beaucoup au delà de celle d'une personne physique. Grâce au capital qu'elle a à sa disposition, elle peut facilement amortir, d'une année à l'autre, les conséquences d'un bilan déficitaire, à la condition pourtant que la loi le lui permette. C'est précisément l'objet de l'article 15 de la loi A. Il autorise la déduction du revenu imposable des sommes employées pour compenser les pertes d'une période fiscale antérieure qui auraient entamé le capital social.

Il est évident que cette disposition est inapplicable à un entrepreneur individuel, car faute d'un capital fixe et en raison de son individualité, il ne peut être question d'une diminution par une perte du bénéfice de l'année précédente. A défaut de ce capital qui peut pour

ainsi dire absorber la perte, il n'existe aucun pont permettant de la transporter dans l'année fiscale suivante qui, au point de vue de la balance des recettes et des dépenses, est complètement indépendante de la précédente¹⁵⁷. Mais appliquée à la société, cette disposition est en harmonie avec le principe de la personnalité qui veut que le revenu soit considéré non en lui-même, mais par rapport à la situation générale en harmonie avec le principe de la personnalité, qui veut que le revenu annuel de la société s'élargisse par le fait qu'il est solidaire des revenus des années suivantes et déborde le cadre de l'année fiscale. Le même résultat ne pourrait être obtenu pour le revenu professionnel des personnes physiques que si on admettait à leur égard l'imposition de la moyenne triennale de ce revenu.

A d'autres points de vue encore, d'ordre secondaire ceux-ci, la notion du revenu des sociétés excède celle du revenu individuel. Rappelons que dans les sociétés les tantièmes sont considérés comme un emploi du revenu imposable, alors que les traitements et honoraires de toutes sortes payés par un employeur individuel sont déductibles du bénéfice en tant que charges du revenu. De même le bénéfice de la société s'accroît au moment de la dissolution (art. 18, loi A) du surplus de liquidation se dégagant de la comparaison entre la valeur de la fortune imposable à ce moment et celle qu'elle avait à la fin de la dernière période fiscale¹⁵⁸, élément qui ne se rencontre pas dans le revenu des personnes physiques.

Dans ce système, la notion du revenu des sociétés ne diffère donc de celle du revenu des personnes physiques que par son étendue. Mais elle lui est parfaitement assimilable quant au fond.

Comme le revenu des sociétés, résultant de la balance de l'ensemble de l'actif et du passif¹⁵⁹, fait état de la situation effective de fortune du contribuable, il fournit une base acceptable à l'application de l'impôt personnel. Au point de vue du devoir fiscal objectif autant qu'à celui du devoir fiscal subjectif, l'imposition du revenu global des sociétés paraît donc rationnelle. Mais pour qu'elle réponde entièrement à la nature et au but de l'impôt personnel, une troisième condition doit être remplie. Elle est relative à l'action de l'impôt.

¹⁵⁷ Pour motiver ce traitement différentiel des sociétés et des commerçants, le secrétaire d'Etat Popitz, au cours des débats, a assimilé les derniers aux salariés qui, au cas de revenu insuffisant en 1925, ne peuvent réclamer aucune déduction fiscale d'un revenu plus abondant en 1926. Rosendorff, p. 324.

¹⁵⁸ V. page 79 ci-dessus.

¹⁵⁹ Ceci résulte de l'art. 15 de la loi relative à l'impôt sur le revenu applicable aux sociétés (loi A).

3° *La méthode d'imposition.*

Etant admis que le revenu total de la société doit servir de base à l'imposition, ce revenu représente-t-il par lui-même la capacité fiscale du sujet contribuable ? Et si non, celle-ci se détermine-t-elle de la même façon que pour les personnes physiques ? Il faut résoudre ces grandes questions pour arriver à une application rationnelle aux sociétés de l'impôt personnel.

Elles n'ont pas échappé au législateur allemand, ce qui ne veut pas dire qu'elles aient toujours été approfondies par lui.

A un premier point de vue, la loi allemande paraît avoir voulu faire ressortir la capacité contributive des sociétés d'un rapport du revenu avec les besoins. Non pas qu'elle ait introduit ouvertement le minimum d'existence, qui est considéré comme intangible en matière d'imposition des contribuables individuels.

Une *exemption à la base* se trouve bien dans la loi primitive sur les corporations du 30 mars 1920¹⁶⁰. La fraction du revenu distribuée sous forme de dividendes n'était imposée qu'en tant qu'elle dépassait la proportion de 3 % du capital social. Mais cette particularité se rattache à la question de la double imposition, que nous avons traitée dans le chapitre précédent. La nouvelle loi impose en principe la totalité du revenu de la société. Mais par une inadvertance du législateur, sans doute, un abattement à la base s'est glissé dans le système. Grâce au renvoi à l'art. 89 qui vise les faibles revenus des personnes physiques, le revenu des sociétés échappe, dans certains cas, à l'imposition jusqu'à concurrence de 500 marks.

A un second point de vue, au contraire, la loi sur l'impôt applicable aux sociétés abandonne le rapport entre le revenu et les besoins comme mesure de la capacité de paiement. On sait que ce rapport est, en matière d'impôt sur les personnes physiques, à la base du taux progressif¹⁶¹. Dans le système fiscal allemand sur les sociétés il se trouve remplacé par un taux proportionnel qui a été introduit en principe, et non pas sans hésitation.

Progressivité ou proportionnalité ? L'égalité des sociétés commerciales ayant la personnalité morale est rompue devant le taux de l'impôt. Les sociétés à responsabilité limitée qui, à tous les autres points de vue, ont été assimilées aux sociétés de capitaux, se trouvent rapprochées des sociétés de personnes en ce qui concerne l'application du tarif fiscal.

¹⁶⁰ V. Evers, op. cit., page 321.

¹⁶¹ V. ci-après, II^e partie, chap. II, in fine.

Les sociétés de capitaux ordinaires étaient imposées deux fois par la loi de 1920. Un taux proportionnel de 10 % frappait l'ensemble de leur revenu avant toute distribution. La partie de ce revenu qui était réservée aux actionnaires subissait avant toute répartition une deuxième amputation. Un impôt progressif et supplémentaire de 2 à 10 % était perçu sur la masse des dividendes distribués, toutes les fois que leur montant dépassait 3 % du capital social¹⁶².

La loi additionnelle du 8 avril 1922 avait abandonné le principe de la progressivité, pour taxer le revenu sous ses deux aspects d'un taux proportionnel uniforme qui était de 20 % sur le revenu global et de 15 % pour la masse des dividendes distribués. Entre les mains de l'actionnaire, le dividende subissait une double taxation : l'impôt sur les revenus du capital et l'impôt sur le revenu. Le dernier n'en frappait plus qu'une partie.

La loi actuelle du 10 août 1925 (art. 21) a fait un pas nouveau vers l'uniformité de l'imposition. Désormais le revenu global, distribué ou non, est soumis à une taxe unique de 20 %. Toute imposition supplémentaire est supprimée. La retenue de 10 % sur les sommes destinées à la répartition entre les actionnaires se fait au titre de l'impôt sur le revenu de ces derniers, en application du procédé du stop-page à la source. Il ne reste pas moins vrai que le résultat de l'action combinée de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu individuel est fort sensible. Soit une société qui distribue 50.000 marks de bénéfices à un seul actionnaire n'ayant pas d'autre revenu. Le prélèvement sera de 35,2 % ; il s'élève à 46,7 % pour un revenu de 100.000 marks¹⁶³.

Les sociétés à responsabilité limitée jouissent d'un traitement de faveur, lorsque le capital ne dépasse pas 50.000 marks. Au-dessus de cette limite, le législateur a considéré qu'elles ont une capacité fiscale suffisante pour autoriser leur assimilation aux sociétés de capitaux ordinaires. Mais en-dessous de cette limite, il présume qu'elles revêtent la plupart du temps le caractère d'un groupement de membres de famille exerçant une profession commerciale pour gagner leur vie. Pour éviter une taxation trop élevée et pour adoucir les rigueurs de la double imposition, le 33^e Congrès des juristes¹⁶⁴ avait voulu leur

¹⁶² Cela n'empêchait naturellement pas la taxation de ces dividendes entre les mains des associés.

¹⁶³ V. exposé des motifs de la loi A, loc. cit., page 11.

¹⁶⁴ V. le Compte rendu de ce Congrès, Documents du Reichstag, n^{os} 794-802, 3^e législature, session de 1924-25 (édition Heymann, Berlin), annexe 3, p. 23, et plus haut, chap. I.

reconnaître la faculté de demander l'application de la méthode d'imposition réservée aux sociétés de personnes (impôt unique frappant l'associé).

Mais, comme il ressort de l'exposé des motifs de la loi du 10 août 1925¹⁶⁵, ce choix aurait favorisé des fraudes fiscales. Le législateur a donc adopté le système du taux dégressif.

Lorsque ni le capital social, ni le capital d'exploitation évalué au bout de la dernière période fiscale ne dépassent 50.000 marks, l'impôt frappe le revenu d'après un taux dégressif par tranches. D'un niveau de 30 % frappant les fractions du revenu supérieures à 28.000 marks, il s'abaisse par échelons jusqu'à 10 % pour la première fraction de 8.000 ; de plus que le taux de 30 % pour les revenus supérieurs cesse de jouer lorsque l'imposition du revenu total dépasse 20 %. C'est la limite infranchissable. Il résulte de ce mode d'imposition particulier que le taux de 20 % n'est atteint que par un revenu de 48.000 marks.

De plus, les dividendes répartis entre les associés n'entrent pas pour leur intégralité dans le calcul du revenu individuel assujéti à l'impôt sur le revenu des personnes physiques¹⁶⁶. Un traitement plus favorable encore est accordé aux coopératives, quand leur activité ne dépasse pas le cercle de leurs membres, aux banques hypothécaires, aux sociétés d'assurance, etc., qui ne sont imposées qu'au taux uniforme de 10 %.

Après un flottement qui dénote ses hésitations, le législateur s'est donc, en principe au moins, détourné du taux progressif en matière d'impôt sur les sociétés, s'éloignant ainsi sur un point fondamental du droit fiscal applicable aux personnes physiques. Il s'en rapproche en ce qui concerne les autres modalités d'imposition que nous citerons en raison de leur caractère nouveau et original sans nous y attarder.

Certains revenus des sociétés rentrant dans le total imposable subissent une retenue fiscale par le procédé du stoppage à la source, notamment ceux qui proviennent du capital : dividendes, intérêts, rentes, etc.¹⁶⁷. La retenue est de 10 %. Le reste du revenu, à moins qu'il ne dépasse pas 500 marks, fait l'objet d'une déclaration. Il est frappé dans son intégralité par le taux uniforme applicable à la société, compte tenu des retenues déjà opérées.

¹⁶⁵ Même document, page 11.

¹⁶⁶ Art. 57 de la loi B du 10 août 1925.

¹⁶⁷ Art. 83 de la loi B qui précise (n° 3) que le stoppage à la source sera appliqué même si ces revenus sont réalisés dans une entreprise.

L'impôt est payable sur le revenu de l'année en cours. Les rôles ne sont évidemment établis qu'après la publication du bilan. Mais pour hâter la rentrée des contributions, le contribuable est obligé de faire des versements provisionnels (Vorauszahlungen) sur la base de la feuille d'imposition de l'année précédente. Ces versements s'échelonnent sur toute la période fiscale en cours ; ils sont payables en raison d'un quart chaque fois du dernier impôt payé, les 15 février, 15 mai, 15 août et 15 novembre (art. 95, loi B).

Lorsque la dette fiscale dépasse les versements faits, y compris les sommes retenues, le solde doit être acquitté dans le délai d'un mois à compter de la remise des avis d'imposition. Au cas inverse, il y a remboursement du trop-perçu.

Ce système a le grand avantage de maintenir un rapport aussi étroit que possible entre les revenus sur lesquels l'impôt est perçu et ceux qui servent à le payer. Il supprime pratiquement la question de savoir si l'impôt payé pour une année antérieure est déductible du revenu imposable de l'année en cours.

Le type allemand de l'impôt personnel sur les corporations résout-il les difficultés inhérentes à l'imposition des personnes morales ? Avant de répondre à cette question, nous envisagerons un système qui lui est parallèle, le corporation tax des Etats-Unis.

B. — *L'impôt sur le revenu des « Corporations » aux Etats-Unis.*

Historique.

Aux Etats-Unis, le problème de l'imposition des sociétés est à la fois ancien et nouveau. Ancien dans le cadre des Etats membres de la fédération qui, au moyen des impôts les plus divers, ont essayé d'atteindre la capacité fiscale des personnes morales. On s'est attaqué à douze bases différentes¹⁶⁸ et on a imposé tantôt la franchise¹⁶⁹, tantôt le capital-actions seul ou combiné avec le capital-obligations, tantôt la propriété. C'est la variété de ces systèmes qui a appelé l'attention

¹⁶⁸ V. Seligmann, *Essays in taxation*, Mac Millan Company New-York, 1925, p. 221. L'imposition des sociétés comprend les pages 146 à 314, v. aussi notre Introduction.

¹⁶⁹ Le privilège qui consiste pour les personnes non physiques à jouir de la personnalité et à baser leur activité sur un capital divisé en parts.

de l'éminent financier américain Edwin R. A. Seligman sur le problème spécial de l'imposition des personnes morales¹⁷⁰.

Le problème est nouveau pour une modalité de cette imposition, celle du revenu, au moins en ce qui concerne l'Etat fédéral superposé aux Etats membres de l'Union. Les Etats-Unis s'étaient contentés, jusque dans les temps derniers, de l'impôt indirect, sauf en périodes de guerre (1862-1864). L'introduction de l'impôt sur le revenu devenue effective le 3 octobre 1913¹⁷¹ se heurtait à des difficultés plutôt constitutionnelles que politiques ou économiques. La constitution veut, en effet, que les impôts directs appliqués dans la Confédération soient répartis uniformément sur tous les habitants, et cela proportionnellement au nombre de la population des différents Etats.

Le projet d'établissement d'un impôt sur le revenu supérieur à 5.000 dollars, qui a surgi au début de ce siècle, fut abandonné comme contraire à ces principes de répartition proclamés par la Constitution. Mais rien n'empêchait d'appliquer l'impôt aux personnes morales, à l'égard desquelles les mêmes scrupules n'existaient pas.

Le premier impôt sur les corporations des Etats-Unis, mis en vigueur le 5 août 1909, doit donc sa naissance au hasard constitutionnel. Il incombait aux associations, aux joint-stock-companies (sociétés par actions), en un mot aux personnes morales du droit commercial qui disposent d'un capital social.

L'objet imposable était le revenu global net, qui s'obtient grâce à la déduction du revenu brut des frais professionnels, des pertes, des intérêts des obligations, à moins que celles-ci ne dépassent le capital-actions existant à la fin de l'année fiscale¹⁷². Les dividendes touchés par la société d'une autre société ne rentrent pas non plus dans le revenu imposable¹⁷³.

Le premier impôt sur les corporations américaines a été fondu dans l'impôt sur le revenu introduit finalement, après le franchissement des barrières constitutionnelles, à la charge de tout le monde, le 3 octobre 1913. Dans la section II, § G, *a*, cette loi comprend en effet les sociétés parmi les sujets imposables : « Le normal tax (abstraction faite du supertax) établi sur les individus sera de même levé et perçu

¹⁷⁰ V. Jèze, L'impôt sur le revenu dans les Etats-Unis, *Revue de Science et de Législation financières*, 1914, p. 5 et s.

¹⁷¹ V. P. Marcuse, Das amerikanische Gesellschaftssteuergesetz vom 5. August 1909, *Finanzarchiv*, 1910, page 175.

¹⁷² Marcuse, loc. cit., page 178, n° 4.

¹⁷³ Sur cette particularité du système américain, v. infra p. 93.

annuellement sur tout le revenu net que retirent pendant la précédente année de calendrier, d'une source quelconque, toute corporation, société par actions ou association et toute compagnie d'assurances organisée aux Etats-Unis, quelles que soient leur constitution et leur organisation, à l'exclusion des sociétés en participation ; si les sociétés impossibles existent en vertu des lois d'un pays étranger, l'impôt sera assis sur la partie du revenu net retiré des affaires faites et du capital investi aux Etats-Unis pendant la dite année. »

Mais chemin faisant, le législateur a été obligé de prendre un ensemble de dispositions spéciales à l'égard des sociétés en ce qui concerne leur devoir fiscal subjectif et objectif et d'apporter ainsi plusieurs exceptions au principe de leur assimilation aux personnes physiques¹⁷⁴.

Il en a tiré la conclusion que les sociétés nécessitent un traitement fiscal particulier, conclusion qui se trouve mise en pratique par les lois financières (Revenue Acts) de 1918 et de 1921.

Toutes deux font une place spéciale¹⁷⁵ aux corporations dans le cadre de l'impôt sur le revenu, ce qui nous autorise à classer l'impôt américain à part comme impôt spécial sur le revenu des sociétés.

L'art. 230 de la loi de 1921 dit en effet : « Aux lieu et place de la taxe prévue dans la section du Revenue Act de 1918, il doit être établi, perçu et payé pour chaque année fiscale une taxe sur le revenu net de toute corporation. » Sont comprises dans les corporations toutes sociétés et associations disposant d'un capital. Par faveur spéciale la loi exempte certaines sociétés dont elle veut encourager le développement, corporations vendant à leurs membres, organisations ouvrières, agricoles, horticoles, dont le capital n'est pas représenté par des actions, sociétés fraternelles, associations opérant en vertu du lodge système ou pour le bénéfice exclusif des membres d'une fraternité assurant à leurs membres le paiement d'indemnités en cas de décès, de maladie, d'accident, associations religieuses, charitables, scientifiques etc., Chambres de commerce, ligues de citoyens organisées dans un but d'intérêt général, etc. (art. 231, nos 1-14 de l'Act).

Pour déterminer la nature du système du corporation tax, nous ferons ressortir successivement la notion du revenu et le mode d'imposition, pour comparer enfin le corporation tax à l'income tax ordinaire.

¹⁷⁴ V. à ce sujet Jèze, article cité p. 16 et s.

¹⁷⁵ Dans le Revenue Act de 1921 qui est venu modifier celui de 1918, la partie III du chapitre : Income tax, est consacrée exclusivement aux sociétés.

Analyse du Corporation tax.

1° La notion du revenu¹⁷⁶.

Le revenu brut des sociétés se confond dans ses grandes lignes avec celui des personnes physiques soumises à l'income tax (art. 233 renvoyant à l'art. 213 relatif aux personnes physiques). Il se compose des gains, profits, revenus fixes du travail, fruits du capital, du revenu de dons ou de successions. C'est donc bien le revenu global qui est imposé, diminué des charges du revenu.

Cependant l'art. 234 autorise au profit des sociétés des déductions qui ne se confondent pas avec celles admises pour les personnes physiques.

a) Les déductions.

On peut distinguer les charges économiques, juridiques et fiscales. Les premières se rapportent au capital d'exploitation investi dans une entreprise sociale ; elles se traduisent par des dépenses ayant pour but d'assurer la conservation du revenu professionnel (prix d'achat, assurance, salaires d'un taux raisonnable, art. 234, n° 1) ou bien de reconstituer le capital d'exploitation déprécié ou usé. Un amortissement particulier est prévu dans le n° 8 du même article pour les immeubles, machines, navires construits ou installés exclusivement en vue de la guerre. Au cas de désaffectation, leur amortissement est réparti, par voie de déduction du revenu, sur les années fiscales 1918-1924 en quotes-parts « raisonnables », à condition que la demande en ait été faite dès l'année 1918.

Enfin certaines pertes peuvent être réparées grâce au système des déductions. Le n° 4 de l'art. 234 en limite la mesure : Sont déductibles les pertes subies au cours de l'année fiscale, à moins qu'elles n'aient été réparées par l'assurance ou autrement. Le contrôleur peut les imputer sur une autre période fiscale. La déduction cesse d'avoir lieu, si la perte résulte de la vente d'actions et qu'elle soit réparée par l'acquisition de valeurs équivalentes.

Ces charges économiques du revenu s'opposent nettement aux emplois économiques dont le retranchement est exclu. Les sommes affectées à l'aménagement de nouveaux bâtiments ou à l'amélioration de l'outillage en sont un exemple significatif (art. 215, a 2).

¹⁷⁶ Nous nous sommes servi du texte de la loi (Revenue Act of 1921) dans la publication de la National Bank of commerce in New-York, janvier 1922. Cf. aussi Wallau, die Besteuerung des Gesellschaftsteuereinkommens in Amerika, Bankarchiv, 1921, page 143.

Parmi les charges juridiques, nous rangeons avant tout les intérêts des dettes, qui sont déductibles même si celles-ci sont étrangères à l'exploitation. Le n° 2 de l'art. 234 est formel : « Sont déductibles tous les intérêts payés ou échus au cours de l'année fiscale pour une dette existante, à moins qu'elle n'ait été contractée pour acheter des obligations ou valeurs d'Etat dont l'intérêt échappe à l'impôt sur le revenu ». On remarque que le législateur de 1921 a abandonné la restriction figurant dans le système de 1909¹⁷⁷, qui interdisait la déduction pour les intérêts afférents à l'excédent du capital-obligations sur le capital-actions. Nuance importante sur laquelle nous aurons à revenir¹⁷⁸.

Les charges fiscales déductibles donnent lieu à certaines complications (art. 234, n° 36). Il faut, en effet, distinguer la déduction des fractions du revenu déjà taxées de la défalcation d'impôts proprement dits.

Le revenu d'une société peut se composer de dividendes à elle attribués du fait de sa participation dans une autre société. Ceux-ci sont avant toute distribution atteints par l'impôt sur le revenu de la société qui les répartit. La loi, pour éviter une double imposition, en autorise le retranchement total du revenu de la société bénéficiaire, lorsqu'ils proviennent d'une corporation américaine ou d'une société tirant plus de 50 % de son revenu d'une activité économique exercée aux Etats-Unis. Si la proportion est moindre, la taxation préalable par les Etats-Unis est par trop insignifiante pour qu'il en soit tenu compte.

A la déduction du revenu déjà imposé s'oppose celle des impôts. L'art. 234, n° 3 l'admet en principe pour tous les impôts payés ou échus au cours de la période fiscale, mais on ne tient pas compte, dans le calcul du revenu global, des sommes prélevées au titre du corporation tax lui-même, ni de l'impôt sur les bénéfices de guerre ou les bénéfices anormaux¹⁷⁹, que ces impôts aient été payés aux Etats-Unis ou à un Etat étranger. Les derniers sont d'ailleurs pris en considération par un autre procédé¹⁸⁰. Echappent à la déduction également les taxes locales.

Grâce à ces déductions appliquées au revenu brut on obtient le revenu net ; mais ce n'est pas encore le revenu imposable. Car avant l'application de l'impôt, le revenu net est l'objet d'une série d'imputations.

¹⁷⁷ V. Marcuse, op. cit., page 178.

¹⁷⁸ II^e partie, chap. II, section II.

¹⁷⁹ War profits and excess profits taxes. V. à leur sujet Lutz, Public finance, Macmillan, New-York 1924, et Revenue Act, édition citée.

¹⁸⁰ Celui des crédits, v. infra p. 94.

b) *Les « crédits ».*

Suivant une expression qui nous est peu familière, le législateur crédite de certaines sommes le revenu ainsi obtenu. En d'autres termes, il en considère certaines portions comme déjà libérées de la dette de l'impôt et il permet de les laisser en dehors du revenu imposable. Telle est au moins l'interprétation que nous donne l'art. 236 *b*, qui dit que dans le revenu net de 25.000 dollars ou au-dessous un abattement de 2.500 dollars est autorisé. Si le revenu dépasse 25.000 dollars, ce crédit est toujours imputé sur cette fraction du revenu, la fraction supérieure à ce minimum étant taxée en entier¹⁸¹.

N'entre pas non plus en considération pour l'application de l'impôt la partie du revenu qui provient d'intérêts d'obligations des Etats-Unis et de bons émis par la « Corporation des finances de guerre » (236 *a*). Enfin le revenu net est imposé, abstraction faite des taxes sur les bénéfices de guerre et les bénéfices anormaux payés dans la même année fiscale.

Ce n'est que dans la mesure où il excède ces « crédits » que le revenu net est soumis à l'impôt.

2° *Le mode d'imposition.*

D'après l'art. 230 *a* et *b* du Revenue Act, le revenu net des sociétés n'est soumis qu'à la taxe normale proportionnelle, alors que les revenus des personnes physiques dépassant une certaine limite sont atteints, une seconde fois, pour cette part excédentaire, par le supertax progressif.

Le taux unique applicable au revenu des sociétés est de 10 % dans l'année fiscale 1921, pour s'élever et rester désormais à 12 % à partir de 1922.

Seulement ce taux ne s'applique pas intégralement à tout le revenu. Nous avons vu comment des « crédits » sont venus amoindrir le revenu net imposable. Un nouveau crédit est imputé maintenant sur la dette fiscale théorique. Soit, 100.000 dollars de revenu net, ce qui fait au taux de 12 % 1.200 dollars d'impôt. On y ajoute le montant des impôts payés en raison des bénéfices de guerre et des bénéfices anormaux. La somme ainsi obtenue est diminuée du total des impôts payés à un Etat étranger ou à un territoire placé sous la protection des Etats-Unis (art. 238 *a*), tout au moins dans la mesure de la proportion qui existe entre la fraction du revenu tirée de l'étranger et le revenu global. Ainsi au « crédit du revenu » s'oppose le « crédit de l'impôt ».

¹⁸¹ Distinction subtile qui n'a pas de valeur pratique au cas d'un taux proportionnel.

En vue de permettre le contrôle de tous les éléments actifs et passifs du revenu, les sociétés sont astreintes à faire une déclaration qui permette la reconstitution du revenu brut, des déductions et des imputations. C'est cette déclaration, et non pas le bilan, qui sert de base à la détermination et au contrôle de la dette fiscale.

Tel est le fonctionnement de la taxe fédérale sur les sociétés. Pour faire ressortir ses particularités, nous ne saurions mieux faire que de la comparer à l'income tax applicable aux personnes physiques.

3° *Le corporation tax et l'income tax.*

Nous constatons des différences au point de vue de la composition du revenu et du mode d'imposition.

Le revenu brut des sociétés s'identifie en principe avec celui des commerçants et industriels individuels ; il se compose comme lui d'éléments du capital, du travail et du concours de tous deux. La part du travail est pourtant beaucoup moins importante dans le revenu de la personne collective que dans celui de la personne individuelle.

Néanmoins le revenu brut des sociétés subit des déductions¹⁸² plus importantes que le revenu des personnes physiques. Le premier est diminué des dividendes revenant à la société et déjà taxés en tant que bénéfices de la société distributrice. Pour le même motif, les produits de la participation d'une société dans une autre, sous la forme d'un holding trust ou d'un autre groupement, sont retranchés du revenu brut social.

Dans le revenu imposable des personnes physiques, au contraire, tous ces dividendes sont compris ; ils sont atteints intégralement par le supertax progressif qui exerce à leur égard l'effet d'un double impôt. Ces dividendes échappent seulement à l'action de la taxe normale et proportionnelle par l'application du système des « crédits ».

Grâce à ce système, le législateur américain introduit le principe de la discrimination dans le revenu des individus, tout en le jugeant déplacé à l'égard du revenu des sociétés. Peut-il, en effet, être question de revenu gagné et non gagné par des personnes non physiques ?

Pour la même raison, le Revenue Act ne tombe pas dans l'erreur commise au début par la loi allemande et qui consistait à transporter dans le domaine des sociétés le principe de la progressivité de l'impôt. En effet le supertax progressif n'atteint pas le revenu social.

¹⁸² Nous négligeons les déductions qui ne se conçoivent que pour le revenu individuel : frais de déplacement, de nourriture et de logement (art. 214, n° 1), charges de famille (art. 216 c).

D'après les art. 211 et 230, seule la taxe normale caractérisée par un taux proportionnel s'applique au revenu des sociétés à la différence des personnes physiques qui sont atteintes deux fois au-dessus de 5.000 dollars : d'abord par la même taxe normale et ensuite par le supertax dont la progression va de 1 à 50 % (le dernier taux étant applicable au revenu dépassant 200.000 dollars). On est frappé de la modération du tarif du normal tax, si on le compare à celui de l'impôt allemand fixé invariablement à 20 %.

On en est d'autant plus surpris que, illogique avec lui-même, le système américain autorise les sociétés à retrancher du revenu net un minimum d'existence. Cet abattement ne paraît en effet avoir de raison d'être qu'à l'égard des personnes physiques.

En dépit de ces différences de détail, le corporation tax se rapproche sensiblement de l'impôt sur les corporations du Reich. L'un et l'autre, s'inspirant franchement du principe général de l'impôt personnel, prennent en considération la situation économique totale du contribuable, sauf à corriger les principes accessoires de l'impôt personnel en ce qu'ils ont d'incompatible avec le caractère fictif de la personnalité des sociétés. Mais sont-ils pour cela arrivés à dégager et à frapper la capacité fiscale de ces groupements ?

Réserveons la réponse à cette question et continuons notre enquête par l'étude du système anglais, qui a essayé de cumuler les avantages de l'impôt réel et de l'impôt personnel par la combinaison des deux.

III. — *Le système mixte.*

A. — *Application simultanée de l'impôt sur le revenu et d'un impôt spécial.*

L'income tax et le corporation profits tax en Angleterre.

Dans son évolution¹⁸³ plus que séculaire, l'impôt sur le revenu de la Grande-Bretagne nous apparaît comme un compromis entre le système réel et le système personnel de la taxation. Les réformes successives, qui s'échelonnent sur une période allant de 1797 jusqu'en 1918, sont caractérisées par des concessions faites tantôt à l'un, tantôt à l'autre de ces systèmes. Pitt avait introduit l'income tax sous la forme d'un impôt réel qui atteignait les revenus divisés en quatre compartiments étanches, séparément les uns des autres, mais déjà la déclaration obligatoire du revenu global, par la révélation de la force contributive totale qu'elle implique, marquait une première orientation vers la personnalité de l'impôt.

Addington l'arrête et revient au système cédulaire intégral, d'abord par la division du revenu en cinq groupes, ensuite par l'introduction du stoppage à la source. Peel, le père de l'income tax moderne, reste fidèle à la conception de son prédécesseur. Sous lui chaque cédule est imposée, sans égard à la place qu'elle occupe dans la formation du revenu total et, en tant que des déductions paraissent indispensables, elles ne dépassent pas le cadre de chaque catégorie de revenus. Ainsi les assujettis à la cédule D, qui groupe les produits de l'activité commerciale et industrielle, sont tenus à les faire connaître, sans être obligés de révéler par la même voie leurs autres revenus¹⁸⁴.

Une brèche importante fut ouverte dans le système de la réalité pure par l'introduction du minimum d'existence. Pour vérifier qu'il n'a pas été dépassé par l'ensemble des retranchements automatiques ou non, opérés sur les différentes cédules, la reconstitution du revenu et de la charge fiscale totale s'impose. Et, une fois la déclaration réintégrée, il n'y avait pas de raison pour s'arrêter sur le chemin de la personnalité de l'impôt. Le retranchement pour charges de famille, la discrimination du revenu, l'application d'un taux progressif additionnel au-delà d'une certaine limite du revenu déjà taxé par le taux nor-

¹⁸³ Sur l'historique, v. F. Harzendorf, *Die Einkommensteuer in England*, Leipzig 1914.

¹⁸⁴ Harzendorf, p. 147, Meisel, ouvrage cité infra, page 366.

mal proportionnel, voilà autant de pas faits vers la prise en considération du revenu global, sans laquelle le traitement différentiel des contribuables serait impossible. Après le chemin parcouru par les Gladstone, les Disraëli et les Lloyd George, l'income tax actuel nous apparaît comme une taxe cédulaire réelle élargie et déformée dans le moule d'un impôt personnel.

La dualité de ce système mixte est encore accentuée à l'égard des personnes morales, puisque son application se combine avec celle d'un impôt personnel spécial.

Envisageant la taxation des sociétés dans son ensemble, nous ferons ressortir séparément ses éléments réels et personnels.

1° *Le côté réel de l'impôt sur les sociétés. L'income tax.*

L'impôt sur le revenu est d'une application générale ; il recherche le revenu sans se soucier de la personne de son titulaire. Ainsi il frappe indistinctement les individus et les personnes morales, sans tenir compte de leur capacité physique ou juridique. Voilà donc, au point de vue du devoir fiscal subjectif, une première manifestation du principe réel. Elle est nette surtout en ce qui concerne les sociétés.

La loi anglaise soumet à l'income tax indifféremment les sociétés de personnes et les sociétés de capitaux. Le partnership, qui correspond à notre société en nom collectif, appelé aussi « firm », supporte l'impôt en son nom, et non pas au nom de ses membres, bien qu'il soit dépourvu de la personnalité morale et que la responsabilité des associés soit illimitée¹⁸⁵. Cette société ne peut donc pas faire valoir directement la situation de famille de ses membres et n'obtient de ce chef aucune diminution de la charge fiscale¹⁸⁶. Les associés, qui ne sont pas imposés une seconde fois sur la part des bénéfices qui leur revient, peuvent tout au plus faire état de l'impôt payé par la société pour obtenir un remboursement, lorsque le dividende à eux attribué est leur seule ressource et qu'il est inférieur au minimum d'existence¹⁸⁷.

La capacité fiscale est considérée comme plus forte pour les « companies » caractérisées par la limitation de responsabilité, notamment pour les plus nombreuses parmi elles, les sociétés à responsabilité limi-

¹⁸⁵ V. Ottomar Buhler, Die englische Einkommensteuer, Berlin 1925, p. 17 et s.

¹⁸⁶ V. en sens contraire, la législation française, *supra* p. 44

¹⁸⁷ En effet, le contribuable peut reconstituer son revenu total par une déclaration et, lorsqu'il en résulte que par le système du stoppage à la source, ce revenu est tombé au-dessous du minimum exempté, il a droit à une restitution.

tée (limited liability companies). Elles font d'abord l'objet d'une imposition spéciale du corporation tax, ensuite elles sont traitées à l'égard de l'income tax exactement comme les personnes physiques¹⁸⁸.

Le calcul de leur revenu imposable au titre de l'income tax se fait suivant les principes de la réalité. D'abord, chaque cédule est traitée séparément à l'égard de l'impôt. En application de cette règle, les revenus professionnels sont groupés dans la cédule D, qui comprend d'ailleurs aussi d'autres catégories de revenus (« cases »), entre autres, ceux qui proviennent des professions libérales ou d'une propriété à l'étranger¹⁸⁹. Ils sont frappés par l'impôt sur la base d'une déclaration, alors que d'autres parties du revenu des sociétés, par exemple le revenu foncier indépendant de la profession, peuvent être atteintes dans leur cédule respective (A) par le procédé du stoppage à la source. Par contre, les revenus qui sont indépendants de toute source et qui, pour cela, sortent du cadre de la cédule, les gains de spéculation entre autres, échappent à l'impôt.

Ensuite, à l'intérieur de chaque cédule, le revenu taxable apparaît comme une fraction autonome du revenu total. Son montant résulte de la différence des éléments actifs et passifs de chaque cédule, sans égard à la situation des cédules voisines. Conformément à ce second principe de la réalité, le revenu commercial ou industriel brut subit les déductions des frais exclusivement professionnels. Leur notion et leur étendue n'ont pas été précisées par la loi fiscale, elles se sont dégagées de l'expérience pratique. La loi se borne à admettre la déduction des charges « qui sont entièrement et exclusivement occasionnées par les besoins de la profession »¹⁹⁰. Elle fait allusion au coût de production, aux amortissements, aux assurances, etc. La pratique a adopté certains coefficients de déduction fixes, notamment pour l'usure (wear and tear). Mais tous les éléments passifs qui débordent le cadre de la cédule sont exclus du retranchement ; il en est ainsi des impôts payés à un autre titre que l'income tax (sauf l'excess profit duty), des emplois du revenu, personnels ou autres. Les intérêts de dettes¹⁹¹ et du capital-obligations occupent une place à part. Ils sont expressément compris dans le revenu taxable ; la loi n'autorise leur retranchement ni du revenu

¹⁸⁸ Les actionnaires déduisent, eux aussi, de leur revenu imposable la fraction correspondante au bénéfice déjà atteint de la société.

¹⁸⁹ F. Meisel, *Britische und deutsche Einkommensteuer*, Tübingen, Mohr 1925, p. 269.

¹⁹⁰ « Being wholly and exclusively laid on or expended for the purpose of the trade » Income tax act 1918 (8 and 9, George, Ch. 40) in fine : schedules, first schedule, schedule D., rules applicables to cases I and II. 3a. Texte officiel p. 147. On remarquera à cette occasion l'absence de divisions méthodiques dans la loi, qui nécessite des citations interminables.

¹⁹¹ Buhler, op. cit., page 45.

cédulaire, ni du revenu global¹⁹². Est-ce à dire que la société supporte définitivement l'impôt sur l'intérêt de cette dette ? Non, elle en transmet la charge aux obligataires sous forme d'un retranchement sur les coupons. Car il n'existe pas de cédule spéciale des revenus du capital.

Le revenu cédulaire net de la profession ainsi compris est traité isolément, sans rapprochement avec les revenus qui peuvent provenir d'autres sources. Par une tolérance exceptionnelle, on permet simplement aux sociétés intéressées à plusieurs entreprises de défalquer du bénéfice réalisé dans l'une les pertes éprouvées dans l'autre, ce qui accentue le caractère autonome de la cédule D¹⁹³. L'impôt s'applique donc intégralement à l'intérieur de chaque cédule et l'income tax aurait de ce chef un caractère exclusivement réel, s'il n'intervenait pas après coup un correctif qui rétablit la situation économique totale du contribuable, personne physique ou non, dans le but de faire passer ainsi la taxation du domaine réel dans le domaine personnel.

2° *Le côté personnel de l'impôt.*

La personnalité de l'imposition résulte d'abord de l'income tax lui-même et s'applique donc à toutes les sociétés. Mais elle est réalisée une seconde fois par un impôt spécial, le corporation profits tax, dont l'application est restreinte aux sociétés de capitaux.

a) *L'income tax.*

L'impôt anglais sur le revenu agit en deux temps. Il fait d'abord des prélèvements à la source, suivant le principe réel que nous avons envisagé, ensuite il fait le redressement en conformité avec le principe personnel. Dans cette seconde phase, l'impôt prend en considération la totalité des ressources du contribuable ; il y arrive grâce à la déclaration et au taux.

La déclaration du revenu permet de comparer le montant des prélèvements effectués avec l'ensemble du revenu, c'est-à-dire de les mettre en rapport avec la capacité fiscale. A l'égard des personnes physiques, celle-ci est déterminée au point de vue positif par le chiffre du revenu et du côté négatif par ses besoins et ceux de sa famille. D'où l'application d'un taux progressif au-dessus d'un certain niveau au moyen du supertax qui agit au-delà de 2.000 livres sterling ; d'où aussi l'exemption d'un minimum d'existence (135 livres), des abattements de moitié du revenu jusqu'à une certaine limite (225 livres), d'où enfin des déductions pour charges de famille et un taux de faveur pour les revenus du travail. Lorsque le stoppage à la source des cédules

¹⁹² Lotz, Finanzwissenschaft, Tübingen, Mohr 1916, p. 114.

¹⁹³ Harzendorf, loc. cit., page 147.

A, C et E, combiné avec l'imposition sur déclaration des autres sources, fait ressortir un prélèvement dépassant les limites ainsi prévues, le fisc est obligé de faire des restitutions du trop-perçu.

La prise en considération du revenu total des sociétés est certainement une condition nécessaire pour mesurer leur capacité fiscale¹⁹⁴. Mais la capacité fiscale a-t-elle le même sens que pour les personnes physiques et autorise-t-elle l'adoption des mêmes mesures ? Nous ne pourrions répondre à cette question que lorsque nous aurons déterminé la notion du revenu des sociétés. En tout cas, le législateur ne soumet pas le revenu global des sociétés aux mêmes rigueurs que celui des contribuables individuels, il ne le fait pas bénéficier non plus des mêmes faveurs sans restriction.

Les sociétés échappent d'abord au supertax, quel que soit le revenu qu'elles déclarent. Ainsi donc seul un taux proportionnel leur est imposé. En revanche, elles ne profitent pas de tous les avantages dont profitent les personnes physiques. L'abattement pour charges de famille n'est pas admis, pas même pour les sociétés de personnes. Mais d'autres avantages leur sont maintenus : ainsi l'exemption d'un minimum d'existence accordé aux commerçants individuels est étendue aux sociétés. La partie du bénéfice ne dépassant pas 500 livres¹⁹⁵ échappe à l'impôt. De plus, à défaut d'une disposition contraire, la partie inférieure du revenu imposable (jusqu'à 225 livres) n'est frappée que pour moitié, ce qui transforme le tarif proportionnel en un tarif dégressif. Enfin les sociétés jouissent, avec les commerçants individuels, d'un privilège que ne connaissent pas les personnes physiques ordinaires. L'impôt est assis sur la moyenne du revenu des trois dernières années.

Que faut-il penser de ces applications partielles du principe personnel ? Avant de les soumettre à une étude critique, constatons qu'elles ne se retrouvent plus avec la même ampleur dans l'impôt spécial qui atteint depuis 1920 le revenu des sociétés.

b) *La taxe sur les corporations.*

Le finance act de 1920, partie 5¹⁹⁶, a introduit cet impôt à titre temporaire. Il a été supprimé à l'égard des profits réalisés à partir du 30 juin 1924. Mais il continue à figurer dans le budget de 1926-27 pour le chiffre de 6.500.000 livres, en raison des moyennes triennales¹⁹⁷.

¹⁹⁴ Elle n'apparaît d'ailleurs pas dans tous les éléments, puisque la plus-value même réalisée échappe à l'impôt.

¹⁹⁵ Handwörterbuch für Staatswissenschaften, art. Körperschaftssteuer tome V, page 895 et s.

¹⁹⁶ The corporation profits tax, by P. D. Leake London, Pitman and sons 1920. V. aussi Finance act 1920, 10 et 11 Geo 5, ch. 19, London, H. M. Stationery office, Kingsway, W. C. 2.

¹⁹⁷ Renseignement personnel de M. Mac Gregor, de l'Université d'Oxford.

Malgré l'apparence restrictive du titre (*profits tax*), l'impôt porte sur l'ensemble du revenu annuel¹⁹⁸ des sociétés, suivant un taux proportionnel de 5 %, après une déduction uniforme à la base de 500 livres et sans que jamais l'impôt puisse absorber plus de 10 % des profits accusés par le bilan. Il présente donc tous les caractères de l'impôt personnel sur le revenu global des sociétés. Nous le montrerons en particulier en dégagant la notion du revenu imposable.

Du côté actif, le revenu comprend les recettes provenant de toutes sources. L'impôt dépasse ainsi le cadre étroit de la cédule D de l'*income tax*. Outre le bénéfice commercial, le revenu comprend, en effet, tous les intérêts, dividendes ou autres « fruits » de placements ou de toute source similaire (art. 52, n° 2 *a*)¹⁹⁹. Le texte vise les revenus de valeurs mobilières et de participations, les intérêts d'obligations, de dépôts, les rentes sur l'Etat, à moins que ces revenus ne proviennent directement ou indirectement d'une corporation assujettie au même *corporation tax* (sociétés de capitaux à responsabilité limitée)²⁰⁰.

Au revenu du capital mobilier s'ajoutent les « profits et gains » de tout immeuble que la société a loué à des tiers, en d'autres termes la valeur locative, déterminée comme dans la cédule A de l'*income tax*.

Du côté passif, nous relevons des déductions analogues à celles que nous avons rencontrées dans l'impôt sur les sociétés allemandes. Nous pouvons donc nous borner à faire état des particularités du système anglais.

A titre de charges du travail industriel sont retranchables non seulement les salaires, mais aussi les sommes distribuées sous forme de participation ouvrière aux bénéfices et la rémunération des directeurs jusqu'à concurrence de 1.000 livres.

Dans le compartiment du capital, la loi défend de tenir compte de la valeur locative des bâtiments industriels, déjà taxée à la cédule A de l'*income tax*. L'intérêt des sommes empruntées est déductible, à moins qu'il ne s'agisse d'emprunts permanents²⁰¹ représentés par des obligations ou des titres hypothécaires et dont le remboursement ne peut être demandé qu'après préavis de 3 mois.

Enfin échappent au retranchement les dettes fiscales. Ni l'*income tax*, ni le *corporation tax* déjà payés ne sont déductibles. Une excep-

¹⁹⁸ Au sens expliqué plus loin.

¹⁹⁹ Cet article se trouve dans la partie V du *Finance act* de 1920, 10 and 11 Geo V. ch. 18. V. aussi Leake, note B, op. cit., p. 7.

²⁰⁰ Leake note B, loc. cit., p. 7, texte p. 10, art. 53, n° 2 *a*.

²⁰¹ A. 53, n° 2 *b*.

tion est faite seulement en ce qui concerne la taxe sur les profits anormaux, qu'elle soit payable en Angleterre ou dans un pays étranger.

L'impôt anglais sur les corporations prend donc en considération l'ensemble du revenu. En ceci, il obéit au principe fondamental de l'impôt personnel. Mais il se garde d'en tirer à l'égard des sociétés les mêmes conséquences que pour les personnes physiques. Il renonce à mettre le revenu collectif en rapport avec son origine et avec sa destination : pas de discrimination, pas de minimum d'existence, pas de taux progressif. En un mot, le corporation tax combine assez heureusement la personnalité et la réalité de l'imposition. Mais en considérant le revenu en lui-même, ne renonce-t-il pas à dégager la notion de la capacité fiscale des sociétés ? Chez les personnes physiques, celle-ci résulte essentiellement d'un rapport entre le revenu d'une part et les conditions particulières de la vie du contribuable de l'autre. Ne faut-il pas établir un rapport analogue dans le domaine des sociétés ? Le système alsacien l'a essayé, il fait ressortir leur capacité fiscale de la productivité, c'est-à-dire du rapport entre le revenu et le capital d'exploitation. Seulement il s'est par trop éloigné de ce principe originellement admis pour qu'on puisse voir en lui-même un système rationnel susceptible de résoudre le problème tout entier de l'imposition des sociétés.

B. — *L'imposition de la productivité.*

L'impôt local alsacien sur les professions.

L'impôt sur les professions²⁰² fut introduit en Alsace et Lorraine par la loi du 8 juin 1896 et appliqué à la fois aux personnes physiques et aux sociétés. Il a été maintenu à titre d'impôt local par la législation française d'après-guerre, même après sa suppression comme impôt d'Etat. Il nous apparaît comme un compromis curieux entre la réalité et la personnalité de l'impôt.

Son point de départ obéit entièrement au système réel. Une commission d'estimation établit un certain nombre de types d'entreprise, auxquels chaque établissement imposable devait être ramené. A chaque type d'entreprise on attribue une certaine productivité qui est basée sur l'importance et la composition de l'outillage (nombre de broches ou de métiers, H. P. des machines, etc.). La classification des établissements

²⁰² Das Gewerbesteuer-gesetz in Elsass-Lothringen, Strasbourg, Imprimerie Strasbourgeoise, 1898, Commentaire de Roth et Giesecke.

ne se fait pas automatiquement, on tient compte de la situation particulière de chacun²⁰³. Les bilans des sociétés fournissent à cet égard des éléments de contrôle précieux.

Conformément à l'article 6 de la loi²⁰⁴, le revenu brut se calcule d'après la productivité moyenne qui est obtenue dans le type abstrait d'entreprise qui sert de *tertium comparationis* à l'établissement soumis à l'impôt.

L'élément actif du revenu est donc calculé sur la base de la réalité, il est corrigé par l'application de l'élément passif qui est, au contraire, essentiellement personnel. Les déductions autorisées tiennent compte de la situation de chaque sujet imposable.

L'art. 11 de l'ordonnance d'exécution autorise en effet le retranchement des frais de production. Mais il en exclut formellement les intérêts des obligations d'une société et même ceux d'un compte en banque débiteur, lorsque les fonds empruntés à ce titre sont affectés à l'entreprise d'une façon permanente. Les intérêts des emprunts à court terme sont au contraire déductibles.

Le revenu net ainsi obtenu est soumis à un impôt à tarif progressif comprenant 36 échelons. C'est encore une combinaison bien étrange que cette application d'un taux relevant du système personnel à un revenu calculé sur une base principalement réelle.

Par ce mélange, le système alsacien s'éloigne de la notion de la productivité, telle que nous l'avons développée dans le précédent paragraphe. Le législateur s'attache au capital d'exploitation sans le saisir directement²⁰⁵. Il présume qu'il donne un rendement moyen déterminé. C'est lui qui est imposé.

Or, pour dégager la capacité fiscale, il nous semble qu'il faut faire entrer en ligne de compte à la fois le capital d'exploitation et le revenu effectif. N'est-ce pas à cela que doit se ramener l'impôt personnel à l'égard des sociétés ? Voilà l'une des principales questions que nous rencontrerons dans notre partie théorique.

²⁰³ Das Gewerbesteuer-gesetz in Elsass-Lothringen, loc. cit., page 25.

²⁰⁴ V. aussi l'ordonnance d'application du 24 juin 1897, op. cit., page 79.

²⁰⁵ Cependant quand il s'agit d'une société qui publie un bilan, ce capital, au lieu d'être ramené à celui d'une entreprise-type, est évalué in concreto.

II^e PARTIE

THÉORIE ET CRITIQUE

THEORIE ET CRITIQUE

L'expérience de la pratique nous a révélé une grande variété de systèmes, qui marque toute la complexité du problème de l'imposition des sociétés. Dans ce domaine, moins encore que dans celui de la taxation des personnes physiques, il n'y a de type d'impôt qui s'impose par sa propre force et qui réunisse l'unanimité des suffrages.

Mais, d'ores et déjà, un ordre de classement se dessine. Et d'abord, le cadre de la double taxation paraît s'imposer pour l'organisation et l'accomplissement du devoir fiscal des groupements du droit commercial. L'imposition simple pratiquée pendant les premières années de leur apparition, soit du côté des associés, soit du côté de la société elle-même, a été abandonnée pratiquement dans tous les pays.

Les éléments de la richesse des sociétés dépassent ainsi la limite de la fortune visible et représentent une valeur beaucoup plus grande qu'une fortune d'égale importance numérique répartie entre des entrepreneurs individuels.

Ce fait a son importance, quand la loi fiscale a pour objet la fortune elle-même ; il autorise à son égard un traitement différentiel des sociétés. Cette force économique particulière se reflète aussi dans le revenu de la société et se traduit par l'élargissement effectif de sa valeur apparente.

En dégager la notion exacte, c'est attaquer le problème central de l'imposition des personnes morales du droit commercial.

La généralisation de la double imposition ne s'explique pas uniquement par les besoins croissants du fisc, elle est motivée par des raisons d'ordre scientifique. Pour les dégager et pour en juger la valeur, nous aurons à envisager la double imposition sous son aspect principal et fondamental, celui de la taxation de la société en soi.

La pratique nous a prédisposé ensuite en faveur de l'impôt personnel sur le revenu, à l'encontre de l'impôt réel, dont l'insuffisance et l'incohérence se sont déjà suffisamment manifestées. Cette impression mérite d'être vérifiée ; l'étude critique de la technique de l'imposition nous en fournira l'occasion.

CHAPITRE I

FAUT-IL IMPOSER LES SOCIÉTÉS A PART ?

SECTION I

L'argument juridique.

Les législateurs de tous les pays qui soumettent les sociétés à un impôt spécial, différent de celui qui frappe les associés pris individuellement, ont cru trouver la justification principale de ce procédé dans la personnalité morale de ces groupements. Celle-ci en ferait des êtres collectifs capables d'agir et de se comporter exactement comme les personnes individuelles. Le devoir fiscal serait donc pour les sociétés la simple contre-partie des droits qu'elles tirent de la personnalité morale.

Pour juger la valeur de cette thèse, il est utile de rappeler le caractère fictif de la personnalité des sociétés en général et des sociétés de personnes en particulier.

La personnalité morale²⁰⁶ a été reconnue aux sociétés commerciales françaises sans exception par la doctrine et la jurisprudence, qui voient en elles des organismes trouvant en eux mêmes et indépendamment des associés qui les soutiennent « les moyens de croître et d'évoluer »²⁰⁷. Mais à la différence des collectivités du droit public, pour lesquelles la personnalité apparaît à la fois comme une réalité et une nécessité, étant donné que les fonctions accomplies par l'Etat, les communes et les établissements publics répondent à un besoin social et ne peuvent être assurées par des particuliers, les sociétés commerciales n'auraient pas besoin au même degré de cette personnification.

Malgré la mise en commun d'une fraction du patrimoine des associés, les droits résultant de l'exploitation reposent finalement sur ces

²⁰⁶ Savigny, *System des römischen Rechts*, II, page 242, Puchta, *Pandekten*, § 25, Thaller-Percerou, *Traité élémentaire de Droit commercial*, Paris 1925, p. 208 et s. Lacour et Bouteron, *Précis de droit commercial*, Paris 1925, I, n° 223 et suivants.

²⁰⁷ Thaller, *op. cit.*, n° 274. Cosack, *Lehrbuch des bürgerlichen Rechts*, 4^e édit., I, Jena 1903, § 28. Hölder, *Natürliche und juristische Personen*, Leipzig 1905, p. 301 et s.

derniers, et non pas sur une nouvelle personne s'interposant entre eux. Même dans les sociétés par actions, où pourtant la forme du titre au porteur jette un voile sur l'individualité des actionnaires, le capital social reste la copropriété de ceux-ci.

Dietzel, qui le premier a abordé le problème de l'imposition des « personnes non physiques »²⁰⁸, l'a déjà montré il y a plus de 75 ans. « La fortune de la société se compose de fractions de fortune d'autres personnes juridiques, qui sont le plus souvent des personnes physiques. Leurs parts sociales ne cessent de figurer dans leur patrimoine. Ainsi la fortune de la société n'est pas une fortune nouvelle et indépendante qui existerait à côté de celle des associés ; mais elle est uniquement la réunion de fractions multiples en un seul tout, conformément au but du groupement. »

Ce n'est donc que par une fiction bien commode que la jurisprudence, fondée insuffisamment peut-être sur les articles 529 du Code civil et 69, n° 6, du Code de procédure civile, admet la thèse de la personnalité. Les théories de la propriété collective et de la main commune²⁰⁹, d'après lesquelles le patrimoine social serait une masse commune détachée des biens des associés et ayant une représentation propre, ne suffit pas pour mettre la personnalité morale sur une base réelle. La preuve en est que le Droit allemand considère certaines sociétés comme disposant d'un « patrimoine en main commune » sans y voir des personnes.

En réalité, la fiction de la personnalité morale se justifie par sa commodité ; elle sert à expliquer les manifestations de la vie juridique des sociétés, dont les principales sont : leur capacité d'acquérir et d'aliéner des biens, de contracter des créances et des dettes, d'ester en justice, l'affectation exclusive des biens de la société aux créanciers sociaux, l'absence de compensation entre les obligations actives et passives de la société et des associés, le domicile propre des sociétés, le caractère mobilier des droits de l'associé. Mais elle n'a pas pour conséquence de dessaisir les associés du patrimoine de la société²¹⁰.

La personnalité juridique ne saurait donc préjuger à elle seule de la méthode d'imposition. Elle ne saurait motiver par elle-même une

²⁰⁸ Dietzel, *Die Besteuerung der Aktiengesellschaften im Zusammenhang mit der Gemeindebesteuerung*, Cologne, 1859, p. 38.

²⁰⁹ V. Lacour, loc. cit. supra, et Précis I, n° 230 et s., Thaller, n° 283 et la bibliographie. Dans le même sens, les juristes allemands, notamment O. Gierke, *Die Grundbegriffe des Staatsrechts* et les références chez Feitelberg, op. cit., p. 5 et s.

²¹⁰ Même référence.

taxation des sociétés en soi. L'exactitude de cette affirmation s'impose avec une netteté particulière dans le cas des sociétés de personnes²¹¹.

Le droit français étend la fiction de la personnalité juridique aux sociétés en nom collectif et en commandite simple. En cela il semble dépasser le but qui a inspiré cette fiction. Les sociétés anonymes, du moins, affectent la forme de corporations, dont l'existence est indépendante de la variation des personnes qui les composent. Au contraire, les sociétés de personnes sont caractérisées par l'individualité²¹² de leurs membres, à tel point que la mort de l'un suffit à entraîner la dissolution. Les associés en nom collectif agissent pour eux-mêmes, leurs contrats engagent la totalité de leur patrimoine, les questions intéressant l'entreprise sont tranchées par leurs volontés propres.

Les conséquences de la vie juridique de la société se reflètent directement sur leur patrimoine. L'individualité physique et économique des associés se manifeste seule.

Le législateur allemand paraît avoir été mieux inspiré en s'arrêtant sur la pente glissante de la fiction et en refusant la personnalité aux quatre types de sociétés de personnes qu'il connaît : la société en nom collectif, la commandite simple, la société tacite et l'armement collectif du navire. Le commercialiste allemand Cosack²¹³ justifie cette conception dans les termes suivants : Il serait vraiment trop arbitraire de reconnaître la personnalité morale à la société de personnes, de la concevoir comme un être indépendant et différent de ses membres, alors qu'elle dépend entièrement de la personnalité de ceux-ci.

En droit allemand la société en nom collectif et la société en commandite simple ne sont donc pas autre chose que la « somme des associés » (die Summe der Gesellschafter) ; l'actif de la société n'est que la somme des parts appartenant aux associés pris isolément. Or au fond la société française ne se distingue guère de la société allemande.

La fiction de la personnalité n'exige donc aucunement, pour les sociétés de personnes moins encore que pour les sociétés de capitaux, un traitement fiscal spécial qui se différencie de celui des associés. La preuve en est que, chez nous comme en Allemagne, où la personnalité n'existe pas, les membres de la société en nom collectif payent directement l'impôt sur les bénéfices commerciaux et industriels. Mais en France, la fiction a eu pour conséquence de faire considérer l'impôt

²¹¹ V. Leo Blum, *op. cit.*, p. 113 et s.

²¹² V. Lacour, *loc. cit.*, n° 230.

²¹³ C. Cosack, *Traité de Droit commercial*, édition française, Paris 1907, tome II, p. 104.

comme une dette sociale²¹⁴, sans autoriser pour cela une nouvelle imposition des associés au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières²¹⁵. Les sociétés de personnes échappent donc à l'imposition comme telles.

C'est dire que la fiction de la personnalité est trop incertaine et arbitraire pour fournir aucun argument décisif en faveur d'une imposition des sociétés distincte de celle des associés.

Du moment donc qu'on se place au seul point de vue juridique, le statut de la société n'impose aucun procédé exclusif. Rien ne s'oppose à ce que l'impôt frappe le patrimoine social là où il peut être atteint le plus facilement. Est-ce que ce sera entre les mains de la société, personne morale, ou chez les associés, personnes physiques ? Cette question ne relève plus que de la technique fiscale, seule qualifiée pour la trancher d'après le critère qui lui est propre, celui de l'opportunité.

²¹⁴ Loi du 13 juillet 1925, article 27. Sur le système mixte appliqué à la commandite simple, v. *supra* p. 44.

²¹⁵ Loi du 28 avril 1893, article 36, qui les en exonère expressément.

SECTION II

L'argument de la technique fiscale.

Il est vrai que l'observation de la pratique fiscale paraît également favorable à l'imposition à part des sociétés en tant que personnes morales. L'expérience nous montre en effet que la taxation exclusive des associés — comme aussi d'ailleurs celle des sociétés — est insuffisante pour atteindre tout le patrimoine des personnes morales du droit commercial. L'une et l'autre prêtent à l'évasion fiscale. Est-ce un argument suffisant pour autoriser la double imposition ? Nous chercherons la réponse dans l'étude critique des systèmes de la pratique.

I. — L'insuffisance du système de la taxation des associés.

L'histoire fiscale comparée nous a appris que le système de l'imposition exclusive du revenu social auprès des associés a été abandonné de bonne heure. Il n'avait pour lui que l'avantage de la simplicité de la perception. Mais son improductivité suffit pour le condamner.

La taxation des dividendes entre les mains des associés donne lieu à une double fuite fiscale, une fuite individuelle et une fuite territoriale.

Du moment que le fisc n'atteint que les fractions distribuées du revenu social, il incite la société à restreindre au minimum cette distribution. Mais même lorsque celle-ci s'accomplit normalement, une fraction importante du revenu est retranchée de la masse de répartition. Toute société qui gère prudemment ses affaires affecte des sommes importantes au fonds de réserve (d'ailleurs la loi l'y oblige elle-même) ; ensuite elle emploie d'autres fractions de son excédent à amortir des dettes, à agrandir ou à améliorer l'outillage. Toutes ces opérations, qui constituent un emploi du revenu social au même titre que la distribution des dividendes, échappent au fisc jusqu'au moment de la liquidation, qui peut être elle-même improductive pour le fisc, lorsque la société aura remboursé le capital²¹⁶ à l'aide de ses bénéfices ou lorsque ceux-ci se seront compensés avec des pertes ultérieures.

L'improductivité de cette méthode d'imposition est aggravée dans un système d'impôt progressif. La distribution du revenu imposable se traduit par son effritement en une infinité de petites fractions, qui échappent par cela même à la rigueur de la progressivité.

²¹⁶ L'imposition des remboursements du capital en cours d'exploitation vient d'entrer dans le domaine de la pratique française. V. loi du 13 juillet 1925, article 81, et Allix-Lecerclé, op. cit., I, p. 269 et s.

A cette moins-value des rentrées fiscales s'ajoute une véritable perte, lorsqu'une partie des associés réside à l'étranger. Toutes les fractions du revenu social qui traversent la frontière échappent à l'empire du pouvoir fiscal avec le résultat, contraire à la justice économique la plus élémentaire, que le pays de résidence des actionnaires recueille les fruits qui ont mûri dans le pays du siège social et du centre d'activité de la société.

Il est vrai que l'argument territorial n'a qu'une valeur restreinte, puisqu'il se tourne en partie également contre le second système d'imposition, qui consiste à taxer le revenu au moment de sa naissance, auprès de la société. Dans ce cas tous les actionnaires indigènes d'une société étrangère échappent à l'impôt, à moins qu'on n'établisse des discriminations sérieuses et un contrôle subtil. Mais cet inconvénient suffit-il pour préjuger de la valeur de cette seconde méthode ? Ne présente-t-elle pas par ailleurs plus d'avantages que la première ?

II. — *L'insuffisance du système de la taxation de la société.*

La taxation du revenu de la société à la source peut avoir les mêmes effets fiscaux que l'imposition des dividendes, lorsqu'elle n'opère qu'à titre d'avance ou de stoppage. Si elle présente ce caractère, que nous avons rencontré dans l'income tax en Angleterre et dans l'impôt sur les revenus mobiliers en Italie, elle consiste simplement à mieux saisir le revenu distribué, mais elle ne peut avoir la prétention de saisir davantage.

L'intégralité du revenu de la société ne peut donc être frappée que par un impôt sur le revenu des personnes morales. Nous l'avons rencontré sous sa forme la plus pure et la plus exclusive dans le federal tax des Etats-Unis, qui n'atteint que la société, tout en exonérant les associés. Avec ce régime on peut atteindre le revenu social sous tous ses aspects, surtout lorsqu'on entend par revenu la différence de la fortune à deux époques successives.

Il permet aussi de faire une distinction entre l'emploi et les charges du revenu, pour n'admettre la déduction que des dernières.

Mais l'imposition exclusive des sociétés ne manque pas non plus d'inconvénients. Sa contre-partie, l'exemption des dividendes des associés, ouvre une brèche dangereuse dans un système fiscal. Le contribuable a la faculté de diminuer l'importance de sa déclaration du revenu global sous prétexte qu'il se compose en partie de dividendes exonérés²¹⁷. Nous n'avons pas besoin d'insister sur cette fuite fiscale

²¹⁷ V. Feitelberg, p. 95.

qui a pris en France des dimensions considérables, grâce au privilège fiscal injustifié dont jouissent les Bons de la Défense nationale et même le plus récent type de nos rentes perpétuelles.

A ce risque de fuite s'ajoute la difficulté de l'organisation pratique de cette exemption²¹⁸. Qui en sera le bénéficiaire, celui qui possède les actions par hasard le jour de l'imposition ou son prédécesseur ? L'exonération est-elle subordonnée à la possession prolongée des titres ? Il n'est pas moins difficile d'imputer ce retranchement sur l'impôt global. Si l'on autorise en effet la déduction des dividendes de l'ensemble du revenu, l'efficacité de la progressivité de l'impôt se trouvera singulièrement atténuée. Il faudra donc se décider à faire entrer les dividendes dans le revenu imposable, sauf à autoriser la défalcation du montant de l'impôt payé par la société de la dette fiscale ainsi calculée.

Considérée en elle-même, la taxation du revenu de la société consiste à jeter une barrière entre le revenu social et le revenu individuel, dont nous avons souligné l'identité de fait. Il est impossible d'imposer déjà au sein de la société le revenu obtenu comme revenu des associés. Avant sa distribution l'individualité lui manque ; il n'apparaît pas encore dans son affectation définitive, il est isolé de la personne du destinataire. A son égard, seul l'impôt réel peut intervenir. Au contraire l'impôt personnel qui ne s'adresse pas aux fractions du revenu, mais dont l'application exige précisément le placement de chaque recette dans le patrimoine total du contribuable et la prise en considération de sa situation économique, est paralysé dans son action, lorsqu'on le met en face d'un revenu collectif appartenant à une multitude d'individualités anonymes²¹⁹.

III. — *Le défaut du système du partage du revenu.*

Les difficultés d'ordre technique résultant de l'imposition du revenu de la société auprès de celle-ci, aussi bien qu'auprès des associés, ont eu pour effet d'engager certaines législations du 19^e siècle dans la voie de la transaction. Celle-ci ne consiste pas fatalement dans la double imposition. Au contraire, pour soumettre l'intégralité du revenu social à l'impôt, il semblerait naturel d'opérer un partage²²⁰ et de frapper les dividendes entre les mains de l'actionnaire, les fractions non distribuées du revenu auprès de la société.

²¹⁸ V. sur ces points Blum et Gerloff, op. cit., et Seligman, Essays in taxation, p. 297 et s.

²¹⁹ Cette considération est d'une grande importance pour le choix du taux de l'impôt. V. notamment Gerloff, op. cit., p. 161 et s. et infra.

²²⁰ V. G. Cohn, System der Finanzwissenschaft, 1889, p. 459 et s. F. Hecht, Staatliche Besteuerung der Aktiengesellschaften in Deutschland, Finanzarchiv, VII. 2, page 37. A. Schäffle, Steuerpolitik, 1881, p. 135 et 334.

L'absence totale de ce système dans la pratique actuelle fait ressortir le vice de cette transaction. D'une façon générale on peut lui reprocher d'influencer fâcheusement l'emploi des bénéfices par la société. Suivant que le taux est plus élevé dans l'impôt appliqué aux sociétés que dans celui qui frappe les personnes individuelles, suivant qu'il est proportionnel dans l'un et progressif dans l'autre, la société affectera une plus grande partie de ses bénéfices au fonds de réserve et à l'extension de l'entreprise, ou aux dividendes²²¹. Dans l'Etat fédéral il s'y ajoute la difficulté particulière de la répartition du montant de l'impôt entre l'Etat du domicile de l'associé et l'Etat du siège social. Des complications analogues se présentent dans les rapports entre pays souverains dans le domaine international.

Ne reste-t-il donc qu'une seule issue, la double imposition, caractérisée par une imposition spéciale de la société, indépendamment de la taxe appliquée aux associés ?²²²

La conception juridique des sociétés ne l'appelle pas ; les difficultés de la technique fiscale sont loin de la justifier. En fait elle existe et elle est même très répandue. La seule considération qui nous permettra de nous prononcer sur la légitimité de l'imposition spéciale de la société se trouve dans le domaine économique.

²²¹ V. ce que nous en disons plus haut, I^{re} partie, chapitre I, et Blum, op. cit., page 110.

²²² Gerloff, loc. cit., p. 162 et s.

SECTION III

L'argument économique.

Ramené sur ce troisième terrain, notre problème se présente dans toute sa complexité. La légitimité économique de l'imposition des sociétés en soi tient entièrement au caractère de leur revenu, qu'il convient d'envisager à un double égard.

A importance numérique égale, le revenu des sociétés est-il l'indice d'une force économique supérieure à celle qu'exprime le revenu individuel ? L'affirmative justifiera une taxation plus forte du revenu de la société par rapport à celui d'une personne physique du même montant, sans préjuger de l'assiette de l'impôt.

D'autre part, l'impôt ne pourra être appliqué au revenu de la société proprement dit que s'il a une existence économique propre à côté du revenu des associés.

Telles sont les deux questions préjudicielles qu'il faut résoudre en vue de la proposition d'un système d'impôt sur les sociétés, qui soit rationnel au point de vue du degré de taxation et de l'assiette fiscale.

I. — Le revenu de la société envisagé comme indice d'une force économique particulière.

Comparée à une entreprise individuelle, une entreprise collective paraît disposer des mêmes moyens économiques. Une société industrielle possède comme un entrepreneur individuel un capital-argent, qui lui permet de mettre en œuvre et de combiner les facteurs de la production, les agents naturels, le travail et le capital technique, en vue de l'obtention d'un résultat économique qui se reflète dans le revenu. Au point de vue fiscal, celui-ci semble donc autoriser et exiger le même traitement auprès d'une personne individuelle et auprès d'une collectivité, et cela indépendamment du mode d'imposition, qu'il s'agisse d'un impôt sur la fortune ou d'un impôt sur le revenu. En fait le patrimoine social comporte, à affectation économique égale, des différences considérables avec le patrimoine individuel. Bien que ces différences ne nous intéressent qu'au point de vue de l'impôt sur le revenu, nous ferons ressortir successivement les particularités du patrimoine et du revenu économique des sociétés commerciales par rapport aux mêmes données d'une entreprise individuelle. Car ils sont solidaires l'un de l'autre.

1° *Les moyens d'action économique de la société.*

Les moyens d'action qui sont à la disposition d'une société commerciale dépassent ceux d'un simple entrepreneur individuel.

Les sociétés commerciales, avant tout celles qui sont constituées par actions, peuvent grouper des capitaux considérables. Leur emploi collectif permet d'obtenir des résultats autrement plus importants que les emplois individuels de capitaux à montant égal. Les procédés d'intégration, de concentration et de rationalisation, qui sont à l'origine de la production à grand rendement, ne sont accessibles qu'aux sociétés modernes. A cette force qui résulte du groupement des capitaux s'ajoute celle qui découle de l'extensibilité presque illimitée de leur volume. Grâce à la forme moderne des actions, caractérisée par le titre au porteur et le fractionnement de leur valeur nominale, les sociétés ont la faculté non seulement de réunir de grands capitaux, mais de les augmenter à volonté, à la seule condition de présenter des garanties de bonne organisation et d'honnêteté élémentaires.

La particularité qui s'attache aux actions, le caractère limité de la responsabilité assumée par le porteur, complète la puissance économique des sociétés, qui est plus que proportionnelle à l'importance quantitative de leurs moyens, étant donné qu'elle sert de base à une appréciation qualitative.

Grâce à la puissance de leur capital, les sociétés tirent d'abord de l'économie générale du pays des profits autrement plus grands que les personnes individuelles. Elle leur permet d'exercer une pression sur la politique économique de l'Etat en vue de la conclusion d'accords commerciaux dont elles sont les premières à profiter, de l'adaptation de sa politique de transport à leurs besoins ou de l'intensification de son action sociale d'assurance et de prévoyance qui, en améliorant les conditions du travail, leur est d'une utilité indirecte²²³.

Mais même sans le secours de l'Etat, les sociétés arrivent à faire valoir leurs capitaux au-delà de leur importance quantitative. Ceux-ci fournissent aux groupements modernes la base d'un recours au crédit, pratiquement illimité et peu onéreux, que ne connaissent pas les simples particuliers, quelque puissants que soient leurs moyens pécuniaires personnels. La simple possibilité d'obtenir ce crédit est une force latente, qui augmente considérablement la puissance de la société. Elle peut devenir une force effective sous les formes les plus diverses et dont les plus courantes sont l'ouverture d'un compte en banque et l'émis-

²²³ Gerloff (loc. cit, p. 199 et s.) insiste particulièrement sur ce point. Il estime que ces avantages spéciaux justifient l'établissement d'une véritable taxe sur les sociétés en application de la théorie de l'équivalence.

sion d'obligations. La dernière surtout constitue un élément d'enrichissement et d'appréciation du patrimoine social, qui à cet égard s'oppose avec la plus grande netteté au patrimoine individuel.

La dette contractée par un entrepreneur individuel est toujours considérée comme une charge pesant sur sa fortune et diminuant son revenu net ; le caractère juridique de la dette individuelle est conforme à sa nature économique, surtout lorsqu'elle a le caractère d'une dette de consommation. S'agit-il au contraire d'une dette productive, la divergence peut apparaître entre les conceptions juridiques et économiques. Elle se présente avec une nécessité inéluctable dans le cas des sociétés.

Le capital-obligations joue dans nos corporations modernes exactement le même rôle que le capital-actions. C'est un moyen d'action économique, comme l'indique déjà le terme « capital », à tel point qu'il dépasse souvent en importance le capital-actions. N'avons-nous pas vu le législateur américain prendre des sanctions fiscales contre l'extension abusive de ce moyen de financement dans la loi du 5 août 1909 organisant le premier impôt fédéral sur les sociétés ?²²⁴

Ainsi les dettes sociales, surtout quand elles sont contractées sous la forme d'obligations, loin de diminuer la capacité économique des sociétés, l'augmentent au contraire dans la plupart des cas²²⁵.

Cette remarque est décisive pour la détermination du degré de la taxation applicable aux sociétés.

2° Le revenu de la société.

Bien que l'impôt sur le revenu soit vieux de plus d'un siècle, nous manquons encore d'une définition fiscale du revenu, qui réunisse tous les suffrages. On attaque généralement la notion du revenu du côté individuel²²⁶, ce qui fait qu'elle n'embrasse qu'une fraction de ce qu'elle a la prétention de désigner et qu'elle laisse inexpliqués maints aspects de nos impôts modernes. Avant de transporter la notion du revenu dans le domaine des sociétés, il importe d'en préciser le sens à son origine, par rapport aux individus.

²²⁴ V. ci-dessus I^{re} partie, chapitre II, section II, in initio et Blum, op. cit., page 34, note et infra, chap. II, section II.

²²⁵ Seligman, op. cit., pages 107, 240, 272 et s., et infra.

²²⁶ V. sur la notion individuelle du revenu : Ch.-A. Colin, La notion du revenu en matière de législation fiscale (thèse Paris 1924). Allix et Lecerclé, op. cit., I, p. 164 et s., et la bibliographie allemande chez Schanz, loc. cit., Finanzarchiv, 1896. Ch. Croizat, La notion des fruits en droit privé et la notion des revenus en droit fiscal, Paris, Dalloz, 1926.

a) *Le revenu individuel.*

Le manque de précision de la notion du revenu provient d'une confusion entre les termes *revenus* et *revenu*. La langue française, si riche par ailleurs, ne connaît pas d'expression technique équivalente au mot allemand « *Ertrag* », qui permette d'opposer les rendements des divers éléments qui sont à la disposition de l'homme au résultat total de son activité. Aussi sommes-nous réduits à nous servir de termes aussi peu précis que : *revenus* *cédulaires* et *revenu* *global*. Ce langage fâcheux prête à la conclusion hâtive et erronée que le dernier est la somme des premiers, conclusion qui empêche précisément de faire sortir la notion du revenu du domaine individuel.

La définition française du revenu s'attache exclusivement à ses manifestations partielles et fractionnaires, aux *revenus*, et néglige le *revenu*. Nous en trouvons l'expression la plus claire dans l'ouvrage récent de M. Allix²²⁷, qui ramène à trois les caractères distinctifs de cette notion. L'idée de *revenu* appellerait d'abord l'idée de *périodicité* ; elle impliquerait le retour régulier de recettes ou du moins la possibilité d'un pareil retour. Ensuite cette *périodicité* serait inconcevable sans l'existence d'une source matérielle ou immatérielle, susceptible de donner un débit régulier ou non. La conservation de cette source exigerait enfin un certain aménagement. Certains économistes allemands enrichissent ces conditions d'une quatrième. Roscher, par exemple²²⁸, ne considère comme *revenu* que les recettes d'une activité économique.

Cette définition²²⁹ nous fait penser très nettement aux « *revenus* » du travail, du capital ou du concours des deux ; c'est pourquoi on distingue les *revenus* de sources « *pures* » et de sources « *mixtes* ». Il est incontestable qu'appliquée à l'homme individuel, elle embrasse la plus grande partie des éléments qui rentrent dans ce qu'on appelle « *le revenu* ». Mais elle laisse échapper des éléments importants qui, pourtant, rentrent également dans le *revenu*, sans être des « *revenus* » au sens analysé par nos auteurs.

La rémunération d'une mission temporaire, par exemple du Décanat ou du Rectorat annuels tels qu'ils existent en Allemagne, les gains de spéculation accidentelle, etc., ne rentrent qu'à grand-peine dans la définition traditionnelle, si large soit-elle, car ces rentrées manquent de source durable et sont souvent exclusives de *périodicité*. Que faut-il penser d'un lot gagné à la loterie par celui pour qui l'on a acheté le billet à son insu, ou d'un pourboire occasionnel donné au facteur ?

²²⁷ Allix et Lecerclé, *L'impôt sur le revenu*, Paris 1926, tome I, p. 167 et s.

²²⁸ *Grundlagen der Nationalökonomie*, § 144.

²²⁹ Elle figure dans les lois primitives, établissant l'impôt sur le revenu dans les États allemands. V. *Finanzarchiv*, VII, VIII, XII, XIV.

Mais même pour les revenus courants du travail et du capital, convient-il de s'attacher à une source et à la périodicité, ne fût-elle que potentielle ? L'illusion de la durée du capital a été singulièrement ébranlée par la guerre et par ses manifestations accessoires, telles que l'effondrement des valeurs russes, allemandes et autrichiennes. La force du travail ne peut-elle pas, elle aussi, s'épuiser du jour au lendemain ?

Aussi semble-t-il nécessaire d'élargir déjà du côté de l'individu la notion du revenu et de la rendre indépendante de l'idée de la provenance. Pour saisir le revenu en son intégralité, il faut faire état de toutes les rentrées de valeur. Celles-ci ne peuvent se dégager que dans le temps, par la comparaison de deux états successifs de la situation du contribuable, dont la fortune est la meilleure mesure. Nous adopterons donc la définition du revenu telle que la donne le financier allemand Schanz :²³⁰ « Le revenu est l'accroissement net de fortune pendant une période déterminée, y compris les usages et les services de tiers appréciables en argent. »

A l'inverse de la théorie précédente, on pourrait reprocher à celle-ci d'être trop large et de faire entrer dans le revenu des fractions de la fortune.

La comparaison, qui est à la base de la notion de Schanz, fait en effet apparaître, d'une part, des accroissements simplement qualitatifs de la fortune sous forme de plus-values économiques, et d'autre part, des accroissements quantitatifs par des fractions de fortune venant du dehors, tels les dons, les legs, les « capitaux » d'une assurance.

Mais dans le premier cas la définition du revenu ne s'oppose pas à ce que l'on ne prenne en considération que les éléments de la plus-value effectivement réalisés par une vente²³¹. Dans le second cas, il faut se garder d'une confusion. Les accroissements d'un patrimoine venant de l'extérieur ne conservent pas forcément aux mains du destinataire le caractère qu'ils avaient au lieu de provenance. Lorsque l'ouvrier est payé sur le produit de la réalisation du portefeuille de son patron ou lorsqu'il encaisse le lot d'une loterie ou d'un tirage, il ne réalise pas forcément un capital pour la seule raison que les rentrées proviennent d'un capital.

Au point de vue économique, tout ce qui accroît la fortune est un revenu, et cela au moment même de l'accroissement, quelle que soit sa destination ultérieure. Car il serait aussi faux, pour définir le revenu,

²³⁰ Der Einkommensbegriff und die Einkommensteuergesetze, Finanzarchiv, 1896, p. 23.

²³¹ Schanz s'éloigne par trop de la notion du revenu. Il a eu le tort d'y faire entrer même les valeurs potentielles. V. Rosendorff, op. cit., page 133.

de s'attacher à son emploi ultérieur que de le mettre en rapport avec son origine et sa provenance. Que les sommes ou valeurs rentrées dans le patrimoine servent à la consommation individuelle, à une distribution ultérieure, à la conservation ou à l'extension de la fortune, peu importe, leur affectation ne change rien au caractère du revenu.

Cet élargissement de la notion du revenu peut avoir pour effet d'amplifier exagérément le champ d'action de l'impôt auquel le revenu sert de base. La taxation des donations, legs, successions, gains de loterie par l'impôt sur le revenu est une notion qui nous est peu familière. Rien n'empêche de rétrécir le cadre de cet impôt à ce point de vue spécial, s'il existe des taxes spéciales sur de tels accroissements de fortune. C'est une simple question de technique. Mais, d'un autre côté, il est bien précieux d'avoir dans l'impôt sur le revenu ainsi compris un instrument de taxation des plus-values et des gains de spéculation réalisés, qui échappent complètement au fisc dans un système fiscal qui, comme celui de la France, ne connaît ni l'impôt sur la fortune, ni l'impôt sur l'accroissement de la fortune.

Ainsi la conception élargie du revenu paraît s'imposer toutes les fois que dans la vie du contribuable le capital joue un rôle important. La définition française n'est au contraire suffisante que lorsqu'il remonte principalement à d'autres sources.

La conception française du revenu de reflète dans notre système fiscal. Sa clef de voûte est l'impôt cédulaire sur les revenus périodiques et provenant d'une source durable, impôt qui détermine également la structure de l'impôt sur le revenu global. Ce système, insuffisant déjà à l'égard des personnes physiques, puisqu'il ne permet pas de saisir tous les éléments de la situation personnelle d'un contribuable, fait complètement défaut lorsqu'on l'applique aux sociétés. Le revenu des personnes morales se prête encore moins que celui des personnes physiques à la décomposition cédulaire qui caractérise l'impôt français.

b) *Les particularités du revenu social.*

Le revenu de la société se distingue du revenu individuel à deux points de vue importants, celui de son origine et celui de son caractère économique.

A) *L'origine du revenu.* — Chez les personnes physiques, la plus grande partie du revenu provient de sources. L'entrepreneur individuel peut tirer ses ressources de terres qu'il peut avoir, de valeurs mobilières achetées ou léguées, de son travail personnel et extra-professionnel, enfin et surtout de son entreprise. La dernière fraction du revenu dérive elle-même de plusieurs sources qui peuvent donner des résultats, soit

isolément, soit par leur collaboration : l'effort personnel du chef d'entreprise qui joue souvent un rôle prépondérant, le travail des ouvriers, le capital propre ou emprunté qui est engagé dans l'entreprise.

Il est donc possible de dégager dans le revenu les parts qui sont afférentes à chacune de ces sources et d'y imputer séparément les charges et les frais qui ont été nécessaires pour l'obtenir. Cet isolement des revenus présente pour l'homme individuel un très grand intérêt, car il lui permet de contrôler la productivité et l'état économique de chacun des éléments de son patrimoine²³².

Toute autre est l'origine du revenu social. La source est unique, c'est le capital. Non seulement la société ne déploie pas d'activité personnelle propre, mais sa naissance dépend même de l'entrée en scène du capital. Le capital social sert à acquérir le capital d'exploitation, à mettre en mouvement les forces du travail, à organiser la direction. Le revenu social est donc caractérisé par son *unité*. Certes au cours de la production, la source du capital se fractionne en machines et instruments, en immeubles bâtis ou non, en travail corporel et intellectuel, en capital de réserve et en fonds de roulement. Chacune de ces sources est productive de revenus, soit isolément, soit en concours avec d'autres ; on peut distinguer ainsi les bénéfices industriels et commerciaux proprement dits, les revenus du portefeuille, la valeur locative des immeubles et fabriques. Mais le capital unique qui est à l'origine de tous ces revenus les ramène à l'unité.

Ce caractère du revenu social apparaît très clairement, lorsqu'on envisage le procédé appliqué pour dégager le revenu net du revenu brut. L'homme individuel fractionne dans sa comptabilité non seulement l'actif, mais encore le passif de son revenu, pour imputer à chaque cédule la quote-part de frais qui lui est propre. Mais chez lui déjà ce calcul est défectueux, lorsqu'il existe des dettes générales, de consommation par exemple, dont l'intérêt ne se rattache à aucune cédule en particulier, mais doit être déduit du revenu global indispensable à connaître, ne fût-ce que pour cette raison.

Dans la société, au contraire, il n'y a qu'une catégorie de charges : les frais d'entreprise qui apparaissent ainsi comme masse unique. Cela n'empêche pas évidemment le législateur d'en énumérer limitativement tous les éléments, pour éviter toute équivoque et pour permettre aux agents du fisc un contrôle efficace. Mais en fait le revenu social net résulte de la déduction globale des charges du revenu brut unique de la société.

²³² V. à ce sujet Schanz, op. cit., p. 4 et s.

Le fait que le revenu de la société provient en entier du capital social lui confère une première particularité, qui est purement extérieure et ne concerne que la forme, celle de l'unité. Il s'y ajoute une particularité interne et de fond ; elle est relative au caractère du revenu.

B) *La nature du revenu.* — On peut envisager le revenu social à deux points de vue différents, par rapport aux associés et par rapport à la société.

Au point de vue des associés, le revenu réalisé au cours d'une année fiscale a très nettement le caractère d'un revenu du capital, plus exactement des fractions de capital que les associés détachent de leur fortune pour les consacrer en entier et exclusivement au but poursuivi par l'entreprise collective. Le revenu qui est produit par le concours de toutes ces fractions de capital apparaît, à l'égard des associés, comme un revenu fondé ou un revenu non gagné²³³, au même titre que le produit du capital qu'ils peuvent prêter individuellement ou transformer en rente. Si donc on considère le revenu social par rapport à l'ensemble des associés, il apparaît comme une masse de revenu fondé. Déjà à ce titre il semble donc motiver un traitement fiscal spécial. De plus il présente, à l'intérieur de la société, un nouveau caractère particulier.

Dans le cadre de la société, le revenu s'oppose très nettement au revenu individuel. Celui-ci résulte simplement de l'excédent des recettes sur les dépenses, qui est facile à établir, étant donné que les revenus particuliers se dégagent généralement d'une façon très nette de leur source. Il n'y a de difficultés que lorsque le capital prend dans la vie individuelle une certaine importance ; dans ce cas, sous la forme de plus-value, certains éléments du revenu restent en contact très étroit avec le capital et n'apparaissent pas toujours dans les recettes inscrites au chapitre des revenus.

Dans la société le capital occupe une place tout à fait prépondérante. Non seulement il est à l'origine de toute l'activité sociale, mais il se matérialise pour une part importante dans le capital d'exploitation, qui comprend les immeubles, les bâtiments, usines, instruments en stocks, les réserves et les fonds de roulement. Le revenu qui est produit par ce capital d'exploitation, en concours avec la partie du capital affectée à l'utilisation du travail, a ceci de particulier qu'il s'investit automatiquement en capital nouveau.

²³³ Fundiertes Einkommen en allemand par opposition au revenu du travail, nicht fundiertes Einkommen. En anglais les expressions correspondantes sont : inearned income et earned income.

Les bénéfices réalisés au cours de l'exercice sont transformés en matières premières, en outils, en valeurs mobilières qui sont en partie à leur tour productives de revenu.

Cette faculté de reproduction automatique confère au revenu social, comparé à un revenu individuel d'un montant nominal égal, une valeur particulière propre et supérieure à son expression numérique. Aussi ne peut-on plus le dégager de la simple comparaison des recettes même comprises au sens large et des dépenses. Pour faire ressortir la productivité du capital dans son intégralité, il faut donc envisager le capital d'exploitation lui-même et suivre son évolution par la comparaison de son importance à deux époques différentes. Ce n'est que par cette méthode qu'on arrive à dégager le revenu sous toutes ses formes, à l'état liquide représenté par des excédents de caisse et sous sa forme fixe d'agrandissement des stocks, d'amélioration et d'extension de l'outillage, etc... Elle est nécessaire également pour saisir les parties du revenu qui proviennent de la réalisation de fractions du capital et de plus-values.

Dans les sociétés, le revenu prend donc essentiellement la signification de la définition de Schanz. Il est constitué par l'accroissement de « la fortune » au cours d'une période déterminée, accroissement dont on arrive à exclure les plus-values simplement potentielles et non encore réalisées, grâce aux méthodes particulières d'évaluation que nous avons exposées dans la partie pratique de notre ouvrage²³⁴.

Il est évident que la définition française du revenu est incapable de tenir compte de cette particularité du revenu social. Aussi la pratique fiscale a-t-elle dû s'en éloigner en France, de même que dans la plupart des autres pays. Le fisc prend pour base du revenu imposable des sociétés le bilan qui fait précisément état de l'évolution quantitative du capital d'exploitation d'une année à l'autre et fait ressortir comme revenu non seulement les excédents des recettes sur les dépenses, mais aussi les fonds affectés aux agrandissements et aux améliorations de l'entreprise.

La différence fondamentale entre le revenu individuel et le revenu de la société apparaît ainsi dans toute son importance.

Au point de vue de son origine, le revenu des personnes physiques découle d'un ensemble de sources, parmi lesquelles l'activité personnelle joue un rôle plus ou moins considérable. Le revenu des sociétés, au contraire, remonte à une source unique qui est le capital. Il en résulte une opposition de fond entre les deux catégories de revenus. Le revenu

²³⁴ V. supra, page 80.

individuel apparaît essentiellement comme l'excédent des recettes sur les dépenses et est généralement indépendant de l'évolution du capital. Même dans les entreprises individuelles dans lesquelles le capital d'exploitation joue un rôle important, on peut le plus souvent faire abstraction de ses modifications et s'attacher aux éléments du revenu compris au sens de la définition française. La nouvelle loi allemande sur les corporations explique très clairement cette idée. Elle définit²³⁵ en effet le revenu des entreprises individuelles comme l'excédent des recettes sur les dépenses et elle permet de faire abstraction des mouvements propres du capital d'exploitation, à moins que « celui-ci ne subisse des fluctuations importantes et que les stocks varient considérablement au cours de la période fiscale ».

Le revenu de la société, au contraire, se ramène à une plus-value du capital d'exploitation qui est sa source unique. Pour faire ressortir cette plus-value, une méthode d'évaluation rationnelle s'impose. Elle est prescrite expressément dans la législation allemande et admise en vertu d'une coutume dans la plupart des autres pays. Cette méthode consiste à prendre comme point de départ le prix de revient ou, s'il lui est inférieur, la valeur commune, c'est-à-dire la valeur effective du jour d'évaluation.

Comparé à celui des personnes individuelles, le revenu réalisé par une société nous apparaît donc comme l'expression d'une force économique particulière dont les éléments sont, à l'égard des associés, son caractère fondé, et à l'égard de la société elle-même, sa force de reproduction automatique. A valeur numérique égale, le revenu de la société autorise donc et appelle même un traitement fiscal différentiel caractérisé par une taxation plus forte. Celle-ci sera d'autant plus justifiée qu'en absence d'un impôt spécial sur la fortune les éléments qualitatifs du patrimoine des sociétés, tels que la facilité du recours au crédit et de l'augmentation du capital, ne tombent pas sous l'emprise du fisc. Le siège de cette force économique spéciale se trouve avant tout dans la fraction du revenu qui échappe à la distribution et à la consommation par les associés, celle qui reste à la disposition de la société. Représente-elle le germe d'une certaine indépendance du revenu de la personne morale par rapport à celui des personnes individuelles qui en sont les supports physiques ?

Question excessivement importante pour la réalisation de la taxation différentielle du revenu des sociétés ! Celui-ci ne pourra servir

²³⁵ Article 13 de la loi relative à l'impôt sur les corporations combiné avec l'article 12 de la loi sur l'impôt applicable au revenu individuel (lois du 10 août 1925, v. traduction dans l'annexe).

d'assiette à cette imposition spéciale, préalable à celle qui atteint le revenu entre les mains des associés, comme l'exprime si bien le terme allemand « Vorbelastung », que s'il a une existence propre.

II. — *Le revenu social considéré comme base d'une imposition spéciale de la société.*

La taxation du revenu de la société séparément de celui des associés n'aura de raison d'être et de justification économique, que si deux conditions se trouvent réalisées.

Il faut non seulement que ce revenu ait une certaine autonomie économique, mais qu'il soit en outre l'expression d'une capacité fiscale spéciale.

1° *Le caractère indépendant de ce revenu.*

La question de savoir si l'on peut concevoir un revenu en soi de la société est l'une des plus discutées de l'économie fiscale. Il paraît en effet difficile de dégager la notion du revenu de la société de celle du revenu individuel. Nous avons vu antérieurement que ce revenu doit son origine au capital social, dont les parties composantes sont incontestablement la propriété des associés. Mais ce capital s'élève à une certaine existence propre, du moment qu'il est confié à l'organisme juridique nouveau qu'est la société.

L'actionnaire d'une société anonyme, en opérant le versement du montant d'une action à laquelle il a souscrit, entend par cela même abandonner la disposition de cette somme. C'est tellement vrai qu'il renonce à réclamer le remboursement de sa mise pendant l'existence de la société et qu'il assume même le risque d'en perdre l'intégralité²³⁶.

La réalisation du revenu du capital social s'effectue donc tout à fait en dehors du patrimoine des associés. Mais le revenu, une fois né, ne tombe-t-il pas automatiquement dans ce patrimoine ? Au point de vue juridique, on peut être tenté de répondre par l'affirmative ; l'actionnaire a bien un droit sur les bénéfices obtenus. Cependant, il manque à ce droit toute sanction juridique ; il ne peut pas obtenir l'attribution d'un dividende par voie de recours individuel ; la société est parfaitement libre, même à l'encontre de sa voix dans l'assemblée générale, de renoncer pendant des années entières à toute distribution. Le droit de l'actionnaire n'est donc que très relatif.

²³⁶ Nous le trouvons dans l'excellente étude de M. Popitz, Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances : article Körperschaftsteuer, Handwörterbuch der Staatswissenschaften, loc. cit.

²³⁷ V. Strutz, Die Heranziehung der Aktiengesellschaften zur Einkommensteuer, Preussische Jahrbücher 1890, page 471.

Sur le terrain strictement économique, on a essayé de nier l'existence propre du revenu social. Les auteurs de la conception du revenu basée à la fois sur son origine et sa destination²³⁸, enregistrant la rupture du lien entre le revenu social et le patrimoine de l'actionnaire au premier point de vue, ont essayé de le rétablir au second.

Le financier allemand Fuisting a été le premier à rattacher la notion du revenu à celle du besoin individuel. « Le signe distinctif essentiel du revenu est d'être destiné à la satisfaction des besoins personnels. Les sources productives ne fournissent que des revenus (Erträge) ; on ne peut concevoir le revenu (le revenu global de la terminologie française) que du moment où la somme de ces revenus est mise en rapport avec la consommation humaine. Les personnes morales n'ont pas de besoins propres ; ce critère essentiel faisant défaut, on ne peut donc pas leur appliquer la notion du revenu. »²³⁹

D'après cette conception qui a séduit beaucoup d'esprits, la société n'aurait pas de but propre ; toute sa raison d'être consisterait à procurer du revenu aux associés, ou plus exactement l'un des éléments rentrant dans leur revenu.

A l'encontre de cette théorie, le caractère indépendant du revenu de la société résulte d'une double preuve, dont l'une est d'ordre négatif, c'est la séparation de la notion du revenu de celle du besoin humain, l'autre, d'ordre positif, la reconnaissance de buts propres de la société.

Il n'est pas besoin d'insister longuement sur le premier aspect de la question. Si le revenu n'existait qu'en tant que marque de satisfaction directe des besoins de l'homme, il cesserait d'avoir ce caractère et d'être imposable, lorsqu'il est épargné et capitalisé. Ce point de vue est insoutenable. Il a été abandonné en fait depuis que Strutz²⁴⁰ a réfuté la conception étroite des économistes de l'ancienne école. Pour qu'il y ait revenu, il suffit que le produit d'une activité soit à la disposition d'un sujet économique²⁴¹. Il est vrai que le législateur moderne tient compte de l'emploi du revenu pour accorder aux contribuables un minimum d'existence et des abattements à la base. Mais il s'agit là d'une simple faveur sociale, qui ne s'applique qu'à certaines fractions du revenu. Elle relève de la méthode fiscale, mais est étrangère à la notion du revenu.

²³⁸ V. *supra*, page 122.

²³⁹ Strutz, *Heranziehung*, loc. cit. page 474.

²⁴⁰ V. B. Fuisting, *Die Einkommenbesteuerung der Zukunft*, Berlin, Heymann, 1903, p. 11, et : *Die direkten Steuern* Bd. p. 190.

Dans le même sens, Feitelberg, op. cit., page 13. Schmoller, *Die Lehre vom Einkommen*, *Tübinger Zeitschrift*, Bd. 19 (1863), p. 52. Dietzel, op. cit., p. 43, considère les bénéfices de la société comme « un poste de passage du bilan ». Nasse, *Die Kommunalsteuerfrage*, p. 289. Gerloff, op. cit., p. 151 et s.

²⁴¹ V. commentaire de Strutz, *Preussisches Einkommensteuergesetz*, édition Fuisting, Berlin, Heymann, 1915, I, p. 46.

Il est aussi erroné de voir dans le produit de la société un simple revenu cédulaire, comme l'ont fait les législateurs français et italien, qui ont été amenés à appliquer aux « bénéfices » des sociétés un impôt réel et à entrer ainsi sur la voie des incohérences qui caractérisent leur système d'imposition des personnes morales.

L'origine du revenu social est une source unique, le capital des actionnaires. Mais ce n'est pas lui que la loi française a pris en considération ; car autrement il aurait appliqué à ce revenu le taux réservé au revenu non gagné. En réalité il a créé à l'égard des sociétés un taux intermédiaire sur le revenu mixte, reconnaissant ainsi qu'au cours de l'activité de la société, la source initiale s'élargit, s'associe au travail, que le capital se fractionne en capital immobilier susceptible de produire des revenus indépendants et en capital mobilier qui, sous forme de réserves, de valeurs mobilières, donne à son tour des revenus. Mais, chose curieuse, ce taux intermédiaire ne s'applique, dans le moule de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, qu'à une fraction du revenu des moyens engagés dans les sociétés ; la valeur locative des immeubles et le revenu des valeurs mobilières, qui pourtant se rattachent au même capital initial et unique, échappent à l'impôt sur les bénéfices et nécessitent ainsi l'intervention de deux impôts nouveaux, de l'impôt foncier et de l'impôt sur les valeurs mobilières.

Le législateur allemand, mieux avisé, a assimilé au revenu professionnel toutes les recettes provenant de sources accessoires, qui au fond rentrent dans la grande source originaire, le capital social. Celui-ci non seulement détermine, mais maintient l'unité du revenu de la société, qui est l'expression de la situation économique de l'entreprise considérée dans son ensemble. Or l'indépendance du revenu social résulte de son affectation à des buts particuliers de la société. Ces buts ne se confondent pas toujours, et jamais entièrement, avec les besoins de consommation des associés. Autrement l'ensemble du revenu de la société serait annuellement distribué. Or nous avons vu que des parties importantes restent dans la société pour servir à l'amélioration de l'outillage, à la constitution et à l'augmentation des réserves, à l'extension du crédit.

Faut-il pour cela fractionner le revenu social pour en déclarer une partie propriété des associés et pour ne reconnaître une existence économique propre qu'à l'autre, qui est affectée à des buts sociaux ? Ainsi Félix Hecht²⁴² soutient que la société « n'est un sujet économique

²⁴² Die staatliche Besteuerung der Aktiengesellschaften in Deutschland Finanzarchiv, VII, 2, p. 37 et s.

qu'au regard de la production, mais non pas au point de vue de la consommation ». Seules les sommes affectées au fonds de réserve auraient le caractère d'un revenu social véritable, puisqu'elles seraient à l'origine d'une formation de capital nouveau.

Cette conception, sans compter qu'elle fait un nouvel emprunt à la théorie d'après laquelle le revenu est une marque de satisfaction de besoins humains, aurait pour conséquence de détruire l'unité du revenu de la société et d'en faire dépendre la nature et l'importance du hasard de la distribution ou de la non-distribution.

Tous ces essais montrent l'inanité des efforts faits pour enfermer le revenu dans un cadre étroit et ne le concevoir que comme un rapport ou un ensemble de rapports.

Le revenu est un degré d'enrichissement. Il est le résultat de l'activité d'un sujet économique et se trouve à sa disposition pour ses fins propres, qui consistent tantôt dans la consommation, tantôt dans le placement.

Avec cette définition, on peut concevoir l'existence d'un revenu propre de la société, aussi bien que d'une personne individuelle. Comme la dernière, la société tend à obtenir un résultat économique sous la forme d'un revenu dont elle entend disposer librement, soit en le plaçant, soit en le distribuant.

Cette existence propre du revenu de la société autorise sa taxation à un titre indépendant de celle des associés. Mais si la possibilité économique de la taxation spéciale résulte de la notion du revenu social considéré en lui-même et sans rapport ni avec son origine, ni avec sa destination, sa mise en application nécessite le rétablissement de ces rapports. Le revenu ne peut nous donner aucune indication pour la mesure de la taxation que s'il est l'expression de la capacité fiscale. Le revenu de la société remplit-il cette condition ?

2° Le revenu social, expression de la capacité fiscale de la société.

Chez les personnes physiques, le revenu considéré en soi ne nous révèle autre chose que l'existence d'un pouvoir contributif. Mais pour le mesurer il est indispensable de le placer dans la situation générale du contribuable. On y arrive en le mettant en rapport tantôt avec son origine, tantôt avec son affectation.

En ce qui concerne l'origine, la pratique fiscale distingue le revenu provenant d'un capital et celui provenant du travail. Elle considère, à tort ou à raison, que le premier représente une force économique plus grande et plus stable et lui demande donc une contribution plus forte

qu'au dernier. C'est le principe de la discrimination qui est réalisable aussi par la juxtaposition à un impôt sur le revenu uniforme d'un impôt sur la fortune.

La destination du revenu individuel fournit au législateur un autre critère pour mesurer la capacité contributive de l'homme. Elle est considérée comme d'autant plus faible qu'est plus grande la part dans le revenu global qui est affectée à la satisfaction de besoins urgents. D'où l'adoucissement de l'intervention du fisc à l'égard des revenus médiocres et faibles.

Ce dernier critère paraît inapplicable aux sociétés. L'affectation du revenu peut en effet être envisagée à deux points de vue : à celui des associés, propriétaires au moins virtuels du revenu, et à celui de la société qui en a la disposition.

Si l'on considère le revenu social en sa qualité de propriété des associés, il est impossible de le mettre en rapport avec leurs besoins avant la répartition, aussi longtemps qu'il existe sous la forme massive du bénéfice social. En le taxant comme tel, il est très difficile de lui appliquer un traitement différentiel, suivant la graduation des besoins des bénéficiaires, dont la personnalité reste dans l'ombre, à moins d'exiger d'eux une déclaration de leurs ressources en général et de la comparer avec le tableau de la répartition du capital entre les associés²⁴³. Les adversaires de la taxation séparée du revenu de la société ont cru trouver dans ces difficultés un argument en faveur de leur thèse.

Mais même lorsqu'on envisage le revenu en tant que revenu de la société, abstraction faite de la personne des actionnaires, la nature de son affectation n'est pas susceptible de nous fournir un indice suffisant de la capacité fiscale de la société. En temps normal, l'emploi du revenu se décompose en effet en une distribution et en un placement. Verra-t-on dans la première une « consommation » de revenu et appliquera-t-on au revenu un taux dégressif suivant l'importance de celle-ci ? Ce critère serait trompeur et nous engagerait dans le dilemme suivant : ou bien la distribution apparaîtra comme la satisfaction du « besoin normal » de la société et il faudra ménager le revenu distribué, ou bien, au contraire, on y verra un superflu et il faudra le surtaxer par rapport à la fraction du revenu qui échappe à la répartition. Mais alors on se heurtera à l'objection qui vient de ce que le revenu distribué subit entre les mains des associés un taux également renforcé, en application du principe de la discrimination.

²⁴³ V. sur ces difficultés Strutz, loc. cit., *Preussische Jahrbücher*, 1890, p. 480.

Toutes ces méthodes, qui ont été proposées²⁴⁴ tour à tour, font ressortir l'erreur fondamentale qui consiste à déterminer non seulement la notion, mais la signification économique du revenu social par rapport aux besoins. Car il s'agit là d'une idée qui n'a de sens que dans la vie humaine et qui est à la fois inconcevable et inutile dans la vie de la société.

Reste donc, pour tirer du revenu une conclusion relative à la capacité fiscale des sociétés, l'autre méthode, qui est la seule à répondre à la particularité économique de leur vie et de leur fonction : c'est de mesurer le revenu par rapport à son origine.

Là encore il faut se garder d'appliquer aveuglément et indifféremment aux sociétés l'échelle de mesures empruntée à la vie individuelle des personnes physiques. La discrimination du revenu qui peut être indiquée à l'égard des hommes, puisque ce revenu provient de différentes sources, n'a aucun sens auprès de la société : son revenu ne connaît qu'une source unique, qui est le capital et dont la prise en considération ne vaut qu'à l'égard de ses fournisseurs et non pas à l'égard du destinataire.

La capacité fiscale des sociétés, considérées dans leur rôle économique propre, ne peut donc pas résulter d'un rapport qualitatif entre le revenu et sa source, mais uniquement d'un rapport quantitatif. Plus la proportion entre le revenu et sa source est importante, plus le rendement est élevé et plus l'entreprise sociale apparaît comme productive. Mais quelle est la forme fiscale de la source qui entre en ligne de compte pour mesurer la productivité, expression de la capacité fiscale des sociétés ? Prendra-t-on comme terme de comparaison le capital social ou le capital d'exploitation qui représente l'emploi du premier ?

Dans la pratique, la considération de la productivité comme expression de la capacité fiscale des sociétés est très rare. Généralement l'impôt ne tient compte que du montant du revenu net. Mais il est évidemment fallacieux de voir dans un revenu net de 50.000 francs, par exemple, l'expression d'une capacité fiscale double par rapport à un revenu de 25.000 francs.

Le projet de l'impôt sur le revenu social de la Prusse de 1909, qui n'a jamais été voté, a adopté le premier des deux critères que nous avons proposés au choix. « La force contributive de la société, y est-il dit, ne résulte pas tant du montant des excédents que de la proportion entre ces excédents et le capital social »²⁴⁵. Cependant celui-ci ne nous

²⁴⁴ V. les ouvrages de Fuisting, Strutz, Feitelberg, Gerloff, Blum, etc.

²⁴⁵ V. sur ce projet supra, partie I, chap. II, section II. Cette méthode est préconisée par Gerloff, op. cit., p. 204.

paraît pas fournir une base solide pour mesurer la capacité, sans compter qu'on peut hésiter entre sa valeur nominale et sa valeur en bourse. Le capital-actions peut être l'objet d'un watering, il peut être dilué, et ainsi la rentabilité se trouver artificiellement comprimée. Ensuite il s'agit de savoir ce que l'on comprend par capital. N'embrasse-t-il pas aussi le capital-obligations²⁴⁶, bien que celui-ci ait juridiquement le caractère d'une dette ? Grave question qu'il convient de réserver.

La seconde méthode, qui consiste à prendre comme barème de comparaison le capital d'exploitation, se heurte à une difficulté d'évaluation. L'estimation de la valeur du capital employé dans l'entreprise, sous forme de machines, bâtiments, créances, valeurs mobilières, etc., est une opération délicate. Elle résulte bien du bilan, mais celui-ci ne fait pas toujours ressortir tous les éléments. On arrive à un résultat analogue, si, au lieu de s'attacher à l'actif du bilan, on prend en considération sa contre-partie, pour comparer le revenu au passif du bilan, déduction faite des dettes véritables, notamment des dettes hypothécaires et du revenu net lui-même²⁴⁷. Il en résulte une solution transactionnelle qui consiste à calculer la rentabilité de l'entreprise sociale sur la base du capital augmenté des réserves, deux postes qu'on désigne souvent par le terme de « capital actif »²⁴⁸, et qui sont la représentation approximative de la fortune d'exploitation.

Nous avons ainsi réuni tous les éléments qui nous permettent, non seulement de prendre position à l'égard des nombreuses méthodes d'imposition des sociétés que nous présente la pratique et des critiques qui les accompagnent, mais encore de proposer un système positif d'impôt.

²⁴⁶ Sur cette question que nous retrouverons dans le chap. II, v. Neumann : *Die Aktien- und ähnlichen Gesellschaften*, *Annalen des Deutschen Reichs*, 1905, page 627.

²⁴⁷ V. Gerloff, page 30.

²⁴⁸ *Werbendes Kapital*. Ce procédé a été appliqué en Saxe-Altenbourg et dans le canton de Schaffhouse. Blum, op. cit., page 131.

CHAPITRE II

COMMENT FAUT-IL IMPOSER LES SOCIÉTÉS ?

Ce que ni la doctrine juridique ni la pratique fiscale n'ont pu révéler, l'étude économique des sociétés nous l'a montré. Les personnes morales du droit commercial ont une capacité fiscale propre, indépendante de celle des associés.

Le revenu obtenu en société représente une force économique plus grande que le revenu réalisé sans son concours et sans son intermédiaire par une personne physique. Il autorise donc une taxation plus forte que ce dernier.

L'expérience de la technique fiscale s'oppose à ce que cette imposition intervienne exclusivement du côté des associés ou exclusivement du côté de la société. Mais comme le caractère économique de cette dernière non seulement autorise, mais exige sa taxation indépendante et spéciale, la solution pratique du problème consiste dans une double imposition, qui aura pour fonction d'opérer un prélèvement préalable sur le revenu social et de le faire suivre d'un prélèvement principal sur les fractions distribuées de ce revenu.

Sur la base de ces données de la théorie, nous sommes à même de proposer un système fiscal méthodique pour les sociétés commerciales.

Nous présenterons d'abord le système dans son ensemble sous la forme de la double imposition ; ensuite nous envisagerons à part la taxation en soi de la société, personne morale.

SECTION I

La double imposition. Le choix du système fiscal.

L'étude économique du revenu social nous a montré qu'il est susceptible d'être taxé deux fois, entre les mains de la société et entre les mains des associés, à la condition que l'impôt tienne compte du caractère spécial qu'il revêt des deux côtés. Le problème central de la double imposition se ramène donc au choix d'un système fiscal adéquat, qui remplisse cette condition essentielle. Quel type d'impôt adoptera-t-on, quelles seront ses modalités d'application : voilà les deux faces du problème.

I. — *Le type de l'impôt.**Impôt réel ou impôt personnel ?*

Comme le revenu des associés n'est qu'un aspect du revenu social, la taxation auprès des premiers doit être fonction de celle qui intervient auprès de la société. Il faut donc aménager l'impôt de façon à lier les deux opérations. L'impôt réel qui frappe la richesse, sans la placer dans le cadre des circonstances qui lui ont donné naissance, est à lui seul inapte à réaliser cette liaison. La personnalité doit intervenir au moins une fois, ou bien du côté de la société, ou bien du côté de l'associé.

Appliqué à la société, l'impôt réel aurait pour effet d'opérer un prélèvement sur son revenu, sans tenir compte de son affectation intérieure ou extérieure. En raison de sa nature et de sa destination économique particulières, le revenu social en tant qu'il revêt encore la forme massive, ne paraît donc pas susceptible d'une imposition réelle, sans entraîner le fisc aux pires injustices. Ainsi l'impôt personnel s'impose du côté de la société, car lui seul permet de tenir compte de ces particularités.

Par suite du rôle spécial que nous attribuons à l'impôt sur les sociétés, rôle qui consiste à n'opérer sur le revenu social qu'un prélèvement préalable, quitte à frapper les parts distribuées aux associés dans leur intégralité, ce mode d'imposition, impropre à l'égard de la société, paraît convenir du côté de l'associé. L'impôt réel semble parfaitement approprié à la seconde tâche.

Mais la part du revenu social qui revient à l'associé présente, elle aussi, un caractère spécial, celui d'un revenu fondé ou non gagné. Nous avons vu que cette particularité n'apparaît pas au sein de la

société, puisque tout le revenu provient d'une source unique, qui est le capital social, propriété des associés. Ce n'est donc que chez eux qu'il est rationnel de prendre en considération la provenance du revenu.

Dans le revenu de l'associé, il convient par conséquent de faire une place à part aux parcelles qui remontent à cette source. La théorie fiscale s'accorde à autoriser une taxation différentielle des fractions du revenu suivant leur origine, en application du principe de la discrimination. Est-elle réalisable dans le cadre de l'impôt réel ? Pour le dire, il convient de mettre dans la pratique les deux principes de la personnalité et de la réalité de l'impôt.

II. — *Ses modalités d'application.*

Impôt sur les revenus ou impôt sur le revenu ?

1° *L'imposition des associés.*

Le principe de la réalité trouve son application la plus typique dans les systèmes cédulaires français, italien et anglais. Chaque partie du revenu y occupe une situation indépendante et subit un aménagement et un traitement fiscal à part, sans considération de la place qu'il occupe dans le revenu total.

A l'égard des intérêts ou dividendes touchés par les membres d'une société commerciale, le système permet néanmoins de prendre en considération le caractère spécial et la provenance de ces recettes. En France et en Italie, on y arrive grâce à un correctif d'ordre personnel apporté au principe réel, qui consiste dans la différenciation du taux et dans la taxation plus forte du revenu du capital. En Angleterre, il manque entièrement ; l'uniformité du taux y a toujours été maintenue²⁴⁹.

Le système mixte appliqué au revenu des associés paraît rationnel ; il n'est pourtant pas le seul qui permette la discrimination du revenu fondé des actions. On arrive au même résultat, lorsqu'on fonde le revenu dans le revenu général soumis à l'impôt personnel sur le revenu avec un taux uniforme, mais en l'atteignant une seconde fois par l'imposition exclusive de la source de ce revenu. L'Allemagne pratique ce système sous la forme de la taxation spéciale de la fortune (juxtaposée à l'imposition du revenu) qui atteint la valeur de bourse des actions et autres parts²⁵⁰.

²⁴⁹ A moins qu'on ne veuille voir une application indirecte de ce principe dans l'abattement sur les revenus gagnés.

²⁵⁰ Une estimation spéciale est nécessaire pour les parts des sociétés à responsabilité limitée, les parts dans les sociétés de personnes. V. Dr W. Beuk : Das Vermögensteuergesetz, loc. cit., page 220.

Avec ce système on aboutit à une double imposition des associés qui porte au nombre de trois les impôts appliqués à l'actif social. Elle existe sous une forme différente en France, où l'impôt sur la fortune est remplacé par un impôt sur le revenu global. Cet impôt repose également sur le principe de la discrimination, car l'idée qui est à la base de la progressivité atteignant les revenus élevés consiste à considérer ceux-ci comme composés, sinon exclusivement, du moins principalement de produits du capital.

Au milieu de cette grande variété de systèmes, il est très difficile de juger la valeur respective de l'impôt réel et de l'impôt personnel sur les parts des associés. La discrimination du revenu, qui est le principe dominant dans la matière, peut être réalisée par les deux méthodes d'imposition, directement par l'impôt réel lorsqu'il est combiné avec un taux différentiel, indirectement par la combinaison de l'impôt personnel sur le revenu général avec un impôt sur la fortune ou le capital²⁵¹. Quel que soit le mode choisi, il faut éviter une taxation trop lourde, étant donné que le même revenu est déjà l'objet d'un prélèvement préalable.

Du point de vue strictement économique, on peut donc concevoir et admettre la taxation du revenu social des associés par un système d'impôt réel corrigé ou par un système d'impôt personnel. A l'égard de la société elle-même, le dernier convient seul.

2° *L'imposition de la société.*

Taxer le revenu de la société par un impôt réel, cela signifie que son revenu est décomposé en fractions de revenus d'après le critère des sources. En application de ce principe, la loi française impose séparément le revenu professionnel de la société par l'impôt sur les bénéfices commerciaux et industriels, le revenu ou plus exactement la valeur locative des immeubles par l'impôt foncier sur la propriété bâtie et non bâtie, enfin le revenu du fonds de réserve et des fonds de roulement placés en actions, obligations, rentes, etc., par l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Ainsi compris et appliqué sous cette forme aux sociétés, le principe de la réalité mène aux pires incohérences et se montre impropre à s'adapter aux particularités de leur vie et de leurs buts économiques, tels que nous les avons caractérisés.

²⁵¹ Le dernier existe à titre indépendant dans la législation fiscale locale de l'Alsace et de la Lorraine, mais en fait il est assis sur le revenu et non pas sur le capital lui-même.

Déjà le fractionnement d'un revenu essentiellement indivisible en raison de l'unité de sa source est une mesure contraire à la logique. Le législateur est plus inexcusable encore, lorsqu'il transporte le principe de la discrimination du domaine des associés, où il peut se concevoir, dans celui de la société.

Les lois fiscales de la France et de l'Italie n'ont pas hésité à appliquer un traitement différentiel à chaque « fraction » du revenu des sociétés. Le revenu professionnel est soumis au taux moyen réservé aux gains mixtes qui proviennent du concours du capital et du travail. Le revenu des capitaux liquides de la société investis en valeurs mobilières subit un taux renforcé inscrit au compartiment des revenus gagnés. Le revenu foncier, qui se rattache par sa nature à la dernière catégorie de revenus, se voit appliquer un traitement analogue.

La société n'est pas une personne. Sa capacité fiscale ne se mesure pas par les emplois divers que peuvent trouver au cours de son activité les éléments de son patrimoine; à l'égard des contribuables individuels, il peut être intéressant de ménager la source du travail par rapport à celle du capital. Mais dans la société pareille discrimination n'a aucune raison d'être. Imposer par un taux de faveur le revenu professionnel proprement dit, c'est éveiller l'idée d'un travail propre de la société. Or celui-ci n'existe pas. Les recettes provenant de la production constituent à l'égard de la société un revenu de l'emploi du capital au même titre que les intérêts des valeurs mobilières de son portefeuille.

S'il est déjà dangereux de faire glisser dans l'impôt réel la considération d'ordre personnel de la discrimination, la confusion atteint le comble, lorsqu'on y introduit les autres éléments de la personnalité. Nous avons déjà vu²⁵² combien ce procédé est illogique à l'égard des personnes physiques. Consentir un minimum d'existence sur le revenu des professions libérales, appliquer un taux progressif au revenu professionnel, sans considération des autres ressources du contribuable, c'est s'engager dans les pires aventures fiscales, c'est faire de la personnalité de l'impôt sans connaître la personne.

Aussi le transport de cette même confusion dans le système d'imposition des sociétés que nous avons constaté en France et en Italie, notamment au point de vue des abattements à la base et du taux progressif suivant l'importance numérique du revenu professionnel isolé des autres, condamne-t-il définitivement l'impôt réel dans le domaine des personnes morales. Seul l'impôt personnel peut entrer en ligne de compte à leur encontre. Il trouve son expression la plus typique dans

²⁵² V. supra, I^{re} partie, chap. II, section I. Les systèmes français et italiens, p. 42 et s.

l'impôt général sur le revenu. Mais ne va-t-il pas susciter les mêmes difficultés que l'application du principe personnel dans le cadre de l'impôt réel ?

L'impôt personnel sur le revenu est caractérisé par la prise en considération, non pas des richesses apparentes du contribuable, mais de sa situation économique générale. A ce point de vue la personnalité de l'impôt n'a rien qui ne puisse s'appliquer aux personnes morales. A l'égard des sociétés, en particulier, l'impôt non seulement peut, mais doit s'attacher à la force économique, qui présente beaucoup plus d'unité que celle des personnes individuelles.

Donc, en ce qui concerne l'assiette, la détermination de la matière imposable, le principe de l'impôt personnel sur le revenu peut être facilement introduit dans la taxation des sociétés.

Il n'y a que dans les modalités d'application de l'impôt à l'assiette, en d'autres termes dans la détermination du prélèvement effectif, que l'impôt personnel, pour cadrer avec les particularités de la vie sociale, doit être débarrassé de tous les éléments strictement individuels.

A cet effet, l'impôt doit faire abstraction des besoins du contribuable, qui, nous l'avons vu, sont une notion particulière aux personnes physiques. Le problème de l'imposition des personnes morales se ramène donc à substituer à la notion de la capacité fiscale individuelle fondée sur les besoins, la notion de la capacité fiscale collective qui est basée sur la productivité.

L'échec que certains pays ont dû enregistrer dans la taxation des sociétés par l'impôt personnel sur le revenu ne s'explique donc pas par l'inaptitude en soi de ce type d'impôt de s'adapter aux conditions particulières de l'activité sociale. Il est dû à ce fait que différentes législations ont transporté dans le domaine des sociétés l'impôt conçu pour la taxation des personnes physiques, sans lui apporter les modifications appropriées.

Les monstruosité fiscales que nous rencontrons dans l'imposition des sociétés et qui sont caractérisées par l'application de modalités basées sur la notion essentiellement humaine des besoins, ne sont pas dues à une erreur de principe, mais à un défaut de méthode.

Nous arrivons ainsi à proposer pour l'imposition des sociétés l'organisation d'un impôt sur le revenu général. Nous l'envisagerons désormais en lui-même, abstraction faite de la taxation des associés.

SECTION II

L'imposition de la société comme telle.

L'impôt personnel sur le revenu, qui nous est apparu comme le meilleur instrument de taxation des sociétés, a pour but d'atteindre la force économique propre des personnes morales du droit commercial, qui se manifeste d'une part dans la puissance et les facilités de crédit inhérentes au groupement de capitaux et, d'autre part, dans le fait que le revenu réalisé n'est jamais l'objet d'une distribution intégrale.

Pour frapper cette capacité économique, dont nous avons essayé de dégager l'importance et la mesure, l'impôt aura plusieurs conditions à remplir. Il faut qu'il atteigne le sujet fiscal, la société, et qu'en lui il frappe l'objet fiscal ; il faut enfin qu'il y arrive dans une mesure appropriée à la capacité économique de la société.

I. — *Le sujet fiscal.*

L'incidence.

Déjà l'imposition des personnes physiques met le législateur en face d'un problème bien délicat connu sous les termes d'incidence et de répercussion. On entend par là que le sujet fiscal apparent, visé par la loi et auquel l'impôt est infligé, ne se confond pas toujours avec le sujet fiscal réel qui supporte en définitive la charge fiscale. Par incidence on comprend, dans le langage français du moins, la désignation du contribuable faite par la loi²⁵³, la répercussion est le fait de la translation à autrui de la charge de l'impôt.

Le phénomène de la répercussion est tout à fait courant en matière d'impôts frappant les commerçants individuels. Il y a répercussion légale, lorsque l'impôt est rejeté par le commerçant sur le consommateur de par la volonté de la loi, tels les impôts indirects, le chiffre d'affaires, etc., et il y a au contraire répercussion économique, lorsque cette translation s'opère à l'encontre de la volonté légale, à la faveur

²⁵³ M. Allix dans son *Traité élémentaire*, loc. cit., p. 454, oppose cette incidence qu'il appelle légale à l'incidence « indirecte », dont le terme est équivalent à celui de répercussion.

V. sur l'incidence, notamment en matière de commerce, outre Seligman : De la répercussion et de l'incidence de l'impôt, Paris, 1910 ; les articles de Mann, *Grundformen der Steuerabwehr*, *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, III, F. 65. Bd., p. 497, 69. Bd., p. 30, de Twerdochleboff, *Einige Worte über die Theorie der Steuerüberwälzung*, ibidem 68. Bd., p. 488 et de A. Amonn, *Zur Frage der steuerlichen Lastenverteilung*, ibidem, 68. Bd., p. 165, et la réponse de Mann, ibidem, 69. Bd. 1926, n° 1.

de circonstances économiques. Il en est ainsi notamment pour l'impôt sur les bénéfices commerciaux et industriels, qui, mis à la charge des commerçants, est souvent répercuté sur le client.

Dans le domaine de l'imposition des sociétés commerciales, l'incidence est également un facteur dont nous aurons à tenir compte. Il faut essayer de suivre le courant de la répercussion, pour indiquer au législateur la voie à suivre en vue d'atteindre le sujet fiscal légal.

1° *L'incidence de l'impôt social.*

Dans l'imposition des sociétés, le phénomène de l'incidence se complique du fait qu'à la différence des commerçants individuels, elles sont en rapport économique non pas avec un, mais avec deux groupes de personnes susceptibles de prendre à leur charge tout ou partie de l'impôt, les clients et les membres de la société. Comment s'opère fiscalement le partage du fardeau de la dette fiscale ?

La société peut prendre à son compte l'intégralité de l'impôt, sans que pour cela elle en ressente tout le poids ; elle y arrive grâce à l'amortissement. Nous entendons par ce terme, transporté dans le domaine fiscal, la compensation d'une charge par l'amélioration du rendement économique.

Dans la lutte de la concurrence, l'impôt, loin de toujours gêner la production, peut au contraire l'améliorer. Il agira comme stimulant ou comme aiguillon²⁵⁴, toutes les fois que l'entreprise cherchera dans un meilleur aménagement de l'outillage, dans la rationalisation des méthodes de production et dans une politique de stricte économie, des moyens d'absorption du surplus des frais occasionnés par l'impôt. L'importance de leurs capitaux, l'application des procédés d'intégration et de concentration industrielle prêteront à cet effort d'amortissement fiscal une base particulièrement large et efficace, que nous ne sommes pas habitués à rencontrer dans les entreprises individuelles. Tandis que les impôts supportés par celles-ci, ainsi que par certaines sociétés favorisées par le fisc, telles que les sociétés à responsabilité limitée, sont relativement modestes, les autres groupements économiques trouvent dans la supériorité de leurs charges une raison de plus pour en chercher la compensation.

Alors que le jeu de la libre concurrence favorise l'action stimulante de l'impôt, notamment en temps de crise, le monopole, au contraire, de même que la période d'essor et de boom lui sont défavorables.

²⁵⁴ V. sur la théorie de l'impôt-aiguillon l'ouvrage de Mac Culloch.

Lorsqu'en effet les consommateurs sont obligés d'acheter à tout prix, les marchandises offertes, faute de choix, ou lorsque même sous le régime de libre concurrence le pouvoir d'achat augmente, les sociétés trouvent un moyen plus commode de diminuer le fardeau fiscal dans la répercussion sur les clients.

On a vu dans la période initiale de l'inflation, caractérisée par un gonflement artificiel des moyens d'acquisition d'un grand nombre de consommateurs, l'impôt commercial passer du fabricant sur le commerçant et du commerçant sur l'acheteur, à tel point qu'on a pu dire à un moment donné à la Chambre des députés que l'impôt sur les bénéfices commerciaux et industriels est devenu un impôt indirect.

Ce ne sera donc que la fraction de l'impôt social non absorbée ni par le mécanisme de l'amortissement, ni par la répercussion sur les consommateurs qui incombera à la société. Mais peut-on dire qu'elle reste même à sa charge effective ? Cela dépend d'un second rapport économique, celui qu'elle entretient avec les associés.

L'expérience nous montre que la répercussion de l'impôt social sur ceux-ci est rarement directe. Très souvent les sociétés non seulement supportent la charge fiscale qui leur est spécialement infligée par le fisc, mais prennent même à leur compte les impôts qui, dans l'intention du législateur, doivent être supportés par les actionnaires. La distribution de dividendes nets d'impôt est un phénomène tout à fait courant et il arrive que la société s'engage dès le début de sa constitution à assumer la taxe sur les coupons des actions et même des obligations. Mais l'augmentation du passif qui résulte de cette pratique ne se traduit pas moins par une répercussion indirecte dont la manifestation est double.

Les charges fiscales imposées aux sociétés se reflètent d'abord dans une baisse du cours des actions. Elle sera sensible surtout lorsque la taxation ne s'applique pas à toutes les sociétés ; car alors les acheteurs accorderont leur préférence aux valeurs de celles qui échappent à l'impôt et provoqueront ainsi une hausse des cours par rapport aux valeurs des sociétés taxées qui, délaissées à la Bourse, baisseront. La dépréciation d'une action motivée par l'imposition de la société est supportée toute entière par le détenteur au jour de l'application de l'impôt. L'acheteur ultérieur de la valeur ne s'en ressentira pas, puisqu'il l'obtiendra à meilleur compte que le propriétaire initial²⁵⁵.

²⁵⁵ V. sur ce phénomène Seligman, *Essays*, loc. cit., p. 308 et s.

Les associés peuvent ressentir le fardeau fiscal imposé à la société sous une seconde forme, celle de la diminution des dividendes. Mais cette répercussion n'est jamais intégrale ni immédiate. L'accroissement du passif de la société ne réagit pas seulement sur les bénéfices répartis, mais aussi sur la part importante de ceux-ci qui reste dans la société, pour y être attribuée au fonds de réserve ou employée à l'amélioration ou à l'extension de l'outillage.

L'impôt peut aussi affecter le capital à la place du revenu et se traduire par son moindre accroissement ou même sa dépréciation.

Dans la mesure où elle ne se traduit pas par une baisse des cours, la répercussion sera donc à longue échéance ; elle ne se fera sentir dans son intégralité que le jour de la liquidation, à moins qu'une compensation ne soit intervenue d'ici là. Mais en raison du changement qui, grâce à la mobilité du capital social, intervient sans cesse dans la composition de la société, la répercussion immédiate ou retardée de l'impôt de la société sur les actionnaires n'aura jamais le caractère d'une opération mathématique.

L'impôt sur le revenu social sera donc un véritable impôt sur la société, supporté par elle, toutes les fois qu'il échappera à la répercussion ou bien par suite de son absorption dans le capital d'exploitation, ou bien grâce au procédé le plus élégant et le plus économique d'assumer la charge de l'impôt, qui est l'amortissement par la rationalisation. Or comme cet impôt doit être un impôt social, chargé de frapper la force économique propre de la société, le législateur doit tâcher d'en faire supporter une partie aussi grande que possible à celle-ci et de réduire au minimum la répercussion à la fois sur les consommateurs et les associés, d'autant plus que les uns et les autres subissent des taxes spéciales. Y arrivera-t-il ?

La maîtrise technique de la répercussion est l'un des problèmes les plus délicats et ardues de la science financière. Aussi ne pouvons-nous donner que quelques indications sans prétendre vaincre les difficultés.

2° Les conditions techniques de la non-répercussion.

Pour ramener le problème à ses termes les plus simples, nous croyons utile de rechercher les procédés techniques, susceptibles d'atténuer la répercussion dans le domaine de l'imposition des commerçants individuels, où elle ne se présente que dans les rapports du contribuable avec les consommateurs. Nous verrons alors dans quelle mesure il est possible de transporter les solutions que nous y trouverons sur le terrain de l'imposition des sociétés.

A l'égard des personnes physiques on peut dire que l'impôt réel sur les commerçants se répercute plus facilement et plus intégralement que l'impôt personnel. L'exactitude de cette thèse peut être vérifiée pour la première proposition en France, pour la seconde en Allemagne.

L'impôt réel est répercutable, puisqu'il s'incorpore pour ainsi dire dans la matière imposable et passe avec elle à l'acquéreur de celle-ci. La répercussion provient donc du fait que l'impôt réel épouse aussi près que possible l'objet fiscal.

En France l'impôt sur les bénéfices commerciaux et industriels, tel qu'il fonctionnait jusqu'à la récente réforme, était un impôt réel par excellence. Les commerçants avaient sous son régime la faculté de baser l'impôt sur le chiffre d'affaires et de le liquider par voie de forfait²⁵⁶. Ceci leur permettait d'appliquer le montant de l'impôt, calculé d'avance, au revenu naissant. Il suffisait pour cela de le répartir sur les opérations commerciales. Il s'incorporait ainsi pratiquement dans le prix de vente.

En Allemagne, au contraire, l'impôt personnel ne s'applique au revenu qu'au moment où son montant global est connu. Il frappe le revenu professionnel dans le total du revenu général du commerçant : ce qui fait qu'il est difficile à isoler et à répercuter sur les opérations en cours, en dépit des paiements provisionnels de cet impôt chaque trimestre²⁵⁷, puisque ceux-ci se font en dehors de tout lien avec le revenu global, qui n'est pas encore connu.

On pourrait objecter qu'une fois déterminé à la fin de l'année commerciale le montant de l'impôt à payer effectivement sur le revenu réalisé, le commerçant aurait la faculté de reporter l'impôt sur l'année suivante. Oui, mais à la condition — qui est loin d'être remplie toujours — que l'ampleur et la facilité des affaires soient les mêmes d'une année à l'autre et permettent ainsi de récupérer en entier les frais fiscaux.

Transportée dans le domaine de l'imposition des sociétés commerciales, cette expérience nous autorise à une conclusion assez semblable.

Plus l'impôt prend la forme réelle et se rapproche de la matière imposable, plus la répercussion sera facile, non seulement sur les clients, mais encore sur les associés. Au contraire la répercussion sera rendue plus difficile au fur et à mesure que l'impôt s'éloignera de la

²⁵⁶ Loi du 4 avril 1926, v. *supra*, 1^{re} partie, chap. II, section I. p. 50.

²⁵⁷ V. sur ce régime, L'impôt sur les corporations en Allemagne, 1^{re} partie, chap. II. p. 66.

matière imposable pour devenir un impôt personnel. C'est un argument de plus en faveur de la personnalité de la taxation.

En France l'impôt sur les bénéfices commerciaux et industriels des sociétés n'a jamais eu un caractère réel aussi prononcé que celui sur les bénéfices individuels, puisque le forfait n'a pas été admis à leur égard. Bien qu'il soit plus facilement transportable que l'impôt personnel sur le revenu global, puisqu'il est individualisé dans une cédulle et séparé des autres éléments du revenu de la société, sa répercussion se trouve gênée par suite du long intervalle qui sépare la constatation du revenu réalisé et l'application de l'impôt. Si, comme en France, l'impôt est payé deux ans après la réalisation du revenu, dans une année qui est économiquement moins bonne que l'année fiscale par suite du ralentissement des affaires, la société risque de ne pouvoir passer aux consommateurs qu'une partie de l'impôt²⁵⁸.

Elle subira le même risque à l'égard des associés. Supposons en effet qu'au moment de l'établissement du bilan et de la fixation du dividende le montant de l'impôt sur les bénéfices ne soit pas encore connu, ce qui est généralement le cas. Malgré l'inscription d'une somme provisoire au compte des frais généraux, il se peut que la répartition des bénéfices soit trop forte par rapport au bénéfice réel diminué des charges. La répercussion de l'impôt n'aura donc été que partielle et il n'est pas dit que cette lacune soit comblée dans une année ultérieure.

A plus forte raison l'impôt personnel sur l'ensemble des revenus commerciaux de la société s'opposera à la répercussion dans les deux sens, celui des consommateurs et celui des associés, puisque sa fixation se sépare davantage du revenu imposable, même sous le régime des acomptes provisionnels appliqué en Allemagne. C'est donc en définitive l'impôt personnel qui permettra le mieux d'atteindre les sociétés en tant que sujets fiscaux indépendants.

Ainsi les difficultés qu'éprouve le législateur à régler la répercussion et à distinguer toujours le « tax payer » du « tax bearer »²⁵⁹ sont considérables. Mais ce qui nous importe, c'est qu'en fait il réussit généralement à atteindre la société elle-même. Il s'agit maintenant de connaître la richesse qui sert d'assiette à l'impôt social.

²⁵⁸ La même chose arrive en Angleterre sous le régime des moyennes triennales (v. supra), où une année déficitaire peut également être appelée à faire les frais de trois années excédentaires.

²⁵⁹ Distinction anglaise très expressive entre celui qui paie et celui qui supporte l'impôt, v. Seligman, op. cit.

II. — *L'objet fiscal.*

1° *Revenu brut et revenu net.*

Nous savons déjà que l'impôt sur le revenu des sociétés est assis sur le revenu global, qui comprend tous les résultats de son activité économique sous forme d'argent ou appréciables en argent. On pourrait concevoir que le législateur prenne en considération le total des revenus à leur état brut. Ce procédé a été mis à l'étude par les Etats-Unis où il a été recommandé surtout pour les compagnies de chemins de fer²⁶⁰. Il a le grand défaut de ne pas tenir compte des charges occasionnées par l'obtention et la conservation de ce revenu et d'asseoir l'impôt sur une base trop large. Ainsi deux compagnies de chemins de fer qui ont les mêmes recettes nominales peuvent se trouver dans des conditions d'exploitation différentes. L'une peut avoir des dépenses d'aménagement et de gestion plus grandes que l'autre, en sorte qu'à un accroissement du revenu brut des deux entreprises ne correspond pas un accroissement parallèle du revenu net. Or pour calculer celui-ci, il ne suffit pas de déduire du revenu brut les dépenses connues sous le terme de frais généraux. A côté de ceux-ci, les grandes entreprises ont généralement une dette. Est-il justifié au point de vue économique d'autoriser les sociétés à retrancher du revenu brut les intérêts de la dette? C'est le point central du problème de la détermination du revenu net.

2° *Le revenu net. Le problème de la déduction des intérêts du capital-obligations.*

Dans la vie de la société il convient de distinguer deux catégories de dettes : les engagements à court terme prenant les formes les plus diverses, dont l'ouverture d'un crédit en banque est la plus courante, et la dette remboursable à long terme, représentée par des obligations. Il n'y a aucune difficulté pour la première. Elle est une véritable charge du revenu. Aussi, lorsqu'une société se fait ouvrir un compte courant débiteur pour payer ses ouvriers, en attendant la vente des produits, le prix de vente est-il grevé de ce passif.

Mais alors que ce genre de dette constitue un véritable appauvrissement de la société, le capital-obligations, comme l'indique déjà le terme, peut se traduire par son enrichissement. Le problème a été aperçu pour la première fois en matière de dettes hypothécaires. Le produit des emprunts qui sont à leur origine peut servir à agrandir

²⁶⁰ V. le rapport de la commission de taxation des chemins de fer, cité chez Seligman, *Essays*, 1925, p. 242.

le terrain industriel, à installer des machines ou à faire des constructions. La dette hypothécaire a dans ce cas un caractère aussi productif que le capital-actions ; économiquement il n'en diffère en rien. Aussi, aux Etats-Unis, la plus grande partie des chemins de fer sont-ils construits au moyen d'obligations garanties hypothécairement ; en Angleterre, les compagnies de chemins de fer ont réuni l'intégralité de leur capital par l'émission d'obligations.

Si l'on applique aux sociétés l'impôt sur la fortune, le caractère juridique de la dette hypothécaire autorise bien le retranchement de la dette hypothécaire du capital taxable ; mais la nature économique de la dette, sa productivité, semble s'opposer à son retranchement intégral. De ce dernier point de vue, une ventilation semble s'imposer. Il faudrait calculer le rendement du capital-actions en lui même et établir le degré d'augmentation qu'il accuse du fait de l'adjonction de la dette hypothécaire. On s'opposerait à la déduction de celle-ci jusqu'à concurrence du pourcentage de productivité ainsi calculé²⁶¹. Théoriquement l'imposition devrait donc faire une distinction entre le crédit de consommation, qui est le plus fréquent dans la vie individuelle, et le crédit de production, qui se rencontre presque exclusivement dans nos grandes sociétés de capitaux²⁶². Mais en pratique le partage entre les deux est sinon impossible, du moins difficile à établir ; c'est pourquoi on se résigne à la solution la plus simple, l'autorisation du retranchement de la dette dans son entier. Elle s'applique dans la pratique, que la dette soit gagée hypothécairement ou non. Même dans le dernier cas la dette, quand elle est représentée par des obligations, apparaît comme un véritable capital. La déduction est donc aussi contestable que celle d'une dette hypothécaire.

Le financier allemand Fr. J. Neumann s'y oppose pour une raison un peu différente, c'est que les sociétés ont une vie et des buts autres que les personnes physiques : « Les sociétés ne sont pas des personnes, mais seulement des institutions créées dans un certain but ; ainsi tombent toutes les raisons en faveur de la déduction des dettes, qui n'a de raison d'être que pour les personnes physiques »²⁶³.

²⁶¹ Quelques Etats américains observent la distinction entre la taxation des individus et celle des sociétés. Ainsi Californie, Connecticut, Maryland et Pensylvanie autorisent les personnes physiques à déduire leurs dettes de la fortune imposable, mais refusent la même faculté aux sociétés.

²⁶² Telle est la solution proposée par M. Seligman, qui reconnaît d'ailleurs les difficultés de son application pratique, v. *Essays*, éd. angl., loc. cit., page 107.

²⁶³ Fr. J. Neumann, *Die Aktien- und ähnlichen Gesellschaften*, etc., loc. cit., p. 627 et s. Sur le problème de la déduction des dettes dans le domaine des personnes physiques, cf. Max von Heckel, *Die Einkommensteuer und die Schuldzinsen*, Leipzig, 1890.

La difficulté peut être tournée en matière d'impôt sur la fortune, lorsque la charge fiscale, au lieu d'être assise sur le capital, atteint l'ensemble des éléments de l'actif de la société soumis à une évaluation spéciale.

En matière d'impôt sur le revenu, elle devient inextricable. Là encore il faut distinguer le caractère juridique de la nature économique de la dette. Dès qu'on se place au premier point de vue, les intérêts de la dette-obligations apparaissent comme une somme échappant à la société et allant à des tiers ; elle serait donc déductible comme une véritable charge grevant le revenu. Mais l'aspect économique du problème change entièrement la situation.

Le capital-obligations, surtout s'il atteint ou dépasse le capital-actions, joue le même rôle au cours de la vie de la société que le capital-actions²⁶⁴ ; il est, ou peut du moins être aussi productif que lui. Sa productivité apparaît dans le revenu qui se trouve accru. Supposons, pour illustrer cette idée, deux sociétés par actions établies côte à côte. L'une ayant un capital-actions de 100 millions, l'autre un capital-actions de 50 millions seulement auquel s'ajoute un capital-obligations de montant égal. Le revenu, déduction faite des frais professionnels, s'élève dans les deux sociétés à 7 millions de francs. Ainsi dans la seconde société le capital-obligations a été aussi productif que dans la première le capital-actions du même montant. Au regard du fisc, les 7 millions ont incontestablement le caractère d'un revenu net taxable en son intégralité, dans la seconde société aussi bien que dans la première, s'il se place exclusivement au point de vue économique du rendement et s'il fait abstraction du hasard de la répartition juridique de ce revenu. Car en quoi le résultat économique de l'entreprise change-t-il par le fait que dans la première société le revenu est distribué également entre tous les bailleurs de fonds, alors que dans la deuxième une distinction est faite entre leur qualité d'actionnaire et d'obligataire ?

Nous admettons donc théoriquement la taxabilité par l'impôt sur le revenu du montant total du revenu, sans qu'il soit diminué de la part attribuée aux obligataires. Et qu'on ne parle pas de double imposition, car elle intervient auprès de l'actionnaire aussi bien qu'auprès de l'obligataire ! En fait la taxation très courante de la dette-obligations des sociétés par certains Etats de la Confédération américaine et la défense faite par la législation locale aux sociétés alsaciennes²⁶⁵ de déduire l'intérêt des obligations du revenu taxable, montrent que notre

²⁶⁴ V. Seligman, édit. angl., loc. cit., p. 106 et s., Gerloff, op. cit., page 205.

²⁶⁵ V. supra et Gewerbesteuer-gesetz für Elsass-Lothringen, édition et loc. cit., page 82, § 6 de la loi. Dans le corporation tax anglais la déduction est également autorisée.

thèse est défendable. La généralisation de son adoption se heurte à certains obstacles qui n'ont rien d'insurmontable.

On prétend en effet que ce procédé aboutirait à une surcharge excessive et intolérable des actionnaires de sociétés anonymes. Celles-ci seraient obligées de payer les intérêts de la dette-obligations bon an mal an, même en l'absence complète de bénéfices. Il serait donc équitable de compenser cette rigueur qui pèse sur les sociétés par le ménagement du revenu dans les bonnes années et la permission de déduire les intérêts. Raisonner ainsi, c'est déplacer le problème de sa base économique pour l'envisager sous un jour exclusivement technique.

Pour obtenir qu'aux yeux du fisc le revenu d'une société revête autant que possible le caractère d'un revenu net, à travers le cadre trop étroit et artificiel de l'année fiscale, on pourrait adopter le principe de la taxation des moyennes triennales. Ainsi l'argument perdrait beaucoup de sa valeur ; le paiement des intérêts d'une année déficitaire se refléterait dans le revenu moyen, qui pourrait ainsi être soumis à la taxation dans son intégralité, y compris les intérêts produits par le capital-obligations.

La taxation des moyennes triennales, dont nous ne méconnaissons d'ailleurs pas les inconvénients²⁶⁶, aurait un second avantage, celui de régler automatiquement le problème des reports déficitaires qui, nous l'avons vu, concordent bien avec le principe de la personnalité de l'impôt, d'après lequel le revenu doit refléter la situation économique véritable de la société. En Allemagne le report est admis même en dehors du système des moyennes.

Tels sont, à côté des facteurs accessoires que nous pouvons négliger ici²⁶⁷, les éléments essentiels qui doivent entrer en ligne de compte pour la détermination du revenu net. L'impôt qui s'y applique ne répondra au principe de la personnalité qu'en tant qu'il y cherchera, en outre, l'expression de la capacité contributive du sujet fiscal. A cet effet, il doit obéir à certaines conditions techniques.

III. — *La méthode d'imposition.*

Le revenu net ne donne pas à lui seul un indice suffisant de la capacité fiscale du contribuable. Appliquer l'impôt à son montant intégral et régler son intervention d'après l'importance numérique du revenu serait retomber dans la réalité de l'imposition.

²⁶⁶ V. *supra*, partie I, Le système anglais.

²⁶⁷ Le système allemand, qui est le plus récent, peut servir de modèle pour l'établissement des éléments actifs et passifs qui entrent dans le revenu net, sauf les critiques que nous lui adressons dans la partie I, chap. II, section II.

Le propre de l'impôt personnel est de mettre le revenu en rapport avec la situation économique du sujet fiscal et de ne frapper que le revenu disponible, véritable expression de la capacité fiscale. Les modalités de taxation dépendent de la notion du revenu fiscalement disponible. Comme elle n'est pas la même pour les sociétés que pour les personnes physiques, la technique de la taxation diffère aussi dans les deux cas. Nous écarterons des sociétés les modalités de taxation applicables aux personnes physiques, pour conclure à la nécessité d'un mode d'imposition propre aux personnes morales, en envisageant ainsi le problème de la technique de l'impôt social sous le double aspect négatif et positif.

1° L'aspect négatif du problème. Le caractère impropre de la méthode suivie pour les individus.

Pour les personnes physiques, le revenu fiscalement disponible se dégage du rapport entre le revenu net et les besoins²⁶⁸. D'où une double conséquence pour l'aménagement technique de l'impôt. Il doit ménager comme revenu indispensable celui qui sert à la satisfaction des besoins de subsistance ; il doit saisir le reste suivant le degré de disponibilité.

La première de ces deux conséquences se manifeste par l'adoption au profit du contribuable d'un minimum d'existence. Celui-ci ne peut s'appliquer logiquement qu'au revenu global, qui seul permet d'établir ce rapport qui est à la base de la taxation. Cette simple constatation suffit pour condamner le système français des abattements sur les revenus cédulaires.

La prise en considération du besoin se traduit en second lieu par l'application au revenu disponible d'un tarif progressif avec son montant. La théorie financière a cherché la justification de ce procédé dans le domaine psychologique. Fondée sur la thèse de l'utilité finale, elle considère que l'appréciation psychologique du revenu va décroissant avec l'augmentation de son importance numérique, parce que chaque unité nouvelle du revenu correspond à la satisfaction de besoins de moins en moins urgents. Exprimée en termes positifs, cette conception revient à dire que la disponibilité fiscale du revenu devient d'autant plus grande que le montant du revenu excède davan-

²⁶⁸ V. l'explication théorique que nous en donnons supra, p. 131.

tage l'importance des besoins de première urgence et qu'elle croît plus que proportionnellement par rapport au revenu²⁶⁰.

Du moment que les deux institutions du minimum d'existence et du taux progressif sont basées exclusivement sur la notion des besoins humains et individuels, leur application n'a pas de raison d'être dans le domaine des sociétés, avec qui cette notion apparaît comme incompatible. Mais ne peut-on pas leur trouver un autre fondement ?

Le problème du degré de l'imposition se pose pour les sociétés sous le même jour que pour les personnes physiques. Le minimum d'existence doit permettre aux contribuables individuels d'affecter une fraction déterminée du revenu à leur propre subsistance. En d'autres termes il a pour but d'assurer la conservation de la vie humaine. Ainsi interprété, le minimum d'existence pourrait se concevoir même dans le domaine des sociétés. Pour continuer leur activité, celles-ci ont en effet besoin de conserver intactes les conditions de leur existence, qui sont représentées par leur capital. Pour les sociétés, on pourrait donc traduire le minimum d'existence par l'amortissement du capital d'exploitation. Mais une quote-part d'amortissement raisonnable vient d'jà en déduction du revenu brut. Il est donc inadmissible d'autoriser un nouveau retranchement du revenu net, visant le même but. Ainsi tous les abattements à la base du revenu social manquent de justification, quelles que soient les formes qu'ils revêtent dans la pratique : minimum exempté dans le système allemand, abattement sur le revenu suivi d'un abattement sur le taux jusqu'à une certaine limite dans l'ancien système français de 1917, taux dégressif s'arrêtant à un certain niveau inférieur dans le système français nouveau du 4 avril 1926.

La progressivité du taux ne se comprend pas plus dans le système d'imposition des sociétés, en tant qu'elle repose sur la notion psychologique du revenu défini par rapport aux besoins. Cette notion essentiellement individuelle ne peut avoir aucune place dans la vie des sociétés, qui ne connaît pas de consommation dans le sens humain du mot. Nous avons vu d'autre part qu'il n'est pas possible non plus d'établir un lien entre la masse du bénéfice social et les besoins des actionnaires, aussi longtemps que la part individuelle du dividende n'est pas connue. Il faut donc abandonner complètement la progressivité dans l'imposition du revenu social, à moins qu'elle ne trouve sa raison d'être dans un

²⁶⁰ Un économiste allemand, Alfred Amonn (*Zur Frage der steuerlichen Lastenverteilung : Jahrbucher fur Nationalökonomie und Statistik* 1925, mars-avril), a essayé, sans succès d'ailleurs, d'établir la progressivité sur une base nouvelle, celle de la non-intervention de l'Etat dans la répartition existante de la richesse entre les contribuables.

rapport autre que celui du montant du revenu et des besoins. Ceci nous amène au côté positif de la notion de la capacité fiscale des sociétés.

2° *L'aspect positif du problème. La méthode propre aux sociétés.*

a) *La taxation du revenu entier.*

On peut concevoir, même à l'égard des sociétés, un revenu disponible. Sa notion se dégage du but de l'activité sociale. Celui-ci est double. La société affectera d'abord une part du revenu net obtenu au cours de l'année fiscale à l'amélioration et à l'extension de l'entreprise. Peut-on admettre une exemption de ce pourcentage du revenu ? Aussi peu qu'elle aurait de raison d'être à l'égard des fractions du revenu individuel qui servent à l'amélioration des conditions d'existence de l'homme et à son enrichissement futur.

L'exemption accordée aux sociétés à ce titre, pour le tout ou en partie, pourrait être interprétée comme une marque de faveur du législateur à leur égard par rapport aux entreprises individuelles. Elle est condamnable par la simple raison qu'elle le ferait sortir du domaine de la technique fiscale basée sur la justice et l'engagerait sur la pente glissante de la politique fiscale interventionniste. A plus forte raison ne peut-elle concerner l'autre portion du revenu net de la société, celle qui est distribuée sous la forme de dividendes, car elle est l'expression la plus typique de la disponibilité sociale du revenu.

Le revenu de la société tout entier doit donc être soumis à l'impôt. Le traitement différentiel des deux fractions qui le composent doit résulter exclusivement de l'aménagement du taux. Celui-ci a pour mission de réduire le revenu réellement imposé au niveau de la capacité fiscale.

b) *La nature du taux.*

La consolidation ou l'amélioration des conditions de la production collective est une manifestation trop importante du progrès économique pour que le législateur soit fondé à l'entraver par la rigueur du taux. La fraction du revenu réservée à la fonction économique de la société paraît se prêter exclusivement à l'application d'un taux proportionnel.

Ce motif ne vaut plus à l'égard de la partie du revenu distribuée en dividendes. D'autres considérations doivent intervenir, spéciales à la fois aux sociétés et à cette fraction de leur revenu.

La société travaille avec le capital des associés. Dans la mesure où le résultat économique le lui permet, elle tâchera, sans obligation légale d'ailleurs, de leur assurer une rémunération du capital qui correspondra au taux courant du loyer de l'argent. Plus le revenu dépasse cette limite, plus la disponibilité du revenu paraît grande. On peut donc concevoir l'application d'un taux progressif sur la fraction du revenu qui est destinée à la répartition aux associés, à la condition que cette progressivité ne commence qu'à partir de la limite tracée par le taux courant de l'argent et qu'elle soit très modérée pour tenir compte de l'imposition spéciale, souvent progressive également, qui frappe le même revenu entre les mains de l'associé. Ainsi la taxation se mettra d'accord avec le principe de la productivité, dont nous avons exposé le fondement économique²⁷⁰. D'après ce principe, l'application de l'impôt doit s'adapter au rapport entre le capital²⁷¹ et le revenu social, rapport qui nous est apparu comme le meilleur indice de la capacité fiscale de la société, avec cette réserve pourtant que nous restreignons ce rapport à une fraction du revenu, pratiquement la plus importante, celle qui est affectée à la distribution.

Nous arrivons ainsi à la conception théorique d'un partage du taux. La proportionnalité paraît convenir à la part du revenu dont la société dispose pour ses propres fins, la progressivité à la part du revenu qui sort du cadre du rôle économique propre de la société.

En pratique ce partage est trop compliqué pour qu'il soit susceptible d'une application. Nous pouvons donc ramener notre conclusion sur la nature du taux aux deux propositions que voici. La progressivité doit en tout cas être évitée, en tant qu'elle serait basée sur le seul montant du revenu, sans égard à son rapport avec le capital. La proportionnalité paraît la mieux appropriée à la nature du revenu social et la plus capable d'éviter l'injustice. Quant au montant du taux proportionnel, il dépend du but que doit poursuivre le législateur par l'imposition spéciale des sociétés.

c) *Le montant du taux.*

L'impôt mis à la charge de la société considérée comme telle doit toujours être fonction de celui que supportent, à titre indépendant, les membres de la société. Aussi semble-t-il qu'un taux modéré réponde mieux au caractère de l'impôt social, qui doit effectuer un simple prélèvement préalable sur le revenu non encore réparti. Le montant de l'impôt doit en définitive résulter de l'expérience pratique de l'imposition des sociétés, qui est pour le législateur le meilleur guide de ses réformes. Elle fera l'objet de notre conclusion.

²⁷⁰ V. plus haut, chapitre I, section II.

²⁷¹ Dans le sens élargi que nous avons adopté, c'est-à-dire le capital social augmenté des réserves.

CONCLUSION

Les sociétés commerciales sont à la base de l'activité économique moderne. Leur extension croissante est une preuve suffisante de leur aptitude non seulement à résoudre les grands problèmes de l'économie actuelle, mais à assurer aux capitaux une productivité plus élevée que ne comporte leur emploi individuel.

Le système fiscal d'un pays doit s'adapter au rendement véritable du capital engagé dans les sociétés, dont il faudrait commencer par établir les statistiques minutieuses²⁷². Il résulte d'enquêtes faites régulièrement en Allemagne, qui, en raison du caractère déjà ancien de l'industrialisation et de l'organisation rationnelle de sa vie économique et commerciale, peut être choisie comme pays-type, que la moyenne des bénéfices réalisés s'élève à 10 % du capital engagé par les sociétés de capitaux et que le dividende moyen atteint 8 %²⁷³.

L'année financière 1912-13, la dernière année normale d'avant-guerre, qui fournit une base plus sûre que les premières années du relèvement d'après-guerre, fait ressortir comme exacte cette moyenne calculée sur une période de développement économique normale.

Bénéfices et dividendes des sociétés par actions en Allemagne 1912-13.

Nombre des sociétés	4.773
Capital (en millions de marks)	15.246,21
Nombre de sociétés accusant un bénéfice	3.979
Nombre de sociétés accusant une perte	720
Nombre de sociétés n'accusant ni bénéfice, ni perte	74
Montant global des bénéfices (en millions de marks)	1.735
Montant global des pertes	79
Excédent des bénéfices, chiffre absolu	1.656

²⁷² En France, cette statistique n'est pas établie officiellement, nous ne possédons que quelques enquêtes régionales. Pour l'Alsace et la Lorraine, l'Annuaire des sociétés par actions, publié par le Directeur des Services économiques de la Société Générale Alsacienne de Banque, fournit des renseignements précieux à consulter.

²⁷³ D'après Leo Blum, le pourcentage moyen des dividendes pour les années antérieures est un peu inférieur, op. cit., p. 150. Le tableau suivant est emprunté au Statistisches Jahrbuch.

Excédent des bénéfices, par rapport au capital	10,86 %
Nombre des sociétés distribuant des dividend.	3.486
Montant des dividendes distribués, chiffre absolu (en millions)	1.332
Montant des dividendes distribués par rapport au capital	8,74 %

La répartition des dividendes par rapport au capital-actions s'est faite dans les proportions suivantes :

ont touché :	aucun dividende	jusqu'à 6 %	de 6 à 10 %	au-dessus de 10 %
Montant du capital en millions	1740	3104,53	65 57	3844,68
Pourcentage du capital total	11,42 %	20,37 %	43,1 %	25,20 %

Ce tableau, qui n'a qu'une valeur relative et vaut surtout à titre d'indication, vient apporter au système d'imposition des sociétés que nous avons proposé un appui précieux.

La rentabilité moyenne du capital des sociétés par actions et à responsabilité limitée, qui est sensiblement la même dans tous les pays d'Europe, légitime la taxation des dividendes attribués aux actionnaires au taux qui frappe le revenu fondé. Le placement de leurs capitaux dans la société assure aux associés un revenu relativement stable. Même pendant les années déficitaires la base large et solide que fournit le capital social permet, non seulement l'absorption plus facile des pertes, mais aussi la continuité de l'entreprise sociale dans une mesure inconnue par les personnes physiques travaillant avec leurs propres moyens. Au point de vue fiscal, le revenu tiré du capital engagé dans les sociétés motive donc un traitement plus rigoureux que celui qui est appliqué aux gains du travail d'un entrepreneur individuel.

Avant toute individualisation, la masse des dividendes ajoutée à la fraction non distribuée du bénéfice, dont le tableau ci-dessus révèle l'importance moyenne, joue à l'intérieur de la société un rôle indépendant et productif, ce qui justifie une seconde taxation qu'on qualifie assez improprement du terme de double imposition et qui a formé le point central de notre étude.

Car il est erroné de considérer la valeur fiscale du revenu encore groupé au sein de la société comme indépendante et comme aussi grande que celle des bénéfices distribués. La fiction de la personnalité morale des sociétés, en attribuant à celles-ci une vie indépendante de

celle des associés, a beaucoup contribué à engager le fisc dans cette fausse voie.

Notre étude nous a montré dans le domaine de la pratique et de la théorie, et notre tableau nous confirme que le revenu réalisé en société est loin d'avoir une valeur double d'un revenu équivalent obtenu par une personne individuelle. Le système de la taxation doit être dominé entièrement par cette vérité fondamentale qui dicte à la fois la forme de l'impôt et la mesure de son action. L'impôt sur les sociétés doit agir non pas comme impôt indépendant, mais comme simple prélèvement préalable. En vue de s'adapter autant que possible à la nature et à la fonction économiques du revenu social, dont nous avons démontré l'existence, il faut que l'impôt qui le frappe tienne compte de la taxation ultérieure intervenant auprès des associés. Ce but ne peut être atteint que par l'application aux sociétés d'un impôt spécial qui, par son assiette et les modalités de son action, la proportionnalité du taux notamment, prenne en considération la destination du revenu et la capacité fiscale toute particulière qu'il exprime.

Pour le même motif, l'impôt qui atteint le revenu de la société doit se caractériser par une modération du taux. L'expérience pratique des pays qui ont créé un impôt sur les sociétés met en relief les graves inconvénients d'ordre fiscal et d'ordre économique d'une taxation exagérée de leur revenu.

L'improductivité fiscale d'un impôt trop lourd a été enregistrée en Angleterre et en Allemagne.

La Grande-Bretagne, qui après la guerre superposait à l'income tax infligé aux sociétés un impôt spécial connu sous le nom de Corporations profits tax, n'en a tiré qu'un rendement médiocre qui résulte des chiffres ci-dessous. Cet impôt dont le taux a été porté à 5 % du revenu net a donné :

En 1920-21	0,7 millions de livres sterling				
» 1921-22	17,7	»	»	»	»
» 1922-23	20,3	»	»	»	»
» 1923-24	23,3	»	»	»	»
» 1924-25	20,0	»	»	»	»

ce qui est relativement peu, si l'on songe à la puissance économique considérable des sociétés anglaises, compte tenu même de la crise qui fouette la Grande-Bretagne depuis la guerre. L'élévation considérable de l'income tax aurait justifié la modération du taux appliqué spécialement aux sociétés par le corporation tax. Pour avoir méconnu la stérilité fatale de toute exagération, l'Angleterre a dû se résigner à abandonner en 1924 même son impôt sur les sociétés qui a provoqué une

véritable fuite fiscale. Elle caractérise également la première expérience allemande en matière d'impôt sur les sociétés.

Le rendement de la Körperschaftsteuer apparaît également comme relativement faible, surtout si on le compare à celui de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, qui a rapporté 2.170 millions de marks en 1925. Les rentrées de l'impôt sur les corporations ont été les suivantes :

1924	313,8 millions R. M.
1925	193 millions R. M.
1926 (prévision)	250 millions R. M.

Le commentaire de ces chiffres nous est fourni par le tableau suivant qui nous apprend qu'autant un taux d'impôt modéré est favorable au développement des sociétés et assure l'Etat de rentrées fiscales croissantes, autant l'aggravation de ce taux lui est préjudiciable et entraîne par la diminution du nombre des sociétés une véritable fuite fiscale.

Fondation de sociétés nouvelles et taux de l'impôt sur les sociétés en Allemagne²⁷⁴.

Année	Taux de l'impôt	Sociétés par actions		Sociétés à responsabilité limitée	
		Nombre	Capital (1000 marks)	Nombre	Capital (1000 marks)
1913	—	175	216 811	4 232	365 336
1914	—	119	322 222	1 818	183 699
1920	10 % ²⁷⁵	503	1 460 978	8 666	1 388 506
1921	"	1 132	4 230 780	11 219	2 217 135
1922	20 % ²⁷⁶	3 050	14 915 051	13 995	3 586 433
1923	"	7 019	—	15 685	—
1924	"	1 861	134 681	7 914	—
1925	20 % ²⁷⁷	315	—	7 989	—

²⁷⁴ Ces chiffres sont empruntés au Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich, années 1913-1924/25, aux revues : Wirtschaft und Statistik 1921-1926, et Die Bank. Sur l'état actuel des sociétés par actions v. Frankfurter Zeitung du 10. 6. 1926, Abendblatt.

²⁷⁵ Plus l'impôt additionnel de 2 à 10 % sur les dividendes distribués.

²⁷⁶ Plus l'impôt additionnel de 15 %.

²⁷⁷ Sans impôt additionnel.

Fondation d'entreprises individuelles et de sociétés de personnes.

Moyenne mensuelle : 1913	1.828
1922 ²⁷⁸	2.585
1923	2.416
1924	2.246
1925	2.702

L'impôt allemand sur les corporations avait débuté en 1920 avec un taux de 10 % sur le revenu qui, comparé au taux rapidement progressif jusqu'à 50 % appliqué aux personnes physiques, apparaissait comme fort modeste. La faveur accordée aux sociétés se traduit par une véritable fièvre de fondations nouvelles²⁷⁹ particulièrement intense du côté des sociétés à responsabilité limitée, qui étaient traitées plus favorablement encore que les sociétés de capitaux ordinaires, étant donné qu'elles échappaient à l'impôt additionnel sur les bénéfices répartis. Les entreprises voyaient dans la transformation en société un moyen commode de soustraire leurs bénéfices à la rigueur du taux appliqué au revenu réalisé individuellement.

La taxe sur les corporations introduites par la loi du 8 avril 1922, qui porte le taux à 35 %, y compris l'impôt additionnel, ralentit à partir de 1924 l'extension anormale des sociétés au profit des entreprises individuelles et des sociétés de personnes qui leur sont fiscalement assimilées et supportent l'impôt sur le revenu ordinaire. Seules les sociétés à responsabilité limitée, à la faveur du traitement préférentiel dont elles jouissent, réussissent à se maintenir à un niveau assez élevé.

Il est impossible de prévoir les conséquences de la nouvelle modification de l'impôt sur les corporations du 10 avril 1925. Elle est tombée en une période de crise, caractérisée par la déflation et de nombreuses faillites. Il est probable qu'elle aura une influence moindre sur le développement des sociétés par rapport aux entreprises individuelles, étant donné que la modération du taux qu'elle comporte a été accompagnée d'une réduction des charges fiscales pesant sur les personnes physiques et les sociétés de personnes. La récente loi, après des essais répétés et des tâtonnements prolongés, a ainsi rétabli l'équilibre et a rendu le développement des formes de l'économie allemande à l'action des causes naturelles.

²⁷⁸ La décroissance du nombre des entreprises individuelles entre les années 1919 et 1922, pour lesquelles les statistiques manquent, a été démontrée au Reichstag par le Secrétaire d'Etat, M. Popitz. V. article cité au Handwörterbuch der Staatswissenschaften.

²⁷⁹ Favorisée d'ailleurs par l'inflation qui restreignait les disponibilités des entreprises individuelles, v. Popitz, loc. cit.

L'expérience n'est pas moins instructive, en tant qu'elle fait ressortir l'influence considérable que, par le maniement différentiel de l'impôt à l'égard des personnes physiques et des sociétés, le législateur peut exercer sur leur évolution économique respective. Elle est si importante qu'aucun pays moderne n'a plus le droit de l'ignorer.

Il serait temps qu'en France, une statistique séparée du rendement des impôts sur les sociétés et les personnes individuelles donne à l'économiste observateur l'instrument indispensable pour se livrer à cette étude. Elle ferait certainement ressortir l'incohérence et l'inopportunité du système de l'assimilation actuelle.

Déjà nous assistons à une scission du droit fiscal et du droit privé en matière d'application des impôts. Pourquoi, lorsqu'il s'agit de les créer, la science des finances resterait-elle l'esclave des formules rigides du droit commercial, en contradiction avec la réalité économique la plus élémentaire ?

Pour rester jeune et viable, le droit doit évoluer en marge de l'économie. C'est la leçon profonde de notre étude sur l'imposition des sociétés.

ANNEXES

A. BIBLIOGRAPHIE

I. LES SYSTEMES DE LA PRATIQUE.

1° ALLEMAGNE

A. Les Etats allemands :

La Prusse

- J. A. HILL. The Prussian business tax, Quarterly Journal of Economics VIII, p. 77.
- FUISTING-STUTZ. Die preussischen direkten Steuern, 2 vol., Berlin Heymann, 1915.
- FUISTING. Preussisches Einkommensteuergesetz vom 24. VI. 1891, Berlin 1884.
- A. WAGNER. Die Reform der direkten Staatsbesteuerung in Preussen, Finanzarchiv 1891, p. 551. 1894 p. 1 et s.
- Preussisches Einkommensteuergesetz vom 19. Juni 1906, Finanzarchiv 1906, p. 582.
- L. BUCK. Novelle zum preussischen Einkommensteuergesetz, Finanzarchiv 1909, p. 813-828.
- L. BUCK. Die weitere Entwicklung der Einkommenbesteuerung in Preussen, Finanzarchiv 1911, p. 45—141.
- W. MOLL. Kriegsänderung des preussischen Einkommensteuergesetzes, Finanzarchiv 1917, p. 289—292.
- W. MOLL. Zur Veredelung der preussischen Einkommensteuer, Finanzarchiv 1918, p. 1—104.

Le Grand-Duché de Bade

- F. LEWALD. Die direkten Steuern im Grossherzogtum Baden. Finanzarchiv III. 2. p. 349 et s.
- BUCHENBERGER. Die Steuerreform in Baden, Finanzarchiv 1901, p. 1—45.
- Badisches Einkommensteuergesetz in der Fassung vom 1. Juni 1910, Finanzarchiv 1913, p. 810—830.

Saxe

- G. SCHANZ. Die sächsische Steuerreform vom Jahre 1902, Finanzarchiv 1903, p. 234.

Bavière

- G. SCHANZ. Die Frage der Steuerreform in Bayern, Finanzarchiv 1900, p. 527—550.

- Bayrisches Gesetz, die Einkommensteuer betr. vom 9. Juni 1899, Finanzarchiv 1900, p. 773—796.
- Bayrisches Einkommensteuergesetz vom 14. August 1910, Finanzarchiv 1912, p. 341—370.
- G. SCHANZ. Die bayrische Steuerreform vom Jahre 1918, Finanzarchiv 1919, p. 38—117.

Württemberg

- Württembergisches Gesetz betr. Einkommensteuer, Finanzarchiv 1904, p. 115—146.
- Th. PISTORIUS. Die württembergische Steuerreform, Finanzgesetz 1904, p. 1 et s.
- E. PISTORIUS. Gesetz betr. die Einkommensteuer für Württemberg, Ravensburg 1905.
- A. DEHLINGER. Die Besteuerung der Aktiengesellschaften in Württemberg, Finanzarchiv 1904, p. 499—579.

Hesse

- G. SCHANZ. Die direkten Steuern Hessens und deren neueste Reform, Finanzarchiv II, p. 317.

Hambourg

- Einkommensteuergesetz vom 2. Februar 1903. Finanzarchiv XXVIII. p. 390 et s.
- J. PETERS. Das Hamburgische Einkommensteuergesetz, vom 9. Januar 1914, Finanzarchiv 1915, p. 310—350.

B. Le Reich

- Deutsches Körperschaftsteuergesetz vom 30. März 1920, Finanzarchiv 1920, p. 632—638; vom 8. April 1922, ibidem 1922 p. 217; vom 10. August 1925, Reichsgesetzblatt 1925, Nr. 39.
- Entwurf eines Körperschaftsteuergesetzes, avec exposé des motifs, Reichsminister der Finanzen, III. S. 401, Nr. 796. Documents du Reichstag, Berlin, Heymann 27. 4. 1925.
- Entwurf eines Einkommensteuergesetzes, avec exposé des motifs, ibidem, Heymann Berlin 1925, Verlagsarchiv 8063.
- R. EVERS. Kommentar zum Körperschaftsteuergesetz 20. 3. 1920/8. 4. 1922. Berlin, Liebmann, 1923.
- CLAUSS. Körperschaftsteuergesetz, Stuttgart Hess, 1922.
- GEILER. Körperschaftsteuergesetz, Mannheim 1920.
- K. KUHN. Einkommensteuer und Körperschaftsteuer 1924. Berlin Heymann, 1924.
- R. ROSENDORFF. Das Körperschaftsteuergesetz vom 10. 8. 1925. Berlin Spaeth und Linde, 1925.
- R. EVERS. Der Entwurf eines Körperschaftsteuergesetzes, Deutsche Juristenzeitung. 1925 p. 545.
- MIRRE. Der Entwurf eines Körperschaftsteuergesetzes, Steuer und Wirtschaft, 1925, mars.
- ZARDEN. Die neuen Steuergesetze vom August 1925. Berlin Liebmann, 1925.

- K. KUHN. Das Steuerüberleitungsgesetz. Text mit Erläuterungen. Berlin Heymann, 1925.
- W. BEUCK. Das Vermögensteuergesetz vom 19. August 1925. Berlin Spaeth und Linde, 1925.
- E. STEINITZER. Zur Besteuerung der Aktiengesellschaften in Oesterreich, Conrads Jahrbücher 1904, p. 319.
- E. STEINITZER. Die jüngsten Reformen der veranlagten Steuern in Oesterreich, Leipzig 1905.

2° ALSACE ET LORRAINE

- ROTH et GISECKE. Das Gewerbesteuer-gesetz für Elsass-Lothringen vom 8. Juni 1906, Strasbourg Istra 1898.
- G. SCHANZ. Der Abschluss der Steuerreform in Elsass-Lothringen, Finanzarchiv 1902. p. 144—151.
- L. GIESECKE. Die Entwicklung der direkten Steuern in Elsass-Lothringen, Finanzarchiv 1906. p. 558—565.

3° FRANCE

- HOUPIN et BOSVIEUX. Traité des sociétés, 5^e éd. Paris.
- L. COPIN. Traité théorique et pratique de l'impôt sur le revenu, Paris, Librairie générale 1926.
- C. ROSIER. Traité théorique et pratique de législation fiscale, 2 vol. Paris, Librairie générale 1926.
- L. BOUQUET. L'impôt sur le revenu, Recueil Sirey Paris, 1926.
- ALLIX et LECERCLÉ. L'impôt sur le revenu. Impôts cédulaires et impôt général, 2 vol. Paris 1926.
- LECERCLÉ. Les sociétés à responsabilité limitée et l'impôt sur le revenu, Journée industrielle du 21 avril 1925.
- J. LEPARGNEUR. La loi nouvelle sur les sociétés à responsabilité limitée, Paris Sirey, 1925.
- Les sociétés commerciales et les nouveaux impôts, Information financière du 27 janvier 1926.
- Que paient au fisc les sociétés commerciales ? Information financière du 20 novembre 1925.

4° ETATS-UNIS

- E. R. A. SELIGMANN. The income tax of 1913, Political Science Quarterly, mars 1914.
- J. A. HILL. The income tax of 1913, Quarterly Journal of Economics, nov. 1913.
- G. JÉZE. L'impôt sur le revenu dans les Etats-Unis, Revue de Science et de législation financières 1914 p. 5.
- Zum amerikanischen Gesellschaftssteuergesetz, Finanzarchiv 1911 p. 834.
- P. MARCUSE. Das Einkommensteuergesetz der Vereinigten Staaten vom 8. September 1916, Finanzarchiv 1917, p. 827—848.
- P. MARCUSE. Das amerikanische Gesellschaftssteuergesetz vom 5. August 1909, Finanzarchiv 1910, p. 663—670.
- H. L. LUTZ. Public finance New-York, Appleton 1924 p. 381 et s.
- H. L. LUTZ. The state tax commission ; cité supra page 383.

- E. R. A. SELIGMANN. *Essays in taxation*. New-York, Macmillan 1925. p. 142—315.
- M. H. HUNTER. *The development of corporation taxation in the state of New-York*, Urbana 1917.
- H. C. FRIEDMANN. *The taxation of corporations in Massachusetts*, Columbia Studies, New-York 1907 et *Quarterly Journal of Economics*, vol XXI 1907, p. 181.
- Revenue Act of 1921, National Bank of Commerce in New-York 1922.
- F. WALLAU. *Die Besteuerung des Körperschaftseinkommens durch das amerikanische Steuergesetz von 1918*, Bank-Archiv 21. Jahrgang 1921/1922 p. 143 et s.
- F. R. FAIRCHILD. *State and local taxation of Banks*, American economic Review 1916 déc., p. 851.
- The report of the New-York Special Joint Committee on taxation and retrenchment* New-York 1922.
- O. H. KAHN. *Mellon tax plan* New-York 1924, New-York state tax bulletin.

5° GRANDE-BRETAGNE

- F. HARZENDORF. *Die Einkommensteuer in England*, Leipzig 1914.
- E. HUNCKE. *Die Entwicklung der Einkommensteuer in England*, Finanzarchiv 1905, p. 138—209.
- C. H. P. INHULSEN. *Das englische Finanzgesetz vom Jahre 1907*, Finanzarchiv 1908, p. 335—344.
- F. MEISEL. *Britische und deutsche Einkommensteuer*, Tübingen Mohr 1925.
- O. BUHLER. *Die englische Einkommensteuer*, Berlin Heymann, 1925.
- DIETZEL. *Englische und preussische Steuerveranlagung*, Berlin 1919.
- C. ADAMS. *The science of finance*, New-York 1899.
- G. JÈZE. *Les finances de guerre de l'Angleterre*, Tirage à part de la Revue de science et de législation financières 1915/20.
- P. D. LEAKE. *The corporation profits tax*, London Pitman, 1920.

6° ITALIE

- A. GRAZIANI. *Istituzioni de Scienza delle finanze*, Turin 1911, p. 462.
- L. BRANCOLINI. *Le imposte e tasse*, Milan 1925 p. 48 et s.
- L. EINAUDI. *Corso di scienza della finanza*, Turin 1925, p. 176 et s.
- F. FLORA. *Manuale della Scienza delle Finanze*, Livorno 1921, p. 502 et s.
- QUARTA. *Commento alla legge sull'imposta di ricchezza mobile*, Milan 1902.
- CLEMENTINI-BERTELLI. *Le leggi sull' imposta di ricchezza mobile*. Turin 1916.
- Ministerio delle finanze, *La imposta di ricchezza mobile applicata in base a bilancio*, Rome 1902.
- K. BURKART. *Die italienische Steuer auf die Einkünfte vom bürgerl. Vermögen*, Finanzarchiv VI, p. 1 et s.
- A. C BALDI. *Società per azioni*, Turin 1921.
- MAGRINI. *L'imposta di ricchezza mobile nei rapporti colle Società commerciali*.

7° SUISSE

- S. SCHNEIDER. *Steuersystem und Steuerpolitik in der Schweiz*, Berlin Heymann 1925.
- SCHWARZMANN. *Die kommende Besteuerung der Aktiengesellschaft in der Schweiz*, Bâle, Berichtshaus 1919.
- WETTSTEIN. *Die Besteuerung der Holdinggesellschaft, Schweiz. Zentralblatt für Staats- und Gemeindeverwaltung* 1924.
- GERLOFF. *Die Besteuerung der Aktiengesellschaften in der Schweiz*, Zeitschrift für schweiz. Statistik und Volkswirtschaft 1906.
- G. SCHANZ. *Die Steuern der Schweiz*, Stuttgart 1890.
- CÉRENVILLE. *Les impôts en Suisse*, Lausanne 1898.
- G. COHN. *Die Einkommensteuer im Kanton Zürich*, Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik 1880.
- ERNST. *Die direkten Staatssteuern des Kantons Zürich*, Winterthur 1903.

II. LA THEORIE FISCALE DES SOCIETES.

1° *Ouvrages en langue française*

- Ch. CROIZAT. *La notion des fruits en droit privé et la notion des revenus en droit fiscal*, Paris Dalloz 1926.
- Ch. A. COLIN. *La notion du revenu en matière de législation fiscale*, Paris 1924.
- THALLER-PERCEROU. *Traité élémentaire de droit commercial*, Paris 1925.
- LACOUR et BOUTERON. *Précis de droit commercial*, Paris 1925.
- A. WAHL. *Traité du régime fiscal des sociétés et des valeurs mobilières*, Paris 1909.
- LEROY-BEAULIEU. *Traité de la science des finances*, Paris 5^e éd. 1891.
- H. TRUCHY. *Les valeurs mobilières et les projets de réforme fiscale*. *Revue d'Economie politique* 1909 et 1910.
- TANQUEREY. *Traité théorique et pratique de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières*.
- C. COSACK. *Traité de Droit commercial*, Paris 1907.

2° *Ouvrages en langue italienne.*

- NATOLI. *La classificazione degli effetti dell' imposta*, Studi in onore di R. ricchezza mobile, Rome 1912.
- ROCCA. *Lo sviluppo delle società per azioni e il nostro sistema tributario*, Riforma sociale 1907, p. 847.
- L. EINAUDI. *Sul concetto di reddito imponibile*, cité par Flora, *Manuale* 1921 p. 523.
- SAVORGAN. *Intorno ad alcuni indici della distribuzione dei redditi*, Venise 1915.
- NATOLI. *La classificazione degli effetti dell' imposta*, Studi in onore di R. Brugi, Palermo 1910.
- ALESSIO. *Saggio sul sistema tributario in Italia*.

3° *Ouvrages en langue allemande.*

a. *Traités généraux.*

- W. LOTZ. *Finanzwissenschaft*, Tübingen Mohr 1917.
- K. Th. EHEBERG. *Finanzwissenschaft* 18. édit. Leipzig 1922.
- FUISTING. *Grundzüge der Steuerlehre* 1902, p. 32 et s.
- G. COHN. *System der Finanzwissenschaft*, 1889.

b. La notion fiscale des sociétés et du revenu.

- O. GIERKE. Gesellschaftstheorie und deutsche Rechtsprechung, Berlin 1887.
 A. RENAUD. Das Recht der Aktiengesellschaften, Leipzig 1873.
 HOELDER. Natürliche und juristische Personen. Leipzig 1905.
 G. ANTONI. Die Steuersubjekte, Finanzarchiv V. p. 462.
 L. BRENTANO. Der Unternehmer, Volkswirtschaftliche Zeitfragen Nr. 225, Berlin 1907.
 STEINITZER. Die ökonomische Theorie der Aktiengesellschaften, Leipzig 1908.
 REHM. Die Bilanzen der Aktiengesellschaften, Munich 1903.
 MOLL. Die Rentabilität der Aktiengesellschaften, Deutsche Wirtschaftszeitung 1908 et Deutscher Oekonomist 26. Nr. 1355.
 NEUMANN. Die Aktien- und ähnlichen Gesellschaften als Steuersubjekte, Annalen des deutschen Reichs, 1905.
 A. WAGNER. Das Aktiengesellschaftswesen. Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik XXI p. 319.
 G. SCHANZ. Der Einkommenbegriff und die Einkommensteuergesetze, Finanzarchiv 1896, p. 1—87.
 L. BUCK. Die Ermittlung des steuerpflichtigen Einkommens und Vermögens, Berlin Heymann 1914.
 G. SCHMOLLER. Die Lehre vom Einkommen in ihrem Zusammenhang mit den Grundprinzipien der Steuerlehre. Tübinger Zeitschrift B 19. 1863 p. 52.

c. L'imposition des sociétés.

- C. DIETZEL. Die Besteuerung der Aktiengesellschaften in Deutschland, Cologne 1859.
 ANTONI. Die staatliche Besteuerung der Körperschaften in Deutschland, Finanzarchiv 1888, p. 999.
 G. COHN. Die Besteuerung der Aktiengesellschaften, Deutsche Juristenzeitung 1908, p. 856.
 DINGLINGER. Die staatliche und kommunale Besteuerung der Aktiengesellschaften in Preussen und Baden, Berlin 1905.
 FEITELBERG. Die Einkommenbesteuerung nichtphysischer (juristischer) Personen, Jena 1900.
 FUISTING. Die preussischen direkten Steuern, Berlin 1899.
 G. SCHANZ. Die Besteuerung der Aktiengesellschaften in den deutschen Staaten, Wochenschrift für Aktienrecht und Bankwesen, 1892, p. 191 et s.
 Dr STRUTZ. Die Heranziehung der Aktiengesellschaften zur Einkommensteuer, Preussische Jahrbücher tome 66 p. 470 et s.
 Dr STRUTZ. B FUISTING. Die preussischen direkten Steuern, compte-rendu, Verwaltungsarchiv tome XI. p. 473 et s.
 HECKEL. Die Besteuerung der Aktiengesellschaften in Deutschland, Bankarchiv tome IV p. 49.
 WANGEMANN. Die Heranziehung der Aktiengesellschaften zur Gemeindeeinkommensteuer, Verwaltungsarchiv 1901 p. 481.
 V. DEWITZ. Die Besteuerung der Aktiengesellschaften und der G. m. b. H. Deutsche Monatschrift für das ges. Leben der Gegenwart 1905 Nr. 12.
 V. MYRBACH-RHEINFELD. Grundriss des (oesterreichischen) Finanzrechts 1916, p. 240.

- v. MAYR. Zur Reform der Einkommenbesteuerung. Verwaltungsarchiv 1904, p. 191.
- v. HECKEL. Die Einkommensteuer und die Schuldzinsen, Leipzig 1890.
- K. GERLING. Die finanzwirtschaftliche Behandlung der städtischen Werke 1816.
- L. BLUM. Die steuerliche Ausnutzung der Aktiengesellschaften in Deutschland, Stuttgart 1911.
- W. GERLOFF. Die kantonale Besteuerung der Aktiengesellschaften in der Schweiz, Berne 1906.
- POPITZ. Article Körperschaftsteuer. Handwörterbuch der Staatswissenschaften 4. édit. tom V, p. 895.

d. *Les effets économiques de l'imposition.*

- A. AMMON. Zur Frage der steuerlichen Lastenverteilung, Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik 1925. p. 165.
- J. LASPEYRES. Statistische Untersuchungen zur Frage der Steuerüberwälzung, Finanzarchiv XVIII.
- C. H. P. INHULSEN. Aus der englischen Steuerpraxis, Finanzarchiv 1906, p. 57, et 1908 p. 628.
- W. BEUCK. Steuerlich zweckmässige Gesellschaftsformen, Berlin Spaeth und Linde 1921.
- Fr. RAAB. Die Steuerleistung der deutschen Aktiengesellschaften, Berlin Deutschspiegelverlag, 1926.

4° *Ouvrages en langue anglaise.*

a) *Ouvrages généraux.*

- A. ELLIS. A guide to income tax acts.
- J. BUCHAM. The law relating to the taxation of foreign income, London 1905.
- BASTABLE. Public finance, London 1922.
- W. H. BURROUGHS. A treatise on the law of taxation, New-York.
- F. M. INDSON, The taxing power, St. Louis 1903.
- F. M. COOLEY. Treatise on the law of taxation, 1903.
- R. DESTY. The american law of taxation, St. Paul 1884.
- C. J. BULLOCK. Selected readings in Public finance.
- SELIGMANN. The shifting and incidence of taxation, New-York 1910.

b) *Etudes spéciales sur les sociétés.*

- E. R. A. SELIGMANN. The taxation of corporations, Essays in taxation New-York Macmillan 1925, p. 143—315.
- H. L. LUTZ. Taxes on corporations, Public finance, New-York Appleton 1924, p. 318 et s.
- J. H. BEALE. The Law of foreign corporations and taxation of corporations, Boston 1904.
- J. M. HALLOWELL. The corporation franchise tax, Boston 1904.
- C. E. SNIDER. The taxation of gross receipts of railways, American economic association III. 7 Nr. 4 1906.
-

B. Texte de la loi allemande du 10 août 1925 organisant un impôt spécial sur les corporations¹.

Le Reichstag a voté la loi suivante qui est publiée par la présente avec l'assentiment du Reichsrat.

Article premier.

En application de cette loi, un impôt dit « Körperschaftssteuer » sera perçu sur le revenu des sociétés et des masses de fortune.

1. — *Le devoir fiscal.*

Art. 2.

Le devoir fiscal illimité :

Les groupements suivants sont assujettis à l'impôt pour l'ensemble de leur revenu, à la condition que le siège social ou le lieu de la direction se trouve à l'intérieur du Reich :

- 1° Les sociétés commerciales (art. 4) ;
- 2° Toutes autres corporations et masses de fortune du droit civil (art. 5) ;
- 3° Les entreprises et les administrations de corporations du droit public, de même que les entreprises et les administrations publiques douées de la personnalité morale, à l'exclusion des entreprises et des administrations qui poursuivent les buts suivants définis à l'art. 7 :
 - a) l'exercice de la puissance publique ;
 - b) la satisfaction de besoins vitaux de la population qui ne peut être assurée que par ces entreprises et ces administrations (entreprises de fourniture) ;
 - c) une activité d'intérêt public ou chantable ;
 - c) une activité d'intérêt public ou charitable ;

Sont assimilés aux entreprises et administrations désignées par le n° 1 de cet article, les établissements économiques dont les revenus sont attribués exclusivement à des corporations du droit public.

Art. 3.

Le devoir fiscal limité.

I. Les groupements suivants sont assujettis à l'impôt sur les revenus d'une certaine catégorie, savoir :

1° Pour le revenu qui provient de l'intérieur du Reich (revenu intérieur), toutes les corporations, masses de fortune, entreprises et administrations du genre désigné à l'article 2, lorsque le siège social et le lieu de la direction sont situés à l'étranger ;

2° pour les revenus du capital placé à l'intérieur du Reich dans le sens de l'article 3, alinéa 2, n° 7 à 9 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques,

¹ Nous n'ignorons pas la traduction de la loi qui a paru dans le Bulletin de Statistique et de Législation comparée (oct. 1925). Il nous a paru qu'il n'était pas inutile de la tenter à nouveau.

toutes les corporations et masses de fortune du droit public et civil sans égard au siège social et au lieu de la direction.

II. — L'article 3, alinéa 2 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques détermine les revenus qui sont imposables en tant que revenus intérieurs dans le sens de l'alinéa I, n° 1. Lorsqu'il s'agit de compagnies d'assurances mutuelles, dont le siège social et le lieu de direction se trouvent à l'étranger et qui n'étendent leurs opérations qu'à leurs membres, l'impôt ne s'applique, sans préjudice de la prescription de l'alinéa 1 n° 2, qu'aux revenus de la catégorie désignée à l'article 3, alinéa 2 n°s 1 et 3 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, et aux revenus provenant de capital placé à l'intérieur du Reich. On comprend par capital placé à l'intérieur, la fraction du capital total correspondante à la proportion qui existe entre le montant des sommes assurées à l'intérieur et le montant global des sommes assurées ; lorsque ce dernier terme fait défaut dans une branche d'assurance, on remplacera les éléments de la proportion par le montant des primes annuelles.

III. — L'obligation fiscale prévue à l'alinéa 1 n° 2 pour les revenus du capital placé en Allemagne dans le sens de l'article 3, alinéa 2 n° 7 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ne s'applique ni au Reich ni aux pays ou communes, lorsque les revenus du capital proviennent d'une participation à une entreprise dont les parts sont pour plus d'un quart en possession du Reich, du pays ou de la commune.

Art. 4.

I. — On comprend par sociétés commerciales (article 2, n° 1) sans égard au genre de leur activité : les sociétés par actions, les sociétés en commandite par actions, les sociétés coloniales, les sociétés minières douées ou non de la personnalité morale, les sociétés à responsabilité limitée et les coopératives ; ensuite d'autres associations de personnes se livrant à une activité économique, lorsqu'elles ont pour but principal d'obtenir des avantages économiques pour elles-mêmes ou pour leurs membres.

II. — Ne sont pas comprises parmi les sociétés commerciales :

a) Les compagnies d'assurances mutuelles qui n'assurent que leurs membres ;

b) Les coopératives commerciales et économiques affiliées à une fédération, lorsqu'elles ne font des affaires qu'avec leurs membres ; le Ministre des finances du Reich peut assimiler à ces coopératives d'autres associations de personnes qui poursuivent des buts économiques analogues ;

c) Les coopératives inscrites, lorsque leur fonction principale consiste à agir comme centrales des coopératives, les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés par actions, dont les associés (actionnaires) se composent exclusivement ou principalement de coopératives désignées à l'alinéa précédent (b) et dont l'activité ne s'étend pas en principe au-delà des membres affiliés ou des membres individuels de ceux-ci.

III. — Sont assimilés aux sociétés commerciales les établissements de bienfaisance, les fondations et autres patrimoines d'affectation du droit civil, en tant qu'ils exploitent une entreprise économique et lorsque, outre l'administration de la fortune, ils poursuivent surtout le but d'obtenir par cette entreprise des avantages économiques pour eux-mêmes ou pour les personnes désignées par les statuts, par l'acte de fondation ou par un autre acte constitutif.

Art. 5.

Font partie des « autres corporations ou masses de fortune » (article 2 n° 2) les personnes juridiques, les associations de personnes dépourvues de la personnalité morale, les établissements de bienfaisance, les fondations et

les autres patrimoines d'affectation, lorsqu'ils n'ont pas le caractère de sociétés commerciales et qu'ils ne leur sont pas assimilés (article 4).

Art. 6.

Les associations de personnes dépourvues de la personnalité juridique, les établissements de bienfaisance, les fondations et autres patrimoines d'affectation (articles 4 et 5) n'échappent au devoir fiscal, au sens des articles 2 et 3, qu'à la condition que leur revenu ne soit pas soumis directement à l'impôt près d'un autre contribuable par application de cette loi ou en vertu de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

Art. 7.

I. — Sont considérées comme entreprises de fourniture au sens de l'article 2 n° 3 b), les entreprises ou administrations dont la tâche consiste à approvisionner la population en eau, gaz ou électricité ou à assumer un service de transport public ou la gestion d'un port; mais elles ne sont traitées comme entreprises de fourniture qu'en tant qu'elles accomplissent les tâches désignées ci-dessus. Le Ministre des Finances du Reich peut, avec l'assentiment du Reichsrat, conférer la qualité d'entreprise de fourniture à d'autres entreprises et administrations au sens de l'article 2 n° 3 b).

II. — Par ailleurs le Ministre des Finances du Reich prendra des dispositions pour délimiter la catégorie des entreprises et administrations soumises à l'impôt en vertu de l'article 2 n° 3.

Art. 8.

Dans le cas où un Etat étranger impose le revenu d'une société commerciale, dont le siège social ou le lieu de la direction se trouve à l'intérieur du Reich, plus lourdement que le revenu des sociétés commerciales dont le siège social et le lieu de direction sont établis sur le territoire de l'Etat étranger ou d'un Etat auquel il applique la clause de la nation la plus favorisée, le Ministre des Finances du Reich est autorisé à établir, avec l'assentiment du Reichsrat, un impôt plus lourd sur le revenu intérieur des sociétés commerciales qui ont leur siège social ou le lieu de leur direction sur le territoire de l'Etat étranger.

Art. 9.

I. — Sont exonérés de l'impôt sur les corporations :

1° les Postes du Reich, les Administrations des monopoles du Reich, les entreprises de loteries d'Etats et la Compagnie des chemins de fer du Reich ;

2° la Reichsbank, la Rentenbank, la Banque allemande d'Escompte-or et la Banque des obligations industrielles allemandes ;

3° les banques d'Etats qui, par destination, servent surtout à faire des affaires relevant de l'économie de l'Etat ou de l'économie publique ;

4° les caisses d'épargne publiques ou ouvertes au public dont les affaires sont restreintes à la fonction des caisses d'épargne proprement dites. Le Ministre des Finances du Reich est chargé de déterminer, avec l'assentiment du Reichsrat, ce qu'il faut entendre par cette fonction ;

5° les établissements d'assurances du droit public fondés en application du principe de la mutualité et qui se bornent à assurer leurs membres ;

6° les coopératives rurales constituées en vue d'appliquer le régime de la rotation de culture forestière et agricole (Hauberg)², les associations de

² Les Hauberggenossenschaften existent dans la région de la Sieg et de la Lahn et plus généralement dans les centres pauvres en terres arables, qui les forcent à défricher des forêts en vue de la culture. Après un temps suffisamment long, les coopératives pourvoient au reboisement. Wörterbuch der Volkswirtschaft, Jena 1911, p. 1300.

personnes exerçant leurs droits collectifs dans les forêts et les autres collectivités foncières³, en tant que leur activité ne dépasse pas les limites d'une entreprise accessoire ;

7° les corporations et masses de fortune qui, conformément à leurs statuts, à l'acte de fondation ou à un autre acte constitutif, poursuivent exclusivement des buts religieux, charitables ou d'utilité publique. Le Ministre des Finances déterminera, avec l'assentiment du Reichsrat, les conditions qu'une association de personnes, un patrimoine d'affectation ou une masse similaire doivent remplir pour être considérés comme des établissements d'utilité publique ou charitables ;

8° les associations professionnelles qui ne relèvent pas du droit public et qui ne poursuivent pas un but économique ou commercial ;

9° les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés par actions, dont la fonction principale consiste à administrer la fortune d'une association professionnelle désignée au n° 8 et dépourvue de la personnalité morale, lorsqu'elles tirent leur revenu essentiellement de l'administration de cette fortune et lorsque ce revenu va exclusivement dans la caisse de l'association professionnelle ;

10° les caisses de pension, de veuves, d'orphelins, les caisses de décès, de maladie, d'aide sociale et autres caisses auxiliaires créées pour des cas de détresse ou de chômage, en tant qu'elles ont la capacité civile ; il en est de même pour les caisses du même genre dépourvues de cette capacité, lorsque toute garantie est donnée pour que les revenus soient de façon permanente employés conformément au but de ces caisses et que lors de la dissolution d'une caisse le capital reçoive le même emploi ;

11° les corporations et masses de fortune, lorsqu'elles sont exonérées du paiement des impôts personnels en vertu des principes généraux du droit public appliqués à titre de réciprocité ou en vertu de conventions intervenues spécialement avec d'autres Etats.

II. — Les exemptions prévues par l'alinéa 1, n°s 1, 3 à 11 ne s'appliquent pas au cas du devoir fiscal restreint défini à l'article 3, alinéa 1 n° 2, sous réserve de l'application du § 14 de la loi sur la Compagnie des chemins de fer du Reich (Reichsbahngesetz) du 30 août 1924 (Bulletin des Lois d'Empire, partie II, page 272). Les exemptions prévues par l'alinéa 1 n°s 3 à 10 ne profitent pas non plus aux contribuables dont le siège social et le lieu de la direction se trouvent à l'étranger.

II. — *Revenu et catégories de revenu.*

Art. 10.

I. — Les articles 6 à 8 et 114 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques et les articles 11 et 12 de la présente loi déterminent les revenus imposables par application de la présente loi, le revenu effectivement imposé et enfin la notion même du revenu. Il est indifférent pour l'application du devoir fiscal que le revenu soit distribué ou non, soit aux actionnaires, associés ou membres de la société, soit aux personnes déterminées par les statuts, l'acte de fondation ou un autre acte constitutif quelconque.

II. — L'impôt sur le revenu atteint à ce titre au moins les gratifications de toute espèce attribuées aux membres du conseil de surveillance pour la période fiscale. Art. 17 n° 4. On peut ajouter au revenu minimum la somme :

a) des parts de bénéfice distribuées pour la période fiscale, à moins qu'elles ne proviennent d'une fortune soumise au moment de sa naissance

³ Il s'agit de collectivités issues du régime féodal, qui ont des droits spéciaux ne se confondant pas avec ceux de la commune politique, p. ex. sur la forêt, v. l'art. 164 de la loi d'introduction du Code civil allemand et Wörterbuch précité, page 651.

⁴ Nous les avons analysés dans notre I^{re} partie, page 75 et s.

à l'impôt établi par cette loi au cours des trois dernières années, sans préjudice de l'application de l'article 11 ;

b) des tantièmes, indemnités et rémunérations attribués pour la période fiscale aux membres du conseil de direction et aux employés occupant une place dirigeante, sans que cette attribution leur ait été reconnue par voie de contrat.

Le Ministre des Finances du Reich détermine, avec l'assentiment du Reichsrat, les parts de bénéfices et les gratifications qui entrent ou peuvent entrer en ligne de compte pour l'imposition en vertu du n° 1, lorsqu'elles sont attribuées à des contribuables dont le siège social et le lieu de direction se trouvent à l'étranger.

Art. 11.

Au cas du devoir fiscal illimité ne sont pas pris en considération pour le calcul du revenu, outre les revenus désignés par l'article 8 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, les revenus ci-dessous énumérés :

1° lorsqu'il s'agit d'entreprises et d'administrations visées par l'article 2 n° 3,

les revenus agricoles, forestiers et les revenus du capital (art. 6, al. 1 n° 1, 5 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques), à l'exception des revenus du capital désignés par l'article 83 de cette loi ; ensuite les revenus provenant de la location et de l'affermage d'immeubles (article 38, al. 1 n° 1 de la même loi, ou de l'outillage agricole compris dans un inventaire ; enfin les revenus de la concession temporaire de droits sur des immeubles fonciers, des chutes d'eau et sur la chasse et la pêche ;

2° lorsqu'il s'agit de caisses d'épargne autres que celles visées par l'art. 9 n° 4, quand elles sont publiques ou ouvertes au public, ou des caisses d'épargne constituées par les coopératives et les centrales de coopérative (art. 4, al. 2 c),

la part des revenus provenant des opérations de caisses d'épargne proprement dites, à l'exception des revenus des capitaux désignés par l'art. 83 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ;

3° lorsqu'il s'agit de sociétés commerciales (art. 4, al. 1 et 3) et d'entreprises ou d'administrations au sens de l'art. 2 n° 3 qui fournissent la preuve qu'elles détiennent depuis le début de la période fiscale (art. 12), en vertu de leur possession d'actions, de kuxes, de parts ou de titres de jouissance d'une autre société commerciale, au moins le quart du capital de base ou du capital social⁵, ou, à défaut de celui-ci de la fortune de ces sociétés,

les parts de bénéfices de toute espèce provenant de cette possession ;

4° pour les contribuables désignés à l'art. 4, al. 2 (a-c),

les revenus du genre déterminé par l'art. 6, al. 1 n°s 2 à 4, 7, 8 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ;

5° pour les partis et associations politiques,

les revenus du genre déterminé par l'art. 6, al. 1 n°s 3 à 5, 7, 8 de la même loi, à l'exception des revenus du capital au sens de l'article 83 de cette loi ;

6° les cotisations des membres d'associations de personnes.

⁵ On appelle capital social le capital des sociétés par actions et capital de base (Stammkapital) celui des sociétés à responsabilité limitée. Les sociétés minières n'ont ni l'un ni l'autre. V. Rosendorff, loc. cit., p. 177.

Art. 12.

I. — La période fiscale comprend :

a) pour les contribuables qui sont obligés de tenir des livres en application du Code de commerce ou qui, sans y être obligés, tiennent des livres conformément aux prescriptions de ce Code : l'exercice pour lequel le bilan est établi ;

b) pour les contribuables non compris dans les dispositions de l'alinéa précédent, bénéficiaires de revenus agricoles ou forestiers (art. 6, al. 1 n° 1 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques) : l'exercice allant du 1^{er} juillet au 30 juin, sans préjudice de l'application de l'art. 10, al. 3 a de la même loi ;

c) pour les autres contribuables : l'année civile.

II. — L'exercice qui constitue la période fiscale en application de l'al. 1 a et b doit être le même pour tout le revenu du contribuable ; celui-ci doit résumer les résultats de la gestion dans un compte unique.

III. — Lorsque le devoir fiscal n'a pas subsisté pendant toute l'année civile ou tout l'exercice, la période fiscale est abrégée en conséquence. Il en est de même au cas de la transition du devoir fiscal limité au devoir fiscal illimité et au cas inverse, à moins que la transition ne coïncide avec la fin de la période fiscale régulière.

Lorsque le contribuable n'a pas établi de bilan 12 mois au moins après le commencement du devoir fiscal ou après l'expiration de la dernière période fiscale, le bureau des finances peut déclarer période fiscale cette période de 12 mois sans égard à la durée de l'exercice.

Art. 13.

Les prescriptions de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques (art. 12 à 17, 19 à 21, 25, 26 à 48) servent de base pour la détermination du revenu et des différentes fractions qui le composent, pour la mesure de l'imposition et pour la fixation de l'époque de l'assiette, en tant que les art. 14 à 19 de cette loi en disposant pas autrement.

Art. 14.

Sont déductibles comme prestations spéciales, outre celles prévues par l'art. 17 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques :

1° Les sommes affectées exclusivement à des buts d'utilité publique ou de charité conformément aux statuts, à l'acte de fondation ou à tout autre acte constitutif ;

2° Les sommes versées à des caisses de secours, de bienfaisance ou de pension organisées à l'intérieur de l'entreprise, lorsque toute garantie existe pour qu'elles soient employées à titre permanent à l'obtention des buts qui ont motivé la création de ces caisses ;

3° Les gratifications de toute sorte attribuées à l'occasion du bilan annuel ou bien aux membres du conseil de direction qui ne sont pas chargés exclusivement de la surveillance et du contrôle de la gestion, ou bien à des employés et ouvriers en rémunération de leurs services, à moins que ces gratifications ne soient déductibles en tant que frais professionnels (art. 15 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques).

Art. 15.

Outre les prestations spéciales dont le retranchement est expressément autorisé et les intérêts de dettes, rentes et charges visées par l'art. 15, al. 1 n° 3 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, le calcul du revenu imposable comporte les déductions suivantes :

1° L'impôt créé par l'art. 10, al. 1 de la loi sur les acquisitions immobilières du 12 septembre 1919 (Bulletin des Lois d'Empire, p. 1617), y compris les centimes additionnels et les réserves annuelles faites en vue de leur paiement, en tant qu'elles ne dépassent pas un taux raisonnable ;

2° Lorsque le sujet fiscal est une église allemande, une corporation ou un établissement d'ordre confessionnel du droit public, une autre corporation ou masse de fortune destinée exclusivement à la poursuite d'un but religieux,

les revenus du capital au sens de l'art. 3, al. 2 n° 9 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, lorsqu'ils sont employés à payer des traitements ou à subvenir à des vieillards, des invalides, veuves ou orphelins ;

3° Lorsque le contribuable est une société commerciale (art. 4, al. 1 et 3) ou une entreprise ou administration au sens de l'art. 2 n° 3,

les sommes employées à compenser une perte remontant à une période fiscale antérieure et ayant entamé le capital de base ou le capital social (bilan déficitaire) ; à défaut de capital, on considérera les apports ou le montant des prix d'acquisition ou de fabrication des objets rentrant dans la fortune d'exploitation au sens de l'art. 19, al. 2 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Les prescriptions relatives au calcul du revenu (art. 13 à 17 de la présente loi, art. 12 à 17, 19 à 21 de la loi sur l'impôt des personnes physiques) sont applicables, lorsqu'il s'agit de constater l'existence et l'importance de la perte ;

4° S'il s'agit de sociétés commerciales (art. 4, al. 1 et 3),

les frais d'émission d'actions ou d'autres parts sociales, à moins qu'ils ne soient couverts à l'aide de la prime d'émission ;

5° S'il s'agit de contribuables visés par l'art. 4, al. 2 a-c,

la part des revenus agricoles et forestiers, des revenus du capital, de la location ou de l'affermage d'immeubles ou d'universalités mobilières⁶, de la concession de droits quelconques, lorsqu'elle est employée à la compensation de pertes professionnelles occasionnées au cours de la période fiscale ;

6° En cas de compagnies d'assurance, à l'exception des mutuelles qui n'assurent que leurs membres,

les dotations raisonnables du fonds destiné à faire face aux obligations de la compagnie ;

7° En cas de compagnies d'assurances mutuelles n'assurant que leurs membres (art. 4, al. 2 a),

les sommes provenant de revenus agricoles ou forestiers, de revenus du capital, de la location ou de l'affermage d'immeubles ou d'universalités mobilières, de la concession de droits quelconques, si elles sont attribuées au fonds de réserve qui, en vertu des statuts, est destiné à faire face aux obligations de l'entreprise envers ses membres ;

8° En cas de sociétés en commandite par actions,

la part du bénéfice répartie entre les associés personnellement responsables en représentation de leurs apports autres que ceux qui entrent dans le capital de base, ou bien sous forme de tantièmes.

Art. 16.

La prescription de l'art. 15, al. 2 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques s'applique en ce sens que les prestations spéciales et les frais visés par les art. 14 et 15 de la présente loi sont l'objet d'une déduction même au cas du devoir fiscal limité défini à l'art. 3, al. 1 n° 1, en tant qu'ils ont un rapport économique avec la fortune ou avec l'entreprise

⁶ P. ex. une bibliothèque, l'outillage d'une entreprise, l'inventaire d'un domaine, en un mot une universalité d'objets et de droits dont la détermination individuelle est impossible. V. Staudinger, Kommentar du Code Civil allemand, II, tome I, p. 93, et art. 260 du Code civil.

située à l'intérieur du Reich, ou avec le revenu, également interne. Au cas du devoir fiscal restreint, sont au contraire exclues de la déduction les dépenses énumérées par l'art. 15, al. 1 de la première loi, et les prestations et frais désignés par les art. 14 et 15, à l'exception de ceux déterminés par le n° 2, art. 15 de la présente loi.

Art. 17.

Ne sont pas déductibles pour le calcul du revenu :

1° Les dépenses faites pour l'amélioration et l'augmentation de la fortune, pour la fondation ou l'extension d'une entreprise, pour le placement de capital, pour l'amortissement de dettes ou pour l'acquisition d'objets en remplacement d'autres, en tant que ces dépenses sortent du cadre des art. 15 et 16 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'art. 15 n° 4 de la présente loi ;

2° Les dépenses faites pour l'accomplissement des tâches qui incombent au contribuable en application des statuts, de l'acte de fondation ou de tout autre acte constitutif, même lorsqu'elles font partie des rentes et charges perpétuelles énumérées par l'art. 15, al. 1 n° 3 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ;

3° L'impôt sur les corporations ou autres impôts personnels payés par le contribuable sur les réserves faites en vue de ce paiement ;

4° Les gratifications de toute sorte attribuées par les sociétés commerciales aux personnes chargées par les statuts de la surveillance de la gestion (membres du conseil de surveillance, de la direction des usines, du conseil d'administration, etc.), même lorsqu'elles ont le caractère de frais professionnels (art. 16 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques). Le Ministre des Finances du Reich déterminera, avec l'assentiment du Reichsrat, les prestations qui devront être considérées comme gratifications au sens de cette prescription.

Art. 18.

I. — Au cas de dissolution d'une société commerciale (art. 4, al. 1 et 3), de cessation d'une entreprise ou d'une administration au sens de l'art. 2 n° 3, on comprendra par bénéfice de la dernière période fiscale le montant dont l'actif à répartir dépasse la valeur de l'actif qui a servi de base à l'assiette de l'impôt sur les corporations, après le retranchement des accroissements de fortune exempts d'impôts dont le contribuable a bénéficié au cours de la période fiscale et après l'addition du bénéfice de la période fiscale précédente, dans la mesure où il n'est pas contenu dans l'actif réparti.

Lorsqu'aucune valeur n'a servi de base à la dernière assiette, on la remplacera par le montant versé du capital de base ou du capital social, ou à son défaut, par la somme des apports ou des prix d'acquisition ou de fabrication au sens de l'art. 19, al. 2 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques. A tous les autres points de vue, on appliquera pour le calcul du bénéfice les prescriptions des art. 13 à 17 de la présente loi et les art. 12 à 17, 19 à 21 de la loi relative à l'impôt sur les personnes physiques.

II. L'al. 1 de cet art. s'appliquera par analogie aux cas où l'actif d'une société commerciale, d'une entreprise ou d'une administration au sens de l'art. 2 n° 3 passe, par l'effet d'une liquidation ou sans liquidation, à un tiers ; pour le calcul du bénéfice on prendra dans ce cas, à la place de l'actif à répartir, la contre-prestation faite pour le transfert de la fortune d'après la valeur au jour du transfert.

III. — La prescription de l'al. 2 ne s'applique pas au cas où l'actif d'une société commerciale ou d'une entreprise ou administration au sens de l'art. 2 n° 3 passe en bloc, par le fait d'une liquidation ou sans liquidation, à une autre société commerciale indigène ou à une corporation du droit public. Les prescriptions des articles 30 à 32 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques cessent également de s'appliquer dans ce cas.

Art. 19.

I. — Lorsqu'une société commerciale assujettie précédemment au devoir fiscal illimité (art. 4, al. 1 et 3) transfère son siège social ou le lieu de la direction à l'étranger et que, par ce fait, elle cesse d'être redevable de l'impôt intérieur ou se trouve soumise au devoir fiscal limité, l'art. 18, al. 1 s'applique *mutatis mutandis*. La valeur commune de la fortune existante se substitue à la fortune à répartir. En tant que l'impôt s'applique à un exercice autre que le dernier, il n'est pas perçu pour la fraction correspondant à la proportion entre la fortune restée à l'intérieur et la fortune globale.

II. — L'al. 1 s'applique par analogie, lorsque l'entreprise intérieure d'une société commerciale dont le siège et le lieu de direction se trouvent à l'étranger, est dissoute, qu'elle est transférée à l'étranger ou que sa fortune passe en bloc à un tiers.

III. — Les prescriptions des al. 1 et 2 s'appliquent par analogie aux entreprises et administrations au sens de l'art. 2 n° 3.

III. — *Le tarif de l'impôt.*

Art. 20.

Pour le calcul du montant de l'impôt, on divisera le revenu en fractions de 10 reichsmarks en négligeant celle inférieure à 10.

Art. 21.

Le taux de l'impôt sur les corporations est :

1° pour les sociétés commerciales (art. 4, al. 1 et 3) et les entreprises et administrations au sens de l'art. 2 n° 3, à l'exception des contribuables désignés par les n°s 2 et 3 c, d,
de 20 % du revenu ;

2° pour les sociétés à responsabilité limitée, les coopératives commerciales et économiques autres que celles visées par l'art. 4, al. 2, à la condition que le siège social et le lieu de la direction se trouvent à l'intérieur du Reich et que ni le capital de base, ni la somme des apports, ni la fortune ayant servi de base à la dernière assiette de l'impôt sur la fortune ne dépassent la somme de 50.000 reichsmarks,

pour la tranche jusqu'à 8.000 marks de revenu ou ses fractions : de 10 % ;

pour la tranche suivante de 4.000 ou ses fractions : de 12 % ;

pour la tranche suivante de 4.000 ou ses fractions : de 15 % ;

pour la tranche suivante de 4.000 ou ses fractions : de 20 % ;

pour la tranche suivante de 8.000 ou ses fractions : de 25 % ;

pour toutes les sommes supérieures : de 30 %, sous la réserve que le montant global de l'impôt ne dépasse pas 20 % du revenu total ;

pour les autres sociétés à responsabilité limitée, à moins qu'elles ne soient des sociétés commerciales ou économiques visées à l'art. 4, al. 2,

de 20 % du revenu.

Sont compris dans le capital de base au sens de cette prescription les versements et prestations visés par l'art. 6, a et b de la loi du 8 avril 1922 relative à l'impôt sur la circulation du capital (Bulletin des Lois d'Empire, I, p. 354), ainsi que les prêts et créances désignés par l'article 6 c de ladite loi.

3° a) pour les contribuables désignés par l'art. 2 n° 2, l'art. 4 n° 2,

b) pour ceux visés par l'art. 3, al. 1 n° 2, à la condition qu'ils ne rentrent pas dans les sociétés commerciales (art. 4, al. 1, 3) ou les entreprises et administrations au sens de l'art. 2 n° 3,

c) pour les banques d'émission privées, les banques hypothécaires ordinaires soumises au contrôle de l'Etat en vertu de la loi sur les banques hypothécaires du 13 juillet 1899 (Bulletin des Lois, p. 375), les banques d'hypothèques maritimes, soumises au même contrôle et investies du droit d'émettre des lettres de gage maritimes, les banques hypothécaires dont les affaires dépassent la limite fixée par l'art. 5 de ladite loi (banques hypothécaires mixtes), mais seulement en tant que leur revenu provient des opérations désignées par le même art. 5 de la loi sur les banques hypothécaires,

d) pour les sociétés commerciales soumises au devoir fiscal restreint (art. 4, al. 1, 3) et les entreprises et exploitations au sens de l'art. 2 n° 3, mais seulement en tant que leurs revenus ont le caractère défini par l'art. 3, al. 2 n°s 4 à 11 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques et qu'ils ne tombent pas dans le patrimoine d'une exploitation agricole, forestière ou commerciale située à l'intérieur du Reich,

de 10 % du revenu.

IV. — *L'assiette.*

Art. 22.

Les art. 61 à 67 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques s'appliquent par analogie. La déclaration exigée (art. 61, al. 1 de ladite loi) concernera, le cas échéant, également le montant des parts de bénéfice, les gratifications, les tantièmes, rémunérations et récompenses désignés par l'art. 10, al. 2.

Art. 23.

A la naissance ou à la cessation du devoir fiscal ainsi qu'au cas de transformation du devoir fiscal illimité en devoir limité et réciproquement, le contribuable devra faire une déclaration au Bureau des finances dans les conditions à déterminer par le Ministre des Finances.

V. — *Le paiement de l'impôt.*

Art. 24.

A moins de prescriptions contraires des art. 25 à 28 s'appliquent *mutatis mutandis*, les art. 68, 83 à 103 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques établissant le stoppage à la source des revenus des capitaux, l'assiette des revenus soumis à ce stoppage, les versements provisionnels et définitifs.

Art. 25.

Abstraction faite de l'art. 84 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, le stoppage à la source de l'impôt sur le revenu des capitaux cesse de s'appliquer, si les revenus d'actions, de kuxes, de parts ou de titres de jouissance d'une société commerciale soumise au devoir fiscal illimité et d'une entreprise ou administration au sens de l'art. 2 n° 3 proviennent d'une autre société commerciale et si la première participe pour un quart au moins, et depuis le début de la période fiscale, au capital de base, au capital social ou à la fortune de la seconde.

Art. 26.

I. — L'assiette de l'impôt ne sera pas établie spécialement, quel que soit le montant du revenu, lorsque le revenu du contribuable, autre qu'une société commerciale (art. 4, al. 1, 3) ou qu'une entreprise et administration au sens de l'art. 2 n° 3, se compose ou bien de revenus de capitaux soumis au stoppage et n'entrant pas dans le patrimoine d'une entreprise agricole, forestière ou com-

merciale, ou bien de revenus de ce genre et d'autres revenus inférieurs à 500 reichsmarks. Si les « autres revenus » dépassent 500 reichsmarks, l'opération de l'assiette ne s'applique qu'à ceux-ci.

II. — Les prescriptions de l'al. 1 s'appliquent par analogie, lorsqu'au cas du devoir fiscal limité le revenu d'une société commerciale (art. 4, al. 1, 3) ou d'une entreprise ou administration au sens de l'art. 2 n° 3 ne comprend que des revenus de capitaux soumis au stoppage, à la condition qu'ils ne rentrent pas dans le patrimoine d'une entreprise agricole, forestière ou commerciale située à l'intérieur du Reich, ou lorsqu'il ne comprend, outre ces ressources, que des « revenus autres ».

Art. 27.

Dans les cas où les revenus de capitaux au sens de l'art. 3, al. 2 n° 9 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques sont déductibles lors du calcul du revenu imposable (art. 15, n° 2), les impôts appliqués à ces revenus par voie de retenue ne sont remboursés⁷ qu'en tant qu'ils dépassent 10 reichsmarks par trimestre.

Art. 28.

La prescription relative à la fourniture d'une sûreté en vue du paiement de la dette fiscale définitive (art. 103, al. 1 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques) ne s'applique que si le devoir fiscal prend fin par suite du transfert à l'étranger du siège social et du lieu de la direction d'une société commerciale assujettie au devoir fiscal illimité (art. 4, al. 1, 3), ou par suite d'un transfert analogue de l'entreprise située à l'intérieur du Reich et relevant d'une société soumise au devoir fiscal limité (art. 4, al. 1, 3).

VI. Dispositions transitoires et finales.

Art. 29.

Les articles 104 à 110 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques s'appliquent *mutatis mutandis* à l'établissement de l'assiette en vertu de la présente loi. Mais la prescription de l'art. 108, al. 2, première partie de la phrase, cesse de s'appliquer dans les cas où la fortune de sociétés commerciales a été évaluée sur la base des cours fiscaux⁸ en vue de l'établissement de l'impôt sur la fortune pour 1925 ; elle ne s'applique pas non plus aux participations dans une société commerciale intérieure, lorsque la valeur de cette participation n'est pas entrée en ligne de compte pour l'assiette de l'impôt sur la fortune pour 1925, conformément à l'art. 27 de la loi sur les évaluations fiscales du Reich.

Art. 30.

I. — Les prescriptions des art. 111, 114, 115 de la loi relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques s'appliquent par analogie.

II. — Si au cas de l'art. 5, al. 2 de l'ordonnance sur les bilans-or du 28 décembre 1910 (Bulletin des Lois, I, p. 1253) un compte de dépréciation du capital est établi dans le bilan, les sommes affectées à l'amortissement ne sont pas déductibles dans l'opération du calcul du revenu imposable en vertu de la présente loi ; l'art. 15 n° 3 ne s'applique pas à la matière.

Art. 31.

Le Ministre des Finances du Reich est chargé d'édicter, avec l'assentiment du Reichsrat, une ordonnance d'application de la présente loi.

⁷ Au cas de trop-perçu.

⁸ V. sur ce procédé Rosendorff, loc. cit., p. 566.

Art. 32.

I. — Pour les entreprises et administrations qui n'étaient pas encore redevables de l'impôt en vertu de la loi du 30 mars 1920 (Bulletin des Lois, p. 393) modifiée par celle du 8 avril 1922 (Bulletin des Lois, I, p. 351), les prescriptions de l'art. 2 n° 3 s'appliquent pour la première fois au premier exercice commençant après la mise en vigueur de la présente loi. Dans tous les autres cas, la loi s'appliquera pour la première fois au revenu réalisé pendant l'année civile 1925 ou afférent aux exercices prenant fin pendant cette même année civile.

II. — Les art. 63 à 67 de la loi relative à l'impôt sur la circulation des capitaux sont abrogés avec effet rétroactif à dater du 1^{er} janvier 1925.

En tant que des bonifications fiscales sont accordées pour un exercice finissant avant le 1^{er} janvier 1925 en vertu des art. 63 et 64 de ladite loi, l'impôt sur les tantièmes est perçu conformément à cette loi ; il en est de même des bonifications accordées pour un exercice finissant en 1925, lorsque l'al. 1 de cet article écarte pour cette année toute assiette en vue de l'établissement de l'impôt sur les corporations.

Berlin, le 10 août 1925.

Le Président d'Empire :
von HINDENBURG.

Le Ministre des Finances du Reich : von SCHLIEBEN.

Vu

Vu

Le Doyen :
Henry NÉZARD.

Le Professeur, Président de la thèse :
René BRUNET.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Caen,
Président du Conseil de l'Université :
L. MAIGRON.

Table des Matières

	Pages
Préface	1
CHAPITRE d'Introduction. — Les systèmes fiscaux applicables aux sociétés	5
I. — Les sociétés et l'impôt indirect	6
II. — Les sociétés et l'impôt direct	8
PREMIERE PARTIE. — Les systèmes de la pratique.	
CHAPITRE I. — Le problème du sujet fiscal	17
Section I. — L'imposition simple	19
I. — La taxation exclusive des associés	19
II. — La taxation exclusive de la société personne morale	21
Section II. — La double imposition	27
I. — Origine de la double imposition	27
II. — L'application intégrale de la double taxation	28
III. — L'application tempérée de la double im- position	31
CHAPITRE II. — L'imposition des sociétés en tant que person- nes morales	40
Section I. — La taxation des sociétés par l'impôt réel	42
I. — Le système français. L'impôt sur les bénéfices	42
II. — Le système italien. L'impôt sur les revenus de la richesse mobilière	53
Section II. — La taxation des sociétés par l'impôt personnel ..	61
I. — L'impôt sur le revenu ordinaire appliqué aux sociétés. Le système prussien	61
II. — L'application aux sociétés d'un impôt spécial sur le revenu	66
A. L'impôt sur les corporations en Allemagne	66
B. L'impôt sur le revenu des corporations aux Etats-Unis	89
III. — Le système mixte	97
A. Application simultanée de l'impôt sur le revenu et d'un impôt spécial. L'income tax et le corporation profits tax en An- gleterre	97
B. L'imposition de la productivité. L'impôt local alsacien sur les professions	103

Introduction	105
CHAPITRE I. — Faut-il imposer les sociétés à part ?	109
<i>Section I.</i> — L'argument juridique	109
<i>Section II.</i> — L'argument de la technique fiscale	113
I. — L'insuffisance du système de la taxation des associés	113
II. — L'insuffisance du système de la taxation de la société	114
III. — Le défaut du système du partage du revenu ..	115
<i>Section III.</i> — L'argument économique	117
I. — Le revenu de la société envisagé comme indice d'une force économique particulière	117
II. — Le revenu social considéré comme base d'une imposition spéciale de la société	127
CHAPITRE II. — Comment faut-il imposer les sociétés ?	135
<i>Section I.</i> — La double imposition. Le choix du système fiscal ..	136
I. — Le type de l'impôt	136
II. — Les modalités d'application	137
<i>Section II.</i> — L'imposition de la société comme telle	141
I. — Le sujet fiscal	141
II. — L'objet fiscal	147
III. — La méthode d'imposition	150
CONCLUSION	155

ANNEXES.

A. — Bibliographie	161
B. — Texte de la loi allemande du 10 août 1925 organisant un impôt spécial sur les corporations	170

— STR —

STRASBOURG

15, RUE DES JUIFS, 15